

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
TOMY GRENIER

DES PROMESSES ET DES VOTES :
CLIVAGES IDÉOLOGIQUES ET PARTICIPATION POLITIQUE LORS DES
ÉLECTIONS DE 1935 ET 1970 AU QUÉBEC

JUIN 2012

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

*À Philippe Bergeron,
en souvenir de notre commun éveil politique.*

*Aux étudiants descendus dans la rue en 2012,
forts du même éveil, pour nous offrir un Printemps érable.*

Le pire des analphabètes, c'est l'analphabète politique. Il n'écoute pas, ne parle pas, ne participe pas aux événements politiques. Il ne sait pas que le coût de la vie, le prix de haricots et du poisson, le prix de la farine, le loyer, le prix des souliers et des médicaments dépendent des décisions politiques.

L'analphabète politique est si bête qu'il s'enorgueillit et gonfle la poitrine pour dire qu'il déteste la politique. Il ne sait pas, l'imbécile, que c'est son ignorance politique qui produit la prostituée, l'enfant de la rue, le voleur, le pire de tous les bandits et surtout le politicien malhonnête, menteur et corrompu, qui lèche les pieds des entreprises nationales et multinationales.

Bertold Brecht, « De l'analphabétisme en politique »

RÉSUMÉ

Si, au cours du XX^e siècle, le débat politique québécois apparaît monopolisé par la question constitutionnelle – voire circonscrit entre souverainisme et fédéralisme –, les programmes et les discours des partis politiques révèlent pourtant la présence – sous-estimée – d'un autre clivage idéologique : gauche-droite. Certes, une forte attraction circonscrit les partis politiques au centre, mais une divergence idéologique subsiste néanmoins quant à la définition du rôle de l'État et s'amplifie lorsque les enjeux sont importants.

La présente étude a pour objectif d'analyser les principaux clivages idéologiques qui ont marqué la scène politique du XX^e siècle québécois et de démontrer que les forts enjeux, qui les suscitent, stimulent à la fois l'avènement de nouveaux partis et l'augmentation de la participation électorale.

À cet effet, les élections de 1935 et 1970 constituent des échantillons pertinents qui permettent de mettre en lumière les deux principaux clivages caractérisant la scène politique québécoise : gauche-droite et souverainisme-fédéralisme. Sous la forme d'une mise en perspective des programmes des partis avec les discours des candidats rapportés par *La Presse* et *Le Devoir* (programmes et discours étant les deux grands vecteurs de communication des partis en direction de l'électorat), notre recherche met en évidence leur définition de l'interventionnisme

étatique dans les domaines économique et social et expose les camps idéologiques dans lesquels se rangent les différents partis politiques lors de ces élections.

En substance, les résultats de cette étude confirment l'existence d'un lien entre la montée de la participation électorale et l'arrivée de nouveaux partis à l'Assemblée nationale, consolidé par la présence d'enjeux forts. De plus, ils révèlent une nette distinction idéologique entre les partis politiques, exposent les élections étudiées en tant que point de rupture dans la transition entre vieux et nouveaux partis politiques, et suggèrent, somme toute, l'attachement de l'électorat québécois tant au bipartisme qu'aux idées centristes.

REMERCIEMENTS

À l'heure du bilan, je voudrais ici remercier ceux et celles qui m'ont accompagné tout le long d'un cheminement que j'ai vécu comme une véritable initiation. Atypique dans ma trajectoire et issu d'un milieu qui ne me prédisposait que très peu à un tel accomplissement académique, je me suis efforcé de faire face avec ténacité au défi que je m'étais donné. Le plus dur, dans cette condition de chercheur débutant, a probablement consisté dans des moments d'intense solitude que connaissent, je le crois, tous les aspirants au savoir. Heureusement, l'amour de mes proches a su bien souvent me sortir de cet « isolement cérébral », en adoucir le règne. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude et me pardonnent si mes mots sont insuffisants à rendre justice au soutien qu'ils m'ont apporté.

Merci à mes proches et aux amis si précieux pour ces moments inouïs de convivialité, eux qui ont su ponctuer ces années d'efforts de chaleur, de sourires, de sincérité, de légèreté et d'amitié. Certains comparses méritent d'être cités en souvenir de discussions intellectuelles mémorables, sous le clair de lune ou autour d'une table, ils sont ceux qui ont permis à ma réflexion de progresser : Felipe Antaya, François Antaya, Guillaume Blanc, Dominic Leblanc, Paul-Étienne Rainville, Benoît Simard et Nicholas Toupin.

Cet exercice de réflexion et de rédaction a aussi été le lieu d'une confrontation entre mes forces et faiblesses. Si je me suis dépassé, c'est grâce à deux personnes qui m'ont poussé à m'améliorer sans relâche : Lucia Ferretti et René Hardy, deux chercheurs que j'admire et dont la passion et les précieux conseils se sont avérés de véritables phares au cours de mon cheminement.

Ces années d'études m'ont aussi permis de découvrir l'univers de la recherche universitaire. À cet égard, je tiens à saluer tout particulièrement Claude Bellavance, Yvan Rousseau et Jean-François Hardy. Plus généralement, je remercie toute l'équipe

du Centre interuniversitaire d'études québécoises, un formidable collectif de chercheurs qui a su faire de mon parcours académique de deuxième cycle une aventure passionnante.

Je tiens, enfin, à remercier Pierre Lanthier, mon directeur, pour avoir accepté de me superviser. Sans lui, cette recherche n'aurait probablement pas vu le jour.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	iii
Remerciements	v
Table des matières	vii
Liste des tableaux et des figures	xi
Introduction.....	1
Chapitre 1	8
1. Introduction	8
2. Préambule sur la participation électorale, l'arrivée de nouveaux partis et les cycles politiques	9
2.1. La participation électorale au Québec.....	9
2.2. L'arrivée de nouveaux partis à l'Assemblée nationale	12
2.3. Coïncidence entre la participation électorale et l'arrivée de nouveaux partis.....	14
2.4. Coïncidence avec les cycles politiques	16
3. Notions utilisées	19
3.1. La participation politique	19
Les activités et les modes des participants politiques	20
L'engagement citoyen : entre les actifs et les passifs	21
Le sentiment de compétence comme agent de politisation.....	22
L'éducation et le sens du devoir	23
La théorie des enjeux	24
Une discussion ou une mise en scène à saveur mercatique ?	25
La fidélité partisane	26
3.2. idéologies au Québec	27
Le début du XX ^e siècle	28
L'entre-deux-guerres (1929-1945)	30
L'après 1945.....	33
Pluralisme idéologique	35
Note sur le nationalisme	36
De la gauche et de la droite au Québec.....	37
3.3. Le clivage gauche-droite.....	38
L'égalité comme critère de distinction entre le gauche et la droite ?	40
La liberté comme critère de distinction entre le gauche et la droite ?	41
Des traits distinctifs entre la gauche et la droite	43
Les traits distinctifs de la gauche et de la droite	43
3.4. Clivage souverainisme-fédéralisme	50
4. Méthodologie	52
4.1. Les partis	52
4.2. Les programmes politiques de 1935	52
4.3. Les programmes politiques de 1970	53

4.4. Les discours politiques à travers la presse	54
4.5. Les statistiques électorales.....	55
Chapitre 2	57
1. Le rôle de l'État avant 1935	58
2. Le contexte politique de 1935 : l'arrivée d'un tiers parti	61
3. Les programmes de partis	62
3.1. Le programme du Parti libéral	63
La Confédération canadienne	63
La classe agricole	64
Le plan Vautrin.....	66
La classe ouvrière.....	66
Les trusts	66
Les pensions de vieillesse.....	67
Directeur de compagnies	67
3.2. Le Programme de l'Action libérale nationale et du parti conservateur	68
Les réformes agraires	68
Les réformes ouvrières	69
Les réformes industrielles et industrielles, économiques et financières	70
Les réformes politiques et administratives	70
Les réformes fiscales	71
3.3. Des programmes politiques différents	71
4. Les discours électoraux.....	72
4.1. L'Alliance contre le Régime.....	72
L'Alliance.....	73
Le régime Taschereau.....	78
4.2. Quand la société québécoise n'est représentée que par deux classes.....	85
La classe agricole	86
La classe ouvrière.....	94
4.3. Électricité : municipalisation ou ruralisation ?	103
4.4. Rouge fédéraliste, bleu autonomiste	105
Rouge et bleu.....	106
La province face au fédéral	107
Un État nationaliste	108
4.5. Un État intervenant dans les affaires sociales.....	110
5. La présence d'un clivage idéologique (gauche-droite) ?	111
5.1. Le positionnement idéologiques de l'Alliance.....	111
La conception du monde et le schéma explicatif de l'alliance Duplessis-Gouin.....	111
Un programme politique pour changer l'ordre du monde	113
Gauche autonomiste	114
5.2. Le positionnement idéologique du Parti libéral du Québec	115
La conception du monde et le schéma explicatif du Parti libéral	115
Un programme politique pour préserver l'ordre du monde	118
Droite fédéraliste ?	119
5.3. Les clivages idéologiques de 1935	119
6. Et les résultats de l'élection ?	128
7. Conclusion.....	131
Chapitre 3.....	133
1. Le contexte politique de l'élection de 1970.....	135
2. Les programmes de Partis.....	137
2.1. L'économie et l'État	137
Le programme de l'Union nationale.....	137
Le programme du Parti libéral du Québec.....	141

Le programme du Parti québécois	145
Le programme du Ralliement des créditistes du Québec.....	150
Conclusion sur l'économie et l'État	154
2.2. Un rôle d'assistance sociale pour l'État ?	156
La santé	157
L'éducation.....	162
2.3. Conclusion sur les politiques sociales et économiques dans les programmes	168
3. Les discours électoraux de 1970.....	169
3.1. La quête de légitimité entre vieux et nouveaux partis	169
Un vieux parti surprenant	170
Un tiers-parti terroriste	171
Collusion entre un vieux et un nouveau parti	172
Un vieux parti incompetent... ..	174
...et un vieux parti à la mode.....	175
Le péril constitutionnel.....	176
Les vieux partis : entre la haute finance et le mécontentement	177
3.2. L'économie par le social ou le social par l'économie ?	179
L'État dans l'économie : chef d'entreprise, gestionnaire, agent ou bailleur de fonds ?	180
Administration de l'État	180
La prospérité économique du Québec relancée par l'État ?	185
La fiscalité	193
Conclusion sur les discours économiques	195
3.3. Les politiques sociales en marge des discours politiques	197
L'assistance sociale	197
Le monde du travail.....	199
L'habitation	200
La protection du consommateur	202
La santé	203
Conclusion sur le social.....	204
3.4. Politiques économiques et sociales, l'État régit ou laisse faire ?	205
3.5. Le pacte confédératif remis en question	207
La péréquation, un sujet polémique.....	208
4. Une gauche souverainiste, une droite fédéraliste et une droite autonomiste à l'élection de 1970	221
4.1. La conception du monde des partis politiques, leur schéma explicatif et leur programme politique.....	222
4.2. Le positionnement idéologique sur l'axe gauche-droite	226
4.3. Les positionnements idéologiques sur l'axe souverainisme-fédéralisme	233
4.4. Les clivages idéologiques	233
5. Et après ?	235

Conclusion	240
Annexe 1	248
Annexe 2	249
Annexe 3	250
Annexe 4	251
Annexe 5	252
Annexe 6	253
Annexe 7	254
Annexe 8	257
Annexe 9	266
Annexe 10	272
Annexe 11	276
Bibliographie	282
1. Sources premières	282
1.1. Corpus principal.....	282
1.2. Articles de journaux (avec auteur) cités.....	282
1.3. Articles de journaux (sans auteur) cités	285
2. Sources secondes.....	289
2.1. Ouvrages de références et ouvrages généraux	289
2.2. Monographies et ouvrages collectifs	289
2.3. Articles de périodiques	291
2.4. Articles de journaux.....	293
2.5. Thèses et mémoires.....	294
2.6. Documents gouvernementaux ou d'autres organismes.....	294
2.7. Sites Internet	295

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Figure 1.1 Taux de participation électorale de 1867 à 2008 aux élections provinciales du Québec	10
Figure 1.2 Taux de participation électorale de 1931 à 2008 aux élections provinciales du Québec.....	12
Figure 1.3 Nombre de partis politiques élus aux élections provinciales du Québec de 1867 à 2008.....	14
Figure 1.4 Taux de participation électorale (x 0,10) et nombre de partis politiques élus aux élections provinciales de 1931 à 2008	15
Figure 1.5 Taux de participation électorale (x 0,10), nombre de partis politiques élus et cycles politiques de 1867 à 2008	18
Tableau 2.1 Nombre de mesures des partis politiques à l'élection de 1935 classifiées par type d'interventionnisme étatique	121
Tableau 2.2 Répartition des mesures par catégorie et par parti politique à l'élection de 1970.....	122
Tableau 2.3 Gradation selon l'intensité d'interventionnisme étatique des mesures de chaque parti politique à l'élection de 1970.....	123
Figure 2.1 Le positionnement des partis sur l'axe gauche-droite à l'élection de 1935	124
Tableau 2.4 Cotation des systèmes politiques selon le niveau du partage des pouvoirs entre la province du Québec et le gouvernement canadien	125
Tableau 2.5 Position et cote des partis politiques selon le niveau de partage des pouvoirs envisagé entre la province du Québec et le gouvernement canadien ..	126
Figure 2.1 Les clivages politiques à l'élection de 1935 (gauche-droite / souverainisme-fédéralisme)	127
Tableau 3.1 Nombre de mesures des partis politiques à l'élection de 1970, classifiées par type d'interventionnisme étatique	227
Figure 3.1 Répartition des mesures par catégorie par parti politique (élection de 1970)	228
Tableau 3.2 Gradation selon l'intensité d'interventionnisme étatique des mesures de chaque parti politique à l'élection de 1970	230
Figure 3.2 Gradation selon l'intensité d'interventionnisme étatique des mesures de chaque parti politique à l'élection de 1970	231
Figure 3.3 L'intensité du non-interventionnisme étatique des mesures des partis politiques de droite (élection de 1970)	232
Tableau 3.3 Position et cote des partis politiques selon le niveau de partage des pouvoirs envisagé entre la province du Québec et le gouvernement canadien	233
Figure 3.4 Les clivages politiques à l'élection de 1970.....	234

INTRODUCTION

Démissions, dissidences et cynisme politiques ont ponctué l'actualité du Québec depuis l'élection provinciale du 8 décembre 2008 jusqu'à aujourd'hui. Les résultats de cette élection annonçaient la défaite de l'Action démocratique du Québec (ADQ), qui perdait 34 de ses 41 sièges, entraînant quelques jours plus tard la démission de son chef, Mario Dumont. Ils annonçaient également celle de l'électorat, le taux de participation électorale (58%) atteignant un record d'absentéisme. Ce taux n'avait jamais été aussi bas depuis 1927. Plusieurs observateurs ont alors commenté ou tenté d'expliquer cette désaffection du citoyen à l'égard de la politique. Le cynisme de l'électeur est apparu comme point central : l'électeur ne voterait plus car il ne se sentirait plus concerné par la politique. On expliquait que «ce dernier a compris depuis longtemps que son vote a peu de chance de changer le résultat électoral et que la probabilité d'en retirer un bénéfice quelconque est faible»¹. Désabusé, l'électorat n'espérerait plus rien de la classe politique, considérée comme déconnectée des citoyens, et qui, par surcroît, lui donnerait l'impression de ne plus le représenter. En 2010, ce constat persistait, assez pour que le président de la

¹Pierre Simard, «Ceux qui n'ont pas voté ne sont pas des imbéciles!», *Le Soleil*, 10 décembre 2008 : 25.

Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec écrive que la «démocratie est malade de cynisme»² et qu'il devient urgent d'y remédier.

Le désenchantement frappe aussi les partis politiques. En 2011, plusieurs membres partisans ont démissionné. Certains soutiennent ne plus se retrouver idéologiquement dans leur parti et d'autres, ne plus avoir confiance en leur chef. L'année 2011 est particulièrement marquée par la dissidence de députés péquistes, dont plusieurs se déclarent députés indépendants et d'autres fondent un nouveau parti, l'Option nationale. Au même moment, François Legault, ancien membre du Parti québécois ayant démissionné en 2009, fonde son propre parti, la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ).

Désabusement et désenchantement caractérisent donc la politique québécoise récente. Pourquoi citoyens comme politiciens abdiquent-ils ? L'argument cité plus haut d'un possible déficit de représentativité des citoyens à l'Assemblée avait déjà été avancé dans le rapport déposé par le Comité directeur des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques de 2003³, qui en rendait le mode de scrutin (majoritaire uninominal à un tour) responsable. Selon ce comité, «le mode de scrutin doit [...] refléter la réalité québécoise, ce qui [n'est] pas le cas présentement»⁴. En

²Julien Gagnon, «Notre démocratie est malade du cynisme». *Le Soleil*, 12 août 2010, sur le site Cyberpresse. Consulté le 21 novembre 2011. <http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/opinions/points-de-vue/201008/10/01-4305386-notre-democratie-est-malade-de-cynisme.php>

³COMITE DIRECTEUR DES ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES 2003, *Prenez votre place ! La participation citoyenne au cœur des institutions démocratiques québécoises*, Québec, Gouvernement du Québec, 88 p.

⁴ *Ibid.* : 33.

effet, celui-ci favoriserait inévitablement une configuration bipartite dans laquelle les citoyens ne se reconnaîtraient plus, et ce en dépit de la multiplication des partis.

C'est pour cette raison que plusieurs observateurs se sont réjouis de l'arrivée massive de députés adéquistes lors de l'élection de 2007. Ils y voyaient la fin du bipartisme – considéré comme un facteur de stagnation politique. Cette stagnation proviendrait du fait que les électeurs seraient pris en otage par deux vieux partis, qui les confindraient dans la division entre fédéralistes et souverainistes. L'arrivée d'un nouveau parti, selon ces observateurs⁵, devait pouvoir mettre fin à cette inertie. En ce sens, l'ADQ représentait une lueur d'espoir. Nouvelle voix/voie politique, l'équipe de Mario Dumont devait remotiver les électeurs et les rallier aux urnes. Mais si 41 députés adéquistes ont trouvé siège à l'Assemblée, la participation électorale n'a pour sa part pas remporté le même succès, son taux ayant augmenté d'à peine 0,8% par rapport aux élections de 2003. On le voit, la configuration tripartite n'a pas eu l'effet escompté sur la participation, et bien qu'elle soit encore en place lors l'élection suivante (2008), elle n'en a pas eu plus : au contraire, le taux de participation électorale a alors chuté de presque 14%.

Il n'en reste pas moins qu'à l'époque, l'idée voulant que l'arrivée d'un troisième parti puisse dynamiser la scène politique et stimuler l'électorat nous était apparue pertinente. En effet, si on se penche sur l'histoire politique du XX^e siècle, on

⁵ Paul Cliche, «Vers un réalignement en profondeur sur l'échiquier politique?», *Le Devoir* (30 mars 2007) : A7.

Bernard Descôteaux, «La fin du bipartisme», *Le Devoir* (23 mars 2007) : A8.

Marc-André Gravel, «Fini le bipartisme!», *Cyberpresse* (17 mars 2007).

constate qu'à l'exception de l'élection de 1944 – marqué par l'arrivée du vote féminin –, toutes les élections ayant connu l'arrivée de nouveaux partis se caractérisent par une hausse de la participation électorale. Mais on observe aussi que ces élections se déroulent dans des contextes marqués par des crises (économiques, politiques, sociales et/ou identitaires) générant de forts enjeux qui dépassent le ressort du simple citoyen et nécessitent une intervention de l'État. Dans de tels contextes, les partis politiques sont appelés à débattre sur ce que doit entreprendre l'État pour faire face à la crise qui sévit. Le débat politique qui anime les campagnes électorales est par conséquent monopolisé par des promesses à court terme qui visent à répondre aux problèmes du moment et les idées politiques exprimées par les candidats sont nettement différenciables. Ces considérations nous amènent à supposer que l'arrivée de nouveaux partis et la hausse significative du taux de participation ne sont pas corrélationnelles, mais qu'elles découlent plutôt de la prégnance d'enjeux qui entraînent une franche division idéologique entre les partis politiques.

Notre hypothèse est donc la suivante : les enjeux polarisants sont le facteur déterminant de la montée de la participation électorale et du surgissement de nouveaux partis politiques. Nous notons que ce postulat induit trois corollaires. Le premier implique la présence d'enjeux assez importants pour s'improviser en thèmes majeurs de la campagne électorale. Le deuxième suppose que ces enjeux fractionnent la scène politique en autant de partis aux idéologies divergentes. Le troisième (et dernier) corollaire fait de la participation électorale et de l'arrivée de nouveaux partis des indicateurs respectivement de l'intensité et de la nature du débat politique.

Autrement dit : quand la société est aux prises avec de forts enjeux touchant de près la population – comme en cas de crise économique –, les citoyens (en votant) et les politiciens (en constituant de nouveaux partis) se mobilisent autour d'un ensemble de solutions renvoyant à différentes conceptions du monde (idéologies). La gravité de la situation provoque, pour sa part, une radicalisation des positions idéologiques. Les camps politiques apparaissent alors ostensiblement opposés et il devient plus aisé pour les citoyens de s'identifier à un – ou de se distinguer d'un – parti et donc de faire leur choix électoral. La proximité de l'enjeu jointe à la compréhension de la joute politique suscitent un intérêt particulier de la part des citoyens pour la chose politique : ils se mobilisent minimalement pour aller voter ou maximalement en s'impliquant dans un parti. Du côté des politiciens, l'importance des enjeux et la radicalisation des idées politiques provoquent de la dissension au sein des partis et/ou la formation de nouveaux partis.

Entre la participation électorale et la formation de nouveaux partis politiques, les rapports sont donc complexes. Plutôt qu'un lien de causalité, il faut y voir un rapport de convergence ou de divergence entre la population et les politiciens face aux problèmes qui se posent à l'heure des élections. Dans cette recherche, nous nous efforcerons de préciser davantage la nature de ces liens.

On peut établir une corrélation entre le taux de participation et l'apparition de tiers partis au moins à deux occasions au Québec au cours du XX^e siècle : lors de l'élection de 1935, puis celle de 1970. Le Québec des années 1930, qui subit les

contrecoups du krach boursier de 1929 et plonge dans une crise économique, voit naître l'Action libérale nationale (ALN). Pour la première fois depuis l'instauration de la Confédération, les taux de participation pour les élections successives au cours de cette période dépassent la barre du 70% tout en se maintenant toujours au-dessus de 75%. Les années 1970 voient se produire le même phénomène : une crise inflationniste couplée aux dettes de l'État et à une crise identitaire favorisent la formation de plusieurs partis politiques dont le Parti québécois et le Ralliement des créditistes du Québec qui font alors leur première apparition. Les taux de participation électorale des années 1970 pulvérisent la barre des 80% et atteignent des records plus jamais égalés depuis (85,27% en 1976).

Nous nous proposons donc de vérifier notre hypothèse par une étude comparée des élections de 1935 et de 1970. Nous analyserons les programmes politiques et les discours des partis en nous concentrant sur la question de l'interventionnisme étatique dans les domaines économique et social. Nous procéderons en interrogeant la scène électorale à travers le prisme de deux clivages idéologiques spécifiques : gauche-droite et souverainisme-fédéralisme.

L'étude est divisée en trois chapitres. Le premier s'applique à situer notre objet de recherche, étayer notre problématique et définir, par le biais d'une revue de la littérature, les principales notions utilisées (telles que la participation politique, l'intervention étatique, le clivage gauche-droite et le clivage souverainisme-

fédéralisme), ainsi qu'à présenter notre méthodologie de recherche. Trois principales disciplines sont convoquées : l'histoire, la philosophie et la sociologie – politiques.

Le deuxième chapitre se consacre à l'analyse de l'élection de 1935. Il se subdivise en cinq sections : le contexte et le rôle de l'État; les programmes politiques du Parti libéral et de l'Action libérale nationale; les discours électoraux; la question constitutionnelle. Il se clôt sur une conclusion éclairant les divers clivages.

Le dernier chapitre s'intéresse à l'élection de 1970 et s'organise sensiblement comme le précédent. Nous y dressons d'abord le contexte de l'élection, puis nous y analysons les programmes et les discours des quatre partis en lice. Avant de cerner les divers clivages idéologiques en jeu, nous abordons la question constitutionnelle.

Enfin, notre conclusion prend le temps de rappeler notre hypothèse afin de la soumettre aux conclusions partielles.

CHAPITRE 1

1. INTRODUCTION

La participation politique au Québec a fait l'objet de plusieurs études – pensons par exemple aux publications de Vincent Lemieux et de Jacques T. Godbout. Mais rares sont les travaux réalisés à partir d'une approche historique. De plus, aucune d'entre elles ne traite directement d'un possible lien entre la polarisation des idéologies et la participation politique. En ce sens, notre approche est originale. Elle l'est plus encore si l'on considère que nous étudions l'histoire politique du Québec sous l'angle des clivages idéologiques (gauche-droite et souverainisme-fédéralisme) mais sans que la question constitutionnelle soit prédominante. En effet, l'histoire politique du Québec – surtout en ce qui concerne les idéologies – est trop souvent réduite au débat constitutionnel et appréhendée de ce fait par le prisme du nationalisme. Nous ne nions pas que ces questions occupent une grande place dans l'histoire du Québec, et que l'on ne peut conséquemment étudier l'histoire du Québec sans en tenir compte. Nous y souscrivons, et la question constitutionnelle sera effectivement abordée dans cette recherche, mais sans que nous en fassions toutefois le cœur de notre réflexion. Ainsi, notre analyse des idéologies politiques utilisera l'interventionnisme étatique plutôt que le nationalisme comme point d'articulation des clivages. Ciblant l'intervention de l'État, notre réflexion insistera davantage sur le clivage gauche-droite que sur le clivage souverainisme-fédéralisme.

Nous sommes conscients que la question gauche-droite au Québec – surtout lorsqu’il s’agit d’attribuer des étiquettes aux différents partis – est un sujet sensible. De fait, si toute recherche scientifique suppose un souci constant d’objectivité, le choix du sujet, ici, nous a conduit à redoubler d’effort à cet égard. Soulignons par ailleurs que notre étude ne prétend pas répondre à l’intégralité de la question qu’elle soulève. Modeste, notre entreprise ne nous apparaît pas moins légitime : le fait que le sujet soit aussi sensible et que le type de réflexion que nous nous proposons de mener n’ait jamais – à notre connaissance – été entrepris, atteste sa nécessité.

Préalablement, nous nous proposons de définir quelques notions indispensables afin d’éviter au lecteur toute confusion, telles les notions de participation politique, d’interventionnisme étatique, la gauche, la droite, le souverainisme et le fédéralisme. Nous présenterons aussi notre méthodologie. Mais avant tout, un préambule au sujet de la participation électorale et les nouveaux partis s’impose.

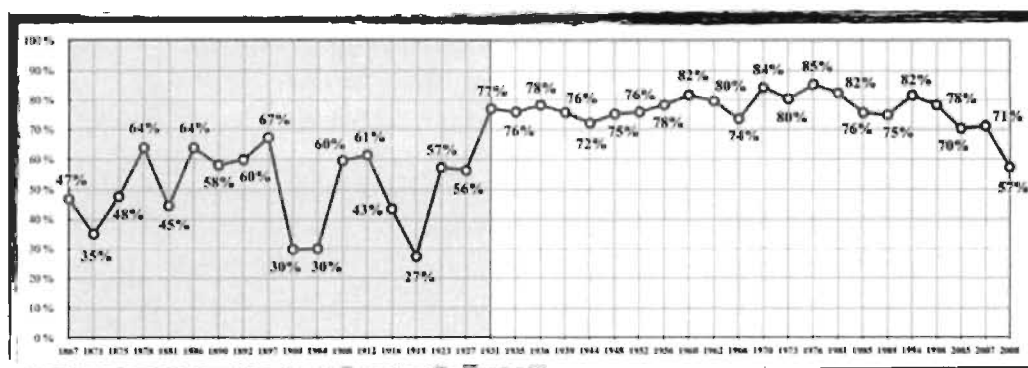
2. PRÉAMBULE SUR LA PARTICIPATION ÉLECTORALE, L’ARRIVÉE DE NOUVEAUX PARTIS ET LES CYCLES POLITIQUES

2.1. LA PARTICIPATION ÉLECTORALE AU QUÉBEC

Avant d’entrer dans le vif du sujet, il nous apparaît essentiel de tracer un portrait factuel de la participation électorale au Québec et de l’arrivée de nouveaux partis à l’Assemblée nationale depuis 1867. Comme le montre le graphique 1.1 ci-

dessous, le taux de participation électorale est très inégal entre 1867 et 1927 et semble se stabiliser après cette date pour se maintenir à une moyenne de 76%. Cette évolution est due à un changement dans le calcul du taux de participation. Avant 1931, il incluait les circonscriptions élues par acclamation, ce qui avait pour effet de jouer à la baisse sur le taux de participation et le faisait varier au gré du nombre changeant d'élections par acclamation. Après 1931, les circonscriptions élues par acclamation ont cessé d'être comptabilisées, et la variabilité du taux de participation d'une élection à l'autre a diminué.

Figure 1.1
Taux de participation électorale de 1867 à 2008⁶
aux élections provinciales du Québec⁷



(voir annexe 1)

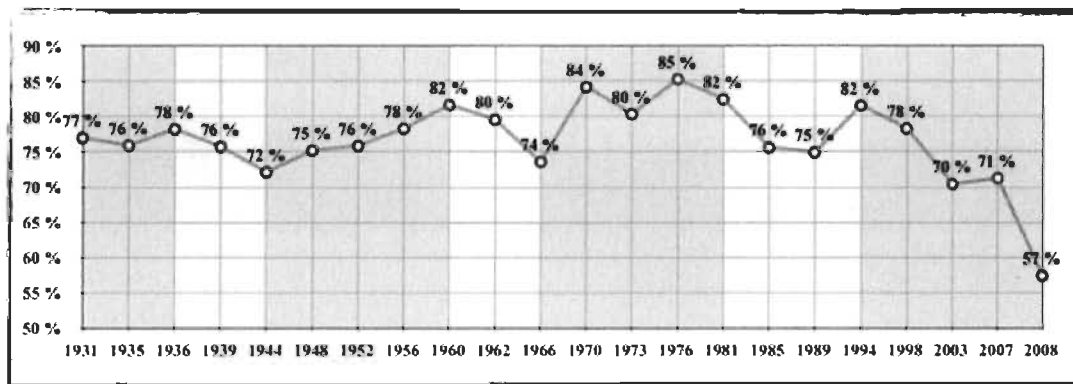
La prise en compte des élections par acclamation frappe d'imprécision les taux de participation électorale entre 1867 et 1931. Aussi notre analyse couvre-t-elle plutôt la période allant de 1931 à 2008. Au cours de cet intervalle de temps, nous

⁶ DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC, *Élections générales aux élections*, <http://dgeq.qc.ca/documents/pdf/elections-generales-quebec-1867-2008-VF.pdf>, consulté le 18 décembre 2011.

⁷ On trouve une version agrandie de ce tableau en annexe I.

avons déterminé six séquences de fluctuations du taux de participation. La première englobe les élections de 1931, 1935 et 1936 et correspond à la première montée du taux de participation enregistré au-delà de 75%. La seconde marque une descente du taux de participation partant de 78,23% en 1936 jusqu'à 72,13% en 1944 – en passant par 76% en 1939. La troisième séquence est caractérisée par une lente montée du taux de participation. Elle s'étend de 1944 (72,13%) à 1960 (81,66%). Une courte descente du taux débute en 1960 (81,66%) et s'achève en 1966 (73,56%). De 1966 à 1981, le taux suit une montée sinueuse qui le voit bondir à 84% (en 1970) et se maintenir au-dessus de 80% pour les quatre élections (1970, 1973, 1976 et 1981). C'est aussi la période durant laquelle le plus haut taux de participation électorale de l'histoire politique du Québec est enregistré, soit 85,27% en 1976. De 1981 à 1989, on assiste à une baisse du taux de 82,49% à 74,95%. Enfin, l'intervalle 1989-2008 est marqué par un bond de la participation en 1994 (81,58%), avant que le taux n'entreprenne une longue chute qui atteindra 57,4%.

Figure 1.2
Taux de participation électorale de 1931 à 2008
aux élections provinciales du Québec⁸



(voir annexe 2)

2.2. L'ARRIVÉE DE NOUVEAUX PARTIS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

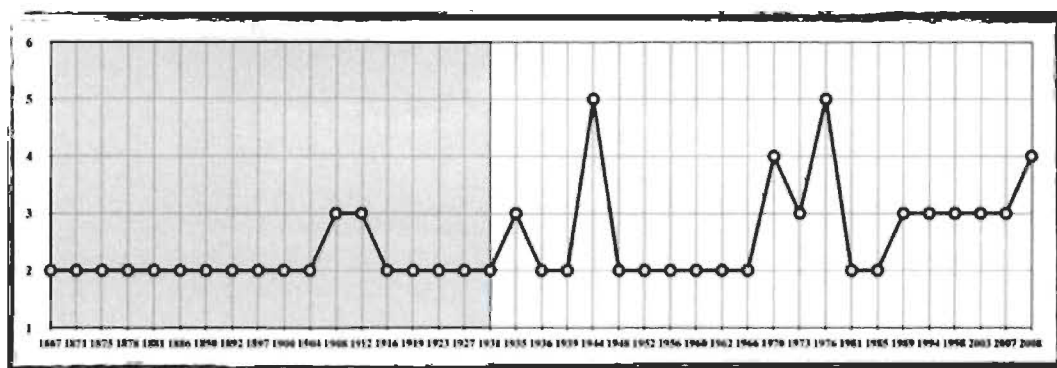
L'électorat québécois s'est présenté aux urnes 39 fois depuis 1867. Sur ce total, treize élections ont fait élire plus de deux formations politiques.

Sur la période 1867-1931, on recense 16 élections dont seulement deux – celle de 1908 et celle de 1912 – ont fait élire un troisième parti : la Ligue nationaliste (canadienne). Trois députés nationalistes sont en effet élus en 1908 dont il ne reste qu'un seul à l'élection suivante (1912). La tradition de bipartisme semble donc s'être solidement installée au cours de cet intervalle.

⁸ On trouve une version agrandie de ce tableau en annexe 2.

Entre 1931 et 2008, la fréquence d'élections où sont élus plus de deux partis est plus élevée : 11 d'entre elles voient entre 3 et 5 partis obtenir au moins un siège. Fait intéressant, certaines apparitions de nouveaux partis marquent une période de transition partisane. Ainsi, lors de l'élection de 1935, on assiste à l'arrivée de l'Action libérale nationale (ALN) laquelle, après avoir fusionné avec le Parti conservateur (PCQ), a formé l'Union nationale (UN) qui sera portée au pouvoir de 1936 à 1939, de 1944 à 1960 et de 1966 à 1970. L'élection de 1970, pour sa part, a vu apparaître le Parti québécois (PQ) lequel a absorbé l'Union nationale lors de l'élection de 1973 et a été élu comme gouvernement à plusieurs reprises de 1976 à 2008. Notons que dans les cas de l'UN et du PQ, non contents d'obtenir le pouvoir à plusieurs reprises, ils se sont imposés comme nouveaux partis de l'Opposition officielle concurrençant le Parti libéral du Québec. Enfin, de 1994 à 2003, l'Action démocratique du Québec – ou plutôt son chef, Mario Dumont – obtient un siège à l'Assemblée nationale avant d'en obtenir 41 en 2007 et d'en perdre 34 à l'élection suivante (2008). Une nouvelle formation, Québec solidaire, fait à cette date son apparition en Chambre, avec un siège.

Figure 1.3
Nombre⁹ de partis politiques élus aux élections
provinciales du Québec de 1867 à 2008¹⁰



(voir annexe 3)

2.3. COÏNCIDENCE ENTRE LA PARTICIPATION ÉLECTORALE ET L'ARRIVÉE DE NOUVEAUX PARTIS

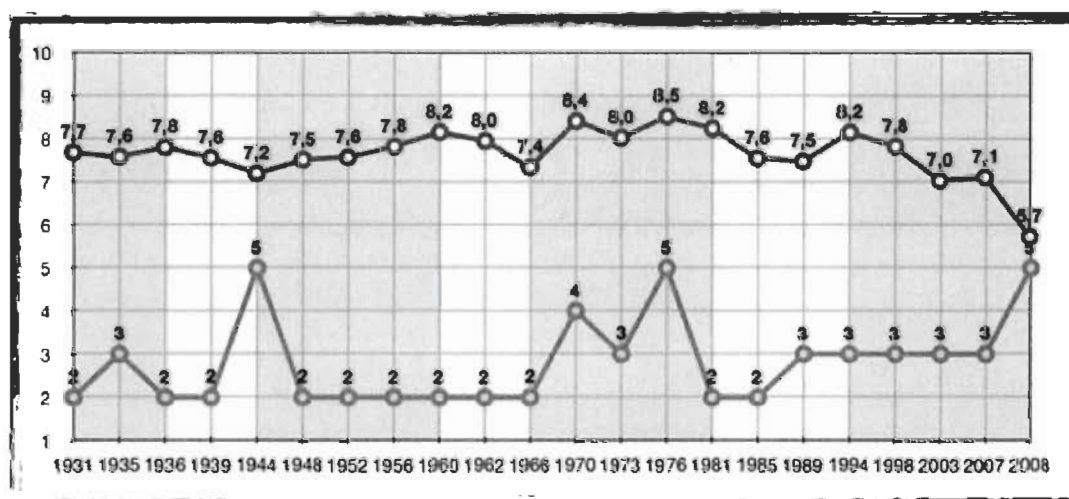
Si l'on juxtapose à présent taux de participation et nombre de partis politiques lors des élections de 1931 à 2008, nous observons au cours des années 1930 et 1970 une correspondance entre l'élection d'un troisième parti et une période de hausse de la participation électorale. Cependant, quelques exceptions apparaissent sur le graphique : les élections de 1944, 1989 et de 2008. L'élection de 1944 semble même constituer une double exception. Elle affiche en effet une baisse de la participation électorale au moment même où apparaissent trois nouveaux partis, ce qui semble contredire notre hypothèse de recherche. Cependant, celle-ci reste valide si l'on rallie

⁹ ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, *La répartition des sièges aux élections générales*, <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/sieges.html>, consulté le 18 décembre 2011.

¹⁰ On trouve une version agrandie de ce tableau en annexe 3.

la thèse généralement admise voulant que ce phénomène de baisse de participation s'expliquerait par l'arrivée d'un corps électoral renouvelé, les électrices, lesquelles ne se seraient pas toutes prévaluées de leur droit de vote. La seconde exception, soit l'élection de 1989, voit l'arrivée d'un nouveau parti, le Parti égalité, sans que l'on assiste pour autant à une hausse de la participation. Ceci s'expliquerait par le fait que ce parti portait un enjeu s'adressant principalement à un groupe « minoritaire » du Québec, les anglophones de l'île de Montréal et n'aurait donc pas mobilisé massivement les électeurs. Quant au cas de 2008, il nous paraît trop tôt pour en tirer une conclusion pertinente : l'histoire s'écrit encore.

Figure 1.4
Taux de participation électorale (x 0,10)
et nombre de partis politiques élus aux élections
provinciales de 1931 à 2008¹¹



(voir annexe 4)

¹¹ On trouve une version agrandie de ce tableau en annexe 4.

2.4. COÏNCIDENCE AVEC LES CYCLES POLITIQUES

Une autre coïncidence est observable lorsque nous identifions les cycles politiques et que nous les arrimons avec la participation électorale et l'arrivée de nouveaux partis.

De 1867 à nos jours, nous observons quatre grands cycles politiques de trois mandats et plus. Le premier cycle débute avec l'élection du Parti conservateur en 1867 et se termine à l'élection de 1886 avec la victoire du Parti libéral. Les conservateurs sont élus à cinq reprises durant ce premier cycle¹².

Le second cycle (1897-1936) s'étend sur 39 années de pouvoir libéral. Il s'agit du plus long des cycles politiques qu'ait connus l'histoire du Québec. À la différence du cycle précédent, lors duquel le Premier ministre était renouvelé d'une élection à l'autre¹³, le second cycle n'assiste à l'élection que de quatre nouveaux premiers ministres. Lomer Gouin est reporté au pouvoir à quatre reprises et gouverne pendant plus de 15 ans (1905-1920). Louis-Alexandre Taschereau remporte, quant à lui, cinq élections entre 1919 et 1935.

Le troisième grand cycle débute en 1944 avec l'arrivée de Maurice Duplessis et se termine à l'élection suivant sa mort en 1959. L'Union nationale est portée au pouvoir par à quatre reprises (1944, 1948, 1952 et 1956).

¹² Nous avons exclu le court mandat libéral de 1878 à 1879 puisqu'il n'a duré que 16 mois et que la tourmente autour de cette élection n'a pas permis aux libéraux de se démarquer de la gouvernance conservatrice de ce premier cycle politique. À noter aussi que cette élection est la seule à porter au pouvoir un gouvernement minoritaire avant celle de 2007.

¹³ En incluant le premier ministre libéral de 1878, les électeurs de la province ont élu huit premiers ministres différents d'une élection à l'autre.

Le quatrième et dernier grand cycle politique débute à l'élection de 2003 et n'est pas encore terminé au moment d'écrire ces lignes. Jusqu'à ce jour (2012) le gouvernement de Jean Charest est élu à l'élection de 2003, 2007 et 2008.

Les premier et deuxième grands cycles sont séparés par une alternance de deux petits cycles, respectivement libéral (1886-1892) et conservateur (1892-1897). Deux autres petits cycles se partagent la transition entre les deuxième et troisième grands cycles. Le premier se produit sous la gouverne unioniste (1936-1939) et le second, sous celle des libéraux d'Adélard Godbout (1939-1944).

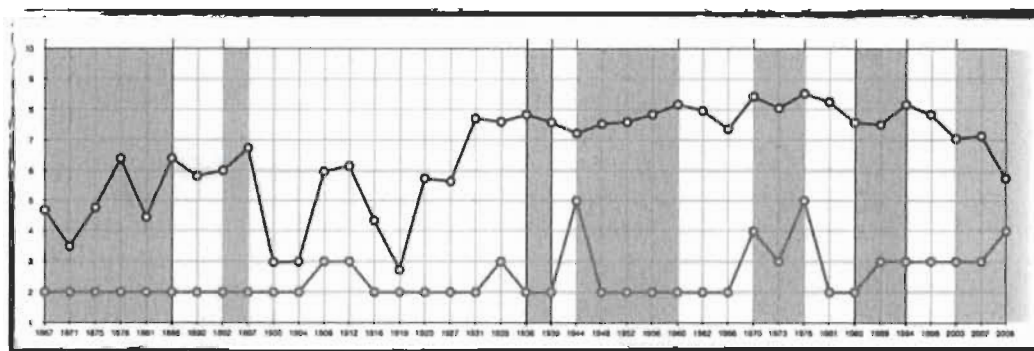
Entre les troisième et quatrième grands cycles politiques, plusieurs petits cycles ne durant pour la plupart qu'environ deux mandats se succèdent. Cette période, allant de 1960 à 2003, se résume à une alternance entre pouvoir libéral et pouvoir péquiste. Cinq cycles y sont repérables : 1960-1970, 1970-1976, 1976-1985, 1985-1994 et 1994-2003.

Nous intéressant à la participation politique et à ces cycles, nous observons que les «élections transitionnelles»¹⁴ sont marquées par un taux de participation ou par l'arrivée de nouveaux partis – voire les deux phénomènes. Ce dernier scénario retient particulièrement notre attention. En plus de connaître des taux de participation électorale élevés et d'assister à l'arrivée de nouveaux partis, les élections de 1935 et 1970 s'inscrivent en tant qu'«élections transitionnelles» et s'avèrent encore plus

¹⁴ Élections qui ponctuent ou annoncent la fin d'un cycle et le début d'un autre.

particulières si nous constatons qu'elles marquent le début d'un nouveau cycle formé d'un nouveau parti de l'Opposition officielle qui sera, par la suite, porté au pouvoir.

Figure 1.5
Taux de participation électorale (x 0,10),
nombre de partis politiques élus et cycles politiques
de 1867 à 2008¹⁵



(voir annexe 5)

L'élection de 1935 réélit le Parti libéral et assiste à l'arrivée d'un nouveau parti de l'opposition (ALN). Les neuf mois de mandat libéral qui suivent cette élection sont marqués par la contestation des résultats électoraux et des méthodes électorales du PLQ, et par l'enquête des comptes publics. Les révélations de cette enquête concourent à la démission de Taschereau et l'élection d'une nouvelle formation, l'Union nationale, à l'élection suivante (17 août 1936).

Quant à l'élection de 1970, deux nouveaux partis font leur apparition sur la scène politique : le Parti québécois et le Ralliement des créditistes du Québec. En plus

¹⁵ On trouve une version agrandie de ce tableau en annexe 4.

d'y perdre le pouvoir au profit des libéraux de Bourassa, l'Union nationale doit partager les sièges de l'opposition avec ces nouveaux partis. Sa disparition est dès lors imminente. De fait, l'UN n'obtient aucun siège lors du triomphe libéral de 1973¹⁶ et n'en remporte que 11 lors de l'écrasante victoire péquiste de 1976¹⁷. L'élection de 1970 marque donc l'arrivée d'un nouveau parti politique de l'Opposition avec lequel le PLQ continue de s'échanger le pouvoir. L'apparition du PQ introduit en outre un nouvel enjeu, la souveraineté du Québec, qui persistera au fil des cycles politiques subséquents, jusqu'au *Charestisme*¹⁸ inauguré en 2003.

3. NOTIONS UTILISÉES

3.1. LA PARTICIPATION POLITIQUE

Derrière les graphiques se cachent les citoyens votant et des partis qui tentent de les séduire. Précisément, le vote et l'activité partisane sont les deux formes de la participation politique qui intéressent notre étude.

¹⁶ L'équipe de Robert Bourassa remporte 102 des 110 sièges. ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, *La répartition des sièges aux élections générales*, <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/sieges.html>, consulté le 18 juin 2012

¹⁷ Le PQ obtient 71 sièges, les libéraux, 26 ; l'UN, 11 ; le RCQ, 1 ; et le Parti national populaire, 1. ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC, *La répartition des sièges aux élections générales*, <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/sieges.html>, consulté le 18 juin 2012

¹⁸ Cycle politique caractérisé par les politiques néolibérales du gouvernement libéral de Jean Charest.

Les activités et les modes des participants politiques

Mayer et Perrineau¹⁹ ont classifié la participation politique selon deux catégories : les activités et les modes. Ils ont hiérarchisé sept activités d'après l'intensité de l'effort qu'elles exigent. D'après la classification des activités, voter est considéré comme l'activité la moins intense tandis qu'être membre d'un parti ou participer à une campagne électorale se situent au sommet de cette classification. La formation d'un nouveau parti n'y apparaissant pas, nous l'avons placée au-dessus des autres activités, comme la plus intense. En effet, un membre fondateur est généralement beaucoup plus impliqué dans l'ensemble de l'organisation du parti et déploie plus d'efforts qu'un membre régulier ou un membre seulement actif lors d'une campagne électorale.

Du côté des modes de participation, les auteurs en ont dénombré quatre : l'exposition aux flux de communication politique, le contact politique, l'activisme local et l'activisme électoral et partisan. Ces modes sont différents «styles de rapports que les citoyens ont avec le système politique»²⁰. Nous nous sommes inspiré de l'échelle précédente (les activités) afin de graduer ces modes selon le degré de proximité qu'entretient le citoyen avec le système politique. L'énumération ci-haut débute du mode le plus éloigné jusqu'au mode le plus rapproché. La fondation d'un nouveau parti appartient pour sa part au mode de l'activisme électoral et partisan, ce qui la place au plus haut degré quant à sa proximité avec le système politique.

¹⁹ Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin Éditeur, 1992 : 6.

²⁰ *Ibid.* : 14.

Ces hiérarchisations nous permettent de poser que l'arrivée d'un nouveau parti est une activité de participation politique. Tandis que le vote est l'activité la moins intense mais la plus répandue, la fondation d'un parti est la plus rapprochée du système et la plus intense, mais aussi la moins répandue des activités. En ce sens, ces deux manifestations politiques peuvent être considérées comme les activités politiques les plus significatives. Par conséquent, un facteur commun – comme la présence d'enjeux polarisants – provoquera logiquement l'augmentation simultanée de ces deux phénomènes.

Parler de participation politique nécessite aussi d'interroger les différentes relations entre les partis et l'électorat. Ces acteurs agissent indépendamment et interagissent aussi entre eux. On doit donc étudier la relation et/ou l'échange entre l'État et les groupes d'individus (groupes, associations, population, etc.), mais aussi analyser ce lieu de débats entre différents groupes et/ou associations (gouvernants/gouvernés, et populations/élites) qu'est la campagne électorale.

L'engagement citoyen : entre les actifs et les passifs

Cette relation s'avère fort complexe, et différents modèles d'analyse et théories sur la participation politique ont été élaborés. Nous en retenons ici les principaux éléments.

Nonna Mayer et Pascal Perrineau proposent deux principales formes de participation du citoyen : active et passive²¹. D'après eux, le citoyen a longtemps été un élément essentiel au fonctionnement de la démocratie : il participait *activement* à la politique car il y était fortement enclin. Cependant, les auteurs constatent que, de nos jours, le citoyen ne participe généralement à la politique qu'épisodiquement, c'est-à-dire à l'occasion des élections – et encore, pas nécessairement à chacune d'elles. Il est alors décrit comme *passif*.

Almond et Verba²², quant à eux, soutiennent plutôt que dans les sociétés contemporaines, certains citoyens sont actifs et d'autres passifs. Les élites s'affronteraient devant les masses qui se mobiliseraient lorsque l'enjeu est crucial. C'est dire que, lorsque les enjeux sont importants, la partie passive devient active. Ceci expliquerait les différents soubresauts qu'a connu le Québec au cours du XX^e siècle, dont nous analyserons deux cas exemplaires dans les chapitres suivants, alors que des contextes de crises (Grande Dépression dans les années 1930 et les crises économique et identitaire des années 1970) sont témoins d'une hausse de la participation électorale et de l'arrivée de nouveaux partis.

Le sentiment de compétence comme agent de politisation

Plusieurs chercheurs – parmi lesquels nous retenons Mayer et Perrineau, et Pierre Bréchon – ajoutent que la politisation est un facteur déterminant de la

²¹ *Ibid.* : 6.

²² *Ibid.* : 8.

participation politique et que plus elle augmente, plus le sentiment de compétence de l'électeur s'accroît. On précise que plus un individu structure l'ensemble de ses valeurs sur l'axe gauche-droite, plus il se sent compétent politiquement. Son positionnement sur cet axe lui permet de mieux assumer ses positions politiques et il parvient à se retrouver plus facilement parmi les différents courants politiques. Ceci lui procure un sentiment de compétence élevé en matière de politique et contribue à intensifier sa participation politique²³.

L'éducation et le sens du devoir

Plusieurs soulèvent la question du niveau d'éducation et d'un certain sens du devoir comme facteurs principaux d'explication du taux de participation. Effectivement, les auteurs cités plus haut soutiennent que plus les gens développent leurs connaissances, plus ils se sentent aptes à voter. Cependant, un haut niveau d'instruction ne procure pas forcément un tel sentiment : les connaissances acquises peuvent, en effet, ne pas concerner la politique. Au Québec comme ailleurs, on remarque que, malgré le fait que les jeunes connaissent des taux de diplomation plus élevés que leurs aînés, ils participent moins qu'eux à la vie politique²⁴. On évoque alors l'existence d'un sens du devoir plus élevé chez les seniors qui se traduirait par un intérêt plus prononcé pour la politique. Mais comment mesurer ce sens du devoir ?

²³ Pierre Bréchon, *Comportements et attitudes politiques*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2006 : 19.

²⁴ Andre Barnes, *La participation électorale des jeunes au Canada*, Collection Bref, Ottawa, Canada, Bibliothèque du Parlement (2010), Publication no 2010-19-F, <http://www2.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2010-19-f.pdf> [Consulté le 9 septembre 2010]

Dominic Duval, *Recension des écrits sur la participation électorale*, Collection Études électorales, DGEQ, Québec, 2005, 123 pages.

Qu'est-ce que le sens du devoir et quelles sont ses différentes significations au fil du temps ? Cette variable semble trop abstraite pour bien la saisir scientifiquement et nous ne croyons pas qu'elle joue un rôle important lors d'un bond du taux de participation électorale car, comme tous les facteurs qui relèvent de la politisation, elle s'inscrit dans la longue durée.

Niveau d'éducation, sentiment de compétence et sens du devoir sont certainement à considérer dans l'analyse du taux de participation moyen, mais ne peuvent expliquer à eux seuls une montée soudaine. En d'autres mots, ces facteurs de politisation ne peuvent expliquer à eux seuls l'arrivée d'un troisième parti, ni une augmentation significative de la participation électorale d'une élection à l'autre, comme c'est le cas à plusieurs reprises dans l'histoire du Québec. En revanche, le surgissement d'une crise générant des enjeux polarisants pourrait bien expliquer ce qui rend soudainement le vote assez important pour faire déplacer les citoyens jusqu'aux urnes.

La théorie des enjeux

La *théorie des enjeux* postule quant à elle que l'ampleur des enjeux influe sur la participation électorale, et soutient que les électeurs sont plus portés à voter lorsque les enjeux sont importants et les concernent de près. Stéphane Lévesque définit ainsi un vote sur enjeux :

«Pour qu'il y ait un tel vote, trois conditions doivent être remplies. Il faut que les électeurs aient une position claire sur les enjeux de l'élection, qu'ils perçoivent des différences entre les positions des

candidats sur ces problèmes et qu'ils votent pour un candidat parce qu'il a la même position qu'eux sur cet enjeu.»²⁵

Sans en faire des conditions préalables, les deux derniers critères – nette différenciation entre les positions des partis et gain de vote pour les candidats de ces partis – nous apparaissent toutefois pertinents, qui suggèrent l'entrée en discussion des partis et de l'électorat sur les enjeux en cours.

Une discussion ou une mise en scène à saveur mercatique ?

Dans un autre ordre d'idées, nous avons mentionné que la politique met en relation les citoyens et le politique. À cet égard, les élections (campagne électorale et scrutin compris) nous apparaissent comme une discussion entre les électeurs et le pouvoir politique – une communication qui s'intensifie lors de moments de crise. D'une part, chaque parti propose ses solutions aux problèmes du moment par l'entremise de son programme et les apparitions publiques de ses candidats. D'autres part, les votants choisissent le parti ou le candidat qui semblent mieux satisfaire leurs besoins ou du moins, qui se rapprochent le plus de leurs opinions.

Précisément, la théorie économique de la démocratie d'Anthony Downs décrit les relations politiques comme des rapports économiques. Le gouvernement, considéré comme une entreprise, « vend » aux électeurs – définis comme des clients – des politiques contre des votes. Quant aux partis, ils entrent dans le jeu de la

²⁵ Stéphane Lévesque, *Participation électorale comparée et théorie des enjeux : les élections québécoises de 1970 à 1994*, Mémoire de M.A. (science politique), Université Laval, 1999 : 7.

compétition afin d'en tirer le plus de profits (votes et sièges) possibles. Par conséquent, tous les comportements et rapports s'enchaînent dans une perspective mercatique. Les électeurs tentent de maximiser leurs achats (votes) en obtenant le plus de bénéfices (services), et les partis présentent une publicité (programme) convaincante afin d'obtenir au moindre coût le maximum de profits. Par leur vote, les électeurs achètent des idées que les partis promettent de mettre en application une fois élus. L'électeur choisit l'option qui lui convient le mieux.

La fidélité partisane

Ces théories exposent une conception des comportements électoraux qui sous-entend que l'électeur est libre de tout attachement aux candidats et aux partis. Il nous semble pourtant que cette relation est plus complexe. Les adeptes du «paradigme de Michigan»²⁶ suggèrent ainsi que l'allégeance partisane de l'électeur pèse sur son vote. V. O. Key précise que celui-ci peut aussi voter de façon à éviter que l'adversaire du parti qu'il affectionne soit élu avec une grande majorité. Il peut également voter pour le parti adverse afin de manifester sa déception envers son parti – on parle alors de vote stratégique. De plus, Bréchon démontre que l'électeur peut facilement délaisser ses allégeances lorsque le parti qu'il affectionne ne répond pas à ses besoins ou n'adopte pas les mêmes positions que lui devant un enjeu. Ceci expliquerait à la fois

²⁶ Les chercheurs de l'Université de Michigan ont concentré leurs recherches sur les comportements électoraux en s'appuyant sur des sondages de longue durée, c'est-à-dire en suivant certaines personnes d'une élection à l'autre et en prenant soin de les interroger à différents moments entre deux élections. Les résultats de leurs études dévoilent que les électeurs sont généralement fidèles à leur allégeance initiale dans leur façon de voter et ce, en dépit des enjeux spécifiques à chaque élection.

la stabilité politique dans les comportements électoraux et leur renversement en temps de crise.

Au terme de cette revue de la littérature sur le sujet, un constat s'impose. Qu'elle soit latente ou explicite, la notion d'enjeu et son caractère de facteur déterminant en matière de mobilisation politique s'actualise dans chaque modèle d'analyse qui s'efforce de définir et d'expliquer la participation politique. Fort de ce préalable, nous prendrons pour acquis dans cette recherche que la notion d'enjeu est au principe de toute mobilisation politique. Dès lors, il nous reviendra de détecter les enjeux qui motivent les discussions entre électorat et partis politiques lors des élections de 1935 et 1970, et d'en préciser les clivages idéologiques. Particulièrement forts à ces deux occasions, les enjeux du moment obligent partis et candidats à prendre clairement position par l'entremise de leurs programmes et discours et révèlent de la sorte avec éclat les clivages idéologiques divisant la scène politique québécoise.

3.2. IDÉOLOGIES AU QUÉBEC

Le cœur des discours politiques est constitué d'un ensemble d'idées et de doctrines de tous ordres (économiques, politiques, religieuses, sociales, etc.) répondant à des besoins et à une conception particulière à un groupe socioéconomique ou à une société à un moment précis de l'histoire, et s'organisant dans un tout le plus cohérent possible afin d'orienter l'action collective en ce sens. Notre définition des idéologies réfère donc à celle de Fernand Dumont qui pense « les

idéologies comme des pratiques discursives grâce auxquelles “les hommes, les groupes, les sociétés s’ancrent dans le monde”, comme “des pratiques sociales de la convergence” qui répondent à la nécessité “de produire l’unité” au sein d’une société»²⁷. Dans le domaine politique, les idéologies s’expriment ainsi par le discours et la gouvernance. Elles évoluent dans le temps de façon périodique tantôt comme promotion du pouvoir, tantôt comme dénonciation.

Le début du XX^e siècle

Dans l’historiographie des idéologies au Québec, le XX^e siècle québécois est généralement divisé en trois périodes : 1897-1929, 1929-1945 et 1945 à nos jours. 1897 marque le début du règne du Parti libéral – après plusieurs années passées dans l’Opposition – qui durera jusqu’en 1936. Économiquement, cette période se caractérise par une relative prospérité et surtout par l’avènement du capitalisme industriel. Deux idéologies dominent : le libéralisme classique et le nationalisme. Dans l’effervescence de l’idée du progrès économique – émanant surtout du milieu des affaires –, le libéralisme classique respecte le principe de libre marché et celui d’un rôle de l’État – minimal – ne l’entravant aucunement et faisant la promotion des richesses naturelles du territoire québécois. En face, les milieux nationalistes et l’Église s’opposent à cette valorisation du monde industriel, caractérisée par l’apport de capitaux étrangers et la transformation de la société traditionnelle. La pensée nationaliste et conservatrice canadienne-française s’exprime par une critique à

²⁷ Gilles Bourque, «Fernand DUMONT, Les idéologies», *Recherches sociographiques*, vol. 42, no. 2 (2001) : 379.

l'endroit de la société capitaliste qui se met en place par le biais de l'industrialisation et prend appui sur la promotion de ce que Denis Monière nomme «l'agriculturisme»²⁸. Les grands capitaux étant essentiellement étrangers, on craint pour la place des Canadiens français dans l'économie de la province. La pensée conservatrice, qui soutient fortement le courant nationaliste et qui est particulièrement revendiquée par les élites religieuses, appréhende la mutation des mœurs que provoquent le monde industriel et l'accélération du phénomène d'urbanisation qu'il entraîne, et l'appréhende comme une menace pour la culture canadienne-française. Elle trouve alors dans le nationalisme une valeur refuge²⁹.

À côté de ces deux idéologies dominantes que sont le libéralisme classique et le nationalisme canadien-français (teinté de conservatisme), d'autres plus ou moins marginales se développent telles que le socialisme, le féminisme et le nationalisme canadien. Le socialisme fait son apparition surtout par l'entremise du syndicalisme, mais en résumé, celle-ci «s'explique d'abord par les conditions de vie déplorables des travailleurs, par l'implantation des syndicats internationaux et par l'arrivée massive d'immigrants d'Europe centrale»³⁰ – autant de phénomènes liés à l'industrialisation et à la Première guerre mondiale. Le féminisme s'organise et obtient des gains importants : «l'ouverture d'un premier collège [pour filles], voie d'accès aux études

²⁸ Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec : des origines à nos jours*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1977 : 223.

²⁹ Signalons ici que même si effectivement l'Église se présente comme porte-étendard du conservatisme religieux, nous pensons que l'on a eu trop tendance à les amalgamer, oubliant que l'Église est une institution et le conservatisme une idéologie. Même si la première adhère à la seconde, elle n'en a pas le monopole.

³⁰ Denis Monière, *Op. cit.* : 207.

universitaires»³¹ en 1908 et droit de vote au niveau fédéral complété en 1918. Enfin, le nationalisme canadien dont le grand représentant est Henri Bourassa ambitionne de faire du Canada une nation composée de deux peuples fondateurs et une entité politique plus indépendante à l'égard du lien colonial entretenu avec la Grande-Bretagne. Ce mouvement est particulièrement incarné sur la scène politique par la Ligue nationaliste canadienne, dont deux élections provinciales voient élire au moins un député (1908 et 1912), mais il reste malgré tout marginal.

L'entre-deux-guerres (1929-1945)

Le libéralisme classique continue de dominer durant la période de 1897 à 1929, assurant le succès du Parti libéral du Québec, qui le promeut sur la scène politique. Après quinze ans au pouvoir, Lomer Gouin cède, en 1920, la place à Louis-Alexandre Taschereau, qui la conservera presque 16 ans. Ce dernier affronte les difficultés économiques de l'après-Première-guerre en s'inspirant des principes du libéralisme classique. Le krach boursier de 1929 qui annonce le début de la Grande Dépression vient cependant ébranler le triomphe de cette idéologie. De fait, l'entre-deux-guerres doit être considéré comme une période de contestations, de remises en cause et de transitions idéologiques. Une réforme du libéralisme classique donne naissance aux embryons du néolibéralisme, idéologie s'exaltant à la période suivante, et plus particulièrement après les années 1960. La critique que soulève la crise économique dénonce l'insuffisance du libéralisme. On s'attend désormais à ce que

³¹ Fernande Roy, *Histoires des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Cap-Saint-Ignace, Éditions du Boréal, 1983 : 70.

l'État intervienne pour aider la population. Plus encore, on soutient que l'État doit réguler l'économie, chose qu'il n'a jamais faite jusque-là puisque, comme nous l'avons mentionné, le mot d'ordre du libéralisme classique était le laisser-faire économique. Les contestations de cette idéologie prennent diverses tangentes idéologiques : du communisme au corporatisme en passant par le nationalisme jusqu'aux groupuscules fascistes et/ou antisémites. Mais dans l'ensemble, le libéralisme reste dominant. Si le communisme est discuté au Québec, ce n'est pas tant qu'il rencontre un grand écho dans la population, mais plutôt qu'il effraie l'élite conservatrice³². Au fond, dans le Québec des années 1930, la mobilisation anti-communiste apparaît plus forte que l'adhésion au mouvement. Néanmoins, des adeptes du marxisme fondent le Parti communiste canadien en 1921 et créent plusieurs mouvements et associations. «[L]es communistes voient dans la crise et ses séquelles l'illustration par excellence des méfaits du système capitaliste, qu'il faut donc renverser pour instaurer un "Canada soviétique" fondé sur la dictature du prolétariat et la nationalisation intégrale de l'économie»³³. Moins radicaux, les socialistes – qui apparaissent plus comme des sociaux-démocrates – s'organisent autour d'un nouveau parti fédéral, la *Cooperative Commonwealth Federation*. Elle «préconise la planification de l'économie, la nationalisation de certains secteurs de production et une forte intervention de l'État, notamment en matière de sécurité

³² *Ibid.* : 70.

³³ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, tome II, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989 : 110.

sociale»³⁴. Ces deux partis remportent plus de succès hors du Québec qu'à l'intérieur. Dans la province, ces idées investissent davantage les mouvements syndicaux.

La nouvelle idéologie qui séduit le plus grand nombre de penseurs québécois durant la Grande Dépression est sans contredit le corporatisme social, promu par l'École sociale populaire via son Programme de restauration sociale. «Présenté comme une “troisième voie” entre le libéralisme et le communisme, le corporatisme jouit de l'appui officiel du Saint-Siège qui, dans *Quadragesimo anno*, en prône l'implantation comme remède de la crise»³⁵. Nul besoin de préciser que le milieu conservateur – le clergé comme la petite bourgeoisie canadienne-française – s'est rapidement emparé de ce programme et l'a fait sien. Il séduit également certains libéraux réformistes. Les dissidents libéraux s'en sont d'ailleurs inspirés dans l'établissement de leur programme en fondant, en 1934, leur propre parti politique : l'Action libérale nationale. Plus une doctrine qu'une idéologie, le corporatisme «organise l'activité économique sans porter atteinte à l'entreprise privée et [veut remplacer] la lutte des classes inhérente au capitalisme par la collaboration des classes»³⁶. Les tenants du conservatisme – très concernés par le nationalisme – recyclent rapidement le corporatisme social en corporatisme nationaliste. Pour Esdras Minville, intellectuel et économiste signataire du programme, le corporatisme offre une «politique sociale et économique qui ne serait plus dictée par des coteries, par des puissances financières, [...] mais par une vaste coalition de toutes les forces sociales

³⁴ *Ibid.* : 111.

³⁵ *Ibid.* : 118.

³⁶ Denis Monière, *Op. cit.* : 226.

et nationales»³⁷. Autrement dit, le corporatisme répond adéquatement aux priorités des milieux conservateurs nationalistes : il est perçu comme une protection contre le capitalisme étranger et contre l'intervention étatique des socialistes ou des communistes.

Quelques libéraux réformistes et sympathisants du corporatisme social sont en outre attirés par la même tendance économique qui inspirera les théories de John Maynard Keynes : le programme états-unien de redressement économique, le *New Deal*, et le programme de Bennett. Mais là encore, seule une minorité y adhère. Cette tendance mènera à une réforme du libéralisme. Hormis l'épisode du gouvernement libéral d'Adélard Godbout entre 1939-1945, ce néolibéralisme n'atteindra pas le pouvoir politique avant les années 1960. Il ne se développera et s'organisera qu'au cours des années 1960.

L'après 1945

La période d'après 1945 est caractérisée par un dernier soubresaut conservateur qui fait barrage tant bien que mal à la fois à un libéralisme nouveau et à un nouveau nationalisme grandissant. Au niveau politique, le duplessisme – gouvernement de l'Union nationale sous la chefferie de Maurice Duplessis – s'affiche très libéral (au sens classique du terme) dans ses politiques économiques et très conservateur dans ses politiques sociales. Plus spécifiquement, il respecte le laisser-faire économique et laisse le soin aux corporations et aux institutions religieuses de

³⁷ Fernande Roy, *Op. cit.* : 85.

s'occuper des questions sociales. Dans le monde du travail, les associations syndicales se multiplient et les revendications se font de plus en plus fortes. Le gouvernement unioniste désireux de respecter ses principes économiques et sociaux maintient ses «arguments d'ordre, de sécurité et de déterminisme providentiel»³⁸. Son gouvernement se déclare nettement anti-syndicaliste et anti-communiste (toute idée d'interventionnisme étatique est aussitôt étiquetée « communiste »). D'autre part, plusieurs mouvements issus d'une nouvelle élite intellectuelle – notamment par l'intermédiaire du Refus Global, de Cité Libre, du journalisme d'André Laurendeau et de plusieurs autres intellectuels et associations – revendiquent la démocratisation du politique et un rôle de l'État correspondant mieux aux principes de l'État-providence.

Ce n'est qu'après la mort du chef unioniste en 1959 et avec l'élection du PLQ en 1960 que les adeptes du néolibéralisme et du néonationalisme, récupérés par le Parti libéral du Québec, arrivent à porter au pouvoir leurs idéologies – étroitement liées entre elles. L'interventionnisme étatique est de rigueur. L'État québécois se modernise et ce, au nom du bien commun de la nation québécoise. Il investit plusieurs domaines, particulièrement celui de l'économie avec la nationalisation du secteur de l'hydroélectricité et celui du social, avec des investissements colossaux dans l'éducation par l'intermédiaire d'un vaste secteur public – fortement axé sur le savoir économique et technique. Cet investissement de l'État nécessite plus de compétences provinciales et entre en conflit avec les aspirations de l'État fédéral de centraliser les

³⁸ Denis Monière, *Op. cit.* : 249.

pouvoirs provinciaux à Ottawa. Le nationalisme en pleine exaltation dans toutes les sphères de la société récupère la question constitutionnelle et en fait son cheval de combat. Ainsi, les années 1960 politiques sont placées sous le sceau de l'interventionnisme étatique tandis que les années 1970 se caractérisent par la remise en cause des théories keynésiennes et de l'État-providence, et par l'emphase mise sur la question constitutionnelle.

Pluralisme idéologique

Cette présentation synthétique des idéologies du Québec entre 1897 et 1980 appelle quelques observations. La première et la plus évidente tient au fait que le libéralisme – sous toutes ses formes – domine la politique québécoise. La seconde réfère à la présence d'un fort pluralisme idéologique : agriculturisme, anticommunisme, antisémitisme, communisme, conservatisme, corporatisme, féminisme, libéralisme, nationalisme canadien-français, nationalisme canadien, néolibéralisme, néonationalisme, socialisme, syndicalisme, etc. Cette pluralité entraîne toutefois une confusion entre idéologies, doctrines, mouvements, groupes et partis politiques. Les partis politiques adhèrent et croient à des idéologies, proposent et appliquent des doctrines, suivent et cautionnent des mouvements mais, à quelques exceptions près, ils ne créent pas nécessairement d'idéologie. Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) affichait 19 partis enregistrés le 1er décembre 2011. Pourrions-nous avancer qu'il y a 19 idéologies sur la scène politique ? Non. Dix-neuf courants ou tendances idéologiques, peut-être. Mais encore, leurs idées se recoupent

et se regroupent nécessairement en familles d'idéologies politiques – voire même en camps idéologiques.

Note sur le nationalisme

Avant d'aller plus loin à propos des camps idéologiques, nous tenons à signaler une autre confusion, qui concerne cette fois-ci le nationalisme : les travaux consultés dans le cadre de cette recherche semblent oublier que l'idéologie nationaliste est souvent utilisée pour légitimer ou faire accepter une autre idéologie. Sans entrer dans une longue discussion sur le sujet, il importe de préciser que le nationalisme, dans sa plus large définition, «est essentiellement un principe qui exige que l'unité politique et l'unité nationale se recouvrent»³⁹ et que, dans le discours politique, il s'exprime par la promotion ou la défense d'une nation, d'une communauté vivant sur un territoire donné et unie par un sentiment d'appartenance – qu'il soit culturel, ethnique, historique, etc. En ce sens, le nationalisme ne désigne pas tant un « comment gouverner » qu'un « qui gouverner ». Sa conjonction avec une autre idéologie déterminera son orientation : d'agression ou de défense. Ainsi, le nationalisme peut autant se coupler au fascisme qu'au socialisme et il importe d'identifier l'idéologie à laquelle il est couplé si nous voulons bien le saisir.

Il en va de même avec toutes les idées politiques. Au Québec, la question constitutionnelle et le nationalisme ont à ce point retenu l'attention que les partis ont

³⁹ Eric Hobsbawm. *Nations et nationalismes depuis 1780 : programmes, mythe et réalité*, Paris, Gallimard, 1992 : 26.

été trop souvent analysés à travers le seul prisme de la question nationale. La réflexion se réduit alors à déterminer s'ils sont fédéralistes, autonomistes, souverainistes ou indépendantistes. Si l'analyse des idéologies dépasse ce cadre, elle est aussitôt couplée à l'une ou l'autre de ces idées. Cet accaparement des idées par la question constitutionnelle a écarté de l'analyse – et de l'identification – la distinction entre les partis de gauche et ceux de droite. Dans le contexte de domination du libéralisme au Québec, cette distinction tend également à se dissoudre puisque les partis, tous près du centre, ne semblent pas *a priori* se distinguer, outre par la question nationale.

De la gauche et de la droite au Québec

Pourtant, bien qu'on mette de plus en plus en doute sa pertinence, le regroupement des idéologies politiques en deux camps politiques opposés, la gauche et la droite, reste selon nous valide. Au Québec, ce clivage peut paraître absurde en regard de la domination des idées du centre et du clivage souverainisme-fédéralisme. Pourtant, les références à cette opposition diamétrale des partis sont nombreuses. Par exemple, à son arrivée en force dans les sondages préélectoraux de 2007, l'Action démocratique du Québec était aussitôt qualifiée de parti de droite⁴⁰. Et en 2008, c'est au tour de Québec solidaire d'être étiqueté, mais cette fois-ci, à gauche. Ainsi, les chroniqueurs politiques semblent (re)découvrir les notions de gauche et de droite. En effet, quand l'on interroge l'historiographie québécoise sur l'existence de partis de gauche ou de droite, la dyade gauche-droite semble absente ou si elle apparaît, elle ne

⁴⁰ «Le retour de l'Union nationale...», *Le Soleil* (10 mars 2007) : 10.

concerne que la période des années 1970. Le même exercice proposé aux citoyens ne donne que des réponses imprécises, tout en révélant l'association de la gauche au socialisme ou au communisme et de la droite au fascisme – toutes les autres idéologies (modérées) sont rangées au centre. Fernand Dumont, répliquant à Pierre Vallières, résumait ainsi ces stéréotypes politiques :

«Si j'avais voulu dire "socialisme", croyez-moi, cher monsieur, je l'aurais dit. J'ai parlé de "la gauche", sachant bien que ce n'est pas la même chose. On m'a demandé comment je voyais les grandes options qu'allait prendre notre société. J'ai essayé de répondre par une constatation. Ça, voyez-vous, c'est un vice de sociologie dont il est bien difficile de se débarrasser: tâcher d'abord d'évaluer les groupements qui se forment et d'en percevoir la composition et l'idéologie.»⁴¹

En accord avec Dumont, nous sommes d'avis que les partis politiques se regroupent par camps idéologiques par-delà les idéologies particulières auxquelles ils adhèrent et qu'il faut procéder à ce regroupement pour mieux comprendre la politique – et son histoire.

3.3. LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE

C'est un fait : il existe des partis de gauche et des partis de droite. Mais lesquels sont à droite et lesquels à gauche ? Comment définit-on ces deux camps ? Quels en sont les critères de distinction ? Avant de répondre à ces questions, il

⁴¹ Fernand Dumont, «L'État, la gauche et la droite», *Socialisme 64, Revue du socialisme international et québécois*, no. 3-4 (hiver 1964) : 31.

importe de connaître l'origine de ces deux notions. Pour résumer, elles proviennent de la disposition des forces politiques à l'Assemblée lors de la Révolution française :

«Le 28 août 1789, l'Assemblée nationale, en France, aborde la question du veto royal. On voit à cette occasion les membres de l'assemblée se regrouper suivant leurs affinités: les partisans du veto du côté droit par rapport au président, les adversaires du côté gauche. Les notions de 'gauche' et de 'droite' (on dira aussi sous la Révolution 'côté gauche' et 'côté droit') étaient nées»⁴².

Les notions gauche-droite ont traversé le temps sans évidemment conserver le veto royal comme critère de distinction. Dans le parlementarisme, la coutume a voulu que les partis de l'Opposition siègent à gauche des présidents d'assemblée. Toutefois, ceci ne constitue pas pour autant un critère de distinction; un parti de droite au pouvoir peut se retrouver dans l'opposition (à gauche du président) à l'élection suivante et n'en reste pas moins un parti [aux « valeurs »] de droite. Selon Alain Noël et Jean-Philippe Thérien :

«Le virage s'est effectué dans les années 1890, avec la montée du socialisme en France. Jusque-là, la gauche parlementaire s'était surtout définie par sa défense de la république, de la démocratie et de la laïcité contre une droite encore attachée à la monarchie, à un droit de vote restreint et au financement public des institutions religieuses.»⁴³

Ces chercheurs expliquent que l'émergence d'une nouvelle gauche non plus républicaine mais socialiste a provoqué une reconfiguration de l'Assemblée nationale

⁴² Stengers Jean, «L'origine de la droite et de la gauche dans la vie politique belge au XIX^e siècle», *Revue belge de philologie et d'histoire*, 82, 1-2, 2004 : 271.

⁴³ André Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite : un débat sans frontière*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2010 : 32.

reléguant les républicains à droite. Cette configuration aurait donné le sens au positionnement gauche-droite que l'on connaît aujourd'hui puisqu'elle :

«en vint à décrire un clivage fondamental à propos de l'égalité, suffisamment général pour qu'on puisse le remodeler en fonction de l'évolution des circonstances et des alliances, sans oblitérer sa signification comme représentation collective du conflit permanent qui divise les démocraties.»⁴⁴

Ce retournement de la configuration de l'Assemblée évoque un constat majeur en ce qui a trait à la dyade : la gauche et la droite se définissent l'une par rapport à l'autre et elles ne sont pas immuables. Cependant, malgré ces repositionnements historiques, un principe fondamental persiste en tant que critère de distinction entre les idéologies : l'égalité.

L'égalité comme critère de distinction entre le gauche et la droite ?

Dans son essai *Destra e sinistra* (Droite et Gauche), Norberto Bobbio en arrive – après une discussion démonstrative – au constat que l'égalité est le seul véritable critère de distinction entre la gauche et la droite qui résiste à l'usure du temps⁴⁵. Selon Bobbio, la gauche et la droite divergent par «leur appréciation différente de l'idée d'égalité»⁴⁶. Il distingue alors la gauche et la droite à partir de la dichotomie égalité-inégalité. Selon lui, «la gauche est égalitaire»⁴⁷ et «la droite est

⁴⁴ *Ibid.* : 33.

⁴⁵ Norberto Bobbio, *Droite et gauche : essai sur une distinction*, Paris, Éditions du Seuil, 1996 : 114.

⁴⁶ *Ibid.* : 142.

⁴⁷ *Ibid.* : 121.

inégalitaire»⁴⁸, ce qui n'empêcherait pas la droite de respecter une certaine égalité et la gauche de soutenir certaines inégalités. Il précise que «cela ne signifie pas du tout, que pour être de gauche, il convient de proclamer le principe que tous les hommes doivent être égaux en tout, indépendamment de quelque critère discriminant que ce soit»⁴⁹. Autrement dit, Bobbio rejoint l'assertion de Victor Hugo qui disait que «la première égalité, c'est l'équité»⁵⁰. Les partis égalitaires viseraient «à réduire les inégalités sociales ou à rendre moins pénibles les inégalités naturelles» et non pas à instituer «l'égalité de tous en tout». Bobbio considère en ce sens qu'il y a des «inégalités naturelles» et des «inégalités sociales» qu'on ne peut éliminer complètement, mais que les politiques égalitaires veillent à ce que ces inégalités soient moins grandes entre les individus. Fondamentalement, l'égalitaire (la gauche) serait «convaincu que la plupart des inégalités qui provoquent son indignation, et qu'il voudrait voir disparaître, sont d'origine sociale et, en tant que telles, éliminables»⁵¹. Pour sa part, l'inégalitaire (la droite) penserait les inégalités «sont naturelles, et donc inévitables»⁵².

La liberté comme critère de distinction entre le gauche et la droite ?

Bobbio introduit un second critère pour saisir le positionnement gauche-droite : la liberté. À son avis, cette deuxième «valeur suprême» permettrait non pas de

⁴⁸ *Idem.*

⁴⁹ *Ibid.* : 121-122.

⁵⁰ Victor Hugo, *Les misérables*, tome Septième, Bruxelles, A. Lacroix, Verboeckhoven & Ce, Éditeurs, 1862 : 51.

⁵¹ *Ibid.* : 128.

⁵² *Ibid.*

distinguer la gauche et la droite mais de différencier les ailes modérées des ailes extrémistes. Il évoque ainsi l'antagonisme liberté-autorité. Dans sa démonstration entre les pôles extrêmes et modérés, Bobbio précise les tendances des partis de centre (droite comme gauche). Selon lui, les partis de gauche qui s'approchent du centre deviennent plus libertaires et les partis de droite, bien qu'ils restent prioritairement inégalitaires, professent un «égalitarisme minimal» qui se résume à une égalité devant la loi, qu'il qualifie d'«égale liberté». C'est ainsi dire que la droite soutient progressivement l'égalité en allant vers la gauche et que la gauche soutient progressivement la liberté en tendant vers la droite. Il vrai que plus les partis tendent vers les extrêmes, plus ils délaissent la liberté et que plus ils se positionnent près du centre, plus ils tendent à la respecter. Mais, à notre avis, cette liberté-autorité confond idéologie et régime politique (totalitaire versus démocratique). Nous avons donc plutôt tendance à croire que, tout comme l'égalité, la liberté constitue un critère de distinction entre la gauche et la droite. Nous considérons, tout comme le souligne John Rawls⁵³, que «pour fixer les idées, nous [devons] considér[er] le conflit entre les revendications de liberté et celles d'égalité dans la tradition de la pensée démocratique»⁵⁴. Pour analyser les partis, il faudrait d'abord vérifier à quel régime ils réfèrent et ensuite procéder à l'examen de la priorité qu'ils accordent à l'égalité sur la liberté – et l'inverse.

⁵³ Dans son ouvrage intitulé *Théorie de la Justice*, John Rawls s'appuie sur deux valeurs suprêmes (égalité et liberté) qui sont, à son avis, la principale source de conflits au sujet des politiques économiques et sociales que dans les théories qui empruntent à la philosophie politique. John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Éditions du Seuil, 1987. 666 p.

⁵⁴ John Rawls, *La justice comme équité : une reformulation de Théorie de la Justice*, Montréal, Boréal, 2004 : 18.

Des traits distinctifs entre la gauche et la droite

Danic Parenteau et Ian Parenteau vont également en ce sens. Selon eux, le libéralisme – idéologie dominante et de centre (modérée) – est également divisé sur les notions d'égalité et de liberté. Cette division donnerait naissance à «deux branches du libéralisme»⁵⁵ : un libéralisme de droite («libéralisme conservateur» ou «libéralisme économique») et un libéralisme de gauche («libéralisme progressiste» ou «libéralisme social»). Ainsi, «le libéralisme progressiste a tendance à mettre davantage l'accent sur la question de l'égalité, au détriment de celle de la liberté»⁵⁶ et à l'inverse, «les idéologies libérales de droite favorisent généralement la liberté, au détriment de l'égalité»⁵⁷.

Les traits distinctifs de la gauche et de la droite

Mais à leur avis, la droite et la gauche «ont toutes deux une spécificité propre»⁵⁸. Elles auraient des traits distinctifs formés de trois principaux éléments : leurs «conceptions du monde», leurs «programmes politiques» et leurs «principes de légitimation» dont nous ne retiendrons que les «schémas explicatifs» qui les soutiennent.

Les «conceptions du monde» sont «la manière propre à chacun de ces deux camps, de concevoir la réalité en lui conférant un sens. Car, la gauche et la droite [...]

⁵⁵ Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Les idéologies politiques : le clivage gauche-droite*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008 : 51.

⁵⁶ *Ibid.* : 52.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.* : 22.

possèdent deux manières différentes et opposées de comprendre le monde, d'en saisir le sens et de juger de ce qui est acceptable ou inacceptable»⁵⁹. Les «programmes politiques» représentent quant à eux les «manières distinctes d'agir sur le réel, de penser ce qu'il est possible de faire et d'espérer»⁶⁰. Autrement dit, les «programmes politiques» rassemblent les principes qui ordonnent l'action politique des partis, leur façon d'agir, afin de répondre à leur conception du monde. Enfin, le «principe de légitimation» des camps idéologiques justifie le bien-fondé de leur conception du monde et de leur programme politique. Il est en quelque sorte élucidation de la source de leur conception du monde et leur programme politique.

La conception du monde de la gauche

Qu'elle soit anarchiste, communiste, socialiste ou libérale-socialiste, la gauche fonde sa conception du monde sur le constat d'une iniquité de l'ordre établi⁶¹. Autrement dit, elle perçoit le monde comme étant organisé de façon inégalitaire. L'organisation sociale aurait par ailleurs tendance à reproduire les inégalités. Le système social, économique ou/et politique leur apparaît insatisfaisant, dans la mesure où sa structure (inadéquate) favoriserait la perpétuation des inégalités et répartirait injustement le pouvoir. Prenons l'exemple de l'extrême gauche. Le communisme appuie sa conception du monde sur l'incapacité de l'ordre établi à «assurer une distribution équitable du pouvoir dans la société, dans la mesure où certains groupes détenant plus de pouvoirs, de ressources ou de statuts exercent une domination sur les

⁵⁹ *Ibid.* : 23.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

autres»⁶². Les discours communistes sont généralement des réquisitoires contre le capitalisme, accusé d'accroître les inégalités par un système qui favorise une élite nantie et défavorise une masse démunie.

La conception du monde de la droite

Pour sa part, la droite souscrit à la conception du monde selon laquelle l'ordre établi est légitime. À l'opposé de la gauche, elle s'affiche plutôt satisfaite du système en place. L'idéologie de droite se base sur l'existence d'une structure supraréelle – voire supramondaine – qui organise le monde et à laquelle on doit le plus grand respect, car c'est cette structure qui «assure à la réalité son organisation harmonieuse et lui procure sa stabilité»⁶³. Ainsi, l'ordre établi est légitime tant qu'il respecte cette structure. Par exemple, à l'extrême droite (fascisme), l'ordre est légitime tant qu'il respecte le processus de la sélection naturelle et qu'il s'organise d'après une hiérarchie naturelle des sociétés, faute de quoi il faut prendre tous les moyens pour le rétablir. Le fascisme nazi d'Adolf Hitler s'en prenant aux juifs sous prétexte qu'ils menaçaient la « légitime suprématie » des peuples germaniques en est un exemple.

Les programmes politiques de la gauche et la droite

Ces conceptions du monde à gauche et à droite, se répercutent sur les programmes politiques des deux camps.

⁶² *Ibid.* : 84.

⁶³ *Ibid.* : 29.

Constatant que l'ordre du monde est inéquitable, la gauche entend appliquer une série de mesures et d'actions afin de «rééquilibrer le rapport de force qui existe entre ceux qui sont favorisés par le système en place [...] et ceux qui précisément sont désavantagés»⁶⁴. Ainsi, les partis politiques adhérant à une idéologie de gauche viseront à «changer l'ordre établi».

Pour la droite, le programme politique consiste à «préserver l'ordre du monde». Toutefois, préserver ne signifie pas inaction puisque l'ordre est constamment menacé par les forces du changement et de la «décadence», «soit d'un état de dépérissement généralisé»⁶⁵. Ainsi, l'action politique de la droite doit viser à «contrecarrer cette menace en vue de sauvegarder cet ordre»⁶⁶.

Les schémas explicatifs de la gauche

À gauche, trois schémas explicatifs permettent de mettre en lumière l'iniquité de l'ordre établi. Le premier et le plus répandu s'articule d'après une relation de domination du «petit nombre» («classes dominantes») sur le «grand nombre» («classes dominées»). Ainsi, «le caractère inéquitable de l'ordre établi provient d'un tel déséquilibre entre ces deux principaux groupes, soit entre les différentes ressources disponibles dans la société, qu'elles soient financières culturelles,

⁶⁴ *Ibid.* : 30.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ *Ibid.*

symboliques, etc., qui reviennent à chacun»⁶⁷. Pour les communistes, par exemple, c'est la masse prolétarienne qui subit la domination de la classe bourgeoise.

Le deuxième schéma explicatif reprend cette relation de domination tout en changeant d'échelle : l'opposition serait non plus entre les classes d'une société, mais entre les sociétés elles-mêmes. Il y aurait donc «un rapport de force inéquitable entre les “pays dominants (occidentaux)” et les “pays dominés (non occidentaux)” de la planète»⁶⁸.

Le troisième schéma explicatif de la gauche repose sur un rapport inéquitable entre majorité et minorités. L'injustice proviendrait du pouvoir exercé par la majorité au détriment des minorités, «que ce soient les minorités nationales (dans le cas de pays multinationaux), les minorités culturelles (les immigrants ou les groupes culturels marginalisés dans la société), les minorités d'orientation sexuelle (gais, lesbiennes et transsexuels), voire les minorités basées sur des handicaps (les personnes handicapées physiques ou intellectuelles)»⁶⁹.

Les schémas explicatifs de la droite

De son côté, la droite recourt à quatre schémas explicatifs pour justifier sa conception du monde. Selon le premier schéma de la droite (du centre jusqu'à son

⁶⁷ *Ibid.* : 24.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *Ibid.* : 25.

extrême), l'ordre établi est légitime car il se «fonde sur “le poids de la tradition”»⁷⁰. En ce sens, l'ordre provient d'un «long processus» datant de plusieurs générations et époques, «et s'il mérite notre respect, c'est qu'il a su résister à l'épreuve du temps, qu'il a, en quelque sorte, “fait ses preuves”»⁷¹. Sa légitimité provient alors de sa force à traverser le temps. En bref : “Si les choses sont telles, c'est qu'elles sont bonnes”. Il convient de respecter la tradition faute de quoi l'on risque de créer le «désordre».

Le deuxième schéma émane de la droite religieuse. La légitimité de l'ordre établi réside dans l'origine divine de l'ordre établi. «Dieu étant parfait, sa création ne saurait donc elle-même être autrement que parfaite, et par suite légitime [...] tout ce qui se donne à voir dans le monde est légitime et conforme à l'ordre des choses, puisque cela est l'œuvre du Dieu créateur»⁷².

Le troisième schéma explicatif provient de la droite économique. La légitimité de l'ordre établi émane de «mécanismes spontanés autostructurants»⁷³. Ces mécanismes s'illustrent par l'entremise de la parabole d'Adam Smith : la «main invisible». Cette main invisible proviendrait d'une autre réalité et représenterait l'existence d'une supra-structure, d'un ordre spontané. Cet ordre serait «le résultat de l'action humaine, sans être pour autant le fruit d'un dessein conscient, sans avoir été

⁷⁰ *Ibid.* : 29.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.* : 30.

⁷³ *Ibid.*

voulu et construit rationnellement»⁷⁴. Ces mécanismes seraient une forme de « sélection naturelle », une suite d'essais et erreurs, qui aurait éliminé les structures les plus faibles. Il s'agit d'une sorte d'autorégulation de la réalité dans laquelle la « main de l'Homme » ne peut s'immiscer.

Le quatrième et dernier schéma de la droite soutient que l'ordre du monde est satisfaisant tant qu'il « est le résultat d'un long processus de sélection naturelle »⁷⁵. En ce sens, l'ordre établi est légitime puisqu'il est le produit d'une sélection de l'excellence. Ainsi, « [l'histoire du monde] est une lutte constante dans laquelle tous sont continuellement soumis à la dure "loi du plus fort" »⁷⁶. C'est ni plus ni moins la thèse du darwinisme social qu'ont soutenu les régimes fascistes hitlérien et mussolinien. En effet, «le fascisme considère que les êtres humains se sont détournés de cet ordre»⁷⁷ basé sur une hiérarchie respectant ce processus de sélection naturelle et «qu'il faut rétablir cet ordre»⁷⁸.

Nous nous proposons, fort de toutes ces notions, d'analyser les programmes (au sens de publications programmatiques) et les discours des partis en lice lors des élections de 1935 et 1970, en vue de mettre au jour leur conception du monde, leur programme politique (au sens de plan d'action philosophiquement intégré) et les schémas explicatifs grâce auxquels ils s'efforcent d'asseoir leur légitimité. Bien

⁷⁴ Gilles Dostaler, «Hayek et sa reconstruction du libéralisme», *Cahiers de recherche sociologique*, no. 32 (1999) : 127.

⁷⁵ Danic Parenteau et Ian Parenteau, *Op. cit.* : 30.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.* : 133.

⁷⁸ *Ibid.*

utilisés, ces trois critères de distinction entre la gauche et la droite nous permettront de repérer les clivages idéologiques qui marquent ces deux périodes et de situer avec précision les partis en concurrence sur l'axe gauche-droite.

3.4. CLIVAGE SOUVERAINISME-FÉDÉRALISME

Le second clivage, qui réfère à l'axe souverainisme-fédéralisme, sera catégorisé selon les prises de positions des partis. Nous avons répertorié sept positions possibles sur cet axe. Le centre représente le *statu quo*, le maintien du fédéralisme tel qu'interprété par le Québec, c'est-à-dire la reconnaissance de compétences provinciales en matière de politiques sociales et culturelles (santé, éducation, langue et religion) :

«L'article 92 attribue pour sa part des pouvoirs exclusifs aux législatures provinciales dans divers domaines, comme la santé (hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité), les institutions municipales, la propriété, l'administration de la justice (tribunaux, etc.), les ressources naturelles non renouvelables, etc. Bien plus, selon Maurice Croisat (1979 : 31), cet article accorde "aux législatures provinciales le droit exclusif de légiférer dans les matières ayant une incidence culturelle précise : le droit civil, le bien-être social, l'enseignement [...]".»⁷⁹

Et en vertu de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la législature provinciale «pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation»⁸⁰.

⁷⁹ Diane Saint-Pierre, *La politique culturelle du Québec de 1992 : continuité ou changement? : les acteurs, les coalitions et les enjeux*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003 : 91.

⁸⁰ Gouvernement du Canada, «Distribution des pouvoirs : Éducation : Article 93 », *Lois constitutionnelles de 1867 à 1982*, Site du Ministère de la Justice du Canada, http://laws.justice.gc.ca/fra/const/page-5.html#s_93, consulté le 18 décembre 2011.

Se distribuant alentour de ce *statu quo*, on trouve :

- l'autonomisme provincial qui prétend à, et vise, l'autonomie complète des provinces dans le cadre confédératif;
- la souveraineté politique qui prévoit le rapatriement de tous les pouvoirs politiques à la province et la résiliation par cette province du pacte confédératif (c'est donc dire la sortie de l'État provincial de la confédération pour constituer un État autonome politiquement. Il peut cependant lui rester des dépendances envers son État d'origine, comme la monnaie et l'armée);
- l'indépendance, qui est ni plus ni moins la déclaration de la pleine autonomie d'un État sans aucune dépendance envers un autre État;
- le fédéralisme révisé avec centralisation qui mise sur une réforme de l'AANB initiale et d'une entente avec les provinces pour attribuer de nouveaux pouvoirs à l'État central, Ottawa, dans certains domaines au détriment de compétences provinciales;
- le fédéralisme centralisé qui donne tous les pouvoirs au gouvernement central dans la plupart des juridictions et donc les provinces deviennent simplement des entités exécutives du gouvernement central;
- enfin, l'État unitaire qui correspond à l'organisation du pays sous un seul État qui gère et contrôle tout son territoire.

4. MÉTHODOLOGIE

Armé de ces typologies, nous allons entreprendre une analyse des deux élections mentionnées plus haut : 1935 et 1970, afin d'illustrer et de confirmer notre hypothèse. Pour les fins de ce mémoire, nous nous restreindrons à trois principales sources : les programmes des partis, les discours répertoriés dans la presse et les statistiques électorales.

4.1. LES PARTIS

Nous avons choisi de nous limiter à l'analyse des partis susceptibles de prendre le pouvoir : ils présentent assez de candidats pour obtenir la majorité des sièges et ayant obtenu au moins un siège à l'Assemblée. Ainsi, pour l'élection de 1935, nous avons retenu l'Action libérale nationale (ALN), le Parti conservateur (PCQ) et le Parti libéral (PLQ). Pour l'élection de 1970, nous traiterons du Parti libéral du Québec, du Parti québécois (PQ), du Ralliement des créditistes du Québec (RCQ) et de l'Union nationale (UN).

4.2. LES PROGRAMMES POLITIQUES DE 1935

Les programmes politiques des années 1930 sont assez rudimentaires comparativement aux programmes des années 1970. Le programme du Parti libéral se résume en effet à un discours de quelques pages prononcé par Louis-Alexandre Taschereau à l'ouverture de la campagne électorale du parti, le 2 novembre 1935 à

Victoriaville⁸¹. Le programme de l'Action libérale nationale est plus substantiel et représente environ 6 pages dans le tome II de l'ouvrage de Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec : un siècle de programmes politiques québécois*⁸². Le Parti conservateur n'a pour sa part pas adopté de programme. Il s'est contenté d'appuyer celui de l'ALN. Pour cette raison, nous avons étudié le PCQ et l'ALN en tant que coalition – ils se définissent eux-mêmes comme tels – et non comme deux partis distincts.

4.3. LES PROGRAMMES POLITIQUES DE 1970

Les programmes de 1970 sont beaucoup plus volumineux et détaillés. Le Parti libéral du Québec présente un programme politique d'environ 30 pages et au-delà de 200 mesures. Celui du Parti québécois est encore plus volumineux avec plus de 60 pages dans lesquelles on retrouve près de 300 mesures, pour la plupart très détaillées. L'Union nationale présente un programme sensiblement du même volume avec une quarantaine de pages environ et quelques 250 mesures. Enfin, le Ralliement des créditistes du Québec propose un court programme de 10 pages réunissant moins d'une centaine de mesures. C'est cette disproportion entre les programmes de 1935 et 1970 (deux courts contre quatre volumineux) qui explique le déséquilibre entre les chapitres 2 et 3 de notre étude – ce dernier étant nettement plus long.

⁸¹ «M. Taschereau à Victoriaville», *Le Devoir*, vol. 26, no 253 (2 novembre 1935) : 3.

⁸² Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec : un siècle de programmes politiques québécois, 1931-1966*, Tome II, Ottawa, Les Éditions Leméac, 1971 : 257-263.

Les programmes de partis ont été rassemblés par Paulo Picard et Guy Desrosiers dans un recueil intitulé *Les programmes électoraux de 1970*⁸³. Ils nous serviront principalement à différencier les idées des partis en regard de l'interventionnisme étatique. Comme la définition de cette notion varie significativement d'une période à l'autre, nous la définirons à plusieurs reprises dans les prochains chapitres. Pour chacun d'entre eux, nous élaborerons aussi différents critères permettant de différencier les positions des partis politiques à ce sujet.

4.4. LES DISCOURS POLITIQUES À TRAVERS LA PRESSE

Pour l'analyse des discours électoraux, nous avons choisi de repérer les discours dans deux quotidiens⁸⁴ reconnus pour leur grand tirage, la substance et la qualité de leurs articles politiques, et pour leur partisanerie souvent opposée : *La Presse* et *Le Devoir*. Deux raisons expliquent pourquoi nous avons préféré utiliser les discours rapportés par les journaux plutôt que les textes originaux des discours. La première réfère à l'accessibilité des sources. Certains fonds d'archives étaient sous réserve et difficile d'accès – voire inaccessible – et le matériel recherché était éparpillé en plusieurs fonds distincts, souvent des fonds privés des candidats. La seconde raison repose sur la portée de ces discours auprès de l'électorat. Il nous est apparu plus juste de nous référer aux propos médiatiques car de manière générale, ce

⁸³ Paulo Picard et Guy Desrosiers, *Les programmes électoraux de 1970*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (Bibliographie et documentation), 33, 1970 : 158 p.

⁸⁴ Il aurait été intéressant d'analyser les discours rapporté par la presse régionale et la presse anglophone. Toutefois, dans le cadre de notre étude, une telle analyse aurait tout au plus soulevé les particularités de ces journaux et des stratégies communicationnelles de partis auprès d'un électorat spécifique. Ce que nous cherchons à connaître ce sont les grands enjeux reçus par l'ensemble de la population.

sont eux qui rejoignent le plus sûrement les électeurs – en effet, seule une minorité d'électeurs assiste aux assemblées partisans. Ainsi, près de 203 articles ont été recensés pour l'élection de 1935 et 254 pour celle de 1970. Nous avons remarqué une différence notable entre les discours de 1935 et ceux de 1970. En 1935, les candidats utilisent les programmes comme guide pour les électeurs et s'appuient surtout sur leurs allocutions publiques pour expliciter leurs mesures. C'est tout à fait le contraire qui se produit en 1970 : la substance et le détail des promesses de candidats se trouvent dans les programmes et les discours ne servent qu'à insister sur certaines mesures. Le style journalistique a également changé entre les deux élections. La presse de 1935 reproduisait l'entièreté des discours, ou du moins leurs grandes lignes, tandis qu'en 1970, ce sont plutôt des analyses de politologues qui constituent le corpus des articles politiques. Nous rassemblerons les discours sous différents thèmes électoraux et nous ferons discuter les partis entre eux tout en y repérant les critères élaborés ci-haut.

4.5. LES STATISTIQUES ÉLECTORALES

Après avoir analysé les programmes et les discours des partis, nous nous intéresserons à l'électorat. Grâce aux statistiques électorales (pourcentage de vote, pourcentage de participation, nombre de votes pour les candidats dans un comté, nombre de partis ayant obtenu des votes, etc.), nous tracerons le portrait des résultats électoraux ainsi que celui du comportement électoral lors de l'élection et en regard des élections précédentes et subséquentes – ce, à l'aide de graphiques et de tableaux.

Enfin, nous retiendrons les particularités de chacune de ces élections et leurs suites, et nous les comparerons afin de confirmer notre hypothèse de départ.

CHAPITRE 2

LES ÉLECTIONS DE 1935

Quand est déclenchée l'élection de 1935, le Québec comme la plupart des pays insérés dans l'économie mondiale connaît l'une de ses pires crises économiques. Le krach boursier de 1929 entraîne la Grande dépression qui voit des milliers de travailleurs et des centaines d'entrepreneurs être acculés à la faillite ou au chômage. Linteau et Durocher avancent ainsi que «le taux de chômage qui n'était que de 2,9% en 1929 atteint près de 25% en 1933»⁸⁵. Les auteurs évaluent même le nombre de chômeurs à plus de 30% de la population de la métropole cette même année. À cela, s'ajoute le fait qu'il n'existe pas encore de système de sécurité sociale prise en charge par l'État. Devant la misère qui concerne de plus en plus de gens, les politiciens et les citoyens se tournent donc vers l'État et demandent aux gouvernements d'agir pour les aider à sortir la population de ce marasme économique.

C'est au cœur même de la Grande dépression que se situe la fin du grand cycle politique dominé par les Libéraux. La crise économique met fin au laisser-faire qui a caractérisé leur long règne. Un interventionnisme étatique se voulant plus marqué, accompagné d'une conscience identitaire plus explicite, mieux affirmée vont

⁸⁵ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *op. cit.* : 14.

caractériser le cycle suivant, dominé par l'Union nationale. L'élection de 1935 prépare la transition.

Bien que tous les partis soient unanimes sur la nécessité d'agir, leurs mesures et leurs idées n'en sont pas moins diverses. On assiste dès lors à des positionnements politiques qui se polarisent autour de deux clivages idéologiques placés en axes croisés : gauche-droite/souverainisme-fédéralisme.

Dans le présent chapitre, nous identifierons ces clivages à travers les programmes politiques et les principaux discours retenus par la presse lors de la campagne de novembre 1935. Nous aborderons ainsi plusieurs thèmes regroupés sous trois catégories : l'Alliance et le Régime, les principales classes agricole et ouvrière, et le fédéralisme. Nous exposerons comment les partis politiques se sont positionnés grâce aux mesures qu'ils promettent lorsqu'ils abordent les thèmes que sont la colonisation, le crédit agricole, les conditions de travail des ouvriers et, plus modestement, l'électrification. Enfin, nous analyserons les discours et les programmes selon les critères que nous avons élaborés au chapitre précédent et nous conclurons en les positionnant sur les différents axes. Bien entendu, on verra que la question du rôle de l'État s'imposera comme omniprésente.

1. LE RÔLE DE L'ÉTAT AVANT 1935

A priori, l'État n'est pas interventionniste jusqu'aux années 1930. Avant cela, son rôle se résume traditionnellement « à maintenir l'ordre et la justice [...] à fournir

les travaux publics qui ne seraient pas offerts autrement »⁸⁶ et « à maintenir un “budget équilibré” »⁸⁷. Il faudra attendre la Révolution tranquille pour apercevoir une forme nette d'intervention qui s'apparente à celle de l'État-providence au Québec. Précisons qu'on utilise, ici, l'expression « État-providence » « pour désigner la conjonction et l'articulation entre les politiques économiques et les politiques sociales »⁸⁸. Autrement dit, un système où « l'État [intervient] pour corriger les maux engendrés par l'économie de marché : fluctuations de l'activité économique, chômage, inégalités de revenus inacceptables, pauvreté »⁸⁹ et vise à rendre accessible pour le plus grand nombre une série de programmes et de services sociaux. À cet égard, les mesures prises par le gouvernement libéral de Taschereau sont très timides. L'État se présente plutôt comme un agent de secours, qui subventionne quand les problèmes se font criants sans pour autant avoir de plan global d'intervention dans les domaines économique et social.

Néanmoins, les quinze années de pouvoir libéral sous la direction de Louis-Alexandre Taschereau sont caractérisées par quelques lois qui pourraient être considérées comme allant dans le sens d'un État-providence – même si cela reste très relatif. D'après Antonin Dupont, parmi les principales lois à caractère économique et social qui furent alors votées, on compte la régie des alcools, l'assistance publique, l'adoption, l'observance du dimanche, l'éducation (plusieurs octrois et établissement

⁸⁶ Dupré, Ruth. «Un siècle de finances publiques québécoises : 1867-1969», *L'Actualité Économique*, vol. 64, no. 4 (1988) : 571.

⁸⁷ *Ibid.* : 575.

⁸⁸ Gilles Dostaler et Frédéric Hanin, «Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec», *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no. 2 (2005) : 154.

⁸⁹ *Ibid.* : 153.

des Écoles techniques et de l'École des Hautes Études commerciales) et la pension de vieillesse.⁹⁰ Comme on le voit, à l'exception de la création de la régie des alcools, cette nouvelle législation concerne surtout des services alors majoritairement dispensés par les congrégations religieuses. Le clergé, on s'en doute, n'apprécia guère de voir le gouvernement s'ingérer dans ce qui était jusqu'alors son domaine réservé. Son opposition à la plupart des lois adoptées par le gouvernement Taschereau a probablement – comme le mentionne Dupont – eu pour effet de tuer dans l'œuf l'initiative étatique des libéraux en la limitant à des octrois, des primes ou des subventions lorsque les besoins se faisaient trop criants sans qu'elle ne puisse se structurer en un système étatique institutionnalisé. En effet, dans la mesure où le clergé avait déjà très solidement organisé ce type de services à la population, à quoi bon, dès lors, les réinstaurer sous l'égide du politique ? Malgré tout, le vote de ces quelques lois sous le gouvernement Taschereau témoigne des prémisses – quoique ténues – d'une nouvelle conception du rôle de l'État qui s'amorce durant la décennie précédant l'élection de 1935 et qui en constituera l'un des grands enjeux.

Dans cet esprit, lorsque la crise frappe en 1929, le gouvernement libéral – comme bien d'autres au Canada et ailleurs dans le monde – pense qu'il s'agit là d'une crise comme les autres qui se réglera par elle-même. Rappelons que plusieurs petites crises ont ponctué le début du XX^e siècle – particulièrement dans les années 1920. Pourtant, comme le soulignent Linteau et *al.*, «ce qui est perçu au départ comme une dépression un peu plus grave que les autres, destinée à se résorber d'elle-même,

⁹⁰ Antonin Dupont, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, 366 p.

s'avère une crise fondamentale du capitalisme»⁹¹. De fait, plusieurs années passeront avant que Taschereau – et par la suite, Godbout – finisse par admettre que l'État doit bel et bien intervenir afin de passer à travers la crise économique. Dans la première moitié des années 1930, les mesures se résumeront à différents types de secours indirects et directs. Parmi elles, on retrouve principalement l'ouverture de terres à la colonisation et l'instauration de travaux publics (principalement de voirie). Mais la crise s'aggravera malgré ces mesures et les libéraux se résigneront, plus tard, à admettre qu'elles étaient insuffisantes à contrer le chômage et les faillites personnelles qui s'accumuleront jusqu'à la fin des années 1930.

Pour toutes ces raisons, à la veille des élections de 1935, l'administration de l'État apparaît encore timide et peu innovatrice sur le plan de l'intervention pour plusieurs politiciens et citoyens de l'époque. Pourtant, du point de vue théorique, la définition du rôle de l'État est à la même période fortement revue. Qu'on pense au «*New Deal*» étasunien ou à ce qu'on nommera un peu plus tard le keynésianisme. La crise économique et les enjeux qu'elle suscite entraînent une révision sérieuse du rôle de l'État tout en favorisant une intervention plus grande dans les différentes sphères de la société.

2. LE CONTEXTE POLITIQUE DE 1935 : L'ARRIVÉE D'UN TIERS PARTI

Cette remise en question de la gouverne étatique est évidemment très présente dans le débat politique des années 1930 au Québec. Les tensions au sein du Parti

⁹¹ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *op. cit.*: 16.

libéral qui détient le pouvoir depuis déjà plus de 30 ans s'élevèrent jusqu'à ce que certains dissidents prennent la décision de former un nouveau parti : l'Action libérale nationale (ALN). D'après Patricia Dirks, un des principaux facteurs de cette dissidence provient «from frustration caused by Taschereau's tight control of the Quebec Liberal organization»⁹². Mais plus encore, c'est avec un réseau grandissant qui gravite autour de l'élaboration du *Programme de restauration sociale* que Paul Gouin, l'initiateur et le chef de ce nouveau parti, réussit à convaincre plusieurs de ses collègues libéraux de quitter le Parti libéral et de le rejoindre au sein de l'ALN, qui n'était pourtant à l'origine qu'un simple mouvement politique, et de soutenir son nouveau programme⁹³. L'engouement de ce nouveau parti suscite également l'intérêt des conservateurs qui voient là une opportunité de renverser enfin les libéraux et leur ravir le pouvoir. C'est ainsi que le parti conservateur provincial (PC) se ligue avec l'ALN en plein milieu de la campagne électorale.

3. LES PROGRAMMES DE PARTIS

En règle générale, lorsque l'Assemblée est dissoute et qu'une campagne électorale est déclenchée, un des premiers gestes politiques des partis est d'établir et de présenter leurs programmes respectifs. Ces programmes constituent alors une des sources privilégiées à partir desquelles on peut repérer les différentes positions des partis face aux enjeux et reconstituer les clivages lors des élections.

⁹² Patricia Dirks, *The failure of l'Action libérale nationale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991 : ix.

⁹³ Patrick Van der Donckt. *L'Action libérale nationale : 1934-1936*, Mémoire de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, 1966, Chapitre I : 1-17.

3.1. LE PROGRAMME DU PARTI LIBÉRAL

Aux élections de 1935, le Parti libéral n'a pas vraiment présenté de programme. En fait, il s'est contenté de publier le bilan de son gouvernement depuis son arrivée au pouvoir. Le programme libéral se résume dans le discours inaugural du chef du parti, Louis-Alexandre Taschereau. Devant ces 15 ans de pouvoir et de victoires remportées avec des majorités incontestables et face à l'éclatante victoire libérale au niveau fédéral – particulièrement dans la Province –, Taschereau fait montre d'une grande assurance et présente son programme, lequel se divise environ en huit thèmes :

- 1- La Confédération canadienne
- 2- La classe agricole
- 3- Le plan Vautrin
- 4- Les ouvriers
- 5- Les trusts
- 6- L'électricité
- 7- Les pensions de vieillesse
- 8- Direction de compagnies (conclusion)

La Confédération canadienne

Devant la foule nombreuse de Victoriaville, Taschereau se positionne d'emblée quant à la relation fédérale-provinciale en soutenant que «le parti libéral à

Ottawa et à Québec ne forme qu'un»⁹⁴ et qu'ils marchent main dans la main. Exposant la fracassante majorité des libéraux aux élections fédérales, il interroge l'électorat : «Allez-vous vous faire représenter par le seul gouvernement conservateur du Canada ?»⁹⁵. Effectivement, le Premier ministre du Canada récemment nommé et tous les Premiers ministres des provinces – à l'exception de celui de l'Alberta (Crédit social) – sont libéraux.

Aux journaux conservateurs et “gouinistes” qui l'accusent d'être «un tyran, un autocrate, un trustard, un vétéran qui a fait son temps, un homme qui est dans la politique pour s'enrichir, un homme qui doit disparaître»⁹⁶, Taschereau rétorque qu'il est un Canadien qui fera tout pour garder la première place du Québec dans la Confédération canadienne. Il poursuit avec une énumération de plusieurs mesures qu'on pourrait regrouper sous cinq thèmes.

La classe agricole

Le premier de ceux-ci traite de la classe agricole. Le chef du Parti libéral soutient qu'il existe deux principales classes au Québec : la classe ouvrière et la classe agricole. Il ajoute que cette dernière est la «clé de voûte de [la] province»⁹⁷. On doit se rappeler qu'à l'époque, la crise économique qui sévit touche particulièrement les ouvriers. Les autorités politiques comme religieuses soutiennent dès lors que

⁹⁴ Jean-Louis Roy. *Op. cit.* : 253.

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.* : 254.

l'agriculture est le meilleur remède au chômage, et de vastes plans d'établissement et de colonisation sont lancés afin d'établir à la campagne des ouvriers sans emploi et de retenir les fils de cultivateurs sur les terres. L'idée est de désengorger les villes aux prises avec le problème du chômage.

Le Premier ministre énumère alors plusieurs mesures prises par le gouvernement libéral. En premier lieu, il se félicite d'avoir nommé Godbout ministre de l'Agriculture. Ensuite, il vante les mérites du crédit agricole fédéral que son gouvernement a complété d'une aide financière sur le taux d'intérêt. Devant un taux d'intérêt de 6%, Taschereau l'avait en effet plafonné à 3% pour les cultivateurs québécois – l'État québécois payant le surplus. Il souligne enfin qu'en vue de faciliter l'accès ou la vente de propriétés, le gouvernement libéral a mis des avocats à la disposition des cultivateurs pour clarifier les titres de propriété.

Le Parti libéral s'engage par ailleurs à coopérer avec les Caisses populaires afin de faciliter le crédit agricole qui permettra, toujours selon Taschereau, «d'emprunter pour payer les hypothèques, d'acheter des animaux, de bâtir des granges, de drainer les terres et d'avoir des foyers heureux»⁹⁸. Il conclut sur ce thème en rappelant la nomination d'une commission pour contrôler le prix du lait, assure qu'il fera tout pour stimuler l'industrie du fromage et du beurre et qu'il n'hésitera pas à donner une prime pour encourager cette industrie si le besoin se présente.

⁹⁸ Jean-Louis Roy, *op. cit.* : 254.

Le plan Vautrin

Second parmi les thèmes abordés, le Premier ministre enchaîne avec la colonisation et le «plan Vautrin». Il rappelle à l'électorat que ce plan comprenait plusieurs mesures dont un dégagement de fonds de dix millions de dollars pour établir des cultivateurs sur des terres nouvelles et une prime de 300\$ au père qui réussit à établir son fils dans sa paroisse. L'orateur ajoute que son parti et lui ont ainsi réussi à placer plus de cinq milles cultivateurs et que l'État a donné des terres gratuitement, assuré la création de plusieurs infrastructures et donné plusieurs primes au labour et au défrichement.

La classe ouvrière

Le chef libéral conclut son discours-programme avec quelques phrases sur les mesures prises concernant la classe ouvrière. Se congratulant d'être le pionnier parmi les Premiers ministres provinciaux du Canada à avoir adopté la loi des accidents du travail, il promet – si cela lui est possible – de l'élargir. Enfin, il rappelle la nomination de la commission sur le salaire minimum des femmes et la création de la loi des contrats collectifs de travail.

Les trusts

Sous le thème des «trusts», Taschereau se défend des accusations faisant de lui un complice des grands monopoles. Rappelant la création de la loi sur la commission des liqueurs, la loi des accidents de travail, la poursuite gouvernementale

contre les compagnies du charbon et la création de la commission sur l'électricité – nommée la veille et qui vise à réduire les tarifs –, il affirme qu'au contraire, ces mesures contraignent directement les trusts et conclut par une question qui vaut pour une négation : «Est-ce là prendre l'intérêt des trusts, être leur machine, courber la tête devant eux ?»⁹⁹

Les pensions de vieillesse

En réponse aux reproches qu'on lui fait de n'avoir pas créé de pensions de vieillesse, le chef du Parti libéral soutient qu'il revenait à Bennett de le faire. Il précise dans le même élan que précisément, celui-ci a manqué à sa promesse d'assumer la totalité des pensions de vieillesse – il n'en aurait payé que 80% – et que le gouvernement provincial a donc dû déboursier plusieurs millions de dollars (environ 29 millions, affirme Taschereau). Il s'engage alors à endosser la différence si Mackenzie King ne paie pas la totalité des pensions.

Directeur de compagnies

Enfin, il affirme qu'il restera membre de conseils d'administrations de compagnies arguant qu'il y acquiert une expérience qui profite à la Province.

⁹⁹ *Ibid.* : 256.

3.2. LE PROGRAMME DE L'ACTION LIBÉRALE NATIONALE ET DU PARTI

CONSERVATEUR

Le programme de l'Action libérale nationale est fortement inspiré du *Programme de restauration sociale* élaboré par Paul Gouin et plusieurs politiciens et intellectuels de l'époque – lui-même influencé par l'encyclique *Quadragesimo anno*, qui se veut une réponse du pape Pie XI à la Grande Dépression. Alliés au Parti conservateur qui n'obtient que très peu de sièges depuis plus de 30 ans, les Actionnistes se lancent dans la campagne électorale avec un programme très systématique qui présente neuf plans de réformes :

- 1- Réformes agraires;
- 2- Réformes ouvrières;
- 3- Réformes industrielles et commerciales;
- 4- Réformes économiques;
- 5- Réformes financières;
- 6- Réformes politiques et administratives;
- 7- Réformes électorales;
- 8- Réformes fiscales;
- 9- Réformes judiciaires.

Les réformes agraires

Les réformes agraires y occupent une place prépondérante, mais les autres n'en sont pas moins étoffées. En fait, l'union Gouin-Duplessis soutient que «l'œuvre

de restauration économique se ramène principalement à une œuvre de restauration rurale, basée sur l'agriculture familiale et la coopération»¹⁰⁰. Huit articles composent ce premier plan de réformes. Ils concernent l'électrification des campagnes, l'organisation de l'industrie (complémentaire, petite et moyenne), la création d'un crédit agricole provincial et la protection de l'ouvrier rural et du bûcheron. Selon le programme de l'ALN, l'électrification des campagnes et l'augmentation des subsides permettraient de concurrencer les marchés locaux et étrangers – voire les conquérir – et de ce fait redresseraient la situation de l'agriculture. La création d'un crédit agricole provincial vise quant à elle à remédier aux lacunes du programme fédéral en vigueur. On promet également de «ruraliser l'école de rang», d'organiser l'enseignement agronomique supérieur et de réformer l'ensemble de l'enseignement agricole. Pour parvenir à ces réformes, on vise la coordination de tous les ministères ainsi que «la création d'une Commission d'Agriculture et de Colonisation composée de spécialistes indépendants et de fonctionnaires»¹⁰¹.

Les réformes ouvrières

Les réformes ouvrières incluent la création d'un Code du Travail universel, d'une assurance maladie-invalidité, d'allocations aux mères nécessiteuses et de pensions de vieillesse, ainsi que l'encouragement à la construction de logements ouvriers, une rémunération équitable et la réglementation des heures de travail. Elles prévoient également la révision de la Loi des Accidents du Travail, la réglementation de la vente à tempérament, la révision et l'extension de la Loi du salaire minimum, le

¹⁰⁰ *Ibid.* : 258.

¹⁰¹ *Ibid.*: 259.

primat du salaire sur les dividendes et l'application rigoureuse de la Loi de l'Observance du dimanche.

Les réformes industrielles et industrielles, économiques et financières

En ce qui a trait aux réformes industrielles, économiques et financières, plusieurs articles proposent une forte intervention étatique dans le domaine économique. Il s'agira, par exemple, de «briser, par tous les moyens possibles, l'emprise qu'ont sur la province et les municipalités les grandes institutions financières, le trust de l'électricité et celui de l'industrie du papier»¹⁰², ou de créer une commission dans le but «d'acquérir graduellement [...] les compagnies produisant ou distribuant l'électricité dans la province», de «combattre les cartels du charbon, de la gasoline et du pain, en leur faisant une concurrence d'État si nécessaire», et de combattre le trust du lait. On cherche également à mettre en place plusieurs organismes tant à l'étranger que dans la province afin de stimuler le commerce local (par exemple, en mettant en place un office de renseignements). De plus, on promet de créer de nouveaux outils tels qu'un inventaire des ressources naturelles et des centres d'emplois.

Les réformes politiques et administratives

Nous retenons l'interdiction faite aux ministres d'être actionnaires ou membres du conseil d'administration de compagnies et la transformation du Conseil législatif en un Conseil économique comme étant les principales mesures du plan des réformes politiques et administratives. Sous le libellé des réformes électorales, une

¹⁰² *Ibid.* : 260.

série d'articles visent quant à eux à mieux régler le système électoral. Pensons à la réglementation des souscriptions et à leur limitation ainsi qu'au retour du bulletin avec talon.

Les réformes fiscales

Le réajustement des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires et la redistribution des impôts de façon plus équitable sont les principales actions envisagées par le plan de réformes fiscales. Enfin, les réformes judiciaires prévoient la réorganisation des tribunaux et la révision des frais judiciaires afin de les rendre plus accessibles à tous.

3.3. DES PROGRAMMES POLITIQUES DIFFÉRENTS

Comparant ces deux programmes, on ne peut que formuler certains constats. À première vue, le programme de l'ALN paraît décidément plus complet que celui du Parti libéral. Le premier propose de nombreuses réformes tandis que le second s'attache surtout à défendre ses actions passées. Surtout, l'ALN met de l'avant une nette intention de changer le rôle de l'État tandis que, par opposition, le programme des libéraux ne présente qu'une seule mesure – le plan Vautrin – comportant une intervention accrue de l'État versus cinq mesures soutenant le *statu quo* – démontrant par là leur intention de conserver à l'État un rôle traditionnel.

4. LES DISCOURS ÉLECTORAUX

Les principaux discours prononcés par les différents partis durant la campagne de novembre 1935 nous informent de façon plus approfondie des différentes mesures promises et des objectifs des deux principaux camps politiques. Lors des différentes apparitions publiques des formations, quatre grands thèmes ont nourri le clivage entre les libéraux et l'alliance Duplessis-Gouin : l'Alliance contre le Régime, les classes ouvrière et agricole, la gestion de l'électricité et le fédéralisme révisé.

4.1. L'ALLIANCE CONTRE LE RÉGIME

Les multiples stratégies communicationnelles déployées par les deux formations politiques semblent n'avoir pour but que de faire valoir leurs programmes respectifs. Mais cet objectif en cache un second, plus fondamental : il s'agit ici, pour un camp comme pour l'autre, de légitimer son droit à exercer le pouvoir tout en déniant cette même légitimité au camp adverse. D'une part, le parti au pouvoir cherche à vanter les «accomplissements» de son gouvernement afin de justifier la pertinence de sa réélection. D'autre part, le parti de l'opposition tente de discréditer le gouvernement passé, présentant son programme comme étant *la* solution aux problèmes que rencontre la population, lesquels seraient causés par le gouvernement en place. Bientôt, cette quête de légitimité s'incarne dans une opposition personnifiée par deux entités péjoratives : l'Alliance affrontant le Régime.

Effectivement, lorsque l'on lit attentivement ce que la presse a retenu des discours prononcés par les partis, la coalition de l'ALN et du Parti conservateur se

présente comme l'unité qui délivrera le peuple de la dictature du Parti libéral. Chez les libéraux, en revanche, on cherche plutôt à persuader l'électorat que si cette nouvelle formation était élue, un tel « mariage » causerait du désordre plus qu'autre chose.

L'Alliance

Le 8 décembre 1935, Paul Gouin et Maurice Duplessis font une sortie publique afin d'expliquer les termes de leur entente. Les deux partis conviennent qu'il n'y ait « qu'un seul candidat oppositionniste officiel, soit conservateur, soit libéral national, dans chaque comté »¹⁰³. Mais la substance et l'originalité de ce pacte réside dans ces quelques lignes :

«Après la défaite du régime antinational et trustard de M. Taschereau, le parti conservateur provincial et l'Action Libérale Nationale formeront un gouvernement national dont le programme sera celui de l'Action Libérale Nationale, programme qui s'inspire des mêmes principes que celui du parti conservateur provincial.

Ce gouvernement national Duplessis-Gouin aura comme premier ministre M. Maurice Duplessis et la majorité des ministres sera choisie par Paul Gouin, parmi les membres de l'Action Libérale Nationale.»¹⁰⁴

¹⁰³ «L'alliance est consommée», *La Presse*, vol. 52, no 21 (8 novembre 1935) : 3.

¹⁰⁴ *Ibid.*

Cette entente paraît fort particulière. D'abord parce que la création d'un nouveau parti est chose peu commune, mais aussi parce qu'une coalition de partis s'est rarement vue dans l'histoire politique du Québec et du Canada. Plus encore, il est rare qu'un parti accepte de se rallier au programme d'un autre parti – et de surcroît, qu'un parti conservateur épouse officiellement des idées provenant de libéraux – tout comme il est peu courant qu'un Premier ministre laisse le chef d'un autre parti nommer les membres de son cabinet.

Cette organisation politique peu ordinaire s'efforcera de justifier sa pertinence et sa légitimité tout au long de la campagne électorale. En ce sens, le chef actionniste s'impose comme le principal porteur de cette quête : presque toutes ses allocutions débutent ou se terminent par une revendication de l'histoire des Patriotes de 1837 et/ou celle du Parti national fondé et re-fondé par Honoré Mercier. Ce faisant, il affirme que le «geste politique de 1935 rappelle celui de 1837. En 1837, il n'y avait dans cette province ni conservateur ni libéraux. Il n'y avait [*sic*] d'un côté des patriotes et de l'autre des bureaucrates»¹⁰⁵. Toujours dans la même analogie, il clôt en souhaitant que la présente élection soit «une rébellion pacifique, mais [une] rébellion aussi farouche, aussi implacable que celle de 1837. Il faut que le 25 novembre prochain, à défaut de balles, chaque vote atteigne en plein cœur le régime Taschereau et les trusts»¹⁰⁶.

¹⁰⁵ *Ibid.* : 6.

¹⁰⁶ *Ibid.*

Faisant référence aux événements de 1885 et de 1886 marqués par la pendaison de Louis Riel, Paul Gouin évoque Honoré Mercier, son aïeul, qui s'était aussi ligué avec des dissidents du parti conservateur, pour former le Parti national. Comparant cette formation avec l'alliance Duplessis-Gouin, le chef libéral-national rappelle que, «[c]omme le disait lui-même le journal ministériel qui s'appelle le *Canada*, les chefs du parti national représentaient un principe et un idéal; c'était le respect de la constitution, c'était la voix du sang qui ralliait [*sic*] sous un même étendard, libéraux et conservateurs»¹⁰⁷. Présentant la coalition comme la suite logique d'un passé glorieux et comme un pacte passé au nom de «la survivance nationale»¹⁰⁸, Gouin espère faire accepter à l'électorat la pertinence et la valeur de cette union.

Pour sa part, Maurice Duplessis préfère faire valoir certains des objectifs de l'union et faire usage de rhétorique face aux libéraux tout en critiquant vertement les mandats du gouvernement libéral, qu'il nomme le régime Taschereau. Ainsi, il affirme que cette alliance a pour but de «renverser le gouvernement qu'il considère une dictature odieuse et néfaste pour le remplacer par une administration honnête, saine, et progressive qui assurera à la population de la province de Québec un développement normal»¹⁰⁹.

Tandis que l'Alliance tente de se faire reconnaître, le gouvernement s'applique quant à lui à la discréditer en remettant en cause la pertinence de

¹⁰⁷ «L'alliance entre le parti conservateur provincial et l'Action libérale nationale», *Le Devoir*, vol. 26, no 258 (8 novembre 1935) : 2.

¹⁰⁸ «L'alliance est consommée», *Op. cit.* : 6.

¹⁰⁹ «L'Assemblée de l'Union nationale à Québec», *Le Devoir*, vol. 26, no 267 (19 novembre 1935) : 1.

l'existence d'un tiers-parti dans le système politique et en faisant de Duplessis un traître chez les conservateurs. C'est en ce sens que Médéric Martin avance «qu'il n'y a pas de place pour un troisième parti. Il doit y avoir le pouvoir et l'opposition»¹¹⁰. Plusieurs libéraux fédéraux invités à prendre la parole lors d'assemblées provinciales confirmeront ce propos. Fernand Rinfret, secrétaire d'État dans le cabinet King et député fédéral de Saint-Jacques, va jusqu'à dire que la création d'un troisième parti est anticonstitutionnelle :

«Au point de vue constitutionnel c'est une hérésie extraordinaire. C'est la prérogative du premier ministre de choisir les membres de son cabinet, et cela dans tous les gouvernements du monde. Cette nouvelle alliance veut réformer même la constitution. Vous ne sauriez croire à quel point un tel gouvernement serait incapable de fonctionner»¹¹¹.

En réponse à l'Alliance qui se dit « ni bleu, ni rouge, mais nationale »¹¹², Ernest Lapointe, ministre fédéral de la Justice, soutient qu'on ne peut être au-dessus des partis. «Dans une démocratie, reprend M. Lapointe, les partis politiques sont le seul moyen de faire triompher les idées que nous croyons être les meilleures et d'assurer les libertés politiques d'un peuple»¹¹³. Il ajoute que, dans cette même démocratie, il «n'y a pas d'action sans partis politiques»¹¹⁴ et cite en exemple les régimes politiques de Hitler et de Mussolini sous lesquels les partis ont disparu et où

¹¹⁰ «Pourquoi Médéric Martin "s'est mis de travers" », *Le Devoir*, vol. 26, no 258 (8 novembre 1935) : 3.

¹¹¹ «M. Rinfret dans Dorion», *Le Devoir*, vol. 26, no 262 (13 novembre 1935) : 8.

¹¹² «L'Assemblée de l'Union nationale à Asbestos», *Le Devoir*, vol. 27, no 173 (27 juillet 1936) : 6.

¹¹³ «"Je voterai lundi pour le candidat de M. Taschereau", dit M. Lapointe», *Le Devoir*, vol. 26, no 268 (20 novembre 1935) : 6.

¹¹⁴ *Ibid.*

la liberté s'est vue écrasée. Il précise plus loin que «les tiers-partis comportent de graves dangers»¹¹⁵.

Le parti libéral qualifie aussi de «morganatique» le mariage entre les conservateurs et les dissidents libéraux. Utilisant l'expression «mariage morganatique», le Premier ministre veut déprécier la réputation de ses dissidents en signifiant que le Parti conservateur s'allie avec des politiciens de second rang. Ainsi, dans le tumulte d'un discours «ponctué par l'éclatement des vitres sous un bombardement de cailloux et de morceaux de charbon»¹¹⁶, le chef libéral se souvient avec émotion du temps où deux camps s'affrontaient : les rouges contre les bleus. Et de se désoler :

«Mais aujourd'hui vous avez un parti libéral uni à Ottawa comme à Québec. Vous avez, contre lui, les débris et les restes du parti conservateur, avec les nourrissons du parti actionniste. Les restes et les débris de ce qui fut autrefois un grand parti.»¹¹⁷

Il fait ici référence aux conservateurs qui se sont entre-déchirés lors de l'investiture de Maurice Duplessis et laisse entendre que depuis, le parti n'est plus ce qu'il était.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ «Les deux assemblées de M. Taschereau, hier soir, au marché Saint-Jacques, celle du dehors et celle du dedans», *Le Devoir*, vol. 26, no 269 (21 novembre 1935) : 1.

¹¹⁷ «Les discours prononcés hier soir à l'intérieur du marché Saint-Jacques», *Le Devoir*, vol. 26, no 269 (21 novembre 1935) : 7.

Enfin, Taschereau s'attarde à contredire la filiation de Gouin avec son grand-père, Honoré Mercier, et à dénigrer le bien-fondé de l'alliance en invalidant l'objectif poursuivi par Gouin et en accusant Duplessis de traître. Il explique que :

«L'année dernière, M. Paul Gouin, le fils de sir Lomer Gouin, ce grand premier ministre dont j'ai recueilli la succession et dont je respecte la mémoire, a commencé une campagne pour le parti libéral, pour lui redonner du sang rouge. Aujourd'hui, il vient de contracter un mariage avec M. Duplessis, qui s'est engagé à jeter à terre le drapeau conservateur, à déchirer le programme de son parti. Etes-vous fiers de cela, mes amis les conservateurs ? Vraiment, je ne connais pas, dans toute l'histoire politique de notre pays, de trahison plus déloyale et plus lâche.»¹¹⁸

À ce type de propos, l'alliance réagit avec les mots de Gouin : «Nous ne trahissons pas le peuple, nous ! Nous ne cédon pas aux trusts, aux cartels, enfin à tous les gros intérêts, réunis, ce que nous avons de plus cher, de plus sacré, notre seul patrimoine à nous, Canadiens français!»¹¹⁹ Et Duplessis de répondre «vivement au premier ministre pour sa déclaration au sujet de l'union Gouin-Duplessis [en l'accusant] d'avoir contracté, lui, des mariages morganatiques avec les trusts»¹²⁰.

Le régime Taschereau

«Trustard», «dictature», «de gros intérêts», «tyrannique», «régime», voilà autant d'expressions dont use, pour sa part, l'alliance afin de dénoncer les relations du

¹¹⁸ «M. Taschereau à Montmagny», *Le Devoir*, vol. 26, no 271 (23 novembre 1935) : 11.

¹¹⁹ «L'alliance entre le parti conservateur provincial et l'Action libérale nationale», *Op. cit.* : 1.

¹²⁰ «L'Assemblée de l'Union nationale à Québec», *Op. cit.* : 1.

gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau avec les grandes entreprises. Elle s'opiniâtre ardemment contre le régime en l'accusant d'être à la solde des trusts. Joseph-Grégoire Bélanger, candidat actionniste de Montréal-Dorion, alimente ce propos en expliquant à la foule que :

«[la] province est sous la botte des trusts [et que] nous avons les trusts du charbon, du pain, du lait, de l'électricité, des transports, qui écument la population; pendant qu'en haut, au gouvernement, les ministres sont directeurs de compagnies qui font affaires [*sic*] avec le gouvernement.»¹²¹

De fait, les candidats de l'alliance ne manqueront aucune occasion de rappeler les directorats du Premier ministre. On ira jusqu'à imputer *a priori* les problèmes causés par la crise économique à l'administration libérale qui aurait privilégié certains groupes d'intérêts plutôt que l'ensemble de la population de la province. Duplessis affirme ainsi que : «la dépression ne doit pas être attribuée en entier au gouvernement provincial, car il faut évidemment tenir compte des facteurs mondiaux. Mais il est non moins clair que le gouvernement, par sa politique d'imprévoyance, et de maladministration [*sic*], a singulièrement aggravé le chômage et ses misères»¹²². Il affirme que le gouvernement «légifère pour une caste privilégiée, pour un petit groupe, au détriment de la masse»¹²³ et qu'il y a «trop de directeurs de compagnies à Québec, et [...] pas assez de dirigeants»¹²⁴.

¹²¹ «M. Bélanger à l'école de Champagnat», *Le Devoir*, vol. 26, no 270 (22 novembre 1935) : 7.

¹²² «M. Duplessis aux Trois-Rivières», *Op. cit.* : 2.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ *Ibid.*

Taschereau riposte en demandant à ses adversaires de nommer les trusts ou les compagnies qu'il aurait favorisés au détriment de la population, puisque selon lui, son gouvernement a plutôt fait le contraire lorsqu'il «a mis fin au trust de l'alcool en créant la régie d'État qui a rapporté des millions au gouvernement, millions que celui-ci a distribués aux hôpitaux et à la population»¹²⁵. Il enchaîne avec la poursuite qu'il a entreprise contre le trust du charbon et les démarches entamées contre celui de l'électricité, dont la création d'une commission afin de mieux gérer l'électricité dans la province.

Ernest Grégoire, maire de Québec et candidat de l'union, lui répond sans attendre. Il précise que Taschereau siège aux côtés de Herbert Holt, «chef du trust hydro-électrique québécois»¹²⁶, président de la *Montreal Light, Heat & Power* dans les conseils d'administration de la Banque Royale et de la Sun Life. Par la suite, il étaye son affirmation en fournissant une liste des compagnies dont Taschereau est membre du conseil d'administration (CA) :

«[...] la Sun Life, la Metropolitan Life, la Globe Manitoba, la Liverpool Manitoba, la North American, la London Liverpool & Globe, la Barclay's Bank, le Royal Trust, la Caisse d'Economie, le Crédit Foncier Franco-Canadien, le Canadian Investment Fund, le Seignory Club (C.P.R.).»¹²⁷

Taschereau se défend alors en arguant que ses directorats sont tout à fait légaux puisque la loi les permet et il précise qu'en dépit qu'il siège au CA de

¹²⁵ «M. Taschereau à Granby», *Le Devoir*, vol. 26, no 264 (15 novembre 1935) : 2.

¹²⁶ «Les directorats de M. Taschereau», *Le Devoir*, vol. 26, no 264 (15 novembre 1935) : 3.

¹²⁷ *Ibid.*

certaines institutions bancaires, son gouvernement a augmenté la taxe sur les banques ainsi que sur le profit et le capital des compagnies.

Si le gouvernement libéral se voit contraint d'adopter un discours défensif lorsque les candidats de l'alliance l'interrogent sur ses liens avec les grandes entreprises, il est enclin en revanche à valoriser dans ses propres discours un autre type de liens, à savoir la relation qu'il entretient avec le gouvernement fédéral. Rappelons qu'à cette époque les partis provinciaux sont souvent des succursales des partis fédéraux. C'est précisément ce sur quoi mise le parti ministériel pour remporter l'élection. Quelques mois à peine avant le déclenchement de la campagne électorale, le parti libéral fédéral venait de remporter une imposante victoire à Ottawa contre les conservateurs de Richard Bennett – avec un slogan aussi spectaculaire que «King ou le chaos» – et annonçait dans le même élan la tenue d'une conférence interprovinciale. Cette conférence tient une place de premier plan dans les discours de Taschereau tout le long de la campagne, lequel prétend que seul le parti libéral est assez stable, rouge et uni avec le fédéral pour se présenter à la conférence interprovinciale. En plus de prévenir l'électorat qu'un parti sans réelle couleur n'est pas souhaitable pour la province, il met de l'avant que :

«Actuellement tous les gouvernements provinciaux du Canada, moins un qui n'est pas conservateur, sont libéraux. Est-ce que la province de Québec sera seule à se faire représenter par un gouvernement conservateur, ou ce qui serait plus grave par un gouvernement caméléon ? Non, la province de Québec a tout intérêt à envoyer des libéraux à la conférence. C'est à la province de

Québec à maintenir les traditions canadiennes-françaises, n'envoyez pas à Ottawa des hommes adverses à M. King.»¹²⁸

Lors du fameux discours-programme de Taschereau à Victoriaville, l'allocution de Wilfrid Girouard, député fédéral de Drummond-Arthabaska, garantit ainsi que «le parti libéral n'en formait qu'un au fédéral et au provincial»¹²⁹. En pointant Ernest Lapointe, ministre fédéral de la Justice qui se trouve assis à côté de Taschereau, il souligne «que la province de Québec tient à collaborer avec Ottawa dans un même but»¹³⁰.

À cela, l'union Gouin-Duplessis se contente de répondre qu'à plusieurs égards – au sujet des pensions de vieillesse, par exemple – le gouvernement Taschereau ne s'entend pas aussi bien qu'il le prétend avec le gouvernement fédéral.

Par-delà les débats sur les liens des libéraux avec les trusts ou avec le gouvernement fédéral, les ministériels consacrent une grande part de leurs discours au bilan de leur administration, démontrant que, nonobstant la crise, la province s'en est bien sortie grâce à leurs mesures. Sans entrer dans le détail de ces mesures – nous en discuterons plus loin –, certains candidats tels que Joseph-Édouard Perrault soutiennent que «malgré les dépenses considérables faites, malgré les 30 millions que le chômage nous a coûtés, le crédit de Québec demeure intact»¹³¹. On avance les

¹²⁸ «Trois discours de M. Taschereau», *Le Devoir*, vol. 26, no 260 (11 novembre 1935) : 2.

¹²⁹ «Les discours à l'Assemblée de Victoriaville», *La Presse*, vol. 52, no 16 (2 novembre 1935) : 26.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Ibid.*

mesures prises pour contrer la crise telles que : le plan de colonisation d'Irénée Vautrin, grâce auquel près de 5000 colons auraient été établis; l'agrandissement du réseau routier, notamment les chemins menant aux mines et aux lieux de colonisation; les 21 millions de dollars investis dans l'agriculture; la loi des accidents du travail, dont on vante l'unicité en Amérique.

Du côté des unionistes, on expose plutôt les mesures qui ont été refusées ou qui n'ont tout simplement pas été prises. On s'attaque particulièrement au plan de colonisation en le qualifiant d'échec. Certains colons prennent la parole lors d'assemblées afin de décrier le plan Vautrin. C'est le cas de Paul Mailloux, présenté comme un ancien Montréalais colon à Laferté, en Abitibi, qui expose la misère que connaissent les colons et leurs enfants par faute du temps qu'a mis le gouvernement à répondre aux requêtes des colons et par son retard à payer les « pitons » aux fournisseurs locaux qui augmentent leurs prix en conséquence. Il termine en présentant la situation des colons à Béarn en disant que :

«[...] à 25 milles de toute civilisation [, ces] gens ont tenu bon, pendant trois mois, sous la tente, sans avoir même de poêle pour se chauffer. Le ministre n'était pas pressé. Il était d'ailleurs trop occupé à essayer de comprendre son plan.»¹³²

Les critiques de l'opposition reposent principalement sur trois mesures soi-disant demandées par la population, mais qui n'ont pas été mises en place par le pouvoir provincial : les pensions de vieillesse, le crédit agricole provincial et le choix

¹³² «M. Auger à Salaberry», *Le Devoir*, vol. 26, no 270 (22 novembre 1935) : 3.

du médecin pour les accidentés du travail. La réponse d'Oscar Drouin, organisateur en chef de l'ALN, au discours-programme de Taschereau résume assez bien la position qu'a tenue l'alliance face au gouvernement tout au long de la campagne :

«Si notre province est privée de la pension des vieillards depuis sept ans tandis que les vieillards des autres provinces en jouissent, c'est parce que le premier ministre est directeur de compagnies d'assurances qui sont opposées à ce système de pension parce qu'elles craignent pour leurs profits. En second lieu, la province de Québec réclame le crédit agricole provincial depuis des années. M. Taschereau a refusé encore ce système parce qu'il est directeur de compagnies de prêts et de placements qui craignent de même que ce système nuise à leurs profits. C'est encore parce qu'il est directeur de compagnies d'assurances et que ces compagnies d'assurances sont opposées au libre choix du médecin par les accidentés que M. Taschereau a passé l'inhumaine loi qui enlève à l'ouvrier le choix de son médecin.»¹³³

Enfin, Paul Gouin impute les raisons de la crise économique à une centralisation de l'économie, du pouvoir et de la population qui s'est organisée sous le régime Taschereau, au profit d'étrangers et au détriment de la population. Il décrit cette centralisation comme une «concentration de la richesse entre les mains de quelques individus, la plupart: des étrangers; la population est cantonnée dans les villes, au détriment du développement rural bien ordonné; enfin, l'industrie est centralisée dans les quelques grands centres»¹³⁴. Il ajoute que pour remédier à cette situation, le prochain gouvernement devra décentraliser par une colonisation plus vaste et mieux administrée, par un crédit rural provincial et par l'encouragement de la petite et moyenne industrie.

¹³³ «M. Drouin répond à M. Taschereau», *Le Devoir*, vol. 26, no 253 (2 novembre 1935) : 3.

¹³⁴ «L'Assemblée de l'Union nationale à Québec», *Op. cit.* : 1-3.

En résumé, au cours de la campagne, les deux groupes politiques en présence s'efforcent de se distinguer en usant tour à tour de stratégies mélioratives et péjoratives. Tandis que l'alliance Duplessis-Gouin se présente comme le parti qui libérera la population d'un gouvernement vénal et corrompu – qualifié de régime par sa manière d'administrer la province dans l'intérêt d'une élite plutôt que de la population –, le Parti libéral se définit comme un bon gouvernement ayant su traverser la crise malgré les difficultés et qui se voit confronté à une formation adverse incompétente, anticonstitutionnelle et composée de renégats.

Mais outre les discours portant sur les qualités intrinsèques des deux camps, supposées ou avérées, ce qui profondément les distingue reste les mesures et les promesses qui ponctuent les propos divergents des deux camps. Ces dernières, sur lesquelles nous allons à présent nous pencher, ont ciblé principalement deux groupes socioprofessionnels.

4.2. QUAND LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE N'EST REPRÉSENTÉE QUE PAR DEUX CLASSES

Comme nous l'avons vu précédemment dans les programmes de partis, les deux groupes s'entendent pour dire que deux principales classes sociales définissent la province : la classe agricole et la classe ouvrière. Sans négliger la classe ouvrière, la classe agricole est celle qui est privilégiée afin de sortir le Québec de la crise économique. C'est pourquoi une grande part des mesures promises et débattues par les candidats ont concerné davantage cette catégorie socioprofessionnelle. En

substance, nous verrons que les deux camps ont préféré ressasser les mêmes propos sur les mesures envisagées plutôt que de les expliciter.

La classe agricole

Le discours préélectoral de Joseph-Adélard Godbout, nouveau ministre de l'agriculture, prononcé le 30 octobre lors d'une causerie-radio annonce bien la priorité des libéraux lors de la campagne de 1935. Comparant le gouvernement québécois aux autres gouvernements de la confédération canadienne, Godbout vante l'investissement fait dans l'agriculture comme étant de loin le plus grand. Il va jusqu'à dire que : «seul l'appui constant [que le cultivateur] a reçu – plus généreux que jamais depuis quatre ans – du gouvernement provincial, lui a permis de continuer sa marche vers le progrès»¹³⁵. Comme en fait foi ce passage, la stratégie discursive des libéraux s'est essentiellement concentrée, là aussi, à faire le bilan des mesures entreprises pour les cultivateurs sous leur gouvernement. Les discours politiques du Parti libéral en matière d'agriculture se concentrent principalement sur deux thèmes : la colonisation et le crédit agricole.

La colonisation

Quelques mois avant le début de la campagne, les ministériels ont mis en place un plan de colonisation sous l'égide d'Irénée Vautrin. Dans le contexte de la campagne électorale, les libéraux expliquent à la population que ce plan vise à «créer

¹³⁵ «L'aide au cultivateur est plus généreuse que jamais», *La Presse*, vol. 52, no 14, (30 octobre 1935) : 9.

des fils de cultivateur». Pour ce faire, «[à] tous les jeunes qui veulent aller dans les centres de colonisation, le gouvernement fournit terre, animaux, roulant, bâtit des maisons, chapelles et écoles et les fait travailler aux routes»¹³⁶. Les candidats libéraux font valoir que ce plan a réussi à placer environ 5000 pères de famille et célibataires sur de nouveaux lots. Plusieurs mesures (des octrois et des allocations, essentiellement) ont été prises afin d'aider à la fois les jeunes qui osent s'éloigner et ceux qui préfèrent rester dans leurs paroisses. Enfin, outre la présentation minutieuse du déroulement de l'établissement des colons sur des lots, les candidats doivent répondre à leurs adversaires qui remettent en cause le prétendu succès du plan Vautrin en prenant exemple sur quelques colons qui ont dû revenir des camps. À ce type d'attaque, les libéraux rétorquent qu'il était inévitable que quelques-uns reviennent bredouilles. La controverse autour du Plan Vautrin s'explique par le fait que Duplessis et Gouin refusent l'invitation des libéraux pour aller débattre de la colonisation lors d'un congrès. Le chef conservateur va jusqu'à déclarer au ministre de la Colonisation, au sujet de son projet de loi sur la colonisation: «Vos lois, monsieur, je m'asseois [*sic*] dessus»¹³⁷.

Voilà qui illustre bien le ton des propos qu'a pu tenir l'alliance Duplessis-Gouin contre les libéraux. En effet, les candidats de l'opposition ont consacré une grande partie de leurs discours à discréditer les mesures entreprises par le gouvernement, et ce particulièrement en matière agricole. C'est le cas du maire Ernest Grégoire qui soutient que «les subsides à l'agriculture et la colonisation servent

¹³⁶ «M. Taschereau à Granby», *Loc. cit.*

¹³⁷ «M. Rinfret dans Dorion», *Loc. cit.*

surtout à la culture des voleurs»¹³⁸. On accuse les libéraux d'enrichir les compagnies étrangères au détriment des cultivateurs de la province et de dépenser de grosses sommes pour les frais de voyage des ministres. Une série d'interventions de candidats actionnistes et conservateurs et de colons mécontents marqueront les discours sur le sujet de la colonisation. Le cas de monsieur Mailloux cité plus haut en est un bel exemple. La principale critique que l'opposition adresse au gouvernement est que les lots offerts aux colons ne sont pas appropriés pour la culture. Duplessis développe sur ce point : « pour qu'il y ait de la colonisation, il faut qu'il y ait des lots propres à la culture et pour obtenir ces lots, il faut une classification »¹³⁹. Il poursuit en soulignant la nécessité d'avoir «une politique de colonisation suivant un plan d'ensemble»¹⁴⁰. D'après lui, le régime aurait privilégié les compagnies de bois plutôt que les cultivateurs. Il relate en ce sens que le gouvernement Taschereau a une entente avec la *Brompton Pulp* qui coupe le bois sur les lots avant qu'ils ne soient concédés à l'agriculture; or les cultivateurs ont un besoin particulier en bois pour leur établissement.

Paul Gouin conclut que le plan Vautrin «a été une faillite complète comme le prouvent les centaines de témoignages des colons envoyés au Témiscamingue ou dans l'Abitibi»¹⁴¹. Ernest Ouellet avance quant à lui que les 10 millions de dollars pour la colonisation ont été investis à la dernière minute à des fins électorales tout en sachant qu'il n'y avait pas de lots disponibles pour la colonisation. Le chef

¹³⁸ «Discours du maire Grégoire», *Le Devoir*, vol. 26, no 254 (4 novembre 1935) : 3.

¹³⁹ «L'alliance est consommée», *Op. cit.* : 6.

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ «M. Paul Gouin à l'Épiphanie», *Le Devoir*, vol. 26, no 266 (18 novembre 1935) : 2.

conservateur a précédé ces dires en mentionnant que « sous le régime Taschereau, les octrois à l'agriculture n'ont pas été accordées [sic] en fonction de l'intérêt agricole, mais plutôt pour le patronage et les intérêts électoraux »¹⁴². Par-devers elle, « l'Union libérale nationale entend faire de la colonisation non seulement dans les régions éloignées mais aussi autour des villes »¹⁴³. Le chef libéral-national soulève que son parti propose, en ce qui le concerne, plusieurs réformes touchant la colonisation « pour promouvoir le retour à la terre, activer l'agriculture [et] soulager les villes du surplus de leur population »¹⁴⁴. En d'autres mots, il proclame que l'alliance entend faire ce qu'elle reproche au Parti libéral de ne pas avoir fait.

Crédit agricole

Enfin, parmi les moyens préconisés pour aider les cultivateurs à traverser la crise, le crédit agricole a également été débattu tout au long de cette campagne électorale. Du côté des ministériels, la stratégie discursive est restée la même, c'est-à-dire qu'ils misent sur les mesures prises durant leurs derniers mandats. Ainsi, plusieurs allocutions des libéraux rappellent une loi que le gouvernement Taschereau a adoptée pour aider les cultivateurs. En plus de recevoir un taux d'intérêts réduit (environ 6%) avec le crédit agricole fédéral, la province de Québec paie une part des intérêts afin que l'emprunteur ne paie pas plus que 3% d'intérêts. Les candidats libéraux vont jusqu'à vanter qu'il s'agit du « système le meilleur qui soit dans tout le

¹⁴² « L'alliance est consommée », *Op. cit.* : 6.

¹⁴³ « M. Paul Gouin à l'Épiphanie », *Loc. cit.*

¹⁴⁴ « M. Paul Gouin à l'Épiphanie », *Loc. cit.*

pays»¹⁴⁵. Les caisses populaires sont présentées comme les institutions financières les mieux placées pour ce type de prêt agricole et, pour cette raison, Taschereau promet de les aider – d’autant plus que, selon lui, «ces organismes permettent aux cultivateurs riches d’aider ceux qui ont besoin»¹⁴⁶. Finalement, pour le prochain mandat, le Premier ministre s’engage à discuter du crédit agricole à la conférence interprovinciale : «s’il faut rendre ce système plus large et plus généreux, dit-il, nous en sommes et nous étudierons la question à la conférence d’Ottawa»¹⁴⁷.

Du côté de l’alliance, on privilégie un crédit agricole provincial afin de contrer les lacunes du crédit fédéral. Dans la même lignée que le discours d’Oscar Drouin au sujet des motivations de Taschereau à refuser le crédit agricole provincial, Maurice Duplessis insiste sur le fait que «tous les pays au monde reconnaissent la nécessité d’augmenter les crédits à la colonisation»¹⁴⁸ et que contrairement à ceci et malgré les requêtes de la population, le régime Taschereau a refusé le crédit provincial et qu’il a même diminué les primes aux colons d’environ 50%. Ce qui a aggravé leur situation. Paul Gouin s’interroge par la suite en insistant sur la nécessité du crédit agricole dans la colonisation : «à quoi sert d’envoyer des colons sur des terres si on ne leur fournit pas de crédit»?¹⁴⁹ Il argue que l’Ontario a donné beaucoup plus en crédits aux cultivateurs que ne l’a fait le Québec; 45 millions de dollars contre trois millions pour la période de 1931 à 1934. Il propose en contrepartie un crédit

¹⁴⁵ «Conventions libérales», *Le Devoir*, vol. 26, no 251, Le gouvernement Taschereau et l’agriculture (30 octobre 1935) : 3.

¹⁴⁶ «Trois discours de M. Taschereau», *Loc. cit.*

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ «L’alliance est consommée», *op. cit.* : 6.

¹⁴⁹ «Une menace de révélation formulée par M. Paul Gouin», *La Presse*, vol. 52, no 24 (12 novembre 1935) : 11.

agricole provincial qu'il juge urgent de mettre en place puisque celui du fédéral met du temps à être accordé, n'est pas assez accessible et n'est pas suffisant.

Intervenir dans l'économie agricole

Outre le crédit agricole et la colonisation, l'alliance propose des mesures plus directes et qui ciblent des sous-secteurs agricoles; par exemple, l'industrie du sucre de la betterave, du cidre de pommes, du beurre et du fromage. Désappointé par le discours préélectoral de Joseph-Adélard Godbout, Gouin répond que, selon lui, on n'y a annoncé que des demi-mesures. Parmi celles-ci, il mentionne la centralisation des beurreries et des fromageries. À son avis, une prime pour la fabrication serait plus efficace pour sortir l'industrie laitière de la crise. Il propose une prime sur le prix de la livre de beurre jusqu'à ce qu'il atteigne 0,30\$ et celui de la livre de fromage, 0,15\$. De cette façon, le cultivateur toucherait «enfin une part raisonnable des sommes consacrées chaque mois au budget de l'agriculture»¹⁵⁰. Enfin, accusant les libéraux de négliger la petite et moyenne industrie pour ne s'occuper que de la grande, Henri-L. Auger, candidat de l'ALN, suggère l'encouragement de productions agricoles plus spécifiques tel que l'élevage de chèvres afin de concurrencer les importations des produits transformés de ce type d'élevage – particulièrement les tanneries. Il ajoute que ce type d'élevage pourrait susciter diverses productions locales telle la fabrication du fromage de chèvre.

¹⁵⁰ «Beurreries et fromageries», *Le Devoir*, vol. 26, no 252, Déclaration de M. Paul Gouin en réponse à M. Godbout (31 octobre 1935) : 2.

La nomination d'un ministre compétent comme mesure agricole

En guise de mesures prises pour aider les cultivateurs, les libéraux mentionnent la nomination du ministre de l'agriculture, Joseph-Adélar Godbout, comme étant une mesure en soi. Comme le fait valoir Perrault, «à la tête du département de l'agriculture il y a M. Godbout, cultivateur et fils de cultivateur, au courant de tous les problèmes agricoles»¹⁵¹. D'après Taschereau, cette familiarité avec l'agriculture permet au ministre Godbout de bien «comprend[re] les besoins des cultivateurs»¹⁵². Enfin, plusieurs candidats du gouvernement ont relaté les dépenses faites pour ce secteur qui ont «donné des écoles d'agriculture, des encouragements et des primes»¹⁵³.

Les programmes agricoles et l'État

En somme, l'alliance constate l'échec du plan de colonisation du gouvernement et propose d'en déployer un plus efficace, notamment en donnant aux colons ce qu'ils disent ne pas avoir obtenu tels que des lots suffisamment boisés et un plan plus complet. Ses candidats suggèrent, par exemple, d'inclure dans leur plan la colonisation des régions éloignées comme celle de la périphérie des villes. Ils promettent un crédit agricole provincial mieux adapté aux besoins de la province et plus accessible aux colons. On compte également intervenir directement dans le secteur agricole en encourageant – voire en favorisant – certaines productions

¹⁵¹ «M. Taschereau à Sherbrooke», *Le Devoir*, vol. 26, no 263 (14 novembre 1935) : 2.

¹⁵² «M. Taschereau à Granby», *Loc. cit.*

¹⁵³ «Une tournée électorale de l'hon. J.-E. Perrault dans son propre comté», *La Presse*, vol. 52, no 25 (13 novembre 1935) : 17.

(élevage de chèvres, production de cidre de pommes, de betteraves à sucre, de beurre et de fromage).

À l'opposé, l'équipe libérale s'efforce de démontrer que le plan Vautrin a fait ses preuves et qu'il s'avère une véritable réussite. En réponse aux critiques, elle promet de discuter du crédit agricole (fédéral) à la conférence interprovinciale afin de vérifier s'il n'y aurait une façon de l'améliorer et de soutenir les caisses populaires qui prêtent aux colons. Finalement, les candidats libéraux rappellent que différentes subventions ont été accordées à l'agriculture et qu'ils continueront à en distribuer. On promet également de poursuivre l'encouragement de l'établissement d'écoles agricoles.

Ainsi, la révision du rôle de l'État vers une plus grande intervention au profit de la majorité des agriculteurs apparaît irréfragable pour les libéraux-nationaux et les conservateurs tandis que les libéraux préfèrent poursuivre les mêmes mesures que celles menées lors du mandat précédent sans en proposer de nouvelles, si ce n'est que pour demander à l'État fédéral d'améliorer le crédit agricole et d'encourager une institution financière (la caisse populaire). De plus, par son style discursif, l'alliance Duplessis-Gouin crée une opposition entre les deux partis fondée sur la nature et les intentions des mesures discutées : les « bons » contre les « méchants », les « petits » contre les « gros » et la « masse » contre une « élite ». Traitant de voleurs les membres du gouvernement, dénonçant leur tendance à privilégier les grandes compagnies à l'encontre des cultivateurs et faisant du dernier mandat libéral un échec

sur plusieurs points, l'Alliance s'érige en défenderesse de la population rurale, qui réussira à sortir la classe agricole de la crise économique.

La classe ouvrière

Les ouvriers ont occupé une grande part des discours politiques bien que les deux camps aient clairement annoncé la priorité donnée à la classe agricole. Rappelons que la crise a occasionné des taux de chômage très élevés. Or, ce chômage concerne majoritairement le milieu ouvrier. Les partis présents sur la scène électorale semblent *a priori* faire consensus sur l'idée qu'en aidant d'abord la classe agricole, la classe ouvrière en profitera et ne pourra que se porter mieux. On fait référence aux plans de colonisation qui visent à sortir les chômeurs des villes en les établissant sur des lots cultivables. Outre cette solution, les partis débattent de diverses mesures pour venir en aide aux ouvriers, telles que le salaire minimum, le choix du médecin pour les accidentés du travail, les pensions de vieillesse et les secours directs.

Les «accomplissements» gouvernementaux

Chez les ministériels, les candidats soutiennent à maintes reprises que plusieurs mesures ont été prises en direction des travailleurs durant leurs derniers mandats. Lors de son discours-programme, Taschereau affirme avoir donné aux ouvriers «la loi des accidents du travail, le salaire minimum des femmes [et] le

système de contrat collectif»¹⁵⁴. Ainsi, se prévalant d'être un des rares – voire le seul – gouvernements du Canada et de l'Amérique à avoir passé des lois à caractère aussi social, le gouvernement libéral affirme qu'il n'y a plus de grève depuis son élection. Au sujet de la pension de vieillesse, comme nous l'avons évoqué plus haut, les candidats expliquent à l'électorat qu'ils n'ont pas adopté de mesures en ce sens car R. B. Bennett, ancien premier ministre conservateur au niveau fédéral, avait promis de payer la totalité de cette pension mais n'a pas tenu parole, raison pour laquelle les Canadiens français n'ont pas obtenu de pensions de vieillesse. Enfin, à ceux qui lui reprochent de n'avoir pas permis le choix d'un médecin aux accidentés du travail, le Premier ministre justifie ainsi, devant l'électorat de Granby, son retrait du choix du médecin:

«La loi ontarienne, sur laquelle celle de Québec est basée, ne permet pas ce choix, mais Québec au début l'a accordé; et après un essai de deux ans, il a fallu modifier la loi, car l'on s'était aperçu que la moitié de l'indemnité passait en soins médicaux, la moitié de l'indemnité de l'accidenté était dépensée pour une fin à laquelle elle n'était pas destinée.»¹⁵⁵

Au final, selon les libéraux, le gouvernement de Taschereau aurait été synonyme de nouvelles lois d'avant-garde pour les ouvriers et de meilleures conditions de travail pour certains membres de la classe ouvrière.

¹⁵⁴ «Les discours à l'Assemblée de Victoriaville», *Loc. cit.*

¹⁵⁵ «M. Taschereau à Granby», *Loc. cit.*

Après les réalisations, les promesses

Mais comme on l'a vu précédemment, des problèmes touchant plus spécifiquement les ouvriers doivent être réglés rapidement. Les principales mesures libérales promises concernent essentiellement la pension de vieillesse, les conditions de travail (plus particulièrement, le salaire minimum et le choix du médecin pour l'accidenté du travail) et les secours directs. Ce sont ces quatre principaux thèmes à propos desquels les partis débattent quant ils abordent le sujet des travailleurs.

Au secours du travailleur : travaux publics, choix du médecin et pension de vieillesse

Les libéraux reconnaissent que les secours directs n'ont pas été très concluants au cours de leur dernier mandat pour résoudre le problème du chômage. Si l'on s'en tient à ce qui a été rapporté par le discours d'inauguration du chef libéral et par *La Presse* et *Le Devoir*, la conférence interprovinciale est présentée comme étant la *coda* de tous les discours traitant des travailleurs. Quand, le 12 novembre 1935, Taschereau évoque que son parti «[veut] régler le chômage, non pas avec des secours, parce que ce n'est pas la charité que les ouvriers demandent, mais avec du travail»¹⁵⁶, il promet de s'entendre avec le fédéral pour obtenir des sommes d'argent et pour que les municipalités soient déchargées de fournir des secours aux chômeurs. Quelques jours avant la fin de la campagne, le chef du gouvernement précise qu'il proposera au

¹⁵⁶ «“En quoi n'ai-je pas été digne de l'héritage sacré que le père de M. Paul Gouin m'a légué ?”», *La Presse*, vol. 52, no 24 (12 novembre 1935) : 1.

Premier ministre canadien de remplacer les secours directs par une politique de travaux.¹⁵⁷

Afin de corriger les revers de son dernier mandat, le Parti libéral prend en outre l'engagement de permettre le choix du médecin à l'accidenté du travail et de régler la question des pensions de vieillesse à la conférence interprovinciale. Sur ce dernier point, le succès de ce règlement apparaît conditionnel au bon vouloir du gouvernement fédéral : «Si M. King ne paie pas en entier la pension aux vieillards, M. Taschereau s'engage à prendre des mesures pour que les vieillards de la province soient sur le même pied que ceux des autres provinces»¹⁵⁸. D'une allocution à l'autre, le parti libéral réitère qu'en cas de refus d'Ottawa, leur futur gouvernement paiera l'entier des pensions de vieillesse.

Le salaire minimum et les conditions de travail

Le ministre du travail, Charles-Joseph Arcand, exprime à Saint-Gabriel de Brandon l'importance de discuter d'une «législation ouvrière uniforme entre les provinces» lors de la fameuse conférence. Il argumente que l'on doit être prudent avec la réglementation des heures de travail et des salaires, car il serait facile pour les travailleurs québécois de «se placer dans une situation désavantageuse avec les autres provinces»¹⁵⁹. Quelques jours plus tard, à Sherbrooke, Louis-Alexandre Taschereau précise que son parti ne veut «pas que les patrons, qui sont appelés à payer les

¹⁵⁷ «M. Taschereau à l'île d'Orléans», *Le Devoir*, vol. 26, no 272 (25 novembre 1935) : 2.

¹⁵⁸ «M. Taschereau à Granby», *Loc. cit.*

¹⁵⁹ «Trois discours de M. Taschereau», *Loc. cit.*

indemnités, aient à payer des sommes telles que l'industrie de notre province se trouve dans une situation défavorable par rapport à l'industrie des autres provinces»¹⁶⁰. Ces propos s'éclaircissent lorsqu'à Granby, il prie les ouvriers de tempérer leurs demandes et de traiter loyalement avec les employeurs, faute de quoi ils pourraient choisir de s'établir dans d'autres provinces.¹⁶¹ L'équipe libérale promet néanmoins d'établir des salaires minimums pour les bûcherons et d'obliger les entrepreneurs contractant avec le gouvernement d'offrir un salaire d'au moins vingt-cinq sous de l'heure.

L'Alliance : entre la critique et le populisme

Cette dernière déclaration, par sa temporalité, semble répondre aux promesses de l'Action libérale nationale. De fait, le 12 novembre 1935, Paul Gouin «[s']engage solennellement»¹⁶² auprès des «milliers de personnes réunies à [...] St-Lin»¹⁶³ à ce que l'ouvrier reçoive un salaire bimensuel au taux minimum de vingt-cinq cents de l'heure. Formant le groupe de l'opposition, l'Alliance Duplessis-Gouin s'est encore une fois affichée comme défenderesse du plus faible. Au sujet de la classe ouvrière, ses candidats se positionnent constamment à l'opposé des mesures du gouvernement en soutenant plus souvent qu'autrement celles réclamées par les ouvriers. Mais l'union libérale-nationale s'éloigne radicalement du gouvernement dans sa position face à l'industrie – voire l'industrialisation. D'après ses chefs, la crise économique

¹⁶⁰ «M. Taschereau à Sherbrooke», *Loc. cit.*

¹⁶¹ «M. Taschereau à Granby», *Loc. cit.*

¹⁶² «Une menace de révélation formulée par M. Paul Gouin», *Op. cit.* : 11.

¹⁶³ «M. Paul Gouin dans l'Assomption», *Le Devoir*, vol. 26, no 261 (12 novembre 1935) : 2.

que subit la province de Québec est causée par le monde industriel qu'a soutenu le Régime au détriment du monde agricole – lequel, selon eux, constitue la spécificité canadienne-française¹⁶⁴. Ils se poseront alors en défenseurs de la population contre le népotisme libéral.

C'est donc par une suite de critiques sur les réalisations des libéraux que les conservateurs et les actionnistes se sont efforcés de démontrer à l'électorat québécois la mauvaise foi et la partialité des ministres dans plusieurs mesures qu'ils ont – ou non – adoptées. À titre d'exemple, d'après Drouin, rappelons-le, c'est parce que Taschereau est «directeur» de compagnies qu'il a refusé la pension de vieillesse et que, comme l'a soutenu Duplessis, celle-ci ne fut réservée qu'à certains privilégiés.¹⁶⁵ Gouin va jusqu'à avancer que les libéraux ont refusé le vote des femmes afin d'éviter de se voir obligés de voter une loi pour les allocations aux mères nécessiteuses. On rappelle également que la révision de la loi des accidents du travail faite par le Premier ministre en 1931 a eu pour conséquence de diminuer les salaires et d'enlever le choix du médecin. Ce qui, d'après le chef conservateur, est inacceptable – voire inhumain¹⁶⁶.

Cependant, le cas des bûcherons s'avère sans contredit le porte-étendard de la dénonciation du favoritisme des libéraux envers les dirigeants du monde industriel. Les propos tenus par Duplessis lors du discours radiophonique annonçant l'alliance

¹⁶⁴ À cet effet, voir cet ouvrage : Patricia Dirks, *The failure of l'Action libérale nationale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991. 199 p.

¹⁶⁵ «M. Duplessis aux Trois-Rivières», *Op. cit.*

¹⁶⁶ «M. Drouin répond à M. Taschereau», *Loc. cit.*

signalent que «le régime a laissé exploiter les bûcherons et la population sacrifiant de nouveau le capital humain et encourageant en même temps la surcapitalisation et le mouillage des stocks»¹⁶⁷. À l'assemblée de Trois-Rivières, le chef conservateur va jusqu'à accuser le gouvernement d'avoir octroyé les ressources naturelles de la province sans, par exemple, protéger les bûcherons puisqu'il «protégeait des castes privées au détriment de la race»¹⁶⁸. Pour sa part, Paul Gouin expose à la population de l'Épiphanie que la situation ouvrière est à ce point difficile parce que «les barons de la finance s'engraissent et s'enrichissent de façon effarante à même l'argent péniblement et parcimonieusement gagné par le petit ouvrier»¹⁶⁹. Le lendemain, lors de son passage à Québec, il précise que «trop souvent les patrons s'arrogent une part trop large comparée à celle des petits employés»¹⁷⁰.

Un salaire minimum et raisonnable

Ces conjectures suffiront à Gouin pour promettre «un salaire minimum pour toutes les classes d'ouvriers»¹⁷¹ et, pour Duplessis, un salaire raisonnable. D'après cette différence de qualificatif entre « minimum » et « raisonnable », il semble que les deux chefs divergent sur ce que devrait être le salaire des ouvriers, mais ils ne se prononcent pas sur ce point devant la population.

¹⁶⁷ «Les intérêts de la province exigent l'écrasement du régime Taschereau», *Le Devoir*, vol. 26, no 258 (8 novembre 1935) : 8.

¹⁶⁸ «M. Maurice Duplessis inaugure sa campagne», *La Presse*, vol. 52, no 23, suite page 3 (11 novembre 1935) : 13.

¹⁶⁹ «M. Paul Gouin à l'Épiphanie», *loc. cit.*

¹⁷⁰ «L'Assemblée de l'Union nationale à Québec», *Le Devoir*, vol. 26, no 267 (19 novembre 1935) : 1.

¹⁷¹ «M. Paul Gouin à l'Épiphanie», *loc. cit.*

Des pensions de vieillesse, des allocations, des travaux publics et la syndicalisation

Dans sa fameuse réponse au discours inaugural de Taschereau, Oscar Drouin affirme que le Premier ministre refuse d'instaurer un système de pensions de vieillesse en raison de ses directorats de compagnies d'assurances et de leur crainte de perdre du profit. Par une déclaration anaphorique, Drouin dénonce l'électoratisme du chef libéral :

«*En temps ordinaire*, M. Taschereau est contre les pensions de vieillesse; *en temps d'élection*, il promet ces mêmes pensions; *en temps ordinaire*, M. Taschereau se fait le champion du secours direct; *en temps d'élection*¹⁷², il préconise les grands travaux comme aide aux chômeurs. Et c'est ainsi dans tous les domaines.»¹⁷³

En contre partie, l'Alliance promet de créer un système de pensions de vieillesse et d'allocations aux mères nécessiteuses. Gouin soutient que son gouvernement ne fonctionnera pas avec le favoritisme – et qu'au contraire, il tentera de le contrer – lorsqu'il prend l'engagement auprès de l'électorat de l'Assomption de «ne pas protéger les gros contracteurs et de supprimer tous les intermédiaires et les 'tireurs' de ficelles qui essaient d'arracher le plus possible à la caisse électorale taschereautiste»¹⁷⁴. Afin de procurer de l'emploi aux chômeurs, il promet, entre autres mesures, la construction de routes et d'un pont à Charlemagne, le parachèvement de l'Université de Montréal et la restauration des vieilles portes de Québec. Quant à Maurice Duplessis, il annonce qu'en plus des pensions de vieillesse, du choix du

¹⁷² Souligné par nous.

¹⁷³ «M. Paul Gouin à l'Épiphanie», *Loc. cit.*

¹⁷⁴ «M. Paul Gouin dans l'Assomption», *Op. cit.* : 2.

médecin et des salaires raisonnables, l'Alliance donnera le droit aux ouvriers de former des unions professionnelles.¹⁷⁵

Les ouvriers, leur condition et l'État

À première vue, les deux groupes politiques promettent de régler les principaux problèmes liés aux enjeux prioritaires des ouvriers. Cependant, leurs démarches diffèrent. Chez le gouvernement, une solution apparaît comme le remède à tous les maux : la conférence interprovinciale. Qu'il s'agisse des travaux pour remplacer les secours directs, d'un système de pensions de vieillesse, des salaires minimums ou des conditions de travail, il remet l'intervention étatique de la province entre les mains d'un autre gouvernement, soit celui d'Ottawa. On promet cependant d'intervenir pour que les bûcherons obtiennent un salaire minimum ainsi que pour les travailleurs dont l'employeur contracte avec l'État. Finalement, les libéraux s'engagent également à redonner le choix du médecin aux accidentés du travail.

Le rôle de l'État est cependant appelé à changer si l'on se fie aux interventions promises par l'alliance Duplessis-Gouin. D'abord, le parti de la coalition entend créer un système provincial de pensions de vieillesse et d'allocations aux mères nécessiteuses. Tout comme les ministériels, les chefs de l'union prévoient des travaux publics, à une différence près : ils seront chapeautés par le gouvernement provincial. Enfin, l'uniformisation du salaire minimum à l'ensemble de la province et

¹⁷⁵ «L'Assemblée de l'union nationale au marché Saint-Jacques», *Le Devoir*, vol. 26, no 268 (20 novembre 1935) : 10.

l'instauration d'un droit d'association des différents corps de travail sont annoncées comme autant d'avancées significatives dans le domaine du travail.

4.3. ÉLECTRICITÉ : MUNICIPALISATION OU RURALISATION ?

L'électrification de la province peut aussi être considérée comme un des grands enjeux, qui touche cette fois-ci les deux groupes socioprofessionnels précédemment évoqués. Vers la fin des années 1930, la plupart des villes et des villages ont accès à l'électricité. Toutefois, l'accessibilité et les prix de l'électricité varient beaucoup d'un endroit à l'autre, voire d'un citoyen à l'autre. Du point de vue politique, la décennie qui précède la campagne électorale de 1935 est marquée par la monopolisation régionale des réseaux électriques aux dépens de la municipalisation qui s'était amorcée une vingtaine d'années auparavant. Les opposants aux monopoles dénoncent principalement les tarifs abusifs instaurés par les grandes entreprises productrices d'électricité.¹⁷⁶

Dans cette foulée de contestations, Télesphore-Damien Bouchard, député libéral de Saint-Hyacinthe et ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, se démarque comme l'un des promoteurs – voire un défenseur – de la municipalisation de l'électricité. Vantant la commission sur l'électricité mise en place par son gouvernement, Bouchard informe la population que celle-ci régulera les taux d'électricité. Il rappelle que la loi sur la municipalisation de l'électricité donnera plus

¹⁷⁶ Simon Bernier, *Des réseaux locaux aux monopoles régionaux : la régionalisation des marchés de l'électricité au Québec, 1900-1935*, Mémoire de maîtrise, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 2009, 179 p.

de droits aux municipalités désirant aller en ce sens. Le ministre promet que son gouvernement aidera les municipalités en payant 50% des coûts pour le transport et la distribution de l'électricité dans les villes rurales. Effectivement, comme le fait valoir Simon Bernier, la municipalisation se concentre beaucoup plus sur la distribution que sur la production de l'électricité.¹⁷⁷

L'union Gouin-Duplessis est pour sa part très timide sur la question de l'électrification dans ses discours, malgré les mesures bien déterminées que l'on retrouve à ce sujet dans son programme. En substance, les candidats qui se prononcent sur l'électricité préfèrent insister sur la critique du développement hydroélectrique et sur le lien entre le Parti libéral et les trusts. Pour Duplessis, «une des [...] causes provinciales du marasme agricole» provient du fait que «Taschereau qui administre la province la plus riche en pouvoirs hydroélectriques [n'a pas mis] en pratique un système d'électrification rurale à des prix à la portée du cultivateur»¹⁷⁸. Ernest Grégoire intervient en vue de dénoncer le directorat du Premier ministre siégeant à côté de Herbert Holt, le chef du trust de l'électricité, dans l'un ou l'autre des conseils d'administration où siège Taschereau. En ce qui concerne les réalisations du gouvernement en place, Oscar Drouin blâme les libéraux pour leur manque d'initiative en matière de développement hydroélectrique. Il ajoute que Bouchard s'est lui-même manqué de respect en acceptant un portefeuille ministériel, car il a depuis cessé de dénoncer les trusts. Tout compte fait, J.-G. Bélanger, candidat dans Montréal-Dorion, apparaît comme le seul à avoir parlé directement des mesures

¹⁷⁷ *Ibid.* : chapitre 3.

¹⁷⁸ «Les intérêts de la province exigent l'écrasement du régime Taschereau», *Op. cit.* : 8.

promises par l'ALN. Dans une énumération de promesses faites par les deux chefs, il mentionne «des taux d'électricité raisonnables et surtout l'électrification rurale»¹⁷⁹.

4.4. ROUGE FÉDÉRALISTE, BLEU AUTONOMISTE

À travers la dichotomie Alliance-Régime, nous avons montré comment les deux groupes politiques cherchent à s'autolégitimer devant l'électorat. Parmi ces divergences, nous avons, entre autres, souligné leur lien – ou absence de lien – d'appartenance avec le gouvernement fédéral. Il convient à présent de préciser leur définition du rôle que doit jouer ce dernier pour la province. Pour les libéraux, il ne fait aucun doute, comme nous l'avons souligné précédemment, que les partis provinciaux sont des succursales des partis fédéraux et que la qualité de leur lien avec le parti libéral fédéral assurera la réussite des négociations lors de la conférence interprovinciale. Les candidats conservateurs et libéraux-nationaux trouvent plutôt leur bien-fondé dans un geste historique qui valorise un passé nationaliste et s'inscrit selon une suite logique dans une quête d'indépendance des pouvoirs provinciaux face au gouvernement fédéral. Pour eux, la question de couleurs politiques et de filiation est désuète. Ainsi, cette différence qui sépare les deux formations politiques s'insère dans un autre clivage qui a trait à la définition du partage des pouvoirs entre la province et Ottawa : centralisation du pouvoir fédéral versus autonomie des provinces.

¹⁷⁹ «M. Bélanger à l'école de Champagnat», *Loc. cit.*

Rouge et bleu

Néanmoins, ce clivage s'est incarné dans l'opposition de deux camps de couleurs différentes : les rouges contre les bleus. Cette notion de couleur politique s'est cristallisée dans une double appartenance. Bien que des nuances s'appliquent, les rouges sont généralement définis comme des libéraux fédéraux et les bleus, comme des conservateurs autonomistes. Toutefois, le pacte que signent les bleus de Duplessis avec les rouges de Gouin vient rompre cette tradition bicolore. Dans un appel à la population à cesser d'être rouge ou bleu, Ernest Grégoire explique que c'est pour faire perdurer le régime que les supporters de ce dernier «ont voulu faire une religion du rouge et du bleu»¹⁸⁰. Le lendemain, à Montmagny, Thomas Tremblay, candidat conservateur au fédéral, explique pourquoi la question de couleurs est dépassée lorsqu'il justifie son appui à l'Action libérale nationale. Selon lui, «il ne s'agit plus maintenant d'une question de parti, mais d'une question nationale»¹⁸¹. Mais pour les libéraux, qui qualifient de caméléon la nouvelle formation politique, le respect de la tradition des couleurs est toujours de mise et selon Taschereau, les électeurs ne doivent pas voter pour l'alliance puisque, d'après lui, «c'est à la province de Québec à maintenir les traditions canadiennes-françaises»¹⁸². D'où l'importance, selon lui, que ce soit des rouges qui aillent s'entretenir avec King, lors de la conférence.

¹⁸⁰ «M. Taschereau à Granby», *Loc. cit.*

¹⁸¹ «Le maire Grégoire choisi candidat dans Montmagny», *Le Devoir*, vol. 26, no 265 (16 novembre 1935) : 3.

¹⁸² «Trois discours de M. Taschereau», *Loc. cit.*

La province face au fédéral

Hormis l'affiliation aux couleurs, les partis politiques ont aussi affiché très clairement leur position face aux pouvoirs du palier fédéral dans les politiques provinciales. Affirmant en début de campagne que « le parti libéral à Ottawa et à Québec ne forme qu'un, nous marchons main dans la main, nous sommes des libéraux de la même école, de la même couleur »¹⁸³, le chef libéral tient à rassurer la population au sujet de sa coopération avec le gouvernement fédéral. Il appuie en cela les propos de Wilfrid Girouard quant à la nécessité d'élire des libéraux à la tête de la province pour s'entendre avec le gouvernement (libéral fédéral) de Mackenzie King lors de la conférence interprovinciale. Qui plus est, comme nous l'avons lu à propos des classes agricole et ouvrière, cette conférence apparaît primordiale puisqu'elle permettra de régler plusieurs des principaux problèmes de la province, notamment par la délégation de pouvoirs provinciaux au gouvernement fédéral. Rappelons-le, les principaux engagements que prennent les libéraux afin de répondre aux enjeux qui concernent les cultivateurs et les ouvriers de la province reposent essentiellement sur une intervention plus grande d'Ottawa. Que l'on pense au crédit agricole, aux travaux publics pour contrer le chômage, aux pensions de vieillesse, au salaire minimum et aux conditions de travail, qui sont les principales mesures promises par les libéraux, la solution réside dans une mesure qui sera discutée à la conférence et mise en œuvre par le gouvernement fédéral. Pourtant, dans ses mandats précédents, Taschereau s'était plus souvent qu'autrement opposé aux empiétements du gouvernement fédéral conservateur sur ses prérogatives provinciales.

¹⁸³ «M. Taschereau à Victoriaville», *Loc. cit.*

Quant à l'union Gouin-Duplessis, sa conception du pouvoir provincial par rapport au gouvernement fédéral est nettement définie. Lors de la sortie médiatique de l'alliance du 8 novembre 1935, Paul Gouin avance qu'il vaudrait mieux envoyer à la conférence un gouvernement qui défend les droits de la province face au fédéral mieux que ne le feraient Taschereau et son équipe qu'il qualifie de traîtres à la province. Quelques jours avant le scrutin, William Tremblay appuiera ce propos en déclarant devant l'électorat de Maisonneuve que le Premier ministre québécois et Charles Lanctôt «ont réussi à [lui] faire perdre le Labrador»¹⁸⁴. Et de lancer un avertissement : une réélection pourrait mener à la perte du reste de la province. Dans la même causerie-radio, les déclarations de Duplessis traduisent bien sa position diamétralement opposée à celle des libéraux au sujet du fédéral : «Il s'agit donc, dit-il, d'élections provinciales et de questions provinciales. L'autonomie de la province de Québec est absolument essentielle et y tenons [sic] comme à la prune de nos yeux»¹⁸⁵. Face aux libéraux qui laissent plus de pouvoir au fédéral, l'alliance prétend ainsi que les gouvernements provinciaux ont des pouvoirs particuliers et qu'ils doivent les conserver.

Un État nationaliste

Mais la fibre interventionniste de l'alliance dépasse le strict champ des mesures économiques et sociales. D'après Gouin et Duplessis, en effet, une des

¹⁸⁴ «Pensions de vieillesse et accidents du travail», *Le Devoir*, vol. 26, no 270 (22 novembre 1935) : 2.

¹⁸⁵ «L'alliance est consommée», *Op. cit.* : 3.

principales causes de la crise économique provient de l'accaparement des marchés québécois par les pays étrangers.¹⁸⁶ Selon eux, il revient là donc à l'État de s'attribuer, là aussi, le rôle de protecteur de la population. Ainsi, quand dans la majorité de ses allocutions Paul Gouin rappelle le passé nationaliste du Parti national ou de son père, il valorise également un État au service de la nation canadienne-française. Évoquant Lomer Gouin, le chef de l'ALN s'engage à poursuivre l'œuvre de son père, dont il dit qu'il «avait compris que pour assurer la liberté de notre nationalité, il fallait d'abord lui assurer son indépendance économique»¹⁸⁷.

De fait, si l'on en croit certaines interventions des chefs de l'union et de leurs candidats, cette indépendance apparaît menacée. Les accointances entre les trusts et le régime Taschereau seraient responsables d'une dépossession économique de la population de la province et ce, au profit d'étrangers. Les propos de F.-J. Leduc, candidat pour l'alliance dans le comté de Laval, vont en ce sens : « Dans certain domaine [*sic*] de travaux on a vu trois grandes compagnies formées, mais elles sont sous une direction unique, et cette direction, elle vient d'en dehors du pays. Et ce sont eux qui font nos travaux et non les entrepreneurs canadiens-français»¹⁸⁸. Tout au long de sa campagne, Duplessis tiendra également un discours sur l'idée que le capital de la province «a été enlevé au profit des étrangers»¹⁸⁹. Ainsi, une fois au pouvoir, l'alliance prévoit contrer cet « envahissement ». Le chef conservateur et le chef libéral-national promettent d'utiliser l'État pour parvenir à cette fin. Dans une

¹⁸⁶ *Ibid.* : 6.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ «Première assemblée de l'échevin Leduc», *Le Devoir*, vol. 26, no 265 (16 novembre 1935) : 3.

¹⁸⁹ «M. Duplessis aux Trois-Rivières», *Op. cit.* : 1.

déclaration conjointe publiée le 19 novembre 1935, les chefs de l'union affirment se battre «contre les étrangers qui, dans la plupart des cas, dominent chez nous les puissances d'argent»¹⁹⁰. Pour y parvenir, Gouin prévoit la «nomination d'agents commerciaux pour contrer l'envahissement de produits étrangers»¹⁹¹.

4.5. UN ÉTAT INTERVENANT DANS LES AFFAIRES SOCIALES

Le rôle de l'État se précise davantage lorsqu'à la fin de cette déclaration conjointe, l'alliance demande aux souscripteurs de Taschereau d'investir plutôt dans les bonnes œuvres «en attendant qu'un gouvernement véritablement national fasse triompher la justice sociale dans [la] province»¹⁹². Et quand Ernest Ouellet affirme que l'objectif de l'Alliance Duplessis-Gouin est de délivrer la province de ses oppresseurs et que le gouvernement devra «combattre les multiples trusts, combines, monopoles qui mangent et sucent la moelle de notre province», il compte également faire intervenir l'État dans l'économie afin que les profits bénéficient à la majorité de la population. On compte donc libérer la province de Québec et faire régner la justice par l'entremise d'une intervention étatique¹⁹³. Mais plus encore, pour l'alliance, l'État provincial doit servir à défendre les intérêts de la population canadienne-française en visant le «redressement national» et ce, au nom de la «survivance nationale».

¹⁹⁰ «Appel de l'union nationale», *Le Devoir*, vol. 26, no 267 (19 novembre 1935) : 3.

¹⁹¹ «M. Paul Gouin dans l'Assomption», *Op. cit.* : 2.

¹⁹² «Appel de l'union nationale», *Op. cit.* : 3.

¹⁹³ «M. Duplessis aux Trois-Rivières», *Op. cit.* : 1-2

5. LA PRÉSENCE D'UN CLIVAGE IDÉOLOGIQUE (GAUCHE-DROITE) ?

Que l'on pense à la dichotomie Alliance-Régime, aux mesures promises dans les programmes et dans les discours, ou à l'opposition centralisation fédérale versus autonomie provinciale, nous constatons que les clivages entre les partis sont nettement polarisés. En effet, en reprenant la synthèse des traits distinctifs que nous avons introduits au cours du premier chapitre pour les appliquer à ces différents thèmes, nous pouvons aisément positionner les différents groupes politiques sur un axe gauche-droite. Nous verrons alors à quel point les partis se différencient idéologiquement en comparant leur conception du monde et le schéma explicatif qui la soutient tels que le donnent à voir – à lire – leurs programmes politiques. La question à laquelle il importera de répondre pour clore l'analyse pourrait se formuler comme suit : comment ces deux partis appréhendent-ils l'ordre établi à travers leurs programmes et leurs discours; veulent-ils changer l'ordre du monde ou le préserver de tout changement ?

5.1. LE POSITIONNEMENT IDÉOLOGIQUES DE L'ALLIANCE

La conception du monde et le schéma explicatif de l'alliance Duplessis-Gouin

Dans sa quête de légitimité, l'alliance Duplessis-Gouin a clairement signifié qu'elle trouvait sa raison d'être dans une réaction nécessaire face au constat suivant : l'ordre établi dans la province serait inéquitable. Cette entreprise s'illustre particulièrement lorsque la coalition décrit le gouvernement Taschereau comme étant un régime à la solde des trusts défavorisant le peuple canadien-français. La dénonciation de cette iniquité s'exprime également dans l'accusation faite au Premier

ministre d'être un «directeur» de compagnies et de privilégier les besoins de celles-ci plutôt que ceux de la «masse». De plus, comme nous l'avons fait remarquer à travers leurs différents discours nationalistes, les candidats de l'union Gouin-Duplessis insistent sur la domination économique par quelques grands investisseurs étrangers sur les Canadiens français.

Ainsi, le schéma explicatif le plus probant de la conception du monde de ces deux partis ligués repose essentiellement sur l'idée d'un déséquilibre entre un «grand nombre» (la «masse») et un «petit nombre» («l'élite»). Dans les discours, l'utilisation récurrente des qualificatifs tels que «gros» versus «petit» pour opposer les différents pouvoirs économique et politique aux divers groupes de la population canadienne-française exprime cette conception du monde basée sur un principe d'inégalité. Les oppositionnistes mettent donc différents groupes de la société en opposition jusqu'à les rendre antagonistes. Par exemple, lorsque Duplessis valorise la petite propriété comme étant ce qu'il y a de mieux pour la province, il confronte les différents types de propriétaires en alléguant que «les petits propriétaires ont été dépossédés par un petit nombre de gros propriétaires»¹⁹⁴. Il en va de même pour plusieurs autres groupes tels que les «petits contribuables» que l'alliance oppose aux «gros souscripteurs», la «petite industrie» à la «grosse industrie», etc.¹⁹⁵ On le voit, la conception du monde des unionistes et le schéma explicatif qui la soutient postulent

¹⁹⁴ «L'Assemblée de l'union nationale au marché Saint-Jacques», *op. cit.* : 1, 3 et 10.

¹⁹⁵ Voici la liste des groupes répertoriés : «petits marchands» et «grosses entreprises», «petits propriétaires» et «gros propriétaires», «petits contribuables» et «gros souscripteurs», «petite industrie» et «grosses industries», «petit ouvrier», «gros intérêts», «petits employés» «grands industriels» et «gros contracteurs».

que l'ordre du monde établi est inéquitable et que cette iniquité provient d'un déséquilibre entre le « grand nombre » et le « petit nombre », ce qui situent leur discours à gauche. Voyons ensuite quel type de programme politique l'Alliance a articulé tout au long de la campagne électorale de 1935.

Un programme politique pour changer l'ordre du monde

Devant un tel ordre inéquitable et antagoniste, le programme politique de l'Action libérale nationale épaulé par le parti conservateur provincial brigue un nouveau rôle d'État plus interventionniste à la faveur des défavorisés. En ce sens, ce programme ne peut être plus réformiste, qui présente neuf plans de réformes prévoyant tous – comme nous l'avons démontré plus haut – des mesures visant une action directe et robuste de l'État.

Plusieurs thèmes ont été abordés à travers les différents discours politiques et pour chacun de ceux-ci, l'Alliance a promis des mesures qui tendent à rééquilibrer le rapport de force entre les différentes catégories socioprofessionnelles et leurs dirigeants tant économiques que politiques. Sous le thème de l'agriculture, le favoritisme des libéraux-nationaux et des conservateurs pour la petite et moyenne entreprise locale et l'aide de l'État auprès des producteurs afin de concurrencer les importations et les grandes entreprises en sont un bel exemple.

Gauche autonomiste

Nous nous retrouvons donc devant une coalition qui, en plus de se situer à gauche pour les deux premiers critères (conception du monde et schéma explicatif), présente un programme politique séant à gauche. Que ce soit par son désir de changer l'ordre du monde en protégeant – voire aussi en privilégiant – les groupes dits dominés comme les ouvriers et les agriculteurs, en contraignant les groupes dominants tels que les trusts ou en modifiant le rôle de l'État désormais chargé d'une fonction providentielle envers les défavorisés, l'objectif politique de l'Alliance est de changer l'ordre établi et ce, en faveur du plus grand nombre.

À cela s'ajoute le nationalisme et l'autonomisme provincial. Nous avons effectivement, constaté que les groupes catégorisés comme dominants par l'union Gouin-Duplessis sont fréquemment identifiés comme étrangers. En ce sens, ce programme projette l'intervention de l'État québécois afin de défendre la population canadienne-françaises de l'exploitation exogène. Souvenons-nous que Duplessis a clairement affirmé la position de la coalition par rapport au pouvoir du fédéral. Selon lui, le pouvoir de la province est autonome face au fédéral et les problèmes de l'heure ne sont pas de juridiction fédérale : c'est au gouvernement de Québec de régler les problèmes et le fédéral n'a pas à empiéter dans les pouvoirs provinciaux.

Proposant un programme politique composé de neuf plans de réformes qui répondent aux trois critères caractérisant la gauche, l'alliance Duplessis-Gouin se situe visiblement à gauche sur l'axe gauche-droite prédéterminé dans notre premier

chapitre. Sur le plan constitutionnel, soit sur le second axe (fédéralisme versus souverainisme), l'alliance, partisane de l'autonomie nationaliste, se place à mi-chemin entre le *statu quo* et le souverainisme.

5.2. LE POSITIONNEMENT IDÉOLOGIQUE DU PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

La conception du monde et le schéma explicatif du Parti libéral

Les libéraux, pour leur part, ont été plutôt discrets quant à leur conception du monde. De toute évidence, on peut d'ores et déjà exclure un possible positionnement à gauche : nulle allusion, dans leurs discours, à cette idée répandue à gauche que l'ordre du monde actuel reposerait sur un déséquilibre auquel il conviendrait de mettre un terme. Faudrait-il alors les situer à droite ? Si oui, on peut partir du principe que leurs discours et programmes devraient présenter l'argument contraire à celui développé à gauche, soit l'idée que l'ordre du monde est légitime et qu'il importe de le préserver. Mais la tâche d'identification idéologique est ici plus ardue puisque, à l'exception des partis de l'extrême droite qui ont l'habitude de présenter un programme politique dont le but avoué – voire revendiqué – est de préserver l'ordre du monde tel qu'établi, les partis campant à droite quant à eux n'affichent généralement pas clairement leur intention de maintenir tel quel l'ordre du monde, mais l'induisent sans présenter de revendications claires à cet effet. C'est encore plus vrai lorsqu'un tel parti sollicite un second mandat : l'objectif, implicite ou explicite, est alors de maintenir inchangé l'ordre établi.

Les discours et le programme du Parti libéral vont explicitement en ce sens. Dans leurs discours, les libéraux insistent sur les réalisations passées de leur gouvernement, vantent de part et d'autre leurs succès et promettent de les poursuivre. Comme nous l'avons relevé, leur programme et leurs discours « revendiquent » leur bon gouvernement afin de justifier auprès de l'électorat la pertinence de leur réélection. Cette revendication de continuité est d'autant plus manifeste lorsque les candidats contestent la pertinence de la présence d'un tiers parti dans le paysage politique et s'évertuent à démontrer l'hérésie constitutionnelle sur laquelle serait fondée l'alliance. Rappelons les propos du ministre libéral fédéral Lapointe, fort éloquents à ce sujet. Répondant à l'Alliance, qui se dit au-dessus des partis, il évoque les risques inhérents aux régimes sans partis qu'il compare aux régimes totalitaires et conclut que les tiers-partis présentent intrinsèquement un potentiel de dangerosité. Au fond, brandissant le spectre de la dangerosité de l'alliance, c'est surtout sa volonté de compromettre l'ordre du monde que les libéraux dénoncent. Le pacte qu'ils proposent à l'électorat est clair et pourrait être rapporté au slogan des libéraux fédéraux : « Taschereau ou le chaos ». Le qualificatif de « morganatique » accolé au mariage des partis de l'opposition par Taschereau va bien en ce sens, qui dénonce la précarité de cette coalition en affirmant qu'« un tel mariage ne peut se terminer que par un divorce prompt et éclatant »¹⁹⁶ et que la province ne peut pas décemment voter pour une formation « aussi dépourvue de sérieux et de bon sens »¹⁹⁷. Ainsi, l'électorat

¹⁹⁶ «L'alliance Duplessis-Gouin "provoque dans toute la province un immense éclat de rire", dit M. Taschereau», *Le Devoir*, vol. 26, no 258 (8 novembre 1935) : 1.

¹⁹⁷ *Ibid.* : 3.

québécois est appelé à voter pour la stabilité incarnée par un parti traditionnel qui a su faire ses preuves depuis plus de trente ans.

Cette idée de tradition est revenue à plusieurs reprises tout au long de la campagne. Chez les libéraux-nationaux, on a démontré que la convocation de la tradition fait référence à un passé glorifié voué à la défense de la nation canadienne-française. Chez les libéraux, la notion de tradition est plutôt rapportée à l'idée d'un système politique où la coutume veut qu'il n'y ait que deux partis : un rouge et un bleu. Dans cette conception, l'arrivée d'un parti « caméléon » déroge à la tradition politique de la province de Québec et de tout le Canada. Selon les libéraux, si les unionistes remportaient les élections, leur hétérodoxie et leur manque d'expérience pourraient avoir pour conséquence de jouer en la défaveur du Québec lors de la conférence interprovinciale. En effet, selon Taschereau, des amendements à la constitution sont prévus dans le cadre de cette conférence. Il rappelle fièrement dans ses discours que, grâce à lui, «les autres provinces [n'ont] pas pu toucher à quoi que ce soit [des] prérogatives [du Québec]»¹⁹⁸ lors des conférences passées. Soutenant que la province a des traditions à conserver et qu'il fera tout pour que l'Acte de l'Amérique de Nord Britannique (AANB) ne soit pas modifié, il met en garde contre le caractère réformiste des unionistes qui pourrait ouvrir la porte à une modification de la constitution canadienne.

¹⁹⁸ «Trois discours de M. Taschereau», *Loc. cit.*

Un programme politique pour préserver l'ordre du monde

En résumé, le Parti libéral provincial met l'accent, tout au long de la campagne, sur le risque qu'il y aurait à élire une nouvelle formation susceptible de compromettre la stabilité politique. Il martèle aussi le devoir de l'électorat de voter pour une formation traditionnelle de façon à faire perdurer la tradition politique du rouge et du bleu. Cette volonté de préservation apparaît nettement dans le programme politique du parti libéral qui témoigne d'une quasi-absence de mesures à caractère interventionniste et confirme l'intention du gouvernement libéral de préserver le rôle de l'État tel qu'il est. Voyons les mesures promises pour les ouvriers ou les cultivateurs telles que développées dans le programme libéral sous forme de six thèmes que nous avons évoqués plus haut. Rien n'est prévu si ce n'est l'intervention de l'État québécois pour permettre le choix du médecin aux accidentés du travail (ce qui ne constitue pas réellement une « nouvelle » mesure puisqu'elle a déjà été votée puis retirée lors d'un amendement suivant) ou l'intervention prévue du gouvernement pour que les municipalités qui le désirent puissent assurer la distribution de l'électricité.

Au final, sur un total de huit articles qui composent le programme libéral, trois seulement sont porteurs d'une mesure concrète qui serait entreprise par l'État québécois, dont une ne consiste qu'à conserver une mesure déjà passée (Plan Vautrin). Les autres articles réfèrent plutôt à des mesures qui sont conditionnelles à la volonté du gouvernement fédéral ou qui ne seront appliquées que si la nécessité s'en

fait sentir. Nous pourrions ajouter une quatrième mesure si nous considérons le dernier point dans lequel Taschereau entend rester directeur de compagnies.

Droite fédéraliste ?

Pour le reste, la conférence provinciale est présentée comme la solution à tous les problèmes et de ce fait, délègue toute intervention au palier fédéral. Presque toutes les mesures promises dans le programme nécessitent en effet qu'une décision soit prise lors de cette rencontre avec le fédéral et les autres provinces. Cette position signale définitivement un paradoxe dans le discours libéral. D'une part, le chef du parti veut maintenir les prérogatives des provinces et d'autre part, il annonce dans chacune de ses allocutions de nouvelles mesures qui seront ultimement prises par le fédéral.

5.3. LES CLIVAGES IDÉOLOGIQUES DE 1935

À partir de tous ces éléments, il convient maintenant de situer les partis sur nos axes gauche-droite et souverainisme-fédéralisme. Nous proposons de catégoriser les mesures depuis la moins interventionniste jusqu'à la plus interventionniste en quatre grands types : indirect de type « laisser-faire », indirect orientant, semi-direct et direct. Sans nous lancer dans une longue description, il importe néanmoins de les définir quelque peu avant de présenter nos résultats.

* L'interventionnisme indirect de type « laisser-faire » se définit par des mesures que l'on attribue à l'État libéral classique, par exemple des mesures fiscales, des mesures qui n'apportent qu'un appoint supplétif telles que des subventions, des octrois et des crédits, ou des mesures qui investissent dans des projets d'infrastructures. Nous avons classé sous le type « indirect orientant » les initiatives étatiques qui incitent les acteurs économiques à se conformer aux priorités du gouvernement sans pour autant édicter de lois à cet effet et qui, dans cet objectif, prennent soin de créer des ressources informatives comme des études, des formations, des inventaires et des publicités destinés tant au gouvernement qu'aux acteurs économiques et sociaux. Les interventions « semi-directes » quant à elles imposent des règles de contrôle (prix, salaire, qualité des produits, règlement d'exploitation, etc.) et des structures économiques (régie de contrôle, équipement, système d'échange, etc.). Enfin, le dernier type de mesures – dites « directes » – réfère à toutes les initiatives par lesquelles l'État s'immisce directement dans l'économie en créant ses propres entreprises (publiques), en étatisant des entreprises ou des secteurs économiques ou en forçant des rationalisations, des fusions ou des regroupements d'entreprises. Autrement dit, les mesures directes renvoient à toutes les initiatives de l'État qui font concurrence à l'entreprise privée ou qui s'imposent dans le fonctionnement et les activités des entreprises privées.

La catégorie « Inclassable/Neutre » contient les mesures n'ayant aucune portée pratique, c'est-à-dire ne spécifiant pas le rôle qu'y jouerait l'État, ou des mesures qui ne concernent pas l'État provincial. À titre d'exemple, un parti pourrait s'engager à demander à l'État fédéral de mettre en place un programme d'assurance-

maladie ou pourrait promettre de créer un comité sans en spécifier le mandat. Cette catégorie comprend également les mesures passées qu'évoquent les politiciens pour se faire réélire.

Nous avons soumis les programmes des partis présents lors de l'élection de 1935 à cette typologie et avons obtenu les résultats suivants :

Tableau 2.1
Nombre de mesures des partis politiques à l'élection de 1935 classifiées
par type d'interventionnisme étatique

Type d'interventionnisme	PLQ ¹⁹⁹	ADG ²⁰⁰
Direct	0	3
Semi-direct	0	6
Indirect orientant	0	11
Indirect de type «laisser-faire»	3	4
Inclassable/Neutre	5	6
Nombre total de mesures	8	30

Ce tableau révèle que le PLQ a concentré ses mesures dans le type «laisser-faire». De son côté, l'Alliance a privilégié les mesures de type «semi-direct» et «indirect orientant».

¹⁹⁹ Pour le Parti libéral du Québec, nous avons retenu seulement trois mesures économiques évoquées dans les différents articles du discours-programme en excluant les mesures passées que Taschereau rappelle. L'ensemble du discours du chef libéral fait le bilan des mesures passées et répond aux reproches de ces adversaires.

²⁰⁰ Pour l'Alliance Duplessis-Gouin, nous avons retenu les mesures économiques de six plans de réformes concernant l'interventionnisme étatique (réformes agraires, réformes ouvrières, réformes industrielles et commerciales, réformes économiques, réformes financières et réformes fiscales) pour un total de 30 mesures évoquées.

En excluant les mesures inclassables²⁰¹, la répartition des mesures totale donnerait donc ceci :

Tableau 2.2
Répartition des mesures par catégorie et par parti politique
à l'élection de 1970

Type d'interventionnisme	PLQ	ADG
Direct	0%	10,5%
Semi-direct	0%	25%
Indirect orientant	0%	45,8%
Indirect «laisser-faire»	100%	16,7%

Pour connaître le degré général d'interventionnisme étatique des deux formations, nous avons attribué aux types d'interventionnisme une cote d'intensité allant de 1 (moins interventionniste) à 4 (plus interventionniste). Attribuant cette cote au pourcentage de mesures par catégorie, nous obtenons ces degrés d'interventionnisme par parti :

²⁰¹ Les mesures inclassables ne peuvent être comptabilisées dans le niveau d'interventionnisme puisqu'elles ne concernent pas l'intervention de l'État.

Tableau 2.3
Gradation selon l'intensité d'interventionnisme étatique des mesures
de chaque parti politique à l'élection de 1970

Type d'interventionnisme	Intensité	PLQ	ADG
Direct	4	0,00	0,5
Semi-direct	3	0,00	0,75
Indirect orientant	2	0,00	0,92
Indirect «laisser-faire»	1	1,0	0,17
Total du pointage d'intensité (sur 4)		1,0	2,34
Pourcentage d'intensité		25%	59%

On le voit, le Parti libéral se présente comme nettement moins interventionniste que l'Alliance Duplessis-Gouin. Reste à les situer sur un axe gauche-droite...

Comme nous l'avons déjà évoqué, ce qui caractérise la gauche, du fait de son idéal d'égalité, ce sont ses politiques volontaristes visant à lutter contre les inégalités socio-économiques, autrement dit la place importante qu'elle accorde à l'intervention étatique. C'est cette dernière qu'il importe de quantifier pour situer un parti entre le centre et l'extrême-gauche. Dans le cas de l'ADG, on conclut donc à une intensité d'interventionnisme de 59%.

À l'inverse, le principe dominant à droite étant la liberté, la non-intervention sera de rigueur et c'est cette dernière qu'il s'agit de quantifier pour situer un gouvernement de cette obédience entre le centre et l'extrême-droite. Autrement dit, le positionnement d'un parti de droite se quantifie par son degré de non-intervention, soit la portion inverse de son degré d'interventionnisme. Dans le cas du Parti libéral, on retiendra donc une intensité de non-intervention de 75%.

Ces deux chiffres répercutés sous forme graphique sur un axe gauche-droite se traduisent comme suit :

Figure 2.1
Le positionnement des partis sur l'axe gauche-droite
à l'élection de 1935



Le positionnement des deux partis étant précisé sur l'axe gauche-droite, il importe à présent de les placer sur l'axe souverainisme-fédéralisme. Nous utilisons ici la typologie élaborée au premier chapitre et qui se décline comme suit : indépendance, souveraineté politique, autonomie provincial, statu quo, fédéralisme révisé avec centralisation, fédéralisme centralisé et État unitaire. Cette typologie

inaugure une gradation d'après le niveau de partage des pouvoirs entre la province du Québec et le gouvernement canadien tel qu'envisagé par les partis. Cette gradation se présente comme suit :

Tableau 2.4
Cotation des systèmes politiques selon le niveau
du partage des pouvoirs entre la province du Québec
et le gouvernement canadien

Séparation des pouvoirs	Cote
Indépendance	3
Souveraineté politique	2
Autonomie provinciale	1
Fédéralisme constitutionnel (<i>statu quo</i>)	0
Fédéralisme révisé partiellement centralisé	-1
Fédéralisme centralisé	-2
État unitaire	-3

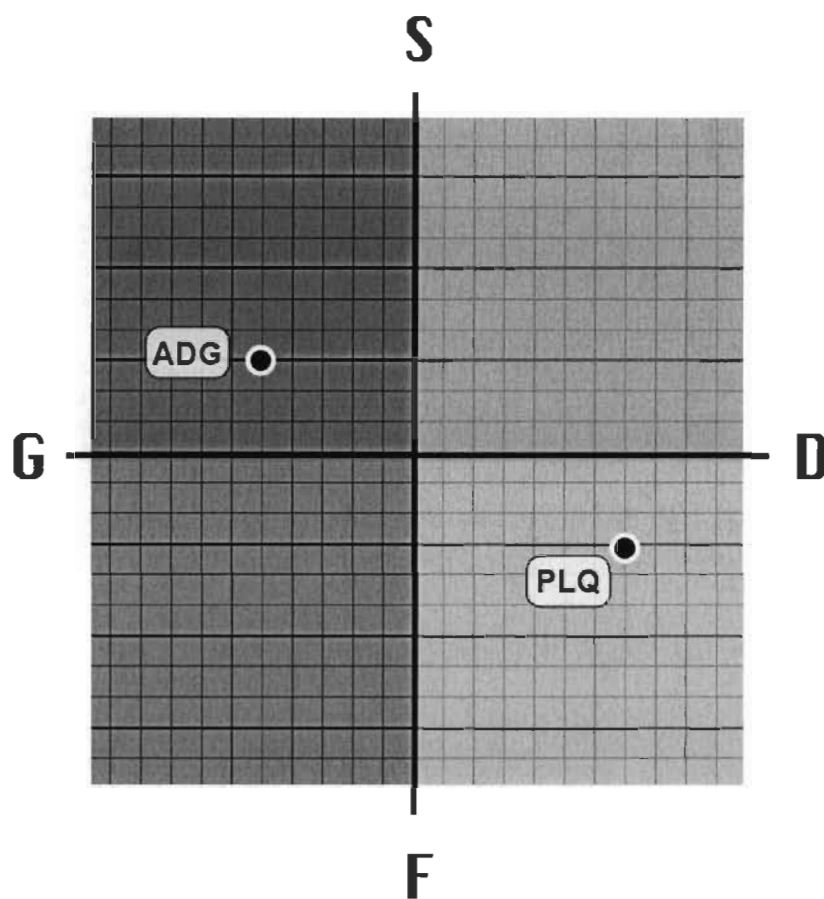
Fidèle à l'analyse livrée en amont quant aux prises de position des deux partis sur la question constitutionnelle, nous leur avons attribué respectivement les cotes suivantes :

Tableau 2.5
Position et cote des partis politiques selon le niveau
de partage des pouvoirs envisagé entre la province du Québec
et le gouvernement canadien

Partis politiques	Séparation des pouvoirs	Cote
PLQ	Fédéralisme révisé partiellement centralisé	-1
ADG	Autonomie provinciale	1

Ainsi, en croisant l'axe gauche-droite et l'axe souverainisme-fédéralisme, nous obtenons ce positionnement...

Figure 2.1
Les clivages politiques à l'élection de 1935
(gauche-droite / souverainisme-fédéralisme)



...qui atteste la présence d'un double clivage idéologique, sur les deux axes.

6. ET LES RÉSULTATS DE L'ÉLECTION ?

Le lien entre enjeux forts et clivages idéologiques n'est donc guère contestable. Mais qu'en est-il de l'électorat ? Est-il aussi divisé que le sont les partis ? A-t-il adhéré – et si, oui, dans quelle proportion – à ces « nouvelles » idéologies ? Les résultats de l'élection offrent une piste de réponse à cette question.

Lors de l'élection de 1935, l'Opposition est pour la première fois scindée en deux grandes formations²⁰². Les résultats sont aussi particuliers en ce sens qu'ils inaugurent l'opposition la plus forte qu'ait connue l'Assemblée nationale depuis le début du règne libéral en 1897. En effet, lors de l'élection précédente (représentative des autres élections sous le règne libéral), les libéraux avaient obtenu 79 des 90 sièges et les conservateurs avaient récolté la balance, soit 11 sièges. En 1935, le Parti libéral perd donc 31 sièges pour n'en conserver que 48. Les candidats de la nouvelle formation de l'Action libérale nationale font quant à eux un gain notable de 26 sièges. Pour sa part, le Parti conservateur ne fait pas de gains substantiels : il n'emporte que 5 nouveaux sièges pour un total de 16. L'union Gouin-Duplessis en vient donc à constituer une solide opposition avec 42 députés en Chambre. De toute évidence, cette coalition profite au PC.

Par le nombre de comtés élus sous la bannière de l'ALN, l'électorat affirme son adhésion aux idées réformistes que propose cette formation; près de 29% des

²⁰² Précisons qu'en 1908 et 1912, la Ligue nationaliste canadienne avait respectivement obtenu 3 et 1 sièges, ce qui n'ébranlait en rien le bipartisme traditionnel de l'Assemblée.

comtés sont accordés aux libéraux-nationaux. Le nombre de votes obtenus par chaque parti illustre aussi la répartition de l'électorat entre les différentes formations politiques. Les libéraux obtiennent 46,8% des voix; les libéraux-nationaux, 30,1%; et les conservateurs, 18,3%. À quelques points près, la proportion des sièges correspond à celle des votes, ce qui contraste avec les élections précédentes où la représentation des votes à l'Assemblée était fortement altérée. Par exemple, à l'élection de 1931, le PLQ avait obtenu 79 sièges – soit 87% – avec moins de 55% des votes. Pour sa part, le parti conservateur n'avait obtenu que 11 sièges – soit 12% – avec plus de 43% des voix. Cette distorsion s'explique par le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour qui ne considère que les votes gagnants. Dans un comté, un candidat pouvait ainsi être élu avec 50% plus un des votes – les votes restants étant relégués aux oubliettes. Si tous les comtés étaient élus ainsi, près de la moitié de l'électorat pouvait ne pas être représenté. Précisément, le long règne libéral se caractérise par ce type de représentation.

S'agissant de 1935, les résultats indiquent que les idées réformistes de l'ALN ont trouvé un écho dans la population. Si nous nous fions au nombre de votes, près d'une personne sur trois aurait soutenu les propositions des libéraux-nationaux et donc, adhéré à l'idéologie véhiculée par leurs programmes et/ou discours.

On note que la répartition des comtés obtenus par le nouveau parti est très éparpillée dans l'ensemble du territoire québécois. L'Est est la seule partie du territoire qui n'a pas élu de libéraux-nationaux. Pour le reste, l'ALN remporte un

comté dans presque chaque région. De plus, lors de l'élection suivante, toutes ces circonscriptions – à l'exception de Montréal-Laurier – resteront fidèles à l'Action libérale nationale absorbée dans la nouvelle Union nationale (formée du chef conservateur et d'une majorité des membres de l'ALN). En 1936, sur les 26 comtés remportés par les libéraux-nationaux, seuls quatre candidats ne se présenteront pas sous la nouvelle bannière de l'Union nationale, dont le chef de l'ALN, Paul Gouin, qui s'abstient de toute candidature.

La suite de l'élection de 1935 est marquée par l'enquête sur les comptes publics durant laquelle Maurice Duplessis s'illustre comme chef officiel de l'opposition – Paul Gouin étant resté plutôt discret²⁰³. Cette entreprise vaut à Duplessis, en 1936, le siège de Premier ministre. L'Union nationale balaie littéralement les comtés libéraux – 14 seulement se maintiennent. Les libéraux prendront leur revanche en 1939 en remportant 70 des 86 sièges, avant que l'Union nationale ne s'installe au pouvoir pour quatre mandats suivants. On le voit, l'union Gouin-Duplessis de 1935 a bel et bien inauguré l'avènement d'une nouvelle formation – entendue comme fusion de certains membres de l'ALN et du PC sous la direction du chef conservateur. Cette alliance annonce l'Union nationale et amorce la transition vers une nouvelle configuration de la scène politique.

De fait, le suivi de quelques comtés où se font élire des candidats sous la bannière de l'ALN traduit bien cette transition depuis la domination libérale vers celle

²⁰³ Philippe Ferland, *Paul Gouin*, Montréal, Guérin littérature, 1991 : 299-333.

de l'Union nationale. Les 26 comtés libéraux-nationaux de 1935 qui avaient élu un candidat libéral en 1931 élisent en 1936 un candidat de l'UN. Un bon exemple en est le comté de Témiscamingue : château fort libéral depuis la création du comté en 1912, il est remporté par un candidat de l'Action libérale nationale en 1935 avant de devenir un bastion de l'Union nationale lors des élections suivantes.

Il en va de même pour le comté de Papineau, libéral depuis 1923, qui vit la transition ALN-UN et l'avènement du règne unioniste – lequel durera jusqu'à l'élection de 1970. Portneuf, Mégantic, Labelle, Dorchester et Sherbrooke présentent sensiblement les mêmes résultats, mais avec comme particularité une défaite unioniste à l'élection de 1939.

En somme, ces données confirment que l'arrivée en 1935 d'un nouveau parti à l'Assemblée nationale a initié une transformation de la scène politique en marquant la fin de l'hégémonie du Parti libéral et en mettant au pouvoir un nouveau parti qui y restera plusieurs années.

7. CONCLUSION

Le présent chapitre, qui retrace l'élection opposant le Parti libéral à l'alliance Duplessis-Gouin en 1935, au Québec, a permis de démontrer qu'à cette période, les enjeux majeurs pour la société québécoise (tous liés, nous l'avons vu, à la crise économique qui sévit à compter de 1929) ont suscité des clivages forts entre les deux partis en présence, clivages reflétés par leurs programmes et discours respectifs.

L'analyse a, de ce point de vue, permis de positionner les deux groupes politiques à deux pôles diamétralement opposés sur les axes que nous avons croisés dans notre premier chapitre, soit l'axe gauche-droite et l'axe souverainisme-fédéralisme (voir le graphique ci-dessus). Le clivage entre les partis est donc indéniable et résulte hors de tout doute de l'intensité des enjeux sociaux et économiques. Les résultats de l'élection ont quant à eux exposé que le clivage se répercutait également dans la population. Au terme de notre réflexion, nous devrions donc être en mesure de démontrer que si la présence de grands enjeux sociétaux entraîne la polarisation des clivages idéologiques entre les partis, celle-ci se traduit à son tour, par rebond, par une hausse de la participation politique.

CHAPITRE 3

L'ÉLECTION DE 1970

Près d'une quarantaine d'années séparent l'élection de 1935 de celle de 1970. De la Seconde guerre mondiale aux conflits ouvriers en passant par l'avènement de la société de consommation, le Québec a connu la politique duplessiste et, à l'orée des années 1970, traverse la Révolution tranquille. La mort de Maurice Duplessis, en 1959, a marqué la fin d'un régime reporté au pouvoir d'élections en élections depuis celle de 1944. Une nouvelle élite québécoise incarnée et/ou récupérée par le Parti libéral du Québec a procédé à la transformation du rôle de l'État par l'entremise d'une série de réformes. L'État – qui pourrait sembler presque absent du temps de Duplessis si on le compare au rôle interventionniste qu'il a pris par la suite – s'est profondément transformé et apparaît omniprésent. En effet, dans le Québec des années 1960, « modernisation politique » rime avec intervention de l'État.

Pourtant, l'arrivée des Trois colombes (communément appelées le *French Power*) au Parlement canadien dans la seconde moitié des années 1960 est venue freiner les aspirations de ceux qui voulaient un plus grand rôle pour l'État provincial québécois. C'est que cette idée de la modernisation politique est partagée par les politiciens fédéraux et se traduit essentiellement par une centralisation des pouvoirs à Ottawa. Mise en œuvre de procédures pour un éventuel rapatriement de la Constitution, création d'une charte des droits, « fédéralisation » des hautes instances

juridiques et législatives (Cour suprême et Sénat) suscitent l'aversion d'une portion non négligeable des politiciens québécois, rétifs à l'instauration d'un fédéralisme centralisé. Autrement dit, cette centralisation des pouvoirs fédéraux entre directement en conflit avec les aspirations de l'État québécois de plus en plus interventionniste et autonome, et qui désire acquérir de nouveaux pouvoirs.

Le parti pris en faveur de l'interventionnisme étatique rencontre une autre limite frustrante au tournant des années 1970 : l'État, endetté, entre dans une période marquée par les crises économiques. La hausse du taux de chômage conjuguée à celle de l'inflation réduit les possibilités de poursuivre la modernisation étatique et soulève l'ire de plusieurs Québécois, qui voient dans l'avènement du rôle de l'État québécois une garantie d'émancipation économique et sociale. Lors de l'élection de 1962, le Parti libéral du Québec avait choisi comme slogan le fameux «Maîtres chez nous». Cette expression faisait référence au thème-clé de la campagne électorale libérale : la nationalisation de l'hydroélectricité sous l'égide d'Hydro-Québec. Mais cette idée de nationalisation et cette envie d'être « maîtres chez nous » a rapidement dépassé le cadre de l'hydroélectricité et soulevé l'exaltation d'un nouveau mouvement nationaliste. Pour les adeptes de ce mouvement, l'État québécois devient progressivement le vecteur essentiel de l'émancipation socioéconomique des Québécois.

Ainsi, confronté aux refus de plus en plus fréquents d'Ottawa face aux demandes du Parti libéral du Québec pour obtenir de nouveaux pouvoirs provinciaux, notamment au sujet de mesures sociales telles que les pensions de vieillesse et les

allocations familiales, Daniel Johnson, chef de l'Union nationale, arrache le pouvoir aux libéraux lors de l'élection provinciale de 1966 avec un slogan tel que «Égalité ou indépendance». À cela s'ajoute, quelques mois plus tard, le passage du Général de Gaulle et son célèbre « Vivre le Québec libre! ». Le nationalisme québécois voit ainsi sa légitimité reconnue par son cousin outre-Atlantique, ce « vieil État » qui sera bientôt ébranlé par les troubles de mai 1968.

1. LE CONTEXTE POLITIQUE DE L'ÉLECTION DE 1970

C'est donc dans un contexte de frustrations et d'exaltations que plusieurs mouvements et regroupements à saveur politique voient le jour. Parmi ceux-ci, un seul s'instrumentalise en parti politique lors de l'élection de 1970 : le Parti québécois. Bien qu'il soit un rassemblement de plusieurs groupes indépendantistes et souverainistes à tendances socialistes ou sociales-démocrates, ce tiers-parti nouvellement fondé tire son origine de dissidents libéraux qui avaient opté pour le Mouvement souveraineté-association. Cette dissidence est issue de plusieurs constats et frustrations de députés et d'anciens ministres libéraux actifs durant les années de la Révolution tranquille. Plusieurs événements et motivations (dont l'avènement d'un néo-nationalisme) sont à l'origine de cette dissension, mais son véritable fondement repose sur une double frustration en lien avec la question de l'intervention étatique : sur le plan économique, l'État québécois est trop endetté pour poursuivre ses réformes vers plus d'interventions, et sur le plan social, l'État fédéral se substitue au provincial et oppose une fin de non-recevoir à toutes ses requêtes.

Ainsi, lorsque Jean-Jacques Bertrand, chef de l'Union nationale et Premier ministre provincial par intérim, déclenche subitement l'élection de 1970, la Révolution tranquille s'essouffle et les Québécois tergiversent : faut-il la poursuivre ou la freiner ? Les dettes du nouvel État québécois et la crise économique qui sévit cristallisent la question économique, qui prend d'assaut les plates-formes électorales de tous les partis politiques. C'est dans une perspective réactionnaire à cette modernisation coûteuse que s'inscrit le populisme du Ralliement des créditistes du Québec (RCQ), succursale provinciale du Parti Crédit Social du Canada. Langage cru accusant l'élite politique responsable de tous les maux qui sévissent au Québec, vocabulaire limité et constitué de néologismes et vitupérations contre l'intervention de l'État (taxée de dangereux communisme) ponctuent le style de la campagne électorale des créditistes. Selon eux, l'État doit avoir pour première préoccupation de rembourser sa dette et pour ce faire, il doit freiner – voire délaisser – son interventionnisme, cause première du « marasme ».

L'arrivée dans un tel contexte de deux nouveaux partis diamétralement opposés expose le net clivage idéologique qui, plus généralement, divise les quatre partis en présence – Parti libéral du Québec, Parti québécois, Ralliement des créditistes du Québec et Union nationale. Nous verrons qu'il repose sur deux axes : gauche-droite et souverainisme-fédéralisme. Nous observerons au cours de ce chapitre comment le positionnement des quatre partis sur ces deux axes se sont traduits dans leurs programmes et leurs discours politiques. Nous assisterons à – et insisterons sur – la lutte entre quatre partis politiques qui, pour les plus à gauche,

veulent un plus grand contrôle de l'économie sous l'égide de l'État et qui, pour les plus à droite, entendent désengager l'État des fonctions qu'il a acquises au cours des années 1960.

2. LES PROGRAMMES DE PARTIS

2.1. L'ÉCONOMIE ET L'ÉTAT

Le programme de l'Union nationale

À la veille de l'élection de 1970, Jean-Jacques Bertrand, qui a repris les commandes de l'Union nationale (UN) depuis le décès de Daniel Johnson (1968), doit faire face à un fort ralentissement économique et à une ébullition du monde ouvrier confronté à un chômage grandissant. Sous sa gouverne, et dans les traces de son prédécesseur, l'UN poursuit l'élan de la Révolution tranquille. Cependant, à la fin des années soixante, les contestations se multiplient et l'on attend avec impatience le budget provincial en guise de bilan. Coup de théâtre : Bertrand déclenche les élections sans présenter l'état des finances de la province, sans qu'aucun parti ne s'y attende et sans qu'il soit lui-même prêt à entrer dans la course. Pour cette raison, la campagne électorale n'a effectivement débuté que deux semaines après son déclenchement puisque aucun parti – à l'exception peut-être du Parti québécois (PQ) – n'avait alors de programme politique à soumettre à l'électorat.

L'UN finit néanmoins par présenter un programme politique digne d'un parti ministériel, c'est-à-dire qui expose autant de réalisations que de promesses. Ce

programme intitulé « Québec plus que jamais » se divise selon quatre principaux secteurs (économique, de la sécurité sociale, éducatif et culturel, et gouvernemental et administratif) dans lesquels sont exposées les réalisations lors du précédent mandat (1966-1970) suivies des engagements (objectifs) pour les années 1970. Tel qu'annoncé plus haut, la priorité du programme unioniste est nettement économique. Sur un total de presque 200 mesures, une soixantaine concernent le premier secteur (économique) et plus de 60 se trouvent dans la partie « gouvernemental et administratif ». La moitié d'entre elles ont un caractère économique puisqu'elles concernent particulièrement les finances et la fiscalité.

Des ressources et des infrastructures pour l'économie

Le credo économique du programme unioniste est sans contredit le secteur des ressources naturelles, au premier rang desquelles on trouve l'agriculture et – étonnamment – le tourisme. L'État se présente tel un gestionnaire de ressources (humaines et naturelles). Par exemple, en matière d'agriculture, le parti ministériel s'engage sur la main-d'œuvre, la mise en marché et la production. Il promet d'intensifier le recyclage et le ré-emploi de la main-d'œuvre agricole, qui est confrontée à l'industrialisation et se trouve désavantagée par la modernisation de l'agriculture. Il souhaite mieux outiller les agriculteurs et mettre en place un système de formation pour les plus jeunes. Pour ce qui est de la mise en marché, le futur gouvernement unioniste trouvera des débouchés pour les produits québécois et mettra en œuvre plusieurs mesures visant à valoriser les produits québécois dont l'intensification des recherches dans le domaine agricole, le lancement d'une

campagne de promotion de la qualité des aliments et l'encouragement à l'établissement de marchés régionaux et locaux. En matière de production, l'assurance-récolte sera élargie et l'assurance-bétail – à l'image de l'assurance-récolte – sera instaurée, en plus de reporter le plan de drainage souterrain des terres et de redressement des cours d'eau.

L'État unioniste prendra aussi en charge les infrastructures. À titre d'exemple, sous la rubrique du tourisme, qui occupe une place prépondérante dans le volet des ressources naturelles, on prévoit plusieurs mesures telles que la classification des terrains de camping, le développement de nouveaux circuits touristiques, la mise en valeur des sports (installations et concours), la création du crédit touristique et la promotion à l'étranger du tourisme au Québec. Ces mesures visent le développement du tourisme tant étranger que local afin de relancer l'économie. Il en va de même pour les terres et forêts, les pêcheries et les richesses naturelles (essentiellement l'énergie hydroélectrique) à propos desquelles le programme contient des mesures offrant des investissements monétaires, un crédit forestier (semblable au crédit agricole) et la mise en place des infrastructures nécessaires au développement économique des entreprises exploitant ces ressources (des routes, par exemple).

Services économiques

Enfin, sous le libellé des services économiques, les unionistes proposent sans trop de détails de créer la Société de développement industriel (SDI) dans le but d'encourager le développement, la fusion et la création d'entreprises de pointe dans le

secteur industriel. On ignore toutefois s'il s'agit d'une étatisation du secteur ou d'une structure économique facilitant et orientant ces actions. Les unionistes veulent également créer une Société d'information et d'aide à l'exportation et réaliser un programme de promotion des produits québécois à l'étranger. Ils promettent également de créer un Office de la protection du consommateur et de rendre l'assurance-automobile obligatoire. De plus, l'UN prévoit la création d'une Société nationale des transports dans le but de desservir tout le territoire. Il entend aussi poursuivre des travaux publics et l'utilisation des services de Radio-Québec et du Ministère des Communications – tout deux créés lors de son dernier mandat.²⁰⁴

Des finances et de la fiscalité pour l'économie

Afin d'améliorer la situation économique du Québec, Jean-Jacques Bertrand et son parti projettent une kyrielle de mesures concernant les finances et la fiscalité. Ces deux points se retrouvent sous le deuxième volet des secteurs gouvernemental et administratif intitulé « Gestion centrale ». En effet, les mesures concernent l'administration du gouvernement provincial et tendent à la rendre plus souple, plus économique et plus efficace, notamment face aux différents organismes et institutions régionales et locales. En résumé, l'ensemble des engagements financiers et fiscaux de l'UN vise à diminuer les dépenses de l'appareil étatique.

²⁰⁴ Le parti ministériel a également présenté le travail, la main-d'œuvre et l'immigration sous le libellé des ressources humaines parmi ses engagements du secteur économique. Nous y reviendrons dans notre section sur la sécurité sociale.

Au final, la réélection de l'Union nationale garantit à l'État un rôle de gestionnaire de ressources et fournisseur d'infrastructures techniques et d'information en plus d'être garant des besoins des capitaux du secteur privé et promoteur des produits québécois. De façon générale, l'intervention de l'État se limite ici à la mise en place d'un terreau favorable aux différents agents économiques; c'est-à-dire qu'il facilite l'activité économique grâce à certains crédits et en fournissant des infrastructures de base pour assurer le développement des divers secteurs économiques. Le sort économique du Québec repose donc entre les mains de l'initiative des entreprises et des particuliers ayant les moyens d'entreprendre une amélioration de leur production et/ou de leur revenu. Au demeurant, l'État offrira un allègement fiscal pour les contribuables et les propriétaires à faible revenu.

Le programme du Parti libéral du Québec

Pris au dépourvu par l'inattendue proclamation du bref d'élection du 12 mars 1970, le Parti libéral du Québec (PLQ) a dû consacrer les premières semaines de la campagne à élaborer un programme qui saurait convaincre l'électorat de le sortir de ses quatre années dans l'opposition officielle. Il en résulte un programme qui priorise nettement l'aspect économique. Comme le déclare Robert Bourassa, chef libéral : «Il n'y a aucun doute [...] quant à ce qui devrait être la grande priorité de Québec pendant les années soixante-dix: c'est évidemment le développement économique»²⁰⁵. Sur un total de près de cents mesures, plus d'une soixantaine concernent le développement

²⁰⁵ Parti libéral du Québec, «Québec: au Travail!; programme 1970», Québec, Parti libéral du Québec, 1970, p. 1.

économique et une dizaine portent sur les économies envisagées par un réaménagement de l'administration publique. Avec un titre tel que « Québec au travail! », les libéraux annoncent explicitement leur plan de développement économique : la création d'emplois.

L'État libéral, un éveilleur et un coordonnateur économique

Le programme libéral mise spécialement sur le secteur industriel pour accomplir son objectif de développement économique. Le rôle de l'État y apparaît comme celui d'un stimulateur économique. La douzaine de mesures sous le libellé de la création de nouveaux emplois visent à susciter l'investissement et le développement industriel ainsi que ceux de la petite et moyenne entreprise. Une emphase particulière est mise sur le secteur industriel, l'idée étant de fournir un terrain propice à l'expansion des industries de pointe par l'entremise du Ministère de l'Industrie et du Commerce. Pour atteindre ces objectifs, le programme met l'accent sur l'encouragement à la rationalisation des secteurs déjà établis, l'accentuation de la vocation économique des bureaux à l'étranger et la recherche de capitaux étrangers. La priorité des dossiers sera notamment déterminée par des études préalables et des recherches universitaires que le gouvernement libéral aura commandées. De plus, la Société Générale de Financement (SGF) et la Caisse de Dépôts et de Placements seront utilisées pour orienter l'épargne et l'investissement publics vers les secteurs industriels créateurs d'emplois.

En somme, les principales mesures économiques du PLQ sont liées à la prospérité de l'industrie québécoise, laquelle est aussi au cœur de la sous-section du programme consacrée au travail et à la main-d'œuvre. On y propose en effet de combattre le chômage avec l'implantation de nouvelles industries – notamment grâce aux capitaux étrangers – et l'expansion des entreprises locales au moyen de l'épargne et de l'investissement publics. Le plan d'implantation et d'expansion industrielles s'accompagne en outre d'un plan de développement régional qui s'appuie essentiellement sur l'utilisation d'Hydro-Québec et sur des incitatifs (subventions, pouvoir d'achat gouvernemental et créations de parcs industriels) pour que s'établissent de nouvelles industries dans les régions – surtout les plus défavorisées.

L'agriculture "économique"

Outre le développement économique par la création d'emploi et le développement régional de l'industrie, l'agriculture figure parmi les secteurs prioritaires des libéraux. À ce sujet, le mot d'ordre est d'intégrer et d'adapter l'agriculture à l'économie. La trentaine de mesures dédiées à cette fin vise à hausser les revenus agricoles par l'étude des marchés et par un meilleur zonage des terres d'après leur nature. Le PLQ souhaite faciliter le développement régional de l'agriculture en créant des sociétés régionales de gestion et de planification agricoles. L'intervention étatique libérale dans le domaine agricole prend aussi la forme d'une stimulation économique. Les octrois et subsides en guise de soutien financier aux cultivateurs seront révisés, les coûts de transport, équilibrés et le crédit aux jeunes fermiers, facilité.

La mise en marché des produits québécois

De plus, une série de mesures est dédiée à l'amélioration de la mise en marché des produits québécois. Pour ce faire, le programme libéral mise sur l'aménagement d'infrastructures et l'offre de soutien technique comme l'aide à l'établissement d'entrepôts modernes de conservation des produits, la mise en place d'un réseau stratégique de marchés des vivres et une aide technique aux cultivateurs. Enfin, retenons que du côté de l'exploitation laitière, une politique du prix du lait sera élaborée et des mesures seront prises pour favoriser la qualité du lait et du bétail. La stratégie s'avère la même pour le secteur des forêts, soit de favoriser le marché. En cette matière, les mesures s'appliquent principalement à assurer un meilleur rendement. Les compagnies sont incitées à reboiser les terres exploitées et plus généralement on prévoit intensifier le reboisement des terres abandonnées. Les membres de l'opposition officielle tiennent également à susciter l'implantation d'industries forestières dans les régions non exploitées dans le but de créer de nouveaux emplois. Ils visent aussi à encourager la mécanisation de l'exploitation forestière afin de réduire les coûts de production des petits producteurs.

Le programme libéral prévoit donc une somme considérable d'initiatives étatiques soucieuses de renforcer l'activité économique dans les secteurs-clés de la province, l'industrie retenant fortement son attention. L'État libéral agira comme un agent facilitant les activités économiques en mettant en place jusque dans le menu

détail les infrastructures nécessaires pour que le développement économique reprenne la voie de la prospérité, au sens libéral du terme.

Le programme du Parti québécois

Quand le Parti québécois – ce tiers-parti – s’est formé en 1968, les idées, qui étaient à la base de la fusion des trois principaux mouvements fondateurs, étaient rassemblées dans ce recueil « Option Québec » que René Lévesque, chef de la nouvelle formation, a signé. Il ne restait plus qu’à les adapter pour en faire un programme politique. C’est chose faite lorsqu’est déclenchée l’élection de 1970, ce qui explique pourquoi le PQ est le seul parti à avoir un programme à présenter à l’électorat dès les premiers jours de la campagne électorale. Bien qu’il soit le résultat d’un effort de synthèse, le programme péquiste est très prolixé puisqu’il présente de façon détaillée plus de deux cents cinquante mesures. Selon l’équipe de Lévesque, « La solution » pour la vie économique, sociale, culturelle et politique se résumerait à la souveraineté politique du Québec. Comme nous le verrons dans les pages qui suivent, le projet de la souveraineté politique est indissociable du désir qu’ont les péquistes d’une plus grande intervention de l’État. Leur équation réside dans la croyance que, souverain, l’État québécois répondra mieux aux besoins spécifiques des Québécois.

L'État comme levier

Le programme péquiste s'inscrit dans une suite logique à la Révolution tranquille des libéraux et des unionistes. Mais il va plus loin : l'État intervient décidément en tant que levier économique, social et culturel pour les Québécois. Le programme du Parti québécois se place sous le signe de l'omniprésence de l'État. C'est particulièrement le cas dans la sous-section «L'organisation économique de l'État», avec la création de l'Office du PLAN qui a pour «fonction essentielle [...] de préparer un plan de développement global pour la société québécoise»²⁰⁶. De fait, après la création du ministère des Finances et des Revenus et du ministère de l'Économie nationale, cet office du PLAN chapeautera toute activité économique, sociale et culturelle et ce, sur l'ensemble du territoire québécois. Par conséquent, l'office formulera les grands objectifs politiques et économiques et veillera à les intégrer dans une politique sociale, en plus d'orienter l'éducation en ce sens. Dans cet État souverain dirigé par le PQ, une régie du crédit à la consommation et une banque du Québec seraient créées – au sein desquelles l'État siégerait. L'urbanisation, la recherche sur les techniques et les industries, l'inventaire des richesses naturelles et des ressources humaines, l'étude des marchés nationaux et internationaux, le loisir et le tourisme, la rationalisation des PME et la création de centres dynamiques sont autant de domaines que gérerait l'État sous la responsabilité de l'office du PLAN.

²⁰⁶ Paulo Picard et Guy Desrosiers, *Les programmes électoraux de 1970*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (Bibliographie et documentation), collection 33, 1970 : 53.

Le développement économique (re)structuré par l'État

L'objectif de ces mesures est le développement économique en faveur de l'ensemble des Québécois. À l'instar du Parti libéral du Québec et de l'Union nationale, le Parti québécois accorde une large part à l'économie avec plus de soixante-dix mesures. Selon l'équipe de René Lévesque, l'État est le grand moteur des économies modernes. Conjugué à la souveraineté et soutenu par un nationalisme, l'État moderne péquiste s'accapare tous les instruments de pouvoir afin d'élargir la taille de l'économie québécoise et de garantir au peuple sa participation à la direction de ses affaires. Trois principaux points sont développés à cet effet : le développement du secteur public, la politique d'entreprise et la démocratie économique. Pour les péquistes, l'intervention étatique doit dépasser l'application de multiples contrôles et réglementations. Elle doit plutôt s'orienter vers la création d'instruments contrôlés par l'État. De cette façon, leur programme prévoit des nationalisations lorsque nécessaire, la création de nouvelles entreprises, la constitution de réservoirs financiers gouvernementaux et la formation d'organismes de gestion. Si le PQ est élu, l'État interviendra donc par l'extension du secteur public, soutenue par la création d'entreprises publiques et/ou mixtes.

L'État, régent du privé

L'économie n'étant pas composée seulement d'entreprises d'État, les dissidents souverainistes prévoient également une politique d'entreprise afin de réglementer les entreprises privées. Au moyen de taxes, de primes ou de subventions, le gouvernement orientera le développement économique des entreprises privées vers

les priorités qu'il aura établies par le biais de l'office du PLAN. Par ailleurs, malgré un discours sévère à leur égard, le PQ prévoit continuer à accueillir respectueusement les entreprises à capitaux étrangers «pourvu qu'elles se comportent en “bons citoyens”»²⁰⁷. La formation souverainiste envisage de participer aux investissements des entreprises étrangères en réglementant leurs rapports avec leurs sociétés-mères et en les obligeant à employer majoritairement des cadres québécois. Le PQ prétend faire ainsi adhérer ces entreprises à une certaine «civilité économique». Il s'engage également à promouvoir et respecter la démocratie économique. Pour ce faire, un gouvernement péquiste veillera à éduquer et informer la population sur son action économique et à stimuler l'introduction rapide d'un enseignement économique dès le secondaire.

L'État, un chef d'orchestre ?

Par l'entremise de plusieurs mesures économiques, le PQ ambitionne la réorientation et la modernisation de l'activité économique. Parmi elles, on prévoit activer les instruments de l'État afin d'accélérer la fusion rapide des entreprises existantes et d'en développer la taille. Ces instruments sont principalement la SGF, l'Office de Crédit Industriel, la SOQUEM et la Caisse de Dépôt. On insiste sur la foresterie en mentionnant que cette industrie est dans un «vieux désordre» et que la solution réside dans la reprise du contrôle et de l'administration des forêts par la collectivité, et dans l'affermage de la coupe forestière à des sociétés coopératives et/ou privées. Pour la modernisation de l'activité économique, on prévoit également

²⁰⁷ *Ibid.* : 49.

promouvoir le développement du loisir, du tourisme, des communications de masse et la recherche technologique.

L'agriculture industrielle

Enfin, pour que le domaine agricole atteigne une certaine modernisation, le PQ propose de faire de l'agriculture une industrie comme les autres. En ce sens, il privilégie une agriculture basée sur les grandes exploitations qui nécessitera autant de capitaux que les industries pour intégrer les nouvelles technologies comme la congélation et la synthèse. Dans cette optique, l'État péquiste prônera l'agriculture de groupe²⁰⁸ et la formule coopérative. Encore une fois, la recherche fondamentale et appliquée, et l'étude des marchés locaux, régionaux et internationaux garantiront le développement et la pérennité de l'agriculture tant dans les grands centres que dans les régions. On cherchera notamment à faire en sorte que les entreprises agricoles québécoises, comme les firmes industrielles, maîtrisent toutes les phases de leur activité : production, transformation, mise en marché.

Un seul État, une seule fiscalité

Comme les autres partis, le PQ se penche sur la question des finances et de la fiscalité. *A priori*, la souveraineté semble être la panacée des problèmes d'impôts et des dépenses publiques. D'après les membres de ce tiers-parti, l'indépendance politique du Québec permettrait de s'approprier la totalité des impôts, donnant au

²⁰⁸ Par «agriculture de groupe», le Parti québécois entend un système agricole dans lequel les agriculteurs se regroupent pour acheter de l'équipement et/ou vendre leurs produits.

Québec un contrôle complet sur les dépenses des contributions pour les orienter vers les seules priorités établies par l'État québécois. Ils insistent sur le fait qu'un seul gouvernement central – et non deux – garantirait à l'électorat un contrôle efficace du secteur public et assurerait la cohérence des priorités des dépenses.

L'État péquiste, entre omniprésence et robin des bois

Comme nous venons de l'exposer, le rôle de l'État dans la perspective péquiste se veut très interventionniste sur le plan économique. L'État contrôlerait littéralement l'activité économique. À la différence des unionistes et des libéraux, qui font de l'État un agent stimulateur de la relance économique, le PQ attribue à l'État le rôle de régir lui-même l'activité économique en créant ses propres entreprises (publiques) et en contingentant les entreprises privées afin qu'elles répondent strictement aux objectifs du gouvernement. Plus encore, l'État devient l'entreprise nationale des Québécois et concurrence les capitaux étrangers, notamment avec l'instauration de coopératives québécoises. Cet accent sur une économie fondée sur un système coopératif renvoie au désir d'équité et de démocratie économique des péquistes, principe de base du rôle de l'État dans l'économie.

Le programme du Ralliement des créditistes du Québec

Formation politique d'abord fédérale, le Ralliement créditiste se lance sur la scène provinciale lors de l'élection de 1970. Des personnes issues du parti fédéral avaient tenté leur chance lors de l'élection de 1966 sous la bannière du

Rassemblement national. L'insuccès de cet épisode n'a cependant pas empêché certains membres de la formation politique fédérale de créer une faction provinciale à l'occasion de l'élection-surprise de 1970 : le Ralliement des créditistes du Québec (RCQ). Après une discorde entre les membres québécois et le chef national du ralliement, Réal Caouette, les créditistes provinciaux se rallient sous la chefferie de Camil Samson.

L'État provincial, un débiteur privilégié

Le programme du RCQ se démarque considérablement de celui des autres partis. D'abord et surtout parce qu'au sujet de l'économie, les créditistes souhaitent voir diminuer l'intervention de l'État. La thèse principale du RCQ repose, comme son nom l'indique, sur le crédit et ce, au meilleur taux d'intérêt pour les gouvernements. Le Ralliement ira d'abord négocier à Ottawa des amendements à la constitution canadienne en vue de faire reconnaître le droit des provinces de monnayer leur propre crédit. Il ajoute que, dès son accession au pouvoir, il «réclamera d'Ottawa la mise en service immédiate d'une succursale de la Banque du Canada, qui servira les québécois [*sic*] et dont le rôle sera de faire en sorte que le crédit financier du Québec soit le reflet exact de son crédit réel»²⁰⁹. Cette idée de mettre en place un crédit propre aux provinces s'impose comme la priorité du parti créditiste.

La seconde mesure en matière de finance prévoit d'instaurer un système de crédit provincial dans l'éventualité d'un refus d'Ottawa. En substance, pour presque

²⁰⁹ *Ibid.* : 106

chacun des thèmes qu'ils abordent (affaires municipales, voirie et travaux publics, agriculture, pêcheries, ressources naturelles et industries, éducation, santé, affaires culturelles, sports et loisirs) la mesure principale consiste dans un financement par des avances de crédits nouveaux sans intérêt. La thèse du RCQ s'appuie sur la croyance qu'en supprimant les intérêts sur les crédits contractés, l'État (qui leur apparaît légalement au-dessus des institutions financières) investira moins son argent dans le remboursement des intérêts. Il aura donc un meilleur pouvoir de remboursement de sa dette tout en ayant plus de fonds à distribuer en subventions – le remboursement des dettes tant publiques que municipales étant une autre priorité des créditistes.

Valoriser l'agriculteur et soutenir l'agriculture avec des subventions

Parmi tous les thèmes économiques du programme créditiste, la section portant sur l'agriculture est celle qui comporte le plus de mesures (9). Le RCQ propose d'honorer les «cultivateurs authentiques» par une reconnaissance officielle de leur profession. Il classifiera les fermes du Québec d'après leur utilisation, effectuera une analyse permanente des besoins des consommateurs en produits agricoles, tiendra un inventaire permanent de la production des fermes et s'assurera que les surplus soient écoulés à l'étranger par l'intermédiaire d'agences de vente ou d'échange qu'il créera. Les créditistes proposent également des octrois, des subsides, des emplois saisonniers dans le but d'éviter le déracinement brutal des agriculteurs des fermes non rentables ainsi que la création d'un office de consultation par lequel les syndicats agricoles et les associations spécialisées agiront comme conseillers

techniques auprès du ministère de l'Agriculture. Enfin, l'abolition de l'impôt foncier sur le fond de terre, l'équipement et les bâtiments, et l'accès à un financement à court terme permettront au cultivateur d'alléger son fardeau fiscal et de moderniser ses techniques.

Le développement économique grâce au crédit

À proprement parler, le Ralliement des créditistes du Québec n'a pas spécifié de plan de développement économique. Il insiste plutôt sur quelques mesures visant à assainir les finances et la fiscalité tant des gouvernements que des entreprises et des particuliers avec l'objectif de résoudre les problèmes économiques auxquels l'État et la population sont confrontés. Parmi ces mesures, le programme créditiste prévoit principalement des crédits à long terme et à faible taux d'intérêt pour la création et le développement d'industries de transformation des richesses naturelles du Québec. Il encouragera «la formation de coopératives d'achat d'équipement de pêche par des prêts à court terme»²¹⁰. La valorisation des produits du Québec passera par la création d'un salon d'exposition et d'un système d'escompte pour les consommateurs sur les produits composé d'au moins 75% de matières provenant du Québec et utilisant de la main-d'œuvre locale. Les créditistes comptent également faire verser des redevances par les entreprises exploitant les ressources naturelles de la Province.

²¹⁰ *Ibid.* : 109

La fiscalité créditiste : moins de taxes et moins d'impôts

Finalement, une série de mesures concernant les taxes et les impôts. En premier lieu, un gouvernement mené par Camil Samson abolirait immédiatement la taxe de vente pour les articles coûtant moins de 100\$ et éliminerait l'impôt personnel pour les célibataires gagnant moins de 2500\$ et pour les personnes mariées ayant un revenu de 5000\$ et moins. Au niveau municipal, le gouvernement provincial rembourserait les premiers 150\$ d'impôt foncier au propriétaire occupant pendant dix ans sa propriété et permettrait de déduire la différence sur le revenu imposable.

Tout compte fait, le Ralliement créditiste n'entrevoit aucune intervention de l'État dans l'économie si ce n'est qu'à titre de débiteur et d'organisme subventionnaire. L'action d'un éventuel gouvernement créditiste se réduirait à contracter des prêts sans intérêt pour financer les travaux publics, la voirie, et certaines infrastructures en santé et en éducation. De plus, l'État serait un agent-commis tenant l'inventaire des ressources disponibles sur le territoire québécois. Ce faisant, l'action créditiste vise avant tout à réduire la dette publique et les charges fiscales.

Conclusion sur l'économie et l'État

Les partis et le rôle économique de l'État : pareil, pas pareil ?

À première vue, les plates-formes électorales de ces quatre partis politiques semblent se ressembler. Tous – ou presque – prévoient mettre en place des mesures

visant à stimuler le développement économique ou du moins, à pallier les problèmes immédiats de l'économie. Ce n'est guère étonnant dans la mesure où les années 1960 sont marquées par le triomphe de l'État-providence. Toutes les idéologies présentes sur la scène politique de 1970 – qu'elles soient de droite ou de gauche – répondent au postulat général de l'époque pour lequel modernité politique et interventionnisme étatique vont de pair. Toutefois, l'intervention étatique dans le domaine économique varie selon que les partis se positionnent à gauche ou à droite.

Pour résumer, les quatre programmes se distinguent idéologiquement quant à leur définition du rôle de l'État. Le PQ le veut omniprésent dans l'économie. Il s'ingère directement dans l'activité économique en créant, par exemple, ses entreprises publiques et en régentant les entreprises privées. Bref, c'est lui qui régule l'intégralité de l'économie. Pour sa part, le PLQ agit vigoureusement et minutieusement dans le domaine économique dans le but d'inciter les initiatives entrepreneuriales. Contrairement au PQ, ces mesures ne visent pas à contraindre certains secteurs mais, à l'aide d'une multitude d'outils, à favoriser l'activité économique de secteurs qu'il juge en difficulté et prioritaires pour la prospérité du Québec. Il agit véritablement comme un coordonnateur de l'activité économique. S'agissant de la formation unioniste, le rôle de l'État se limite à dresser des inventaires, soutenir financièrement certaines entreprises en difficulté et à préparer le sol québécois pour l'exploitation de ses ressources. L'État unioniste apparaît plutôt comme un agent au service des acteurs économiques et non pas comme un ordonnateur de l'activité économique. Il y a toutefois une exception au programme

unioniste : la forte implication de l'État dans l'industrie québécoise. Finalement, les créditistes interviennent encore moins – voire ne s'ingèrent pas – dans l'économie. Les actions de l'État se restreignent à des subventions et des crédits à faible taux d'intérêt qui encourageront les initiatives privées et abaisseront la dette de l'État.

2.2. UN RÔLE D'ASSISTANCE SOCIALE POUR L'ÉTAT ?

Bien que la priorité soit nettement économique pour l'ensemble des partis politiques présents dans la campagne électorale, des engagements relatifs aux politiques sociales sont également inclus dans les programmes des formations politiques. C'est particulièrement le cas pour le Parti libéral du Québec et le Parti québécois qui consacrent une section spéciale de leur programme aux politiques sociales. Pour l'Union nationale et le Ralliement des créditistes du Québec, les mesures sociales sont incluses parmi d'autres sections ou à tout le moins, de menus libellés y sont consacrés. L'approche étatique des quatre partis en ce qui concerne les politiques sociales se dessine sensiblement à l'image de leurs politiques économiques : le programme péquiste publicise les services sous le contrôle de l'État afin que tous aient accès aux services sociaux; le programme libéral suscite l'augmentation d'offre de services pour certains groupes vulnérables et par une meilleure coordination s'assure de l'efficacité des services déjà en place; le programme unioniste prévoit surtout des projets de constructions d'infrastructures; enfin, le programme créditiste utilise le crédit sans intérêt ou à faible taux pour inciter le développement privé de certains services.

Considérant que les mesures ne sont pas nombreuses dans le domaine du social comparativement à celles qui concernent l'économie, et eu égard au fait que la substance des principales mesures sera aussi discutée dans la section des discours politiques, nous n'insisterons pas longuement sur les politiques sociales traitées dans les programmes des partis. Il nous apparaît toutefois pertinent de présenter quelques particularités qui ne seront pas exposées sur les tribunes. Pour ce faire, nous avons retenu les mesures portant sur l'éducation et la santé.

La santé

Sur les plateformes électorales, le domaine de la santé est discuté selon quatre principaux thèmes : l'assurance-maladie, la régionalisation des services de santé, les services sociaux et la gestion du système de santé. Deux blocs idéologiques se constituent à propos de ces thèmes : le Parti québécois et le Parti libéral du Québec versus l'Union nationale et le Ralliement des créditistes du Québec. Cette opposition idéologique réside dans l'étendue des services de santé que prendra en charge l'État et dans le niveau d'accessibilité aux services que permettra l'intervention étatique au plus grand nombre (niveau d'universalité). Pour l'illustrer, nous retenons l'exemple du régime de l'assurance-maladie. Le régime que promet l'UN ne couvre que les frais des soins médicaux de base (avec la promesse de l'étendre éventuellement à d'autres soins). À l'opposé, le programme péquiste garantit la couverture complète par l'État des soins médicaux, chirurgicaux, dentaires, optométristes, psychiatriques, des frais de médicaments, de prothèses et pharmaceutiques. À mi-chemin entre le PQ et l'UN, le PLQ envisage de couvrir graduellement le coût total des soins médicaux, des soins

auxiliaires, des soins dentaires aux enfants et aux femmes enceintes et des prothèses. En face, les créditistes ne prévoient pas d'assurance-maladie. Leur solution d'accessibilité aux soins de santé consiste à rembourser 80% des primes d'assurance privée acquittées par les gens qui ont un revenu imposable et à en payer la totalité pour les personnes ne payant pas d'impôt (à faible revenu).

Pour bien comprendre ce clivage, nous devons nous situer par rapport à l'état des régimes d'assurance santé au Québec. Sans en tracer un portrait minutieux, il importe de souligner l'adhésion de la province en 1960 au programme à frais partagés du fédéral d'assurance hospitalisation (1957), qui, en résumé, «fournit à la population un accès gratuit aux services hospitaliers, excluant les services déjà couverts des sanatoriums antituberculeux et des hôpitaux psychiatriques, de même que des établissements destinés aux soins de garde»²¹¹. Cette mesure s'inscrit dans la volonté de certains politiciens et acteurs du milieu de rompre avec une situation qui perdure. Jusqu'alors, des organismes privés – particulièrement confessionnels en ce qui a trait au Québec – ont en charge les affaires sociales, ne laissant à l'État qu'un rôle supplétif. L'idée est de préconiser une prise en charge publique, une conception partagée par plusieurs au sein des organisations en question. Cependant, une multitude de services ne sont pas concernés par le programme d'assurance hospitalisation : les soins chirurgicaux, les frais de médecins, les examens diagnostics, etc. Ce sont plutôt des compagnies d'assurance privées et des organismes d'assurance sans but lucratif, développés depuis l'entre-deux-guerres, qui ont

²¹¹ François Guérard, *Histoire de la santé au Québec*, Montréal, Boréal, 1996 : 80.

progressivement couvert ces services. Mais ces régimes privés ont rapidement été contestés et sont apparus insuffisants. Comme le révèle l'historien et médecin Benoît Gaumer :

«[L]e Québec [est] la province canadienne la plus mal couverte par un régime dit complet d'assurance privée contre la maladie, c'est-à-dire couvrant la totalité ou presque des soins donnés par les médecins, soit les soins médicaux et chirurgicaux dispensés à l'hôpital, à domicile ou au cabinet médical. En 1964, 40,7% des personnes assurées en vertu de régimes privés auraient bénéficié d'un régime complet alors qu'il s'agissait de 78,8% d'entre elles en Ontario et même 96,6% en Alberta.»²¹²

C'est dans un tel contexte que survient le nouveau plan fédéral (1964) qui vise à étendre l'assurance-maladie et à la rendre universelle. Ces «initiatives du gouvernement fédéral [forcent] de son côté le gouvernement du Québec à réagir»²¹³, entraînant le dépôt du rapport Boucher, la promulgation des Lois des hôpitaux (1962) et d'assistance médicale et chirurgicale (1966), et la mise sur pied de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (surtout connue sous le nom de la commission Castonguay-Nepveu) en 1966. Cette série de réactions provinciales s'inscrit autant dans le refus de la Province de laisser le gouvernement fédéral empiéter dans un domaine de juridiction provinciale que dans la conviction qu'il revient à l'État de garantir une meilleure qualité et une plus grande accessibilité des soins de santé. La loi d'assistance médicale et chirurgicale va en ce sens en «autoris[ant] le gouvernement à payer, pour les bénéficiaires de l'assistance sociale et

²¹² Benoît Gaumer, *Le système de santé et des services sociaux du Québec : une histoire récente et tourmentée, 1921-2006*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008 : 94.

²¹³ Joseph Facal, *Volonté politique et pouvoir médical : naissance de l'assurance-maladie au Québec et aux États-Unis*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2006 : 34.

les personnes qui sont à leur charge, les honoraires des médecins et les frais d'examens diagnostiques effectués sous ordonnance médicale dans les services externes des hôpitaux»²¹⁴. Ainsi, l'État fait un pas de plus en venant en aide aux « indigents ». Les qualificatifs les plus retenus et utilisés par les divers organismes et groupes de pression pour désigner les programmes d'assurance-maladie, au fédéral aussi bien qu'au provincial, sont « universel », « complet », « obligatoire » et « public »²¹⁵. Ces attributs deviendront des critères incontournables pour les futurs programmes d'assurance-maladie.

En 1970, après plusieurs négociations infructueuses, le gouvernement unioniste parle de participer à une nouvelle formule du programme d'assurance-maladie d'initiative fédérale. Il propose à cet effet un projet de loi dont la deuxième lecture à l'Assemblée ne peut avoir lieu du fait du déclenchement des élections. Le débat se déplace donc dans les programmes des partis, explicitant leurs différentes positions en la matière. Parmi eux, seul le Parti québécois se porte garant des quatre concepts de l'assurance-maladie susmentionnés : un régime complet, universel (« i.e. s'appliquant à tous les Québécois sans exceptions »²¹⁶), public et obligatoire (« i.e. financé par tous selon leurs moyens »²¹⁷). La publicisation²¹⁸ du système de santé se fait notamment par la création d'une régie contrôlant la fabrication, la distribution, la promotion et les prix des médicaments. Le programme libéral tend, quoique

²¹⁴ François Guérard, *Loc. cit.*.

²¹⁵ Benoît Gaumer, *Op. cit.* : 109.

²¹⁶ Paulo Picard et Guy Desrosiers, *Op. cit.* : 75.

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ Nous entendons par « publiciser » le fait de prendre une activité effectuée par l'entreprise privée et de l'exercer ensuite par l'entremise du domaine public, soit par une entreprise de l'État.

timidement, à cautionner ces principes. La description succincte des engagements libéraux touchant l'assurance-maladie révèle les limites de l'intervention étatique libérale. Le plan du PLQ prévoit un régime universel régi publiquement qui couvrira graduellement le coût total de différents soins ou des médicaments pour des groupes privilégiés selon leur vulnérabilité (enfants, femmes enceintes et assistés sociaux). L'universalité souhaitée s'en trouve limitée. L'obligation faite à la population d'adhérer à l'assurance-maladie n'est pas spécialement soulignée. Le PLQ mentionne seulement que le régime sera «financé par des cotisations adaptées à la capacité financière des bénéficiaires»²¹⁹. L'assurance-maladie de l'Union nationale s'apparente à la version de l'assistance médicale de 1966 tout reportant dans un futur indéterminé l'ajout de certains soins sans chercher à étendre la couverture des soins à l'ensemble de la population. On s'en tient donc au principe voulant que l'État ne vienne en aide qu'aux plus défavorisés. En revanche, le Ralliement des créditistes du Québec ne cautionne pas le régime public d'assurance-maladie. En fait, il promeut le recours aux assurances privées pour couvrir les frais encourus pour les services de santé. L'État rembourserait une partie ou la totalité des primes. Le programme se restreint à la gratuité des médicaments pour les malades chroniques et assure le coût des prothèses.

Deux visions se confrontent ici : universalité et partialité. Les programmes péquiste et libéral défendent une intervention étatique en matière de santé, le premier pour le plus grand nombre, le second pour un nombre plus restreint. De son côté,

²¹⁹ Paulo Picard et Guy Desrosiers, *Op. cit.* : 24.

l'Union nationale ne prévoit pas engager concrètement l'État; ce parti se contente d'inclure quelques soins de plus au régime qui a cours. Finalement, le programme créditiste ne réserve à l'État qu'un rôle supplétif, laissant dès lors aux compagnies d'assurance privées le soin de couvrir les frais de santé.

L'éducation

Universalité versus partialité, public versus privé, on retrouve les mêmes antagonismes idéologiques dans le secteur de l'éducation. La scission est cependant moins nette entre les idées de gauche et de droite attendu que la nécessité d'une réforme de l'éducation fait l'unanimité parmi les partis. Néanmoins, les moyens et les fins ne sont pas les mêmes. Tandis que les partis qui tendent à droite misent prioritairement sur une panoplie de mesures prodiguant surtout du soutien aux infrastructures (existantes ou à venir), bonifiant leur efficacité et/ou préférant les institutions privées (majoritairement confessionnelles), ceux qui tendent à gauche mettent l'accent sur l'accessibilité de l'ensemble de la population aux divers niveaux du système d'éducation et priorisent sa démocratisation tout en favorisant les établissements publics et la régie par l'État des établissements privés.

À droite, le Ralliement des créditistes du Québec se présente comme l'élément « original » du quatuor politique car il constitue la seule formation réactionnaire en regard des réformes entreprises par les gouvernements précédents et prône un retour au système éducatif confessionnel, privé et décentralisé. Les trois autres partis adoptent des positions différentes, sans se positionner pour autant à gauche : l'Union

nationale insiste largement sur une action politique centrée sur les infrastructures; le Parti libéral du Québec compte sur une plus grande efficacité notamment du personnel professoral et administratif ainsi que sur l'orientation de l'éducation vers les besoins économiques; et le Parti québécois centre ses engagements sur la gratuité scolaire et sur une plus grande participation des citoyens et des acteurs concernés à l'administration du système d'éducation.

Pour saisir l'importance du clivage qui divise les différents partis au sujet de l'éducation, on doit se souvenir que le débat idéologique des années 1960 en la matière se positionne principalement autour de la commission Parent. À l'élection de 1970, ses retombées sont largement discutées. La décennie qui précède la campagne électorale est particulièrement marquée par le débat sur les réformes du système éducatif. Notons que la quasi-totalité des entreprises gouvernementales dans ce secteur sont conformes aux recommandations du rapport Parent, qui proposait une plus grande présence de l'État dans le système d'éducation, lequel est alors encore majoritairement placé sous l'égide de l'Église. Voyons de plus près le contexte dans lequel s'inscrit le débat idéologique.

Le rapport fédéral (1953) issu de la Commission royale d'enquête sur la culture (commission Massey-Lévesque) soulevait l'importance d'une implication du gouvernement fédéral dans l'enseignement postsecondaire. Mais une telle initiative fédérale venait à l'encontre des principes autonomistes de l'Union nationale alors au pouvoir puisqu'elle apparaissait comme une forme d'ingérence dans les compétences

provinciales. La Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay) a donc été instituée afin d'étudier, entre autres, le partage fiscal et la conformité des initiatives fédérales avec la constitution canadienne. Mais c'est finalement le secteur de l'éducation qui s'est imposé comme un des sujets les plus mobilisateurs du rapport publié en 1956. À tel point que le débat autour de ce thème a provoqué «une grande conférence provinciale sur l'éducation, des États généraux en quelque sorte»²²⁰, qui s'est conclue sur la recommandation de créer une commission royale d'enquête sur l'éducation. On devra toutefois attendre l'arrivée des libéraux pour qu'elle soit instituée. Entre temps, l'effervescence occasionnée par la conférence et la mort de Duplessis ont eu raison de l'inaction gouvernementale dans ce secteur. Les successeurs du chef unioniste, Paul Sauvé et Antonio Barrette, ont tous deux exprimé cette nouvelle volonté d'action en procédant respectivement à la conclusion d'un accord avec le fédéral sur le financement au niveau postsecondaire et à l'augmentation des octrois aux commissions scolaires. Mais le vrai coup d'envoi des réformes provient de la «grande charte de l'éducation» adopté par le gouvernement libéral de Jean Lesage :

«Cette charte est accompagnée de plusieurs lois qui visent à la fois à faciliter la formation du personnel enseignant et la recherche en éducation, à favoriser le développement de l'enseignement secondaire en obligeant les commissions scolaires à offrir cet enseignement, à rendre obligatoire la fréquentation scolaire et à assurer la gratuité de l'enseignement jusqu'à la 11^e année, à instituer un programme de bourses d'études pour les étudiants de niveau postsecondaire, à conférer aux parents le droit de vote aux élections scolaires, à stimuler la création de commissions scolaires régionales et, finalement, à aider ces mêmes commissions scolaires

²²⁰ Andrée Dufour, *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1997 : 86.

à s'acquitter de leurs obligations en créant un régime de subventions statutaires.»²²¹

Cette suite de mesures législatives annonce fortement ce qui s'en vient pour le reste de la décennie : une hausse de l'intervention étatique dans le secteur de l'éducation. Le rapport de la commission Parent constituera le *vade-mecum* des réformistes jusqu'à l'élection de 1970, et même au-delà. Dans un premier tome déposé en 1963, «les commissaires proposent un système scolaire unifié, intégré, public depuis la maternelle jusqu'à l'université et placé sous l'autorité d'un véritable ministre de l'Éducation»²²². On vise alors l'accessibilité et la démocratisation de l'enseignement en plus d'attribuer à l'État – de lui réattribuer dira Andrée Dufour²²³ – un rôle majeur en matière d'éducation. Création du ministère de l'Éducation (1964), rationalisation des commissions scolaires ("Opération 55", 1964), création du Conseil des ministres de l'Éducation (1967), création des collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEP, 1967), Loi sur l'enseignement privé (1968), prolifération des polyvalentes (1968), fondation d'un réseau d'universités (Université du Québec, 1968) et établissement de la première université publique (Université du Québec à Montréal, 1969) sont autant d'initiatives d'État qui ponctuent la décennie et qui observent les recommandations du rapport Parent.

L'élection de 1970 survient dans ce contexte de mobilisation autour de la question de l'éducation. Les programmes des partis politiques rallient à cet égard trois

²²¹ Pierre Graveline, *Une histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2007 : 105.

²²² Andrée Dufour, *Op. cit.* : 88.

²²³ *Ibid.* : 88.

positions bien tranchées : aller plus loin, perfectionner ce qui est en place ou revenir en arrière. Généralement, les partis s'entendent sur la nécessité d'instituer des mécanismes de participation dans les instances du système scolaire et de perfectionner l'enseignement – notamment par le développement de cours techniques, de l'éducation permanente, la formation des enseignants et la révision des programmes. Mais ils diffèrent quant à l'accessibilité et à la publicisation des institutions d'enseignement, deux principes marquant les réformes passées. Le Parti libéral du Québec priorise l'orientation des étudiants vers les besoins du marché du travail et l'efficacité de l'administration. L'Union nationale s'intéresse à trouver des débouchés pour les diplômés par l'entremise d'une collaboration avec les acteurs du secteur économique, à poursuivre les derniers projets de constructions d'établissements et à perfectionner l'administration des services de l'État. Son programme mentionne – tout en laissant entendre qu'il ne s'agit pas d'une priorité – son intention d'instaurer «graduellement la gratuité scolaire au niveau universitaire suivant les besoins prioritaires du Québec»²²⁴. Sans freiner l'élan de la Révolution tranquille, les programmes unioniste et libéral se satisfont de l'étendue des dernières réalisations gouvernementales auxquelles ne manqueraient que quelques derniers ajustements et une plus grande efficacité. En revanche, le programme du Parti québécois mise particulièrement sur la gratuité à tous les niveaux, un soutien financier pour les étudiants et les parents, et l'extension de la période de scolarisation obligatoire à dix-huit ans. Le financement de l'enseignement public par l'impôt, le contrôle du financement des institutions privées et la mise en place d'une « université

²²⁴ Paulo Picard et Guy Desrosiers, *Op. cit.* :139.

populaire » sont autant de proposition traduisant nettement le désir péquiste d'étatiser le système d'éducation. À l'opposé, le programme du Ralliement manifeste une nette aversion pour les réformes passées. Le plan créditiste vise à redonner un rôle supplétif à l'État. Selon ce programme, la principale action consistera à voir «surtout au financement des moyens matériels permettant aux parents et aux organisations locales de contrôler l'éducation de leurs enfants et aux professeurs d'adopter l'enseignement pédagogique approprié»²²⁵. Nous devons lire ici la volonté affirmée de l'équipe de Camil Samson de maintenir et promouvoir le secteur privé d'enseignement et d'assurer le caractère confessionnel des institutions²²⁶ par une intervention étatique qui ne dépasse pas les subventions et les encouragements fiscaux. Cette position des créditistes répond aux critiques formulées par une fraction de l'Église et les forces conservatrices. Selon Pierre Graveline :

«[Ces deux entités] mènent la charge contre plusieurs réformes qu'elles jugent pernicieuses. À la création du ministère de l'Éducation, en 1964, elles s'assurent de la préservation du caractère confessionnel du système scolaire, du maintien des responsabilités des comités catholique et protestant en ce qui concerne l'aspect religieux et moral de l'enseignement et de la création de deux postes de sous-ministres associés pour diriger l'enseignement catholique et l'enseignement protestant.»²²⁷

²²⁵ *Ibid.* : 111.

²²⁶ *Ibid.* : 112.

²²⁷ Pierre Graveline, *Op. cit.* : 113-114.

2.3. CONCLUSION SUR LES POLITIQUES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES DANS LES PROGRAMMES

Au final, les divergences idéologiques dans le secteur de la santé et de l'éducation nous éclairent sur le clivage gauche-droite dans les politiques sociales. Considérant les politiques économiques et sociales de chaque parti, nous pouvons déjà avancer que le débat est bien scindé en deux groupes idéels. D'une part, la gauche promeut une intervention étatique sur les deux plans constituant ainsi un double filet social et économique. L'objectif est de circonscrire et contrôler l'activité économique afin de redistribuer les richesses pour en faire bénéficier l'ensemble de la population et de mettre en place un système de sécurité sociale se traduisant par des services sociaux accessibles à tous. Pour sa part, la droite limite son intervention étatique à la mise en place des services et des infrastructures facilitant le développement économique et à l'amélioration des services d'assistance sociale par leur rationalisation ou par un soutien aux institutions établies – particulièrement dans le secteur privé.

Comme on le voit, l'élection de 1970 telle que nous l'analysons se place sous le signe d'un clivage marqué entre les partis. Ce clivage s'exprime dans les programmes par un positionnement relativement clair sur l'axe gauche-droite, articulé autour d'un recours plus ou moins fort à l'interventionnisme étatique. Pour confirmer cette intuition, nous proposons de mettre à l'épreuve les deux autres critères exposés dans le chapitre 1 qui, outre les programmes, rendent possible l'identification d'une allégeance idéologique de gauche ou de droite. Interroger la «conception du monde»

et la «légitimation de l'ordre du monde» devrait en effet nous permettre de confirmer – ou d'infirmer – le positionnement à gauche du PQ et l'ancrage à droite du PLQ, du RCQ et de l'UN. Nous verrons, dans les pages qui suivent, que ces critères sont particulièrement repérables dans les discours des candidats – tels que restitués par la presse de l'époque – lorsqu'ils s'efforcent de légitimer leur parti auprès de l'électorat, et tout autant dans leurs déclarations ayant pour objets les politiques économiques et sociales.

3. LES DISCOURS ÉLECTORAUX DE 1970

3.1. LA QUÊTE DE LÉGITIMITÉ ENTRE VIEUX ET NOUVEAUX PARTIS

Comme dans tout contexte électoral, chacun des partis présents à l'élection de 1970 a dû faire la démonstration de sa légitimité et de la pertinence de son accession au pouvoir. Cependant, la présence de quatre partis politiques a complexifié cet exercice d'auto-légitimation et les partis ont dû user de leurs meilleures stratégies discursives afin de se différencier les uns des autres. La première configuration oppose vieux et tiers partis : le Parti libéral du Québec et l'Union nationale face au Parti québécois et au Ralliement créditiste du Québec. Puis, le renouvellement du PLQ a reconfiguré la scène électorale en trois blocs : un vieux parti (l'UN), un autre vieux parti se disant renouvelé (le PLQ) et deux nouveaux partis (PQ et RCQ). Comme nous allons le voir, la stratégie des vieux partis a surtout consisté à discréditer les nouveaux, lesquels insistent pour leur part sur la désuétude des vieux partis. À cet égard, la stratégie du PLQ a consisté à se présenter comme une équipe d'hommes nouveaux ayant l'expérience d'un vieux parti.

Un vieux parti surprenant

D'entrée de jeu, par son déclenchement hâtif des élections, le parti ministériel s'est offert à la critique des autres partis. Qualifiant cette élection-surprise de «périlleux plongeon printanier»²²⁸, le PQ avance que le chef unioniste s'est laissé convaincre par «les petits calculs les plus opportunistes de son entourage»²²⁹ afin de prendre au dépourvu ses adversaires. Quant au PLQ, il soutient que cette décision-choc révèle l'irresponsabilité du gouvernement actuel et démontre qu'il est pris de panique. Plus encore, le chef libéral accuse l'UN de commettre une «fraude intellectuelle»²³⁰ en se lançant dans une course électorale sans même avoir présenté à l'Assemblée l'état financier de la province. Pour sa part, le docteur Gaston Tremblay, membre de l'exécutif du Ralliement des créditistes du Québec, affirme que Jean-Jacques Bertrand a précipité l'élection au 29 avril 1970 «à cause du marasme financier dans lequel s'est mis le gouvernement actuel et qui ne lui permet plus d'attendre un jour de plus»²³¹. L'Union nationale professe quant à elle une tout autre opinion. De son point de vue, il apparaît urgent de déclencher les élections puisque le «Québec a besoin d'un climat de stabilité et de sécurité»²³². Bertrand demande donc à l'électorat «de se prononcer catégoriquement», car selon lui, «le Québec est déjà en

²²⁸ Normand Lépine, «Des élections hâtives comblent le voeu du PQ», *Le Devoir*, vol. LXI, no 60 (13 mars 1970) : 1.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ Normand Lépine, «Une fraude intellectuelle incroyable, dit Bourassa», *Le Devoir*, vol. LXI, no 60 (13 mars 1970) : 1 et 2.

²³¹ «Le Ralliement des créditistes se donnera un chef "prestigieux"», *Le Devoir*, vol. LXI, no 60 (13 mars 1970) : 7.

²³² Gilles Lesage, «Québec aux urnes le 29 avril», *Le Devoir*, vol. LXI, no 60 (13 mars 1970) : 1.

pleine fièvre électorale»²³³ et il soutient que cela pourrait entraver «les affaires de l'État et des citoyens».

Un tiers-parti terroriste

Les unionistes n'ont pas manqué d'explicitier ce à quoi ils réfèrent lorsqu'ils évoquent que le Québec a besoin de sécurité et de stabilité. En effet, ils établissent un lien direct entre le Parti québécois et la vague d'actions terroristes au Québec. Jean-Noël Tremblay, candidat unioniste, va jusqu'à dire que «des gens qui sont à l'origine du terrorisme au Québec se sont infiltrés dans le groupe de M. René Lévesque»²³⁴. Gérard Lebel ajoutera un peu plus tard que les jeunes sont «influencés par des indésirables»²³⁵ et que la population a «besoin de gens qui mettent de l'ordre dans leur maison, leur paroisse, leur comté, leur province»²³⁶. Ce genre d'accusations n'est pas l'apanage des seuls unionistes. Les libéraux et les créditistes leur emboîtent le pas en alertant la population du danger qu'il y aurait à élire le Parti québécois. Yves Michaud, candidat libéral dans Gouin, souligne les risques encourus du fait de la présence du Parti québécois, qui entraînerait fanatisme et intolérance : «Toute promotion débridée des nationalismes [*sic*] contient les germes du sectarisme et du mépris de l'autre»²³⁷. Il prévient également que «l'histoire enseigne que les leaders politiques qui ont manipulé le nationalisme à des fins électorales, sont devenus des

²³³ *Ibid.* : 2.

²³⁴ Pierre-L O'Neill et Michel Roy, «L'opinion des autres», *Le Devoir*, vol. LXI, no 75 (1 avril 1970) : 6.

²³⁵ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 81 (8 avril 1970) : 2.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 94 (23 avril 1970) : 6.

apprentis-sorcières incapables de contrôler les forces terribles qu'ils ont déchaînées»²³⁸. Pour leur part, les créditistes n'y vont pas de main morte. Dans un élan d'agressivité oratoire, Réal Caouette vilipende «le Parti québécois [qui] a ramassé la totalité des révolutionnaires et des barbus, pas ceux qui se lavent, mais ceux qui ne se lavent pas»²³⁹. Il pousse plus loin en commandant à l'électorat de ne pas voter pour un parti qui ferait en sorte «que le sang coule dans les rues de Québec»²⁴⁰. L'Union nationale va aussi dans le même sens lorsque Tremblay soutient que certaines personnes «se cachent derrière René Lévesque pour préparer une révolution sanglante avec des passions racistes»²⁴¹.

Collusion entre un vieux et un nouveau parti

À ces accusations, René Lévesque répond que «le véritable danger réside beaucoup plus dans la "frustration" entretenue par les vieux partis»²⁴². Il ajoute que son parti propose plutôt une révolution pacifique et un idéal démocratique. Il explique que le PQ est le seul parti à avoir établi son programme de façon démocratique quand les vieux partis n'ont pas consulté leurs membres. Lévesque ajoute que, contrairement aux vieux partis, le sien est financé démocratiquement. Le candidat péquiste dans Olier, Lucien Laplante, renchérit qu'il n'est pas surprenant qu'une part de la population en arrive à mépriser les politiciens puisque, selon lui, ceux-ci «prennent

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ Michel Roy, «“En 1970, pas de caprice, tout le monde vote créditiste” (Samson)», *Le Devoir*, vol. LXI, no 79 (6 avril 1970) : 2.

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ Guy Deshaies, «Lévesque est acclamé avec frénésie par 2,500 personnes», *Le Devoir*, vol. LXI, no 86 (14 avril 1970) : 2.

²⁴² Jean-Luc Duguay, «C'est la mort de l'UN, mais attention à un excès d'enthousiasme», *Le Devoir*, vol. LXI, no 91 (20 avril 1970) : 6.

les électeurs pour des niaiseux, des ignorants et des colonisés intellectuels»²⁴³. Enfin, le chef péquiste souligne que la coïncidence des arguments libéraux et créditistes réduisant le PQ à un groupe de terroristes soulève des doutes quant à une collusion possible entre ces deux partis. Il ajoute que le fait que «les créditistes [présentent] des “gros” candidats là où le candidat libéral est “un vieux poteau dont les libéraux veulent se débarrasser”»²⁴⁴ est encore plus «questionnable». Il n'en faut pas moins pour que les libéraux répliquent que «par ses insinuations, M. Lévesque risque d'empoisonner le climat d'une campagne qui jusqu'ici, malgré les prévisions initiales, s'est déroulée dans l'ordre»²⁴⁵. L'Union nationale se prête également au jeu de la théorie du complot entre le PLQ et le RCQ. Ainsi, selon Jean-Noël Tremblay, «le Parti libéral et le Parti créditiste sont des créations d'Ottawa»²⁴⁶. Face à la vague créditiste dans son comté (Beauce), Paul Allard déclare que leur présence dans la campagne électorale est le produit du gouvernement fédéral libéral et que «Camil Samson fait le jeu de M. [Pierre Elliott] Trudeau qui n'a qu'un désir, écarter du pouvoir à Québec le seul parti capable de lui tenir tête à Ottawa, l'Union nationale»²⁴⁷.

²⁴³ Pierre-L. O'Neill, «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 83 (10 avril 1970) : 6.

²⁴⁴ Guy Deshaies, «Y a-t-il collusion entre les créditistes et le parti libéral?», *Le Devoir*, vol. LXI, no 82 (9 avril 1970) : 2.

²⁴⁵ «Bourassa: Lévesque risque de gâter le climat de la campagne», *Le Devoir*, vol. LXI, no 90 (18 avril 1970) : 7.

²⁴⁶ «Le choc des idées...», *Le Devoir*, vol. LXI, no 96 (25 avril 1970) : 6.

²⁴⁷ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 89, les élections du 29 avril (17 avril 1970) : 2.

Un vieux parti incompetent...

On le voit, les couteaux volent bas entre les vieux partis et les nouveaux arrivés. Mais les deux vieux partis ne font pas pour autant front uni. Se disant le parti du renouveau, le Parti libéral du Québec attaque le vieux parti qu'est l'Union nationale. Par l'entremise des libéraux, cette étiquette de «vieux parti» équivaut à de l'incompétence administrative et politique. Une large part des sorties publiques du PLQ s'acharne en outre à discréditer le gouvernement de l'UN. Reprenant le slogan unioniste, Pierre Laporte, candidat libéral dans Chambly, présente ainsi l'équipe de Bertrand : «Québec plus que jamais a connu depuis le 5 juin 1966, un régime absolument incompetent avec l'Union nationale au pouvoir et plus que jamais encore, le Québec connaîtra le marasme et l'indécision, s'il accorde un nouveau mandat à ce gouvernement»²⁴⁸. Tout au long de la campagne électorale, la critique libérale impute tous les maux du Québec à l'incapacité de l'UN à le gérer efficacement. Claude Simard, candidat libéral dans Richelieu, affirme ainsi qu'«aucun comptable sérieux n'oserait signer le bilan présenté par l'Union nationale »²⁴⁹ tout en précisant que le chômage continue d'augmenter et que le gouvernement est à ce point endetté que les banques refusent de lui consentir des prêts. Jean-Noël Lavoie, candidat libéral dans Laval, va jusqu'à dire que «l'Union nationale a réussi à faire du bien-être social, une grande industrie au Québec»²⁵⁰.

²⁴⁸ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 87, (15 avril 1970) : 6.

²⁴⁹ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 81, (8 avril 1970) : 6.

²⁵⁰ *Ibid.*

Les libéraux font donc le portrait d'un gouvernement au bord de la faillite et qui n'arrive plus à sortir de son désordre. Cette «incompétence tragique» de l'administration unioniste est dénoncée par Gilles Houde, candidat libéral dans le comté de Fabre, lorsqu'il affirme que «le gouvernement unioniste n'a pas su structurer l'organisation de l'important secteur des sports et des loisirs»²⁵¹ en ajoutant qu'il y a un fouillis dans les responsabilités des différents ministères au sujet du tourisme et que la distribution des subventions se fait aléatoirement, sans aucun critère. De son côté, le Parti québécois souligne que le «vieux régime poussiéreux» de l'UN s'adonnait au patronage dans la construction de foyers pour personnes âgées²⁵² et qu'il en distribue à la douzaine durant l'élection. Les libéraux comparent les unionistes à un Père Noël et assimilent leurs promesses à la vieille façon de faire du régime de Duplessis durant lequel, disent-ils, on ne faisait que des promesses d'infrastructures – une caractéristique des vieux partis, selon les libéraux. À bout d'arguments, Jean-Noël Tremblay rétorque aux critiques des libéraux et des souverainistes que «profiter d'une élection pour obliger la population à juger l'administration de son gouvernement et à prendre une option constitutionnelle, c'est abuser des électeurs, et [que] l'Union nationale, refuse de se prêter à ce jeu»²⁵³.

...et un vieux parti à la mode

En contrepartie, Robert Bourassa propose une équipe renouvelée qui saura remplacer les anciens politiciens «par des hommes qui savent tenir compte de la

²⁵¹ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 87, *Loc. cit.*

²⁵² «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 94 (23 avril 1970) : 6.

²⁵³ *Ibid.*

complexité des problèmes québécois, et qui ont non seulement l'aptitude à décider mais qui savent aussi quoi décider»²⁵⁴. Il explique que dorénavant les politiciens doivent comprendre les problèmes techniques tant économiques que sociaux – ce que d'après lui, son équipe est en mesure de faire. La diversité de son équipe est également mise de l'avant : on dit qu'elle représente tous les domaines de la société. Bourassa soutient que sa formation politique est redevenue le parti des travailleurs. Lors de son passage à Thetford Mines, le chef péquiste s'outre de cette déclaration et soutient que le Parti libéral ne représente pas les travailleurs puisque ceux-ci ne représentent que 3% de ses candidats²⁵⁵. Par la voix de Marcel Masse, l'Union nationale soutient, quant à elle, que «l'ex-honorable Pierre Laporte est le modèle parfait du politicien du 19e siècle égaré au 20e siècle»²⁵⁶. Les péquistes renchérissent qu'il est le prototype des politiciens d'arrière-garde en plus d'être démagogue. C'est néanmoins en se présentant comme un nouveau type d'homme politique, mature et responsable, et en introduisant son programme libéral qualifié de peu orthodoxe que le chef libéral prétend offrir «le renouveau dans la sécurité et la compétence»²⁵⁷.

Le péril constitutionnel

La sécurité préoccupe aussi les libéraux. Pour eux, cette notion rime avec stabilité politique et économique. Sur le plan politique, les libéraux craignent que les

²⁵⁴ Bernard Racine, «Les libéraux n'hésiteront devant aucune mesure, même impopulaire», *Le Devoir*, vol. LXI, no 69 (24 mars 1970) : 3.

²⁵⁵ Guy Deshaies, «Camil Samson est coupable d'abus de confiance», *Le Devoir*, vol. LXI, no 85 (13 avril 1970) : 1 et 2.

²⁵⁶ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 89, (17 avril 1970) : 2.

²⁵⁷ «Bourassa compte sur la maturité», *Le Devoir*, vol. LXI, no 92 (21 avril 1970) : 1 et 2.

souverainistes (PQ) et les autonomistes (UN) ne créent un chaos constitutionnel. Selon eux, les structures en place permettent déjà au Québec de s'épanouir. L'option souverainiste leur apparaît donc comme une vaine aventure, dont la simple existence suffit à occasionner de l'instabilité politique et économique, avec un effet dissuasif sur les investissements étrangers. Le déchirement chez les unionistes et leur indécision au sujet de l'indépendance du Québec amènent Claire Kirkland-Casgrain à postuler que «les électeurs se trouvent donc devant un seul choix aux prochaines élections, soit le Parti libéral et le Parti québécois (*sic*)»²⁵⁸. Jean-Jacques Bertrand affirme au contraire que son parti reste la meilleure option, celle du juste milieu. Enfin, les libéraux s'inquiètent de la mythomanie, de la fiction et de l'utopie irréaliste des créditistes qui causent vainement de l'insécurité et occasionnent de l'anxiété dans la population. Les libéraux relèguent les membres du RCQ au rang de simples protestataires négatifs tentant de faire du capital politique avec les mécontents du régime actuel, qualifié d'incompétent.

Les vieux partis : entre la haute finance²⁵⁹ et le mécontentement²⁶⁰

En revanche, les créditistes s'en prennent essentiellement aux vieux partis qu'ils accusent d'être des marionnettes de la haute finance. Camil Samson, chef des

²⁵⁸ Pierre-L O'Neill et Michel Roy, «L'opinion des autres», *Loc. cit.*

²⁵⁹ «Rouge ou bleu, dit-il, il n'y a qu'une organisation qui gagne toujours ses élections: la haute finance.» dans André Charbonneau, «Le chef des créditistes fait miroiter de nouvelles promesses», *Le Devoir*, vol. LXI, no 85 (13 avril 1970) : 2.

²⁶⁰ «Des populations de cette lisière qui va du fleuve jusqu'à la frontière américaine font état de leur "mécontentement", de leur écoeurement, Ça ne peut plus continuer ainsi, disent-ils. L'alternance au pouvoir des "bleus" et des "rouges " n'apporte que déceptions et frustrations.» dans Michel Roy, «Plus qu'un parti, le Ralliement créditiste est un état d'esprit», *Le Devoir*, vol. LXI, no 83 (10 avril 1970) : 1 et 2.

créditistes provinciaux, allègue que «c'est la haute finance qui paye pour faire élire les députés des vieux partis»²⁶¹. Pis encore, cette même haute finance serait le véritable «“boss” du Parlement de Québec»²⁶². Bernard Landry (PQ)²⁶³ et Jean-Guy Cardinal (UN) vont aussi en ce sens, soutenant que les libéraux sont liés à la haute finance. Cardinal avance ainsi que «la majorité des Québécois n'acceptera jamais d'être dirigée par un parti aussi rattaché à la haute finance»²⁶⁴. La dénonciation des partis traditionnels par les créditistes connaît un certain succès particulièrement en Beauce où l'on rapporte que «le monde sont en Christ à la grandeur du comté!»²⁶⁵. Ce mécontentement agressif exprime un profond malaise social et une révolte contre le système en place²⁶⁶. Plus précisément, l'évolution trop rapide d'un système trop gros, trop centralisateur et trop taxateur contrarie la population, qui ressent de plus en plus une iniquité dans le régime économique – notamment face aux grandes villes qui leur paraissent vivre dans l'abondance. Les gens ont le sentiment que, depuis les grandes réformes, le chômage n'a cessé d'augmenter et que les revenus agricoles sont à la baisse. À tel point que le chef créditiste se dit convaincu que la population, dégoûtée des partis traditionnels liés à la haute finance, votera pour son parti «garantissant la sécurité et la liberté»²⁶⁷. Conscient du fait que les gens (surtout les ruraux âgés) votent pour le RCQ par mécontentement, un représentant du PQ dans Mégantic

²⁶¹ «Québec plus que jamais ...dans le trou (Samson)», *Le Devoir*, vol. LXI, no 90 (18 avril 1970) : 3.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 93, les élections du 29 avril (22 avril 1970) : 2.

²⁶⁴ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 94 (23 avril 1970) : 6.

²⁶⁵ Michel Roy, «Les créditistes règnent en maître dans la Beauce où grondent la révolte et le mécontentement», *Le Devoir*, vol. LXI, no 80 (7 avril 1970) : 7.

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ «Québec plus que jamais ...dans le trou (Samson)», *Op. cit.* : 3.

affirme à cet égard que désormais les citoyens «veulent se prononcer non plus “contre quelque chose mais pour autre chose”»²⁶⁸.

3.2. L'ÉCONOMIE PAR LE SOCIAL OU LE SOCIAL PAR L'ÉCONOMIE ?

Mises à part quelques variantes, nous l'avons signalé, l'idée d'un État intervenant dans l'économie et les affaires sociales faisait l'unanimité dans tous – ou presque – les partis des années 1960. C'est également le cas à l'élection de 1970 : chaque parti s'engage à utiliser l'État afin de régler les problèmes criants de cette décennie. À quelques exceptions près, la différence entre les partis paraît résider essentiellement dans le choix du meilleur lot de mesures à privilégier sans distinctions idéologiques. Si l'on exclut le débat constitutionnel, la bataille politique évoque plutôt une guerre de chiffres qu'un débat de fond. Les choses se passent comme si tous les partis seyaient au centre. Mais ce n'est là qu'une impression. Examinant attentivement les discours des différents partis dans la presse, nous pouvons graduer comme suit l'axe gauche-droite tel qu'ils l'investissent : gauche (social-démocrate) pour le PQ, droite (libéralisme économique) pour le PLQ et droite (conservateur et contre-réformiste) pour l'UN et le RCQ. Cette caractérisation, nous la fondons principalement sur la priorité qu'ont ou non leurs mesures sociales sur leurs mesures économiques et sur le niveau d'intervention de l'État dans ces deux domaines. Autrement dit, interviennent-ils directement dans l'économie et prennent-ils en main différents services sociaux au nom de l'État ou laissent-ils l'économie se réguler

²⁶⁸ Michel Roy, «La menace créditiste préoccupe le candidat de l'Union nationale», *Le Devoir*, vol. LXI, no 81 (8 avril 1970) : 2.

d'elle-même par quelques incitatifs afin que le social, par ricochet, en bénéficie ? Pour répondre à ces questions, nous présenterons – comme nous l'avons fait dans notre analyse des programmes – les mesures incluses dans les discours des candidats en deux groupes (l'économique et le social).

L'État dans l'économie : chef d'entreprise, gestionnaire, agent ou bailleur de fonds ?

Sujet prioritaire dans les discours – comme, nous l'avons vu, dans les programmes – l'économie est de loin la question sur laquelle les politiciens semblent avoir le plus insisté si l'on se fie à ce qu'en restitue la presse. Les discours des candidats se concentrent à cet égard sur trois principaux thèmes : l'administration publique, la prospérité économique et la fiscalité. Nous verrons dans cette section que pour le Parti québécois, l'État s'inscrit comme propriétaire économique au bénéfice de la collectivité; l'approche libérale le compare à un gestionnaire accompli; les unionistes l'apparentent à un agent économique; les créditistes réduisent son rôle à celui de bailleur de fonds.

Administration de l'État

Pour se démarquer de ses adversaires, l'Union nationale fait de la stabilité son *leitmotiv* et son credo. Dans son discours d'inauguration, le chef de l'Union nationale déclare ainsi que le Québec a besoin de stabilité afin que son gouvernement puisse «travailler avec un maximum d'efficacité au développement de son économie et au

renforcement de ses institutions sociales, culturelles et politiques»²⁶⁹. Cette obsession de la stabilité s'explique par le fait qu'au cours de son court dernier mandat, le Premier ministre a dû faire face à plusieurs «acteurs sociaux et politiques [qui] cherchaient à redresser les iniquités structurelles dont le Québec avait souffert»²⁷⁰, dont les manifestations n'ont laissé cois ni le gouvernement, ni l'ensemble de la société québécoise. Pensons à la multiplication des actions collectives telles que la grève des policiers et des pompiers de Montréal (7 octobre 1969), la marche de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) (14 mai 1969)²⁷¹, les manifestations du Front commun du Québec français contre le projet de loi 63 (26 octobre 1969 au 31 octobre 1969) et «McGill Français» (28 mars 1969)²⁷². S'y ajoutent les actes terroristes du Front de libération du Québec qui sévissent tout au long des années 1960 et dont les bombes ont eu pour cibles, entre autres, la Bourse de Montréal (13 février 1969)²⁷³ et l'Université McGill (30 novembre 1969). L'union nationale doit donc faire face à une situation intérieure qui lui apparaît chaotique, à quoi s'ajoute la nécessité d'un autre combat : contrer la forte volonté de centralisation du gouvernement fédéral. L'administration québécoise s'oppose en effet à l'empiètement d'Ottawa sur des domaines qu'elle considère de sa juridiction. Ces dossiers brûlants à

²⁶⁹ «Le moindre retard risquerait de peser lourdement sur notre avenir – Bertrand», *Le Devoir*, vol. LXI, no 60 (13 mars 1970) : 16.

²⁷⁰ Alain-G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société*, tome 2, Montréal, Les Éditions Québec Amérique, 2003 : 155.

²⁷¹ Central des syndicats du Québec, *Origine et développement de la CSQ*, http://www.csq.qc.net/sites/1676/documents/qui/origine_pdf.pdf, consulté le 18 décembre 2011.

²⁷² Le même soir, les chauffeurs de taxis ont profité pour s'attaquer aux conducteurs de la compagnie Murray Hill, leurs principaux concurrents. La situation dégénère et amène le gouvernement unioniste à décréter une loi spéciale d'urgence afin de forcer les policiers grévistes à reprendre leur fonction et assurer la sécurité de la ville.

²⁷³ Allan Swift, «La Bourse de Montréal ne sera plus la même», *Le Soleil* (3 décembre 1999) : B1. En complément : Marc Laurendeau, *Les Québécois violents*, Montréal, Boréal, 1990, 351 pages. Louis Fournier, *F.L.Q. : histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1982, 509 pages.

quoi s'ajoutent la contestation de l'Opposition officielle et la montée d'un nouveau parti (le Parti québécois) amènent l'Union nationale à réclamer à l'électorat un mandat clair afin d'affronter avec certitude des négociations tant politiques que sociales. Les propos de Paul Allard, candidat de l'UN dans Beauce, résument bien la position de son parti tout en expliquant ce qui pousse le cabinet à solliciter l'électorat pour que ce dernier vote pour un gouvernement fort :

«L'Union nationale depuis 1966, et en dépit de nombreuses difficultés d'ordre social et économique, et du décès de son chef, M. Daniel Johnson, a prouvé qu'elle constituait le seul parti de taille, capable de calmer les alarmes des citoyens et d'assumer ses responsabilités pleines et entières dans tous les domaines. Les Québécois auront l'occasion de clarifier d'une façon positive, l'atmosphère sociale qui prévaut au Québec, d'accorder un mandat précis au Québec, dans ses négociations avec Ottawa et d'élire, le 29 avril, un gouvernement fort qui puisse assurer leur sécurité politique.»²⁷⁴

Plus qu'un gouvernement fort, Bertrand réclame de l'électorat un vote qui approuverait la formation d'un gouvernement autoritaire. Faisant allusion aux poseurs de bombes à Montréal, il dresse un portrait du Québec dans lequel «il y a des germes de révolution»²⁷⁵ et demande à l'électorat de donner «au gouvernement une autorité très forte»²⁷⁶ en reconduisant l'UN au pouvoir, le seul parti «qui sait quand on doit appliquer la force de l'autorité»²⁷⁷. La stabilité préconisée par la formation unioniste requiert une action robuste pour rétablir l'ordre tant au niveau provincial (éradication

²⁷⁴ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 78, les élections du 29 avril (4 avril 1970) : 7.

²⁷⁵ «Bertrand réclame un mandat clair», *Le Devoir*, vol. LXI, no 92 (21 avril 1970) : 1.

²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ *Ibid.*

des terroristes et négociations avec les manifestants) que fédéral (négociations avec le gouvernement central).

Pour leur part, les membres du Parti libéral soutiennent plutôt que le désordre provient du gouvernement unioniste. Selon François Cloutier, candidat libéral dans Ahuntsic, «l'inertie et l'incompétence de l'Union nationale ont provoqué au Québec, une situation qui présente tous les symptômes d'une société prérévolutionnaire; manque de leadership, idéologie révolutionnaire, économie stagnante, taux élevé du chômage, climat d'anxiété et d'angoisse néfaste à la population»²⁷⁸. En complément, Robert Bourassa, chef des libéraux, suggère de remplacer les anciens politiciens de l'UN par une équipe renouvelée composée «[d']administrateurs de carrière, [d']hommes d'affaires reconnus et [d']économistes»²⁷⁹, de revoir les priorités de l'administration pour les orienter essentiellement vers la création d'emplois et qu'il promet «[l']élimination des dépenses somptueuses et du gaspillage»²⁸⁰.

Pour Bernard Landry, candidat péquiste dans Joliette, l'administration des vieux partis sert les intérêts de la haute finance. En contrepartie, son parti, une fois porté au pouvoir gouvernera démocratiquement en faveur des citoyens. Il explique que «la politique doit rester entre les mains des citoyens, c'est la seule chose qui leur reste pour s'exprimer, les grandes compagnies et les gros intérêts financiers n'ont pas

²⁷⁸ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 78, les élections du 29 avril (4 avril 1970) : 7.

²⁷⁹ Normand Lépine, «Une fraude intellectuelle incroyable, dit Bourassa», *Op. cit.* : 2.

²⁸⁰ Jean-Claude Leclerc, «Bourassa propose: 100,00 emplois pour 1971 au Québec», *Le Devoir*, vol. LXI, no 78 (4 avril 1970) : 1.

d'affaire dans ce domaine et leur présence ne fait que fausser la démocratie»²⁸¹. Le remède péquiste au manque de démocratie dans l'administration du Québec consiste à faire de l'État québécois un État indépendant et à assurer la présence de mécanismes de participation citoyenne parmi ses instances. En ce sens, Jacques-Yvon Lefebvre, candidat péquiste dans Taillon, affirme que «la pollution des promesses électorales et du patronage est sur le point de disparaître, grâce à la “Solution” du Parti québécois, un pays à nous que nous gouvernerons nous-mêmes, d'égal à égal avec nos voisins du Canada et d'ailleurs»²⁸².

Les créditistes résument quant à eux l'administration unioniste en un mot : «marasme». Et ce marasme tant économique, politique que social serait dû à la tendance socialiste des gouvernements québécois qui se sont succédés depuis Jean Lesage jusqu'au gouvernement actuel. Le fait que celui-ci ait «osé» proposer l'étatisation de l'industrie aurait eu pour conséquence, selon Camil Samson, d'inquiéter certaines maisons de courtage comme Lafferty, Harwood & Co²⁸³. Le chef créditiste proclame ainsi – comme nous le verrons plus en détail un peu plus loin – qu'«avec du cœur au ventre et une connaissance de sa doctrine, tout créditiste peut régler les problèmes économiques»²⁸⁴.

²⁸¹ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 94 (23 avril 1970) : 6.

²⁸² «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 95 (24 avril 1970) : 6.

²⁸³ Michel Roy, «“En 1970, pas de caprice, tout le monde vote créditiste” (Samson)», *Op. cit.* : 2.

²⁸⁴ Pierre-L. O'Neill et Michel Roy, «Des idées et des hommes», *Le Devoir*, vol. LXI, no 75, les élections du 29 avril (1 avril 1970) : 2.

Nous nous trouvons donc en face de quatre partis qui prétendent tous améliorer le sort de l'administration publique. Toutefois, les méthodes proposées ne sont pas les mêmes. L'UN affirme que le désordre est extérieur au gouvernement et que ce dernier doit user de la force pour rétablir l'ordre. Les trois autres partis soutiennent plutôt le contraire; c'est le gouvernement qui est responsable des troubles et l'administration doit changer sa façon de faire. Cependant, ils ne sont pas solidaires dans leurs explications, ni dans leurs méthodes pour résoudre le problème. Le Parti libéral du Québec accuse l'incompétence et le népotisme du gouvernement unioniste d'en être la cause et propose d'assainir l'administration, de la rendre compétente, mais sans en changer la structure. Le Parti québécois accuse l'administration de l'UN d'être à la solde de la haute finance et de faire fi des intérêts des citoyens. En retour, il s'engage – s'il est élu – à démocratiser l'administration et mettre en place des mécanismes de participation citoyenne. Finalement, le Ralliement des créditistes du Québec dénonce la tendance trop interventionniste des derniers gouvernements pour cause d'endettement public. Il se dit plutôt partisan de la non-intervention de l'État, du remboursement de la dette publique et de l'observation de son principal credo : le respect de «la liberté de la personne humaine et la liberté de l'entreprise privée»²⁸⁵.

La prospérité économique du Québec relancée par l'État ?

S'agissant de la question majeure qu'est celle de la prospérité économique de la province et du rôle de l'État à cet égard, nous avons déjà largement détaillé les prises de position et propositions des partis. Nous pourrions donc ne pas y revenir ici,

²⁸⁵ Michel Roy, «“En 1970, pas de caprice, tout le monde vote créditiste” (Samson)», *Op. cit.* : 1 et 2.

d'autant que, sur ce sujet précis, les discours des candidats collent très étroitement aux programmes de leurs partis respectifs. Néanmoins, il nous semble que nous passerions à côté de l'un des objectifs de cette recherche si nous ne prenions pas le temps de montrer comment les discours des candidats se sont articulés aux programmes en tribune, face à l'électorat. Outre que les extraits cités montreront la coloration particulière de la joute oratoire à cette période, interroger les discours des candidats permet aussi de repérer les propositions les plus significatives des programmes. Seules les plus percutantes sont en effet retenues, dans l'espoir de capter le vote.

L'Union nationale s'affiche très conservatrice. Elle renoue dans une certaine mesure avec son passé d'avant 1960 durant lequel l'action économique de l'État se caractérisait par la mise en place des infrastructures nécessaires pour faciliter l'activité économique. En d'autres mots, l'équipe unioniste s'en tient aux règles du *laisser-faire*. Elle s'inscrit néanmoins dans l'air du temps en proposant certaines étatisations dans le secteur industriel. Le PLQ oriente son action économique principalement vers la stimulation d'un secteur particulier. Son intervention n'entrave cependant pas la liberté du marché; au contraire, il stimule l'activité économique. Le PQ, quant à lui, s'approprie l'État québécois, qu'il conçoit comme instrument de régulation économique. Il entend l'utiliser pour en faire bénéficier le plus grand nombre. On pourrait même lui supposer un *a priori* favorable aux moins nantis. Enfin, le Ralliement des créditistes du Québec proclame sa volonté de ne pas intervenir dans le domaine économique. Il entend désengager l'État pour se

concentrer sur le remboursement de la dette publique. Voyons maintenant comment ces spécificités partisans se sont traduites dans leurs plans de relance respectifs.

Sortir du marasme grâce au crédit sans intérêt

La doctrine du Ralliement des créditistes du Québec repose sur un généreux système de crédits, mais ceci ne fait l'objet d'aucune déclaration rapportée par la presse. Les membres du RCQ insistent plutôt sur l'aide qu'ils apporteront à l'industrie québécoise. Sur ce point, leurs discours se contentent de répéter les programmes : ils encourageront la transformation des matières premières au Québec grâce à une escompte de 10% sur les produits faits au Québec, «à la condition que ce produit contienne au moins 75 pour cent de matières premières et main-d'œuvre québécoises»²⁸⁶.

L'État libéral, gestionnaire d'un plan de création d'emplois

En face, Alcide Courcy, candidat libéral dans Abitibi-Ouest, accuse les créditistes de jouer «la carte de la misère des gens et [de faire] miroiter les avantages d'un paradis terrestre par des promesses irréalisables»²⁸⁷. D'après lui, la réforme monétaire «est le seul argument et le seul critère utilisé par les créditistes pour se faire élire»²⁸⁸. Il précise que cette réforme n'est qu'une chimère puisque ni le

²⁸⁶ «Une remise de 10% aux consommateurs qui achètent des produits du Québec», *Le Devoir*, vol. LXI, no 88 (16 avril 1970) : 6.

²⁸⁷ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 85, les élections du 29 avril (13 avril 1970) : 6.

²⁸⁸ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 85, les élections du 29 avril (13 avril 1970) : 6.

gouvernement créditiste de l'Alberta, ni celui de la Colombie-Britannique ne l'ont réalisée malgré qu'elle fut leur principale promesse électorale.

Quant aux libéraux, ils s'engagent à créer pas moins de 100 000 emplois pour relancer l'économie québécoise dans la voie de la prospérité. Robert Bourassa va jusqu'à mettre sa carrière politique en jeu en promettant de «se retirer de la politique active s'il ne parvenait pas à réduire le chômage de façon significative»²⁸⁹. Cette attitude du chef libéral témoigne de la volonté de son parti de personnifier son action étatique. En ce sens, toutes les mesures sont annoncées sous forme d'un engagement personnel de la part d'un seul et unique personnage : *leur* candidat à la primature.

La création d'autant d'emplois nécessite un plan d'action fastidieux. Les discours libéraux se concentrent à ce propos sur un ensemble de mesures parmi lesquelles nous retenons trois principaux types d'intervention : l'établissement d'inventaires, la prospection de nouveaux capitaux et l'aide aux entreprises – toutes présentes textuellement dans le programme libéral.

Bourassa insiste quant à lui sur l'importance de l'approvisionnement du Québec en capitaux tant publics que privés; à cet effet, il compte augmenter le volume des investissements en provenance des entreprises étrangères. Pour ce faire, il prend à diverses reprises l'engagement de se déplacer personnellement pour

²⁸⁹ André Charbonneau, «100,000 emplois ou je quitte la vie politique», *Le Devoir*, vol. LXI, no 91 (20 avril 1970) : 1.

rencontrer les entreprises, jusqu'à «Moscou, s'il le faut»²⁹⁰. «À Courville, dans Montmorency, devant 400 partisans scandant le slogan "On veut des jobs", il [précise] que le Québec avait besoin de ces investisseurs, "non pas pour qu'ils contrôlent" l'économie, mais s'y associent. "Les Américains ont le "know-how" qui nous manque"»²⁹¹, dit-il en ajoutant qu'il aimerait mieux ne pas avoir besoin de capitaux étrangers, mais que ce n'est pas possible pour le Québec en ce moment. Quoi qu'il en soit, qu'ils évoquent le recours aux capitaux locaux ou étrangers, les libéraux misent presque exclusivement sur l'industrie pour y pourvoir.

Cet accent mis sur l'industrie marque aussi la conception libérale de l'aide étatique aux entreprises. William Tetley, député sortant et candidat dans Notre-Dame-de-Grâce, s'appuie ainsi sur l'étude «Horizon 1980» de Gilles Lebel²⁹² pour insister «sur la nécessité d'implanter des industries de transformation, qui seront créatrices d'emplois, plutôt que des industries primaires (mines et ressources naturelles) qui n'exigent qu'une main-d'œuvre limitée»²⁹³.

Des infrastructures pour relancer l'économie

Selon Jean-Noël Tremblay, candidat unioniste dans Chicoutimi, le Québec a besoin de bien plus que la création de 100 000 emplois. La critique unioniste consiste

²⁹⁰ Jean-Claude Leclerc, «Les caisses devraient s'associer avec les investisseurs étrangers», *Le Devoir*, vol. LXI, no 85 (13 avril 1970) : 7.

²⁹¹ *Ibid.*

²⁹² Gilles Lebel, *Horizon 1980. Une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968 et sur ses perspectives d'avenir*. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1970. 263 p.

²⁹³ «Une étude ministérielle confirme la politique de Robert Bourassa», *Le Devoir*, vol. LXI, no 77, les élections du 29 avril (3 avril 1970) : 2.

ici à dénoncer l'insuffisance du plan du PLQ. Tremblay ajoute en guise de réponse aux annonces libérales : «Pour nous de l'Union nationale, 100,000 emplois n'est pas une fin, un objectif final, c'est une étape»²⁹⁴. C'est qualifier de modeste le programme libéral. L'équipe de l'UN énonce essentiellement deux types de mesures. Le premier repose sur l'appareil d'État et le second, sur la quantité d'infrastructures. Dans le but de dynamiser l'économie et de diminuer le chômage, les candidats ministériels promettent la mise en chantier de plusieurs infrastructures indispensables à l'activité économique. Bertrand et son équipe planifient un tel projet pour chaque région qu'ils visitent. À titre d'exemple, lorsque le Premier ministre visite la région de l'Outaouais, il annonce l'agrandissement de la route entre Gatineau et Aylmer en une autoroute à quatre voies. Jean-Jacques Bertrand promet également la construction d'une route entre Moisie et la basse Côte-Nord. Un premier tronçon de la route menant à la baie James fait pareillement l'œuvre d'un engagement de la part du ministre des richesses naturelles, Paul Allard. D'autres infrastructures comme celles-ci sont promises à travers le Québec.

La prospérité économique grâce à la souveraineté du Québec

Par une réplique de René Lévesque aux plans unioniste et libéral, le Parti québécois affirme son intention d'octroyer à l'État un rôle encore plus interventionniste dans l'économie – voire de placer l'économie québécoise sous le contrôle de l'État – afin de diriger le Québec vers la prospérité économique : «Ce que nous proposons, dit-il, ce n'est pas des milliers d'emplois parachutés à la dernière

²⁹⁴ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 89, les élections du 29 avril (17 avril 1970) : 2.

minute, c'est la prise en mains de notre économie et le contrôle de notre développement industriel»²⁹⁵. La souveraineté apparaît comme la principale solution du PQ pour y parvenir. Les discours péquistes au sujet de l'économie insistent beaucoup sur cette mesure. Ils sont également ponctués – comme nous l'avons remarqué à partir de quelques-unes des citations précédentes – par un sentiment de collectivité nationale marqué par la répétition d'un « nous ». Cet emploi récurrent du « nous » permet évidemment au PQ d'exprimer son nationalisme, mais aussi son désir d'appropriation des pouvoirs politique et économique au nom de la population. La formation souverainiste présente l'État comme un « coffre à outils » servant la population. C'est donc en appartenant entièrement aux Québécois, que ce coffre «complet, [sera] capable d'appliquer efficacement des politiques industrielles, commerciales, agricoles, régionales»²⁹⁶. Vouloir en prendre possession sous-entend une dépossession initiale ou, à tout le moins, une aliénation préalable. C'est en ce sens que Jacques-Yvan Morin, candidat péquiste dans le comté de Bourassa, révèle que les Québécois ne sont que locataires du territoire qu'ils habitent – les propriétaires étant des étrangers qui ont pour gérants les vieux partis politiques. Il précise que la seule propriété des Québécois se limite aux deux rives du fleuve Saint-Laurent tandis que «le reste du territoire de la province a été concédé à des étrangers sous formes de concessions forestières et minières»²⁹⁷. Il en résulte, d'après les explications péquistes, qu'il devient impossible de poursuivre le progrès dans lequel

²⁹⁵ Guy Deshaies, «Y a-t-il collusion entre les créditistes et le parti libéral?», *Op. cit.* : 2.

²⁹⁶ «Le progrès économique ne tombera pas du ciel!», *Le Devoir*, vol. LXI, no 96 (25 avril 1970) : 7.

²⁹⁷ «Les Québécois ne sont que des locataires – Jacques-Y. Morin», *Le Devoir*, vol. LXI, no 90 (18 avril 1970) : 7.

est lancé le Québec et que la province subit un sort dont elle ne peut se défaire que par elle-même.

Cette idée de progrès revient également dans l'allocution du chef péquiste à la veille du jour du scrutin lorsqu'il discourt sur le manque de moyens financiers auquel fait face le Québec. Une des raisons évoquées met en cause les compagnies à chartes fédérales (d'assurance, de fiducies et de fonds mutuels) ainsi que les banques qui peuvent réinvestir ailleurs au pays l'argent des Québécois. Et René Lévesque de revendiquer devant l'électorat de Laurier le droit de pouvoir empêcher la dispersion et celui de diriger les diverses ressources sur le territoire et «de les obliger à investir ici»²⁹⁸. Le progrès serait alors garanti, selon le chef péquiste, puisque le Québec serait plus en contrôle de l'activité économique qui s'effectue à l'intérieur de ses frontières.

Enfin, les péquistes présentent leur intervention étatique au niveau économique comme étant foncièrement en faveur du plus grand nombre. C'est d'ailleurs le propos même de René Lévesque en pleine diatribe contre les créditistes qui l'accusent d'être responsable d'une hausse des tarifs de l'électricité. Lévesque y explique que, du temps où il était ministre libéral, son action dans le secteur de l'hydroélectricité visait la répartition équitable des tarifs – chose qu'il dit avoir accomplie. Il rappelle la dichotomie entre pauvres et riches qui existait alors : «il y avait des pauvres diables qui vivaient d'assistance sociale et qui payaient jusqu'à trois fois le tarif de gens beaucoup plus riches pour une seule ampoule électrique dans leur

²⁹⁸ Bernard Racine, «Le PQ attend avec confiance le verdict des Québécois...», *Le Devoir*, vol. LXI, no 99 (29 avril 1970) : 12.

cuisine»²⁹⁹. La nationalisation de ce secteur aurait eu, selon Lévesque, pour fin de rééquilibrer cet écart au bénéfice du plus grand nombre.

La fiscalité

Pour finir, on ne peut parler d'État et d'économie sans traiter de fiscalité. À ce sujet, le quatuor politique s'est prononcé sur deux points : crédits d'impôt et réaménagement fiscal. Selon Robert Bourassa, une des causes de la montée du mécontentement créditiste provient de l'injustice fiscale. Le PLQ promet donc à l'électorat de «rendre plus juste [le] système de taxation»³⁰⁰.

Le PQ s'engage aussi en ce sens, mais il va un peu plus loin. Il soutient que, parmi les États nord-américains, le Québec est le plus taxé. Révélant l'écart entre hauts et petits revenus, Lucien Laplante précise que «la catégorie de Québécois qui supporte le plus lourd fardeau fiscal est celle des travailleurs, des salariés»³⁰¹ puisque la loi actuelle permet aux entreprises et aux hommes d'affaires ou professionnels à leur compte de déduire toutes leurs dépenses liées à leurs revenus sans que les petits salariés puissent faire de telles déductions sur leur salaire. La formation souverainiste propose donc une simplification des lois fiscales, en plus de les rendre plus compréhensibles par l'ensemble de la population. Camil Morin annonce, dans une section de *Le Devoir* dédiée aux politiques sociales des partis, que les allocations

²⁹⁹ Guy Deshaies, «Camil Samson est coupable d'abus de confiance», *Le Devoir*, vol. LXI, no 85 (13 avril 1970) : 2.

³⁰⁰ «Ça va plus mal que jamais!», *Le Devoir*, vol. LXI, no 83 (10 avril 1970) : 5.

³⁰¹ Pierre-L. O'Neill, «Sur la trace des chefs», *Le Devoir*, vol. LXI, no 80, les élections du 29 avril (7 avril 1970) : 6.

d'aide au revenu seront imposées. Il explique que «de cette façon, ceux qui, en raison de leur haut revenu, n'en ont pas besoin, recevront relativement peu de revenus additionnels par le truchement de la sécurité sociale, alors qu'à l'autre bout de l'échelle, les montants payés par l'Etat [*sic*] seront fort peu taxés»³⁰². Les péquistes soulignent la nécessité d'employer «nos outils de développement, c'est-à-dire nos impôts, nos taxes, nos épargnes qu'on pourra développer notre pays selon nos besoins à nous»³⁰³. Cette ponctuation du « nous » rappelle encore une fois l'intention du PQ, au moyen de l'indépendance, de rapatrier «la masse de plus de six milliards [des] impôts» que paie la population du Québec.

Quant à l'Union nationale, il lui apparaît évident que «Ottawa ne peut procéder à un réaménagement fiscal de cette importance, tant que les divers ordres de gouvernement – fédéral, provincial et municipal – n'auront pas effectué une refonte de la fiscalité»³⁰⁴. Sans prendre de mesures à cet effet, Bertrand communique lors de son passage à Amos que sa politique fiscale se résume à deux priorités. D'abord : «que ceux qui ont plus paient plus, que ceux qui ont moins paient moins»³⁰⁵ ; ensuite, il tient à ce que le gouvernement provincial récupère de nouveaux points d'impôts du gouvernement fédéral³⁰⁶.

³⁰² «La politique sociale et familiale expliquée par...», *Le Devoir*, vol. LXI, no 89 (17 avril 1970) : 13.

³⁰³ Guy Deshaies, «Y a-t-il collusion entre les créditistes et le parti libéral?», *Op. cit.* : 2.

³⁰⁴ Gilles Lesage, «Pas de réforme fiscale sans participation provinciale (Bertrand)», *Le Devoir*, vol. LXI, no 80 (7 avril 1970) : 2.

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ *Ibid.*

Bonbons électoraux, les crédits d'impôts ne sont négligés par aucun parti. En effet, ajuster le barème des faibles revenus pour le crédit d'impôt et offrir des crédits d'impôt pour les propriétaires peut apparaître comme un bon investissement. Impliquant peu les coffres de l'État et donnant une impression de charité, ils rapporteront quelques votes au parti qui s'y engage. Propriétaires comme moins nantis y trouvent leur compte. De fait, lors de l'élection de 1970, les unionistes et créditistes misent particulièrement sur de telles mesures.

Conclusion sur les discours économiques

Somme toute, le débat politique autour de l'économie est caractérisé par quatre variantes idéologiques. L'intervention péquiste repose avant tout sur un constat d'un déséquilibre entre pauvres et riches. Une démocratisation soutenue par l'instauration de mécanismes de participation citoyenne est prévue dans l'administration et l'action de l'État visera à prendre des mains d'une élite économique et exogène le pouvoir économique au nom – et pour le bénéfice – de la population. Ainsi, répondant à gauche à tous les critères (conception du monde d'un ordre inéquitable, schéma explicatif reposant sur un déséquilibre grand nombre / petit nombre et programme politique visant à changer l'ordre établi), le Parti québécois, lors de l'élection de 1970, tient sur l'économie un discours de gauche. En revanche, pour le Parti libéral du Québec, le Ralliement des créditistes du Québec et l'Union nationale, rien n'indique que l'ordre établi est inéquitable. Au contraire, l'UN réclame la force pour rétablir – voire maintenir – l'ordre. Hormis une forme d'étatisation de

l'industrie afin d'en favoriser l'essor, la prospérité unioniste s'appuie exclusivement sur une panoplie de promesses concernant des chantiers d'infrastructures. Quant aux libéraux, ils considèrent que l'administration de l'État n'a pas besoin de changer. On doit seulement en renouveler le personnel. En matière d'économie, l'État libéral intervient dans le but de favoriser un secteur particulier (industriel) tel un gestionnaire-coordonnateur par la tenue d'inventaire de main-d'œuvre, par l'octroi de subventions aux entreprises et par la prospection de capitaux. Pour terminer, les créditistes insistent sur la non-intervention étatique et la liberté d'entreprise -une posture bien réactionnaire en pleine Révolution tranquille où le bien-fondé de l'interventionnisme étatique est chose admise – et s'affairent à alléger le remboursement de la dette publique. Ces trois partis de tendance de droite ne remettent pas en cause la légitimité de l'ordre du monde. Ils promettent plutôt des mesures visant à le préserver – voire le renforcer. Parmi ceux-ci, le RCQ est celui qui tire le plus à droite en réagissant contre la vague réformiste des dernières années. Cet ancrage à droite de trois des quatre partis s'explique tantôt dans le respect de la tradition (UN et RC), tantôt dans la bienveillance des processus économiques (PLQ). En d'autres termes, les mesures pour lesquelles ils optent visent seulement à réagir à la crise économique et non pas à changer l'ordre du monde par des interventions visant à modifier les règles du jeu économique ou en restreignant le libre marché.

Nous nous retrouvons donc apparemment avec un parti de gauche (le PQ) – s'inscrivant dans ce que l'on nomme la social-démocratie par sa tendance socialiste qui ne renie toutefois pas les principes libéraux du capitalisme – et trois partis de

droite : un parti économiste libéral (PLQ), un parti conservateur (UN) et un parti réactionnaire (RCQ). C'est dire qu'ils se positionnent graduellement du centre vers l'extrême de la droite, au sens où le Parti libéral du Québec est le plus à gauche tandis que les créditistes sont les plus à droite, l'Union nationale étant pour sa part bien sise entre les deux. Mais ces conclusions sont encore une fois prématurées. La prochaine section, qui s'attarde sur la question sociale, devrait nous permettre de les confirmer.

3.3. LES POLITIQUES SOCIALES EN MARGE DES DISCOURS POLITIQUES

Dans un contexte de crise économique qui voit les politiciens marteler que le taux de chômage est exceptionnellement élevé, on aurait pu penser que le débat autour de l'intervention étatique prévoirait un nombre important de nouvelles mesures à caractère social, comme ce fut le cas à l'élection de 1935. Mais force est de constater que l'économie occupe une place si prépondérante dans les discours des partis que les politiques sociales apparaissent marginales. Néanmoins, quelques mesures sociales sont discutées : les allocations d'assistance sociale, le monde du travail, l'habitation, la consommation et la santé.

L'assistance sociale

L'ajustement des allocations d'assistance sociale à l'indice du prix à la consommation (IPC) fait l'unanimité. Le Parti québécois y ajoute toutefois un barème d'ajustement reposant sur la taille de la famille et l'âge des enfants. Le Parti libéral du Québec, lui, inclut un barème régional en plus de proposer que les calculs soient

«suggérés par les assistés eux-mêmes et les animateurs qui les supportent»³⁰⁷. L'application de la loi déjà existante de l'assistance sociale et l'augmentation des pensions pour les veuves et les invalides constituent le reste des mesures d'assistance sociale discutées par les libéraux. Les péquistes annoncent à ce sujet une augmentation des pensions de vieillesse. Au surplus, le PQ s'engage à respecter le droit des personnes âgées de choisir entre aller en institution ou rester chez elles et leur droit à un logement décent. Au sujet des pensions de vieillesse, les créditistes promettent une pension provinciale mensuelle de 150\$ à l'intention des personnes de 60 à 65 ans pour ensuite s'en remettre au programme fédéral pour les plus de 65 ans, tout en s'engageant à compenser la pension fédérale à concurrence de 150\$. L'ensemble du programme et des discours créditistes repose sur de telles mesures, soit des engagements visant «à augmenter les allocations scolaires, les pensions de retraite, les pensions aux aveugles, aux invalides, aux inaptes et aux mères nécessiteuses»³⁰⁸. Après madame Normand Lapierre du RCQ, c'est au tour de madame Bertrand, épouse du Premier ministre unioniste, de présenter les politiques sociales du parti de son mari³⁰⁹. Selon elle, l'entreprise privée joue un rôle important dans l'organisation de la société québécoise. Elle est d'avis que «les gens demandent souvent trop à l'Etat, sans connaître les conséquences économiques de telles demandes»³¹⁰ et «que les parents ne devraient pas céder à tous les caprices de leurs

³⁰⁷ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 93, les élections du 29 avril (22 avril 1970) : 2.

³⁰⁸ «Une créditiste s'engage», *Le Devoir*, vol. LXI, no 88, les élections du 29 avril (16 avril 1970) : 2.

³⁰⁹ Nous remarquons que pour ces deux partis, la gent féminine est le porte-étendard des mesures sociales.

³¹⁰ Solange Chalvin, «Mme Jean-Jacques Bertrand: Le 29 avril marquera un moment décisif dans l'histoire du Québec», *Le Devoir*, vol. LXI, no 78 (4 avril 1970) : 1.

enfants»³¹¹. Elle ajoute que les allocations familiales ne sont que des compléments mensuels de dernier recours offerts aux gens les plus démunis. Les libéraux pour leur part soutiennent, qu'au contraire, il s'agit d'une «question de justice distributive»³¹². Quant au PQ, il insiste surtout sur l'inefficacité des mesures sociales actuelles, causée par le dédoublement des paliers gouvernementaux et l'ingérence du gouvernement fédéral dans les programmes provinciaux. La solution péquiste résiderait dans le rapatriement de toutes les mesures sociales pour qu'elles tiennent mieux compte des exigences de la société québécoise³¹³. Enfin, l'Union nationale constate un déséquilibre dans le partage de la péréquation, notamment au niveau des pensions de vieillesse. Le ministre des Finances soutient aussi que les mesures sociales impliquent un fardeau fiscal, venant ainsi appuyer les propos de madame Bertrand.

Le monde du travail

Cette propension à ne voir les allocations d'assistance sociale que comme un simple complément financier pour les plus défavorisés se retrouve dans les mesures concernant le salaire minimum. À vrai dire, les politiciens parlent plutôt de «salaire unique assuré», de «revenu annuel garanti» ou de «revenu minimum garanti». Telle est leur principale mesure au sujet du monde du travail, en plus des allocations pour les femmes au foyer. Selon les créditistes, une administration saine et honnête est la condition préalable à l'établissement d'un salaire annuel garanti. Du côté de l'Union nationale, le salaire minimum assuré sera réalisable grâce à l'intégration des lois

³¹¹ *Ibid.*

³¹² «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 93, les élections du 29 avril (22 avril 1970) : 2.

³¹³ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 94 (23 avril 1970) : 6.

existantes. Autrement dit, les créditistes et les unionistes ne prennent pas d'engagement clair sur la question du salaire minimum. Les libéraux misent pour leur part sur le progrès de la productivité économique du Québec pour rendre possible le revenu minimal garanti. Quant aux péquistes, ils croient que seul leur réaménagement fiscal le rendra possible.

Les libéraux et les péquistes sont par ailleurs les seuls à se prononcer clairement pour la parité salariale homme-femme. Les créditistes considèrent que «la femme doit être au foyer»³¹⁴. Par conséquent, ils ne prévoient pas de système de garderie public. Si elle est «forcée» de travailler, on lui offrira de l'aide pour trouver une garderie privée. Aucune intervention donc de l'État. Il en va de même pour l'Union nationale qui se dit favorable à une législation fiscale fédérale pour que les femmes qui travaillent aient recours à un service de garderie. Là non plus, rien n'est prévu en provenance de l'État provincial. Pour ce qui est des deux autres partis, le PQ promet une déduction d'impôt sur les frais de garderie et les libéraux s'engagent d'abord à contrôler la qualité des garderies, avant d'en favoriser la mise en place en nombre suffisant.

L'habitation

Au sujet de l'habitation, les libéraux allieront l'État à l'entreprise privée par le biais de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et au moyen de subventions favorisant la construction de logements à prix modiques. Le Parti

³¹⁴ «La politique sociale et familiale expliquée par...», *Op. cit.* : 12.

québécois prévoit lui aussi la construction de tels logements. De plus, après l'accession à la souveraineté, il envisage créer le pendant québécois de la SCHL qui, selon lui, répondra mieux aux besoins des Québécois. Le Ralliement des créditistes du Québec reste pour sa part fidèle à sa doctrine : il propose des prêts à faible intérêt pour faciliter la construction de maisons unifamiliales, de logements étudiants et de centres pour personnes âgées. Pour finir, les unionistes soutiennent que leur plan de rénovation urbaine en partenariat avec la SCHL contient déjà des mesures visant à favoriser la construction de centres d'hébergement.

Voilà donc une série de mesures sur lesquelles les partis se différencient assez peu. Mais les divergences idéologiques persistent. Jusqu'ici le RCQ est sans doute le parti qui promeut le moins l'intervention étatique dans les affaires sociales, si ce n'est qu'il octroierait une série de crédits et d'allocations. L'Union nationale va dans le même sens et tient à faire intervenir l'État le moins possible dans ce domaine; l'entreprise privée et les corporations en place s'en chargent. Pour ces deux formations, l'État doit subventionner les entreprises de construction d'infrastructures et mettre en place un filet social minimal pour les seuls «nécessiteux». Le Parti libéral du Québec implique un peu plus l'État, en ce sens qu'il devient le gestionnaire de plusieurs projets privés et publics, et croit en la productivité économique comme facteur de meilleures conditions de vie pour la population. Le Parti québécois va encore plus loin : l'État doit régler les problèmes sociaux et prendre le parti des défavorisés (défense des droits des personnes âgées, par exemple).

On le voit, en dépit de leurs divergences dans leur approche du social, les quatre partis ont en commun de soutenir minimalement un filet social de première nécessité. Cette convergence disparaît pour laisser la place à des positions plus tranchées si l'on interroge les deux principaux thèmes électoraux dont les candidats discutent au cours de l'élection de 1970 : la santé et la consommation.

La protection du consommateur

Devant la progression des stratégies mercatiques déployées par les commerces et la pratique grandissante de la vente à tempérament, les partis libéral et québécois proposent tous deux de mettre en place un organisme gouvernemental de protection du consommateur. Alfred Bossé, candidat libéral dans Dorion, annonce que l'Office de la protection du consommateur (OPC) enquêtera, fera de la recherche et informera les consommateurs afin de les protéger «contre les abus des compagnies de finance»³¹⁵. L'OPC obligera aussi les prêteurs à bien afficher les frais d'emprunt et le taux d'intérêt réel, et donnera au consommateur le droit de résilier son contrat de vente dans un délai de quelques jours. Le Parti québécois envisage pour sa part de créer la Direction générale de la consommation (DGC) qui aura pratiquement les mêmes fonctions que l'organisme libéral : elle informera et éduquera les consommateurs, notamment par le biais d'une revue. Elle jouera aussi un rôle de régie de surveillance de la publicité et de réglementation de la consommation. En face, les unionistes proposent de protéger la famille comme unité de consommation

³¹⁵ Pierre-L. O'Neill, «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 83, les élections du 29 avril (10 avril 1970) : 6.

en se limitant à la réglementation du crédit et en mettant des services à la disposition des consommateurs pour les informer et leur donner les conseils appropriés sur le crédit. Enfin, selon les créditistes, les consommateurs «sont capables de se protéger eux-mêmes en autant qu'ils possèdent un pouvoir d'achat»³¹⁶. Ils prévoient à cet effet l'abolition de la taxe de vente de 8% sur les achats de 100\$ et moins.

La santé

Nous avons déjà évoqué la question de la santé dans la section sur les programmes, mais vu la place importante que le sujet occupe dans les discours sur les politiques sociales, il nous semble important de prolonger l'analyse. Juste avant le déclenchement de l'élection, la question de l'assurance-maladie a de plus occasionné des frictions entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Jean-Jacques Bertrand dénonçait en effet un déséquilibre de la péréquation entraînant un manque à gagner de 200\$ millions. Au cours de la campagne électorale, il reprend à plusieurs reprises cet argument. Les libéraux s'en tiennent aux énoncés de leur programme, et disent vouloir entamer un «dialogue fructueux»³¹⁷ avec le fédéral afin de régler la question de l'assurance-maladie. Les péquistes quant à eux proposent de mettre en place des centres de santé communautaires dotés de professionnels de la santé et de travailleurs sociaux «pour faire échec à la déshumanisation des soins, conséquence directe d'une étatisation de la médecine»³¹⁸. À l'opposé, les créditistes

³¹⁶ «La politique sociale et familiale expliquée par...», *Op. cit.* : 12.

³¹⁷ Jean-Claude Leclerc, «Bourassa: l'indépendance c'est combien?», *Le Devoir*, vol. LXI, no 80 (7 avril 1970) : 2.

³¹⁸ «La politique sociale et familiale expliquée par...», *Op. cit.* : 13.

sont totalement opposés à l'assurance-maladie puisque, selon eux, il s'agit d'une mesure inspirée du socialisme et ils sont «contre le socialisme»³¹⁹. Pour eux, «la plus belle assurance-maladie, c'est d'avoir de l'argent dans ses poches»³²⁰.

Conclusion sur le social

À quelques différences près, les libéraux et les péquistes se rejoignent sur l'ensemble de leurs discours à l'égard des politiques sociales. Assurant tous deux un filet social de base, ils promettent par surcroît une intervention étatique pour protéger les consommateurs contre les abus de certaines entreprises. En plus d'une assurance-maladie complète, la formation souverainiste a l'intention d'établir des centres locaux basés sur les principes de coopérative dans les régions du Québec en prenant soin d'y affilier des travailleurs sociaux et d'avoir la mainmise sur la production de médicaments. En face d'eux, les créditistes, après avoir assuré un filet social minimal avec des allocations, s'en tiennent à la liberté de tous, afin qu'ils soient en mesure de se préserver des abus de la publicité et des commerçants. L'État n'intervient pas pour les protéger, c'est aux consommateurs de se protéger eux-mêmes. Il en est de même pour les personnes nécessitant des soins de santé : s'ils ont la liberté de choisir leur compagnie d'assurance – et s'ils ont les moyens de se l'offrir –, ils pourront être soignés. Enfin, les unionistes se placent encore une fois à mi-chemin entre le PLQ et le RCQ. Proposant un régime d'assurance-maladie de base et conditionnelle au bon vouloir du fédéral, les candidats de l'Union nationale n'investisse que modérément

³¹⁹ *Ibid.* : 12.

³²⁰ *Ibid.*

l'État dans la santé et que très peu – voire symboliquement – dans la protection du consommateur.

3.4. POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES, L'ÉTAT RÉGIT OU LAISSE FAIRE ?

La compilation des discours sur les politiques sociales et économiques des partis nous permet d'observer clairement le clivage gauche-droite qui se dessine lors de l'élection de 1970. La gauche péquiste se caractérise par un double filet social et économique. D'abord, le Parti québécois utilise l'État pour réguler l'économie, dans l'objectif de mieux répartir les richesses dans la population. Autrement dit, dans le but d'atténuer les écarts économiques entre riches et pauvres, il déploie un filet économique (par le haut) contraignant pour les plus nantis. Ensuite, il utilise l'État pour mettre les citoyens à l'abri et les défendre contre les abus des tenants du marché. La formation de René Lévesque s'assure donc qu'un filet social (par le bas) maintienne les plus démunis dans un seuil convenable de qualité de vie et prodigue les services et soins de base pour tous. Il tente ainsi de maintenir les écarts socioéconomiques à un niveau décent par l'utilisation de filets au sommet et à la base des catégories socioéconomiques.

La droite libérale tend vers cet idéal. Cependant, le rôle qu'elle attribue à l'État ne vise pas la mise en place d'un filet restrictif pour l'activité économique. L'État est plutôt au service des acteurs économiques – particulièrement dans le domaine industriel. Pour l'équipe de Robert Bourassa, les mécanismes spontanés de l'économie régleront la crise lorsque l'activité économique aura repris. Les discours

du Parti libéral du Québec témoignent d'un effort conséquent sur le plan social. On tente bel et bien de tisser un filet social pour les groupes les plus vulnérables et pour les consommateurs.

La droite unioniste croit à une intervention étatique limitée au niveau économique, se résumant à mettre en place des infrastructures pour relancer l'économie et à favoriser le développement de l'industrie québécoise – secteur qui paraît afficher un retard. Le filet social n'est pas chose d'État. On vient en aide aux plus démunis par des subventions aux institutions les prenant en charge ou par l'aide à certains groupes sociaux touchés par de mauvaises conditions de vie. Les services sociaux – pour le peu qu'ils sont – veillent à assurer un minimum décent et ce, par l'entremise du secteur privé. Donc, aucune intervention spécifique de l'État n'est prévue pour un futur mandat dans le domaine social. L'État n'a pas à se soucier de mettre lui-même en place un filet social ni économique.

Enfin, la droite créditiste ne croit pas à l'intervention étatique. Il s'agit pour l'équipe de Camil Samson d'une perversion de l'ordre établi occasionné par le socialisme. L'individu est libre de ces activités et s'il détient une liberté économique – le crédit l'aidant –, il pourra se protéger contre l'infortune et s'assurer le statut socioéconomique qu'il désire. Pour les groupes défavorisés, les créditistes offrent des allocations, sans plus. Au sujet de l'économie, ils soutiennent que le crédit sans intérêt sortira le Québec du marasme dans lequel il est plongé – un marasme causé

par l'intervention étatique, source d'endettement public. Presque aucun filet social n'est prévu dans les discours des créditistes, encore moins de filet économique.

3.5. LE PACTE CONFÉDÉRATIF REMIS EN QUESTION

On ne saurait conclure sur les clivages idéologiques marquant l'élection de 1970 sans évoquer les positions respectives des quatre partis sur la question constitutionnelle. Mais rappelons d'abord le contexte.

L'arrivée des « trois colombes » (Jean Marchand, Gérard Pelletier et Pierre Elliot Trudeau) à Ottawa s'est accompagnée d'une réforme du pacte constitutionnel visant à moderniser la confédération et les règles qui la régissent, notamment par l'édiction d'une charte canadienne des droits et libertés. Elle se traduit aussi par une plus grande centralisation du pouvoir fédéral visant à prendre en charge les politiques économiques et sociales pour l'ensemble de la population canadienne. Or, l'interventionnisme de l'État canadien s'accroît au moment même où celui du Québec atteint certaines limites; la crise économique a freiné l'élan modernisateur tout en accentuant les besoins tant économiques que sociaux. Le cabinet libéral d'Ottawa met alors en application la substance de son Livre blanc en amorçant l'instauration de politiques sociales dans l'ensemble des provinces canadiennes.

Mais le gouvernement provincial du Québec interprète les initiatives fédérales comme autant d'empiétements dans des domaines qui sont sous sa juridiction. Le gouvernement unioniste y voit une menace contre le statut particulier de la province

québécoise conféré par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB). Le PLC et l'UN s'affrontent sur la place publique sur des sujets que nous avons eu l'occasion d'évoquer, tels que l'établissement de l'assurance-maladie, les pensions de vieillesse et la fiscalité, autant de sujets en lien avec le problème de la péréquation. Interrogeant les discours des candidats en la matière, nous démontrerons que leur perception du partage de la péréquation ordonne la position des partis au sujet de la révision du fédéralisme.

La péréquation, un sujet polémique

La révision du pacte de la confédération est inhérente au désir des provinces d'en tirer le meilleur avantage. Le Québec n'y échappe pas. Les partis politiques québécois ne sont toutefois pas unanimes à propos des revendications que doit porter la province. Le contexte de négociation pancanadienne suscite ainsi une division entre les quatre partis selon quatre principales positions face au fédéralisme : centralisation, statu quo, décentralisation et souveraineté. Le Parti libéral du Québec soutient une approche du fédéralisme centralisé pour autant que le Québec conserve ses prérogatives. Les créditistes sont plus discrets au sujet des conflits péréquationnels et sur le fédéralisme en tant que tel. Leurs seules interventions à ce sujet réfèrent à la revendication d'un nouveau droit pour les provinces de créer leur propre système de crédit. L'Union nationale, quant à elle, prône un fédéralisme décentralisé et cherche de plus à obtenir de nouveaux pouvoirs pour la province en matière économique et sociale. Pour sa part, le Parti québécois veut littéralement se soustraire de l'État

canadien et propose la souveraineté politique du Québec dans le but de récupérer tous les pouvoirs pour la province.

Une péréquation rédhitoire

Un des principaux avantages que voit l'équipe péquiste à la souveraineté du Québec est la récupération assurée de plusieurs millions de dollars perdus par ce qu'elle juge une mauvaise répartition des paiements de péréquation de la part du gouvernement fédéral. En effet, les premiers mots prononcés par le chef péquiste lors de l'ouverture de sa campagne dénoncent vigoureusement le vol que subit le Québec de la part d'Ottawa. Les propos de René Lévesque s'appuient sur un rapport du club Fleur-de-lys de Québec (1964) qui démontre qu'Ottawa retire plus d'argent de la péréquation qu'il n'en remet au Québec. Il argue que «le Québec se faisait soutirer son argent indûment par Ottawa depuis la Confédération et que c'était le Québec qui avait payé sans retour la prospérité de l'Ontario»³²¹. Ainsi, grâce à la souveraineté, le PQ entend récupérer la totalité des impôts payés par les Québécois.

En plus de la mauvaise répartition fiscale, les péquistes condamnent la constitution actuelle puisqu'elle empêcherait les gouvernements provinciaux d'agir. En ce sens, la critique péquiste s'acharne essentiellement à mettre en évidence le mauvais partage des politiques sociales qui engendre du gaspillage tant en temps qu'en argent. René Lévesque affirme qu'il «est devenu impérieux d'unifier dans un

³²¹ Guy Deshaies, «Ottawa soutire l'argent du Québec – R. Lévesque», *Le Devoir*, vol. LXI, no 62 (16 mars 1970) : 2.

Québec indépendant, ce qui jusqu'à ce jour n'a pas été une politique sociale mais une pure politique "de broches à foin"³²². Prenant le cas des pensions de vieillesse et de l'habitation, la formation souverainiste insiste sur l'incohérence des politiques sociales pour expliciter l'inefficacité du partage des pouvoirs en matière de politiques sociales puisqu'elles relèvent aléatoirement du gouvernement central et du gouvernement provincial. La gestion par une société dite étrangère, la SCHL, des conditions d'hébergement des personnes âgées et des enfants aux prises avec une déficience intellectuelle est un autre exemple qu'utilise le Parti québécois afin de souligner l'insuccès des politiques sociales fédérales. L'invective péquiste à ce sujet amène le chef du PQ à qualifier de «maison de fous» l'organisation du pouvoir fédéral et à souligner l'iniquité du «système confédératif [qui] a toujours joué [au] désavantage»³²³ du Québec. Ce préjudice proviendrait du fait que les structures du fédéralisme canadien «ne font qu'étouffer un peuple parce qu'il y existe une relation de majorité à minorité»³²⁴ – entendons : entre les provinces anglophones et la province francophone.

Pour résoudre la question sur un plan constitutionnel, le Parti québécois propose de se soustraire de la confédération au moyen de l'indépendance de l'État québécois. La proposition d'une telle action politique nécessite une campagne de sensibilisation de la part du parti afin de persuader l'électorat de son bien-fondé. Le premier argument soutenu par l'équipe souverainiste est que le Québec pourra

³²² «Les politiques sociales actuelles, du gaspillage», *Le Devoir*, vol. LXI, no 89 (17 avril 1970) : 1.

³²³ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 97 (27 avril 1970) : 18.

³²⁴ Jean-Luc Duguay, «Le fédéralisme n'est réalisable que dans le cas de 'melting pot'», *Le Devoir*, vol. LXI, no 95 (24 avril 1970) : 2.

assumer sa propre modernisation en prenant en main ses propres politiques sociales et en récupérant tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de sa politique économique. La solution péquiste apparaît comme l'exigence de la poursuite du progrès au Québec (amorcé au cours de la décennie précédente), qui, par ailleurs, s'accomplit inéluctablement par l'entremise de politiques sociales et économiques. Les propos de Jacques-Yvan Morin vont en ce sens, précisant que «l'indépendance n'est pas un substitut pour une politique économique et sociale, mais elle en est devenue pour le Québec une sorte de condition préalable»³²⁵. Ainsi, la solution péquiste, tel que le souligne André Raynauld dans une critique sur l'omniprésence étatique dans le programme péquiste, se veut «à la fois un objectif à atteindre, et un moyen de construire une société nouvelle»³²⁶. Pour l'avenir du Québec, selon les péquistes, souveraineté et progrès vont de pair. Il en irait de même pour le Canada. Selon René Lévesque, la séparation du Québec rendra service au reste du Canada, qui se cherche également une identité³²⁷. Il fait ici allusion aux contestations du Québec à l'égard des décisions fédérales qui auraient eu pour effet de freiner le progrès canadien.

Un autre argument visant à légitimer la souveraineté québécoise réfère au caractère «normal» de cette option en ce sens qu'elle s'inscrit dans la suite logique du développement de la société québécoise. Par l'idée de normalité, l'argument péquiste

³²⁵ Jacques-Yvan Morin, «Deux seuls choix possibles: l'option Québec et l'option Canada», *Le Devoir*, vol. LXI, no 68 (23 mars 1970) : 4.

³²⁶ André Raynauld, «Une société où les objectifs et les contrôles seraient omniprésents», *Le Devoir*, vol. LXI, no 90 (18 avril 1970) : 5.

³²⁷ Guy Deshaies, «Lévesque briguera les suffrages dans Laurier», *Le Devoir*, vol. LXI, no 67 (21 mars 1970) : 1 et 6.

veut inclure le Québec indépendant dans le même processus qu'ont suivi d'autres sociétés occidentales tout en insistant sur la capacité de la société québécoise à s'administrer elle-même. S'appuyant sur la Société générale de financement, les Caisses populaires et la Caisse de dépôt ainsi que sur le projet de la Manic, le leader péquiste fait valoir que «le Québec possède les compétences nécessaires pour administrer sa société aussi bien que les autres sociétés, même dans le domaine économique»³²⁸. Dans le même élan, Claude Jasmin répondant à M. Raynauld, ajoute qu'il va de soi que l'État québécois soit souverain et interventionniste. Selon lui, cette condition est tout à fait légitime – voire logique – puisque «un petit peuple de 6 à 7 millions d'habitants qui vit dans le voisinage du plus gros pays capitaliste au monde, les USA (où ses entreprises universelles sont des “monopoles” géants) n'a rien d'autre à faire que d'organiser et structurer solidement et efficacement son plus “gros industriel”, son “meilleur agent de capitalisation” : l'État». Enfin, l'idée d'un Québec indépendant répondrait de plus à la tendance actuelle dans laquelle les grands ensembles sont davantage économiques que politiques; on fait référence particulièrement à la Communauté économique européenne.

Au final, l'option péquiste consiste dans une critique du fédéralisme canadien considéré comme inéquitable, inefficace et incohérent en regard des besoins sociaux et économiques de la société québécoise. La souveraineté du Québec se traduira par la récupération de l'ensemble des points d'impôts et par la prise en main de ses politiques sociales et économiques. Elle se veut la suite logique du processus de

³²⁸ Bernard Racine, *Op. cit.* : 12.

modernisation dans lequel le Québec est engagé depuis le début des années 1960. La solution péquiste se veut donc un préalable au progrès social et économique du Québec et tend à s'inscrire dans le mouvement des sociétés occidentales. Pour y parvenir, le Parti québécois estime que son élection équivaldra à une adhésion de la population à sa «solution» et conséquemment, constituera une déclaration de l'indépendance du Québec.

Une péréquation déséquilibrée

La position de l'Union nationale au sujet de la péréquation ressemble beaucoup à celle du PQ, à la différence près qu'on ne veut pas encaisser la totalité des points d'impôts, mais seulement ceux que l'UN considère lui revenir. Par ailleurs, les unionistes ne préconisent pas la souveraineté mais plutôt un fédéralisme décentralisé. De fait, les candidats unionistes insistent sur le débat qui suivait déjà son cours avant l'élection entre le gouvernement provincial du Québec et le gouvernement fédéral, c'est-à-dire sur le litige au sujet de l'assurance-maladie. L'Union nationale dénonce un traitement inéquitable lors du transfert des points d'impôts envers le Québec. Elle prétend se faire voler une somme de 200 millions de dollars pour l'assurance-maladie par Ottawa et accuse le gouvernement libéral fédéral de percevoir injustement ce montant sans en rendre la portion qui revient à l'État québécois (ce qui l'empêche d'être en mesure d'assurer le service à la population). Elle accuse en outre Ottawa d'empiéter dans une juridiction qui appartient à la province du Québec.

Précisément, cette notion d'empiètement fédéral dans les provinces est l'essence du réquisitoire unioniste. Tout son argumentaire vise à dénoncer et à démontrer la mauvaise volonté d'Ottawa causant préjudice au Québec. Selon les membres de l'Union nationale, l'endossement des nouvelles politiques visant la centralisation du pouvoir fédéral confèrera une position prédominante au gouvernement fédéral sur la province. De plus, la centralisation fédérale conjuguée au biculturalisme fait redouter aux unionistes des dangers de l'assimilation du Québec à l'ensemble du Canada. N'ayant plus de «leviers» Marcel Masse craint que le Québec ne puisse plus agir et que le fédéral et les provinces oublient le «fait français»³²⁹.

Le gouvernement de l'Union nationale accuse aussi le gouvernement fédéral d'être arrogant et intransigeant à son égard. Il va jusqu'à lui prêter de l'animosité envers le Québec et l'accuse de privilégier les autres provinces. En ce sens, Alfred Croisetière, candidat unioniste dans Iberville, croit déceler un favoritisme à l'endroit des autres provinces canadiennes. Selon lui, il ne fait aucun doute qu'Ottawa fait chanter le Québec. Il explique que «pendant que [le gouvernement fédéral] réduit les subsides aux producteurs laitiers du Québec, il donne \$100,000,000 aux fermiers de l'ouest pour les empêcher de semer du blé. Ottawa ne se gêne pas pour imposer aux Québécois des taxes dans un domaine qui est de juridiction strictement provinciale; par contre il refuse de nous rendre les \$200,000,000 qu'il nous a volés d'avance au chapitre de l'assurance-maladie»³³⁰.

³²⁹ «La “nouvelle” stratégie fédérale et les objectifs politiques du Québec», *Le Devoir*, vol. LXI, no 65, Les tentatives de “normalisation” du Québec (19 mars 1970) : 4.

³³⁰ «Le choc des idées...», *Le Devoir*, vol. LXI, no 91 (20 avril 1970) : 2.

Nous dénotons dans le discours unioniste une personnification du pouvoir fédéral ayant Pierre-Elliott Trudeau pour objet. Le Premier ministre canadien est imputé à plusieurs reprises par l'UN de tous les problèmes dont souffre le Québec. À titre d'exemple, on affirme que l'ampleur du chômage au Québec proviendrait de «la lutte que mène M. Trudeau contre l'inflation»³³¹. De plus, les unionistes rendent le chef libéral fédéral responsable de la montée du mouvement séparatiste du fait du mauvais partage de la péréquation. À la suite de plusieurs immixtions de députés libéraux fédéraux dans la campagne électorale provinciale, les candidats ministériels se lancent dans une série de diatribes, criant à l'ingérence du gouvernement central et faisant du chef libéral provincial un séide de Trudeau. On va jusqu'à prétendre que les candidats libéraux du Québec ont été imposés par le chef fédéral. La campagne unioniste mise fortement sur un lien intime entre les libéraux fédéraux et provinciaux qui serait désavantageux pour le Québec. Le risque est grand pour l'électorat du Québec car, selon l'UN, «élire Bourassa, c'est donner le Québec à Trudeau. [...] C'est un oui clair et net à la soumission fédérale. C'est un non aussi clair à l'évolution du Québec»³³². Dans le discours de l'Union nationale, la centralisation des pouvoirs fédéraux apparaît redoutable pour le Québec. La population de la province aurait besoin d'un gouvernement fort connaissant bien ses besoins pour aller négocier dans l'intérêt du Québec, comme le répète à maintes reprises Bertrand.

³³¹ ««Bertrand: malgré certains sondages, la population fera confiance à mon équipe»», *Le Devoir*, vol. LXI, no 90 (18 avril 1970) : 7.

³³² «Demain le Québec choisit son destin», *Le Devoir*, vol. LXI, no 98 (28 avril 1970) : 10.

Le mandat que sollicitent les candidats ministériels prend donc la forme d'un ultimatum lancé au gouvernement central. Le gouvernement unioniste donne un délai de quatre ans à Ottawa pour s'entendre avec la province. Jean Cournoyer, ministre du travail et de la fonction publique, pense qu'il faut laisser une chance au fédéral, mais en revanche, il précise que «[il] n'accepterai[t] pas d'être bafoué dans un fédéralisme aveugle et de vivre dans une succursale provinciale du gouvernement central mais [il] croi[t] qu'il faut d'abord négocier»³³³. L'UN se réclame à plusieurs reprises de sa position «ni fédéraliste, ni souverainiste»³³⁴ mais autonomiste. Selon elle, ce juste milieu est gage de justice, d'ordre et de sécurité. À l'orée des années 1970, les autonomistes se définissent comme défenseurs des prérogatives de la province dans l'unité confédérale. Nationalistes, ils font confiance au système fédéral pour garantir un bon arbitrage dans l'espace économique interprovincial. Toutefois, pour qu'ils adhèrent à la confédération, la révision constitutionnelle doit respecter les particularités de la province et protéger les pouvoirs nécessaires à son épanouissement et à la poursuite de sa modernisation. Ainsi, les tenants de l'autonomie provinciale interpellent le gouvernement fédéral et proclament que «s'il est vrai que M. Trudeau et compagnie désirent établir leur société juste, ils devraient commencer par respecter les droit [sic] constitutionnels des provinces»³³⁵; à défaut de quoi ils soumettront l'électorat à un référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec. La date en est fixée pour l'année 1974, fin du prochain mandat. La question serait claire : «Etes-vous [sic] oui ou non en faveur de l'indépendance du

³³³ Guy Deshaies, «La séparation comme la grève, suppose d'abord des négociations», *Le Devoir*, vol. LXI, no 69 (24 mars 1970) : 2.

³³⁴ Pierre-L O'Neill et Michel Roy, «Des idées et des hommes», *Loc. cit.* : 2.

³³⁵ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 77, les élections du 29 avril (3 avril 1970) : 2.

Québec ?»³³⁶. Cette option s'approche de l'option péquiste, tout en s'en distinguant. D'après eux et contrairement au Parti québécois, ce n'est pas aux parlementaires que revient la tâche de décider de l'avenir de la province, mais à la population.

La réélection du cabinet unioniste est tout compte fait un vote de protestation contre la politique centralisatrice et contre l'arrogance du gouvernement fédéral. Il s'agit aussi d'un appui au gouvernement provincial pour poursuivre des négociations fermes au nom du Québec lors des discussions sur la révision constitutionnelle. C'est précisément une adhésion à un fédéralisme décentralisé que réclame à l'électorat l'Union nationale, qui se proclame la meilleure option constitutionnelle entre le séparatisme péquiste et la soumission aveugle des libéraux au fédéralisme centralisé.

Une péréquation équilibrée (grâce au dialogue)

En revanche, lorsqu'ils abordent la question de la péréquation et la révision constitutionnelle, les libéraux mettent plutôt l'emphasis sur les querelles qui découlent du débat Québec-Ottawa. Selon eux, le problème provient du fait que c'est plutôt le gouvernement unioniste qui est constamment braqué contre le gouvernement fédéral. Pierre Laporte prend l'exemple de Marcel Masse pour dénoncer l'attitude de l'UN – qu'il qualifie d'arrogante – en soutenant qu'il «a multiplié ses invectives et ses menaces aux dirigeants du gouvernement central plutôt que de travailler à établir un

³³⁶ Gilles Lesage, «Des oui et des non au projet de référendum sur l'indépendance», *Le Devoir*, vol. LXI, no 81 (8 avril 1970) : 1 et 2.

dialogue sérieux avec les représentants du gouvernement canadien»³³⁷. Se disant en désaccord avec le chiffre de 200 millions \$ de manque à gagner pour l'assurance-maladie, Robert Bourassa s'engage principalement à entreprendre «un dialogue fructueux» une fois au pouvoir avec les gouvernements provinciaux et central»³³⁸. Bien que le chef libéral reconnaisse ce déséquilibre péréquationnel, il s'avoue plutôt confiant dans les mécanismes du système fédéral. Il constate à cet effet «que depuis 1962 le Québec avait vu sa part des contributions fédérales au chapitre de la péréquation passer de 29% à 33%»³³⁹. Se présentant comme le seul véritable parti fédéraliste, le Parti libéral du Québec écarte rapidement de la course le gouvernement et le Ralliement des créditistes. La politique constitutionnelle du juste milieu et les divisions au sein de l'Union nationale amène, comme nous l'avons vu avec les propos de Claire Kirkland-Casgrain³⁴⁰, les libéraux à conclure que l'UN n'est pas un véritable choix quant à la question constitutionnelle. Les interventions libérales s'efforcent essentiellement d'invalidier l'option de l'indépendance. Pis encore, ils évoquent le péril de la société québécoise advenant une séparation du Québec. De l'avis des candidats du PLQ, il résulterait de l'indépendance politique du Québec une aggravation des conditions économiques et sociales. Parmi les conséquences énumérées, on retrouve la perte de plusieurs emplois occasionnés par le déménagement d'entreprises qui préféreraient investir dans des pays où règne la stabilité – ce que ne peut offrir un pays en pleine déclaration d'indépendance, dit-on

³³⁷ Jean-Claude Leclerc, «Bourassa: l'indépendance c'est combien?», *Le Devoir*, vol. LXI, no 80 (7 avril 1970) : 1 et 2.

³³⁸ *Ibid.*

³³⁹ André Charbonneau, «Il n'y a pas que des avantages, mais il y en a, croit Bourassa», *Le Devoir*, vol. LXI, no 87 (15 avril 1970) : 2.

³⁴⁰ Pierre-L O'Neill et Michel Roy, «L'opinion des autres», *Loc. cit.*

dans l'équipe libérale. L'exemple de la perte d'emplois chez l'entreprise Bombardier sert aussi d'argument aux libéraux qui craignent des complications dans la renégociation de «l'entente conclue entre le Canada et les Etats-Unis»³⁴¹. Une des publicités placées dans les pages du *Devoir* s'attaque particulièrement à la solution péquiste avec une série d'arguments mettant en garde l'électorat contre les dangers qu'elle occasionnera. Voici un extrait de cette publicité³⁴² :

- Non aux séparatistes du P.Q. parce que personne ne veut voir baisser son salaire par une dévaluation de notre dollar!

- Non aux séparatistes du P.Q. parce que personne ne veut risquer de perdre son emploi ou diminuer ses chances d'avancement en restreignant l'implantation de nouvelles industries!

- Non aux séparatistes du P.Q. parce que personne ne veut perdre les avantages du fédéralisme, notamment les pensions de vieillesse, les allocations familiales, l'assurance-chômage, etc.!

La souveraineté du Québec est ici présentée comme synonyme d'appauvrissement et de perte de protection sociale. Et plusieurs autres arguments de la sorte sont évoqués tout au long de la campagne électorale, tels que le spectre d'un déficit d'un milliard de dollars et l'avènement de désordres dans la province.

En contrepartie, «le Parti libéral du Québec s'engage à miser positivement sur un véritable fédéralisme»³⁴³. Cette proposition se traduit par une confiance du chef

³⁴¹ «L'indépendance ferait perdre des milliers d'emplois créés par Bombardier – Bourassa», *Le Devoir*, vol. LXI, no 81 (8 avril 1970) : 1.

³⁴² Parti Libéral du Québec, «Le Séparatisme: non!», *Le Devoir*, vol. LXI, no 94 (23 avril 1970) : 10.

³⁴³ André Charbonneau, «“Sans équivoque” pour le régime fédéraliste», *Le Devoir*, vol. LXI, no 83 (10 avril 1970) : 1 et 2.

libéral dans les vertus de la négociation fructueuse et dans la recherche «d'un partage nouveau, plus moderne et plus juste des ressources fiscales et des pouvoirs nécessaires à l'épanouissement économique, social et culturel de la collectivité québécoise»³⁴⁴. Pierre Laporte est convaincu des qualités du système fédéral canadien car il offre au Québec «les structures nécessaires pour maîtriser son avenir sans être obligé de créer un chaos constitutionnel»³⁴⁵. C'est pourquoi Claude Castonguay, candidat libéral dans Louis-Hébert, se dit persuadé que la majorité votera pour son équipe afin d'assurer le maintien du régime fédéral³⁴⁶.

Nous nous retrouvons donc devant trois principales positions quant à la question constitutionnelle. Frustré par le fédéralisme quant à son désir de pousser plus loin l'interventionnisme de l'État québécois, le Parti québécois propose ni plus ni moins sa résiliation du pacte confédératif afin de proclamer l'indépendance du Québec s'il est porté au pouvoir le 29 avril 1970. L'Union nationale, quant à elle, tient à rester dans la confédération à condition que les prérogatives provinciales soient respectées. Son interprétation du fédéralisme implique un pouvoir décentralisé dans lequel les provinces ont la gestion des principales politiques sociales et économiques. Le rôle d'Ottawa s'y réduit à celui d'un arbitre économique. Le Parti libéral cautionne le fédéralisme centralisé à Ottawa dans la mesure où il se réserve une souplesse pour les particularités du Québec. À ces trois principales positions affirmées, le Ralliement créditiste préfère le statu quo, ce qui revient à adhérer au fédéralisme en place. Son

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ Pierre-L O'Neill et Michel Roy, «L'opinion des autres», *Loc. cit.* : 6.

³⁴⁶ «Le choc des idées...», *Le Devoir*, vol. LXI, no 91 (20 avril 1970) : 2.

mutisme sur le sujet en atteste, tout comme sa principale mesure qui s'appuie sur le régime fédéral et la constitution canadienne pour se réaliser : créer des succursales provinciales de la Banque du Canada.

4. UNE GAUCHE SOUVERAINISTE, UNE DROITE FÉDÉRALISTE ET UNE DROITE AUTONOMISTE À L'ÉLECTION DE 1970

Il est vrai que le nationalisme a exalté les passions quant au débat sur le rôle de l'État des deux paliers gouvernementaux. Cependant, nous avons plutôt cherché à démontrer que la question constitutionnelle devait aussi être observée selon un rapport d'intervention étatique : quel État pour la population du Québec ? Dans le contexte d'une « modernisation politique »³⁴⁷ qui s'appuie sur les principes de l'État-providence et les thèses keynésiennes, les aspirations des deux États (fédéral et provincial) se sont réciproquement heurtées quant à savoir lequel des deux allait avoir préséance sur l'autre dans les politiques de la province, plaçant l'intervention étatique au cœur des clivages idéologiques. Ce constat nous a amené à insister sur la complexité des mesures ainsi que sur leur distinction quant à savoir à quelle allégeance idéologique elles appartiennent. Ce qui nous a conduit à préciser le positionnement des quatre formations politiques selon le clivage gauche-droite.

En ce sens, les programmes et les discours ont permis de repérer un net clivage entre le Parti québécois, de gauche, et ses opposants, de droite, que sont le

³⁴⁷ Notre utilisation des termes « modernité » et « modernisation » (politiques) réfère à l'expression des acteurs politiques de l'époque. Selon leurs discours, la modernité politique s'accompagnait de l'interventionnisme étatique.

Parti libéral du Québec, l'Union nationale et le Ralliement des créditistes du Québec. Ces derniers se sont également différenciés entre eux. Les libéraux se sont avérés les plus à gauche et les créditistes, les plus à droite – l'Union nationale se positionnant entre les deux. Dans cette perspective, nous avons interrogé les discours et les programmes afin d'y repérer nos trois critères de distinction gauche-droite (conception du monde, schémas explicatifs et programme politique) à travers les politiques sociales et économiques.

4.1. LA CONCEPTION DU MONDE DES PARTIS POLITIQUES, LEUR SCHÉMA EXPLICATIF ET LEUR PROGRAMME POLITIQUE

Les créditistes

Pour les créditistes, l'ordre du monde est légitime. Il apparaît en outre menacé par les forces réformistes étiquetées péjorativement de sanguinaires communistes. Réactionnaire et alarmiste, l'équipe de Camil Samson a misé sur la tradition dans la gestion des organisations politiques et sociales. Elle a préconisé, dans un contexte d'étatisation et de laïcisation des institutions à vocation sociale, le retour à un système privé soutenu par des institutions (scolaires et hospitalières) confessionnelles catholiques. Parti du mécontentement, le RCQ s'est présentée comme la voix du malaise social face aux vieux partis et au nouveau «système en place»³⁴⁸. Le Ralliement a également tenu un dur discours à l'endroit des vieux partis en les accusant d'être à la solde de la haute finance. Cependant, aucune mesure pour contrer

³⁴⁸ Michel Roy, «Les créditistes règnent en maître dans la Beauce où grondent la révolte et le mécontentement», *Op. cit.* : 7.

cette relation entre les politiciens et la haute finance n'a été présentée par les créditistes. Au contraire, leurs principales mesures se sont appuyées essentiellement sur les institutions (banque centrale) et les ressources (le crédit) de l'élite financière. Le programme politique créditiste a visé plus qu'à simplement préserver l'ordre établi mais à contrecarrer les récentes réformes qui leur paraissent à l'origine d'une décadence du monde («marasme») au moment de l'élection 1970.

L'Union nationale

Pour sa part, l'Union nationale en tant que parti ministériel ne s'est pas prononcée directement à propos de la légitimité de l'ordre établi. Nonobstant cette discrétion, les unionistes ont ponctué leur discours d'un désir de rétablir l'ordre. La requête première du parti a été d'obtenir un mandat clair pour un gouvernement autoritaire afin de combattre le désordre social et politique auquel il s'est dit confronté. C'est donc considérer, chez les unionistes, que l'ordre risquait d'être corrompu et qu'il fallait agir afin de le préserver. En ce qui a trait au schéma explicatif, l'UN a tergiversé entre deux avenues : le maintien de la tradition et la satisfaction des mécanismes autostructurants de l'économie. Le respect de la tradition s'est exprimé d'abord par la position autonomiste des unionistes. Nationalistes, les candidats de Bertrand se sont à maintes reprises prononcés au sujet du fédéralisme et du rôle de l'État québécois comme celui d'un défenseur de la nation canadienne-française. C'est en ce sens que Marcel Masse a soutenu que «dans la perspective centralisatrice [...], [le Québec] résistera d'autant plus à l'érosion de ses pouvoirs [puis]qu'il y verra une atteinte à son essence même et un mouvement contraire à sa

tendance traditionnelle d'autonomie»³⁴⁹. Ce passage de Masse souligne que l'UN a l'intention de conserver le rôle traditionnel de l'État québécois, qui est de protéger «les droits fondamentaux du Québec en tant que foyer national des Canadiens d'expression française»³⁵⁰. Mais le caractère conservateur de l'UN s'est surtout vérifié par la nature de ses promesses. Si l'on exclut les engagements constitutionnels, plus des trois quarts des allocutions unionistes concernaient la mise en chantier d'infrastructures tels que de nouvelles écoles, routes, hôpitaux, etc. Pour terminer sur les schémas explicatifs de l'UN, citons les propos de Paul Allard qui révèlent à sa juste valeur la position du parti adhérant aux vertus autorégulatrices des mécanismes de l'activité économique aidées par l'État : «Dans l'Union nationale et depuis longtemps, nous croyons dans les stimulants que fournit et suscite l'entreprise privée à l'initiative personnelle et au meilleur rendement des investissements de capitaux producteurs d'emplois. Mais, nous comptons également sur une participation intelligente et rationnelle de l'état [*sic*], au développement économique et social du Québec»³⁵¹.

Les libéraux

Nous avons vu que les libéraux, pour leur part, ont surtout insisté sur un désordre occasionné par l'incompétence des politiciens au pouvoir. L'essentiel de leur quête de légitimité a reposé sur leur compétence et sur le renouvellement de leur

³⁴⁹ «La “nouvelle” stratégie fédérale et les objectifs politiques du Québec», *Loc. cit.*

³⁵⁰ Gilles Lesage, «Référendum sur l'indépendance en 74, si la constitution n'a pas été révisée», *Le Devoir*, vol. LXI, no 79 (6 avril 1970) : 1 et 2.

³⁵¹ Pierre-L. O'Neill, «Sur la trace des chefs», *Loc. cit.* : 6.

équipe. Mais fondamentalement, la formation libérale n'a pas remis en cause l'ordre du monde dans ses discours. Elle a même insisté sur les dangers d'élire un tiers-parti qui risquerait de remettre en cause son équilibre. La priorité libérale de miser sur l'économie pour régler les problèmes qui sévissent dans la province – via une aide de l'État – est allée dans le sens du schéma explicatif selon lequel l'ordre du monde repose sur des processus spontanés. Plus précisément, avec une politique économique s'adressant essentiellement aux infrastructures et aux acteurs économiques, le PLQ a indiqué que les problèmes socioéconomiques se corrigeraient grâce à un retour de la prospérité économique car selon eux, «[les] vrais problèmes sont de nature économique»³⁵². Les mécanismes autostructurants de l'économie, soutenus par l'État (surtout en temps de crise économique), apparaissent comme la solution providentielle aux problèmes socioéconomiques. C'est en ce sens que Gilles Houde, candidat libéral dans Fabre, a expliqué que «la paix sociale ne pourra[it] être maintenue au Québec, que si la croissance de son économie s'accélère»³⁵³. L'État libéral aurait néanmoins un rôle à jouer dans l'accès de certains groupes défavorisés à des services sociaux afin de résorber ce qui échappe aux mécanismes autostructurants de l'économie sans toutefois changer les règles économiques. Ainsi, l'intervention étatique des libéraux ne vise pas à changer l'ordre établi, mais à le préserver tout en atténuant ses conséquences.

³⁵² «Ça va plus mal que jamais!», *Op. cit.* : 5.

³⁵³ «Le choc des idées», *Le Devoir*, vol. LXI, no 97 (27 avril 1970) : 18.

Les péquistes

Il en a été tout autrement pour la formation péquiste. Ses discours ont été ponctués d'assertions d'après lesquelles l'ordre du monde est inéquitable. Les péquistes ont insisté sur le déséquilibre socioéconomique qui règne entre divers groupes : entre « les riches et les pauvres », entre « les gens à haut revenu » et ceux « à petit revenu » ou entre les « petits salariés » et les « gros salariés ». Cette dichotomie s'est inscrite également dans une dimension nationaliste selon laquelle la population du Québec apparaît comme un petit peuple (francophone) dans un grand ensemble géopolitique (anglophone). Ainsi, le schéma explicatif du PQ a reposé sur un déséquilibre entre le « grand nombre » et le « petit nombre », et aussi sur un déséquilibre entre la « majorité » et la « minorité ». Enfin, comme nous l'avons démontré, le programme péquiste s'est appuyé sur une forte intervention étatique qui visait à rétablir l'équilibre socioéconomique au Québec; c'est-à-dire à changer l'ordre établi.

4.2. LE POSITIONNEMENT IDÉOLOGIQUE SUR L'AXE GAUCHE-DROITE

Sur base de nos trois critères, nous voyons émerger deux blocs idéologiques bien différenciés : le PQ à gauche et le PLQ, le RCQ et l'UN à droite. Mais il reste à les situer avec précision sur l'axe gauche-droite. Pour ce faire, nous proposons de recourir à nouveau à la notion d'interventionnisme.

Les types d'interventionnisme

Les catégories définies dans notre second chapitre (indirect de type «laisser-faire», indirect orientant, semi-direct et direct) vont nous être ici à nouveau utiles. Nous leur ajouterons le type «contre-interventionniste», lequel se caractérise par un désengagement l'État – comme dans le cas, par exemple, de l'abolition d'une taxe, d'un contrôle de prix ou de la privatisation d'une institution ou d'une entreprise publique.

La classification des programmes par type d'interventionnisme

Armé de cette typologie, il devient possible de classer la totalité des mesures économiques présentes dans les programmes des quatre partis politiques. Cette démarche produit les résultats suivants :

Tableau 3.1
Nombre de mesures des partis politiques à l'élection de 1970, classifiées
par type d'interventionnisme étatique

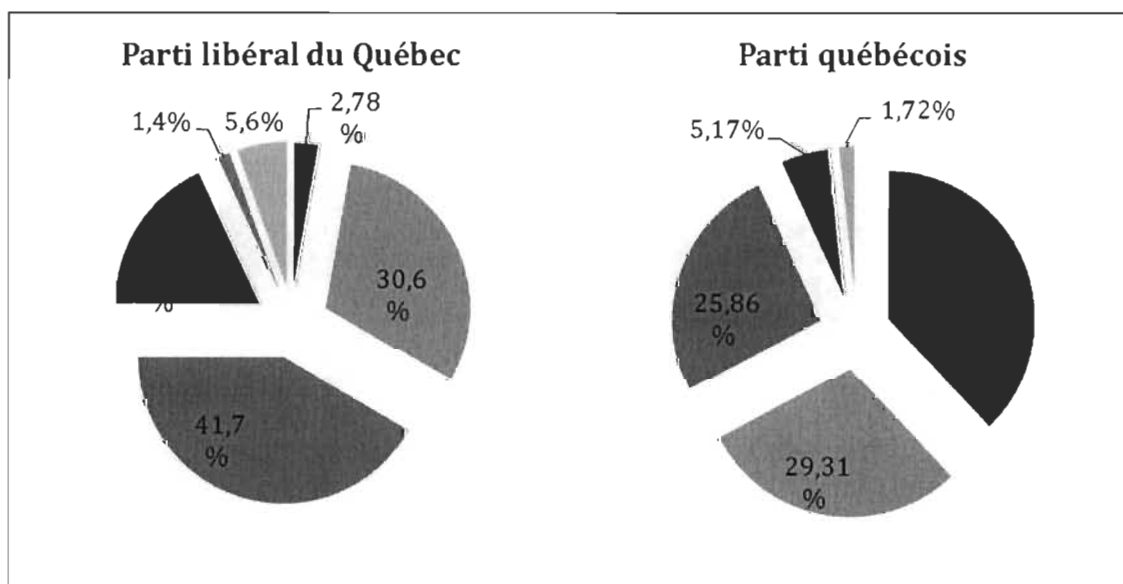
Type d'interventionnisme	PLQ	PQ	RCQ	UN
Direct	2	22	0	1
Semi-direct	22	17	4	13
Indirect orientant	30	15	6	20
Indirect «laisser-faire»	13	3	14	20
Contre-interventionniste	1	0	5	0
Inclassable / Neutre	4	1	5	5
Nombre total de mesures	72	58	34	59

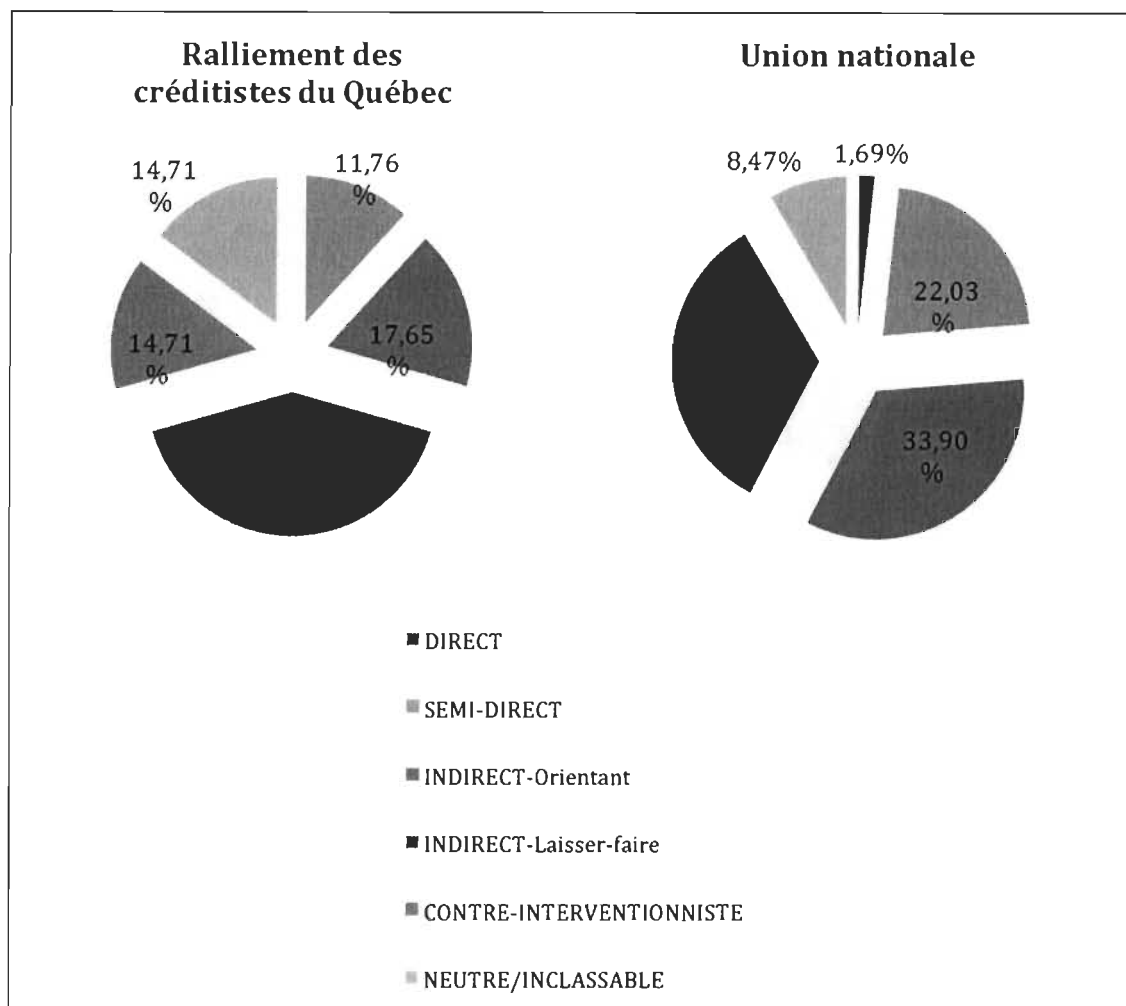
Comme on le voit, ce tableau met en évidence plusieurs constats :

- les libéraux ont des initiatives de type semi-direct et indirect orientant;
- les péquistes optent pour des mesures de type direct, semi-direct et indirect orientant;
- les créditistes ont davantage misé sur des mesures indirectes de type « laisser-faire » et des mesures contre-interventionnistes;
- les mesures unionistes se répartissent entre le type indirect « laisser-faire », indirect orientant et semi-direct avec une prédominance de l'intervention indirecte (orientant et laisser-faire).

On peut illustrer comme suit cette répartition :

Figure 3.1
Répartition des mesures par catégorie par parti politique
(élection de 1970)





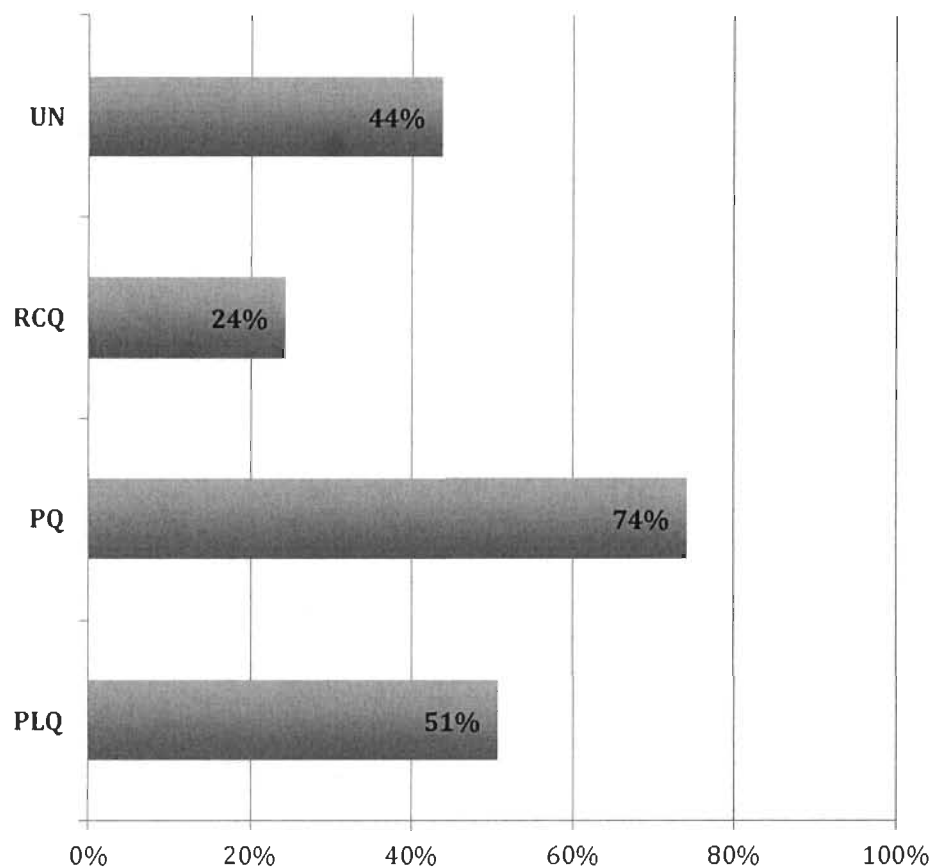
En vue de déterminer le niveau général d'intervention de chaque parti, il convient ensuite de graduer les types d'interventions d'après la cote d'intensité partant de la moins (0) à la plus interventionniste (4), proportionnellement au pourcentage du nombre total de mesures par catégorie³⁵⁴. Une conversion en pourcentage de la cote obtenue permet de produire le tableau et la figure qui suivent et illustrent les résultats de cette gradation :

³⁵⁴ À l'exclusion des mesures dites "inclassables" du fait qu'elles n'impliquent en rien l'intervention de l'État et ne peuvent donc être graduées.

Tableau 3.2
Gradation selon l'intensité d'interventionnisme étatique des mesures
de chaque parti politique à l'élection de 1970

Type d'interventionnisme	Intensité	PLQ	PQ	RCQ	UN
Direct	4	0,11	1,52	0,00	0,07
Semi-direct	3	0,92	0,88	0,35	0,66
Indirect orientant	2	0,83	0,52	0,35	0,68
Indirect «laisser-faire»	1	0,18	0,05	0,41	0,34
Inclassable/Neutre	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Contre-interventionniste	-1	-0,01	0,00	-0,15	0,00
Total du pointage d'intensité (sur 4)		2,03	2,97	0,97	1,75
Pourcentage d'intensité		51%	74%	24%	44%

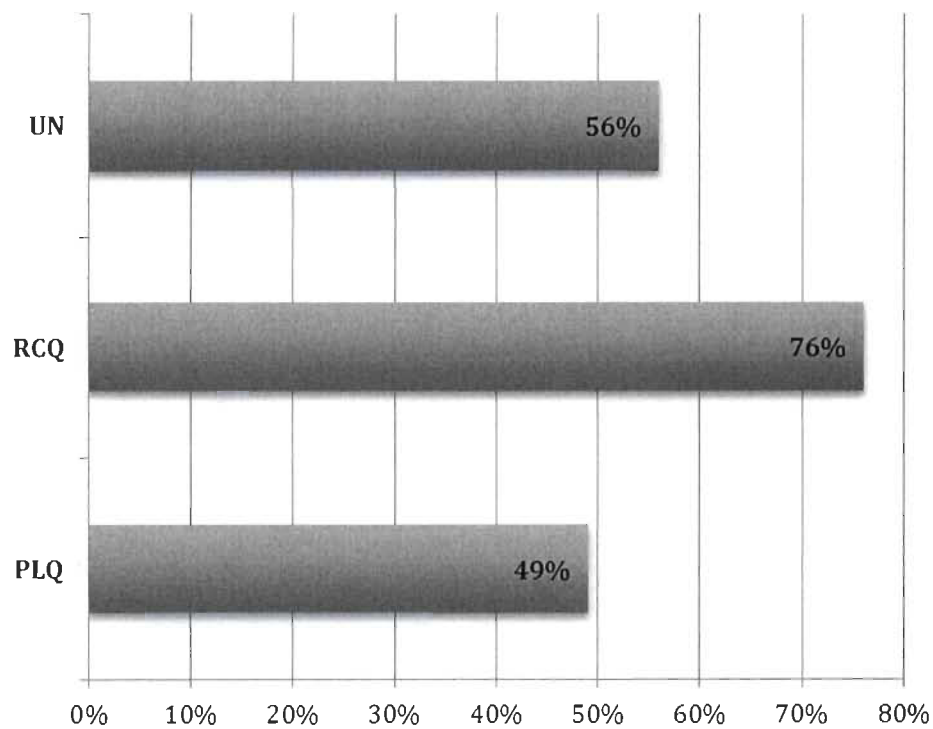
Figure 3.2
Gradation selon l'intensité d'interventionnisme étatique des mesures
de chaque parti politique à l'élection de 1970



Reste que ces gradations sont faites sans tenir compte des camps idéologiques. Or, le bien-fondé de l'interventionnisme étatique étant admis par les deux camps idéologiques (gauche et droite), une analyse fine exige de distinguer l'interventionnisme de gauche de celui de droite. La logique veut que, partant du centre idéologique, l'interventionnisme de gauche augmente au fur et à mesure qu'il s'en éloigne, tandis qu'au contraire, l'interventionnisme de droite s'affaiblit en s'éloignant du centre. La prise en considération de la proportion inverse des

pourcentages révélés ci-haut (49% pour le PLQ, 76 % pour le RCQ et 56 % pour l'UN) révèle donc l'intensité non-interventionniste des trois partis de droite et met en lumière leurs positionnements respectifs par rapport au centre, faisant ressortir que les libéraux sont les plus à gauche, le RCQ le plus radicalement à droite, l'UN se présentant comme moyen terme entre les deux :

Figure 3.3
L'intensité du non-interventionnisme étatique des mesures
des partis politiques de droite (élection de 1970)



4.3. LES POSITIONNEMENTS IDÉOLOGIQUES SUR L'AXE SOUVERAINISME-FÉDÉRALISME

Pour ce qui est du positionnement sur l'axe souverainisme-fédéralisme, rappelons que nous avons pu démontrer que les partis se distribuent selon trois principales positions : la souveraineté politique du Québec, l'autonomie provinciale et le fédéralisme révisé partiellement centralisé. Si nous reprenons la classification exposée au chapitre précédent, nous pouvons donc coter les partis ainsi :

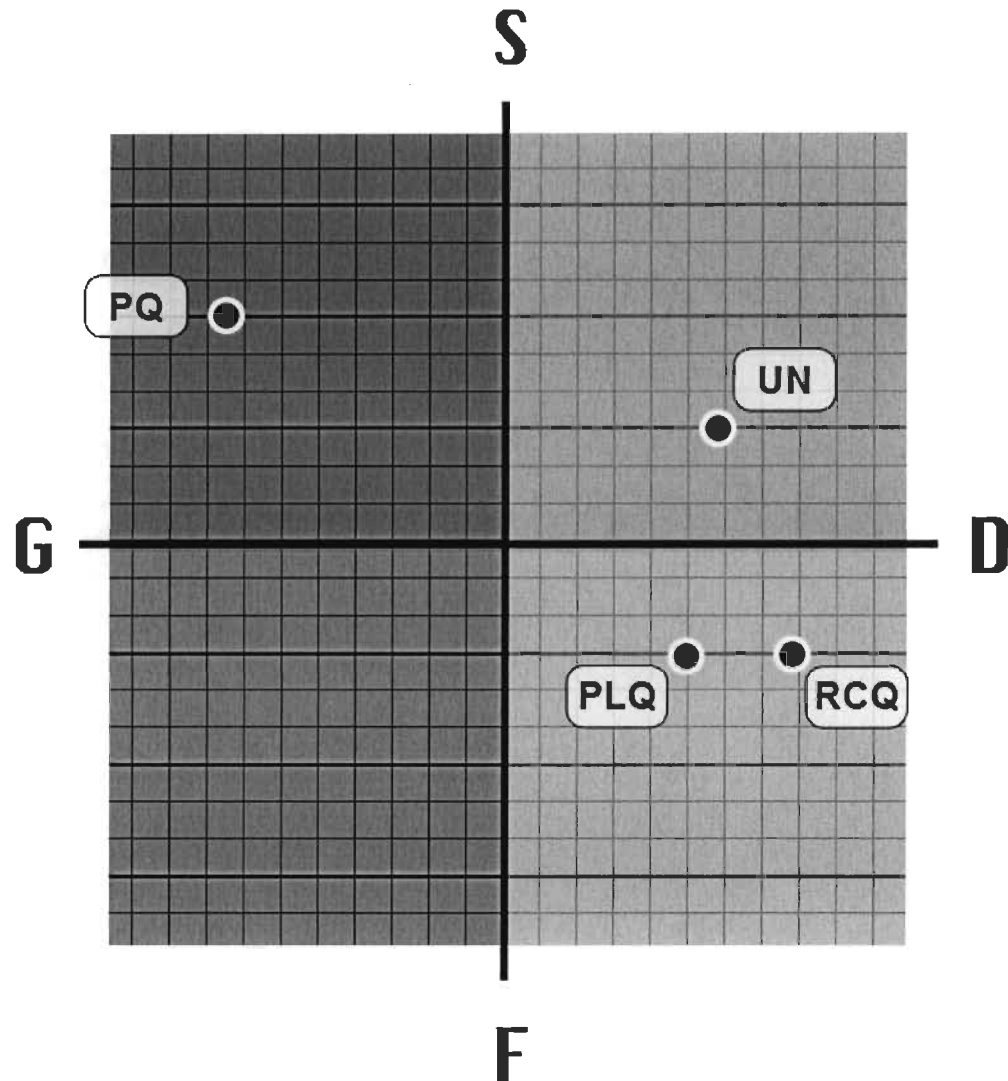
Tableau 3.3
Position et cote des partis politiques selon le niveau
de partage des pouvoirs envisagé entre la province du Québec
et le gouvernement canadien

Partis politiques	Séparation des pouvoirs	Cote
PLQ	Fédéralisme partiellement centralisé	-1
PQ	Souveraineté politique	2
RCQ	Fédéralisme partiellement centralisé	1
UN	Autonomie provinciale	1

4.4. LES CLIVAGES IDÉOLOGIQUES

Si l'on arrime à présent les axes des abscisses (gauche-droite) et des ordonnées (souverainisme-fédéralisme), on obtient le graphique suivant...

Figure 3.4
Les clivages politiques à l'élection de 1970



... lequel permet de conclure que l'élection de 1970 met aux prises : deux partis de droite fédéralistes, un parti de droite autonomiste et un parti de gauche souverainiste.

5. ET APRÈS ?

Comment l'électorat a-t-il réagi face à cette polarisation idéologique des partis ? De fait, les résultats de l'élection sont révélateurs de plusieurs épiphénomènes.

En 1970, l'Union nationale a littéralement été détrônée par la nouvelle équipe de Robert Bourassa. Les libéraux se sont emparés de 72 des 108 circonscriptions, ne laissant que des miettes à l'Union nationale, laquelle n'a obtenu que 17 sièges. En tant que nouveau parti, le Ralliement des créditistes du Québec a fait des gains considérables en remportant 12 sièges. Quant au Parti québécois, les urnes lui ont été favorables à sept reprises. Un gain de sept ou douze sièges peut paraître mineur, mais pour un nouveau parti, c'est un résultat plus que satisfaisant, presque remarquable. Ça l'est d'autant plus si l'on considère qu'ils ont eu à peine sept semaines pour se faire connaître et populariser leurs idées.

Dans l'ensemble de la province, la répartition des sièges à l'Assemblée reflète mal l'adhésion des électeurs aux quatre partis en lice. Sur les 2 872 970 votants, un peu plus de 1 300 000 ont opté pour le PLQ – soit 45,4% des voix. L'Union nationale a récolté à peine 20% des voix avec environ 564 544 votes. Le Parti québécois a convaincu plus d'électeurs (662 404) que le vieux parti unioniste en lui arrachant au-delà de 23% de l'électorat. Les créditistes, quant à eux, ont moins séduit que le PQ : ils n'obtiennent en effet que 321 370 votes, soit 11% des votants. En comparant la

proportion des votes avec la proportion de sièges remportés par chacun des partis, on note un défaut de représentativité. Selon les critiques, cette distorsion provient du mode de scrutin uninominal à un tour basé uniquement sur la représentation qui rend mal compte des choix électoraux.

Néanmoins, ces résultats révèlent que les idées des nouveaux partis – diamétralement opposées – ont trouvé un écho dans la population et exposent par le fait même la répercussion du clivage idéologique dans la population. De plus, ces résultats détonnent des élections précédentes car ils ont pour conséquence de partager le pouvoir entre plusieurs partis politiques – une configuration de la législature qui se présente rarement dans l’histoire politique du Québec, plus habitué au bipartisme. Forte de sa grande majorité de sièges, la gouvernance du Parti libéral n’est pas entravée par la pluralité de partis dans l’opposition. Celle-ci, en revanche, souffre d’être à ce point divisée. Notons à cet égard que jamais dans l’histoire du Québec, trois partis politiques dans l’opposition se sont partagés autant de sièges.

Au niveau de la spatialité des nouveaux partis, les comtés obtenus par les péquistes se situent essentiellement dans le centre-est de Montréal – si l’on fait abstraction de la circonscription de Saguenay. Le PQ a été élu dans Bourget, Gouin, Lafontaine, Maisonneuve, Saguenay, Sainte-Marie et Saint-Jacques. Les créditistes sont écartelés entre l’Abitibi et la Beauce. Ils sont élus dans trois circonscriptions de la région de l’Abitibi-Témiscamingue : Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda. Les autres circonscriptions créditistes se concentrent dans le corridor Capitale-

Nationale/Chaudières-Appalaches : Beauce, Dorchester, Frontenac, Lévis, Lotbinière, Mégantic, Portneuf et Saint-Sauveur.

Quelques comtés resteront fidèles à leur nouvelle allégeance lors de l'élection suivante, caractérisée par l'écrasante victoire libérale: les libéraux remporteront alors 102 des 110 sièges. De son côté, le PQ perdra un siège, mais se maintiendra néanmoins dans quatre comtés (Lafontaine, Maisonneuve, Saguenay et Saint-Jacques) auxquels s'ajouteront les circonscriptions de Chicoutimi et de Sauvé. Le RCQ perdra pour sa part dix de ses douze sièges, mais conservera Beauce-Sud et Rouyn-Noranda. Quant à l'Union nationale, aucun de ses 110 candidats ne remportera de siège. En regard de cette déconfiture, on peut avancer que l'élection de 1970 sonne le glas de l'Union nationale et annonce l'avènement d'une période de transition entre le PQ et l'UN.

Ces prodromes sont particulièrement repérables dans les comtés qu'ont su garder les nouveaux partis entre 1970 et 1973. Rouyn-Noranda peut servir de baromètre – non pas à échelle des résultats électoraux mais plutôt en ce qui a trait à la viabilité des partis. Lors de la création de sa circonscription, en 1944, l'électorat rouynorandien avait élu de justesse la *Cooperative Commonwealth Federation*, suivant de près le Bloc populaire, tous deux nouveaux partis obtenant au moins un siège à Québec. La circonscription a par la suite été le cadre d'une alternance de mandats consécutifs entre libéraux et unionistes, jusqu'à l'arrivée des créditistes en 1970. Berceau du chef créditiste, Rouyn-Noranda a réélu le RCQ tant qu'il a présenté

sa candidature, soit jusqu'en 1976. Par la suite, les Rouynorandiens choisiront successivement le PQ et le PLQ au détriment de l'Union nationale : en 1981, celle-ci n'obtiendra que 629 votes.

Les unionistes ont aussi été balayés de la sorte dans le comté de Saint-Jacques (Montréal). Victorieuse depuis 1936, l'Union nationale cède, en 1970, la première place au PQ pour se retrouver troisième derrière les libéraux. S'ensuit, dès 1973, une chute du vote unioniste jusqu'à la dissolution du parti après l'élection 1985. Au cours de cette période, l'électorat de Saint-Jacques opte pour le PQ tout en accordant quelques votes à une myriade de petits partis : Nouveau parti démocratique (1976 et 1985), Parti des travailleurs du Québec (1976 et 1981), Parti communiste du Québec (1976 et 1985), Crédit social uni (1981 et 1985), Parti communiste ouvrier (1981), Parti marxiste-léniniste (1981), Parti indépendantiste (1985), Parti humaniste du Québec (1985), Mouvement socialiste (1985), Parti pour le Commonwealth du Canada (1985) et Parti du socialisme chrétien (1985). Ce sont là autant de nouveaux petits partis majoritairement de tendance de gauche qui se renouvellent d'une élection à l'autre.

Ces deux circonscriptions illustrent bien la transformation qui se produit en 1970 sur la scène provinciale. L'Union nationale est détrônée de sa position de vieux parti par un nouveau parti et reléguée aux oubliettes quelques élections plus tard, après quoi le Parti québécois s'impose progressivement.

Ainsi, l'élection de 1970 marque l'histoire politique québécoise tant par la netteté des clivages qu'elle voit surgir que par la place significative qu'y occupent les nouveaux partis. Les résultats électoraux démontrent que les clivages présents sur la scène politique se retrouvent tout autant dans la population, laquelle répond à la polarisation des positionnements idéologiques des partis par une polarisation tout aussi forte du vote. Trente pour cent de l'électorat, en effet, fait le choix de voter pour un des nouveaux partis, porteurs d'idées nouvelles.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse, nous pensons être en mesure de confirmer l'hypothèse de départ, à savoir : la présence d'enjeux sociétaux forts en contexte électoral a un effet polarisant, au sens où elle génère des clivages idéologiques marqués et entraîne une mobilisation importante de l'électorat. Celle-ci se traduit par une hausse de la participation électorale et par l'arrivée à l'Assemblée de nouveaux partis. C'est, du moins, ce que révèlent les élections de 1935 et 1970.

Rappelons-en d'abord les enjeux et précisons les clivages qu'ils inaugurent... Lors de l'élection de 1935, le Parti libéral et l'Alliance Duplessis-Gouin se divisent sur une question fondamentale – ou enjeu – concernant le rôle de l'État : doit-il intervenir pour rééquilibrer l'ordre du monde ou laisser l'économie le réguler ? Vues l'ampleur et l'actualité de l'enjeu, les partis en lice sont contraints de se positionner clairement : le Parti libéral de Louis-Alexandre Taschereau propose à cet égard un programme et un discours de droite (laisser-faire), tandis que l'union ALN-PC se place à gauche sur le même sujet (intervention étatique).

Plus précisément, les candidats de l'union insistent sur l'iniquité de l'ordre établi. Selon eux, le déséquilibre social et économique provient du « régime Taschereau », accusé de s'acoquiner avec les trusts et de privilégier ainsi les intérêts

d'une élite financière responsable de la crise économique au détriment de la population en difficulté. Leur action politique vise donc à utiliser l'État pour changer l'ordre du monde en restreignant certaines libertés (économiques) de l'élite et en mettant en place une structure venant directement en aide à la population au nom de l'égalité pour le plus grand nombre.

En face, les libéraux estiment que l'ordre du monde est légitime. Le chef libéral avance à plusieurs reprises que ses liens avec la haute finance sont profitables à la province et que les mécanismes spontanés de l'économie vont mettre fin à la crise. Le PLQ insiste en outre sur la nécessité de réélire un parti traditionnel si l'on entend maintenir la stabilité et la tradition politique des Canadiens français. Ses candidats mettent aussi l'emphasis sur les risques de «chaos» que la province encourt si l'électorat vote pour l'alliance. À cet égard, le programme politique des libéraux est sans contredit en faveur de la préservation de l'ordre établi : les actions du gouvernement y apparaissent très limitées. Aucune (nouvelle) mesure concrète n'engage l'État québécois. L'intervention est laissée à la «main invisible» de l'économie et aux corporations en place. L'action des libéraux en est une par défaut.

En 1970, la scène électorale se divise sensiblement sur le même enjeu. Toutefois, la question n'est alors plus de savoir si l'État doit ou non intervenir, mais plutôt s'il doit ou non prolonger ou même accentuer l'expansion de son champ d'intervention.

Comme en 1935, la force de l'enjeu amène les partis en concurrence à s'affirmer idéologiquement. Le Ralliement des créditistes du Québec, l'Union nationale et le Parti libéral du Québec vont soutenir des idées de droite tandis que le Parti québécois va s'ancrer à gauche.

De fait, les péquistes estiment que l'ordre établi est inéquitable. De leur point de vue, l'injustice repose sur un déséquilibre entre nantis et démunis, et entre un petit peuple francophone et un grand consortium anglophone. L'action politique du PQ vise à changer cet ordre du monde en usant du pouvoir d'intervention de l'État québécois afin d'assurer un meilleur équilibre socioéconomique. D'une part, il ambitionne de s'ingérer dans les affaires des plus nantis et d'autre part, il prévoit venir directement à l'aide – voire à la défense – des défavorisés.

En revanche, pour le PLQ, l'UN et le RCQ, l'ordre du monde est légitime. Toutefois, ils divergent sur le schéma explicatif. Les libéraux arguent que les problèmes sont momentanés et ils s'en remettent aux mécanismes spontanés de l'économie pour régler les problèmes socioéconomiques. À cet égard, le parti libéral propose un plan d'action minutieux qui vise à stimuler l'action de la «main invisible» de l'économie. Pour sa part, l'Union nationale mise sur l'importance de préserver la tradition nationaliste du rôle de l'État québécois (défendre les intérêts des Canadiens français). Dans un second volet, l'État unioniste propose de s'en remettre aux mécanismes auto-structurants de l'économie, raison pour laquelle leur plan d'action politique se préoccupe surtout de mettre en place des infrastructures en vue de

favoriser l'autorégulation de la situation socioéconomique grâce au retour de la prospérité. Les créditistes, quant à eux, soutiennent que l'ordre du monde – en plus d'être légitime – est menacé par les réformistes. Les réformes exécutées au cours des années précédant l'élection de 1970 seraient la cause du «marasme»; elles auraient compromis l'ordre en contrevenant à l'organisation traditionnelle de la société. Le programme politique contre-réformiste a donc pour but de rétablir l'ordre en retournant à une intervention minimale de l'État et à une gestion corporatiste confessionnelle et/ou privée des institutions à vocation sociale.

Un second enjeu commun aux deux élections et, dans les deux cas, vecteur de polarisation concerne la question constitutionnelle. En 1935, on se demande lequel des deux États – celui d'Ottawa ou de Québec – doit assumer l'intervention dans la province, si intervention il y a? En 1970, la question évolue en : l'État provincial doit-il partager son champ d'intervention avec l'État fédéral, voire le lui confier ?

À ce sujet, les partis politiques de 1935 et de 1970 affichent des positions clairement différentes. En 1935, le Parti libéral du Québec se prononce pour plus de centralisation fédérale et l'Alliance, pour une autonomie provinciale. En 1970, le Parti québécois s'engage auprès de l'électorat à rompre sans délai le pacte confédératif. L'Union nationale manifeste une ferme position d'autonomie provinciale, faute de quoi elle proposerait l'indépendance du Québec. Le Parti libéral du Québec privilégie un fédéralisme révisé qui aurait de nouvelles fonctions respectant et profitant aux Québécois. Enfin, le RCQ reste plutôt muet sur la question,

acquiesçant ainsi au fédéralisme du moment, mais il revendique néanmoins du gouvernement fédéral une succursale provinciale de la Banque du Canada.

On le voit, les scènes électorales de 1935 et 1970 confirment magistralement les premier et second corollaires de notre hypothèse : les enjeux qui marquent les campagnes électorales sont forts et à effet polarisant. Sous la pression des enjeux, le champ politique se scinde, les clivages se renforcent. À ce stade, le troisième corollaire se résout de lui-même : les enjeux qui mobilisent la classe politique mobilisent tout autant les citoyens, lesquels se sentent suffisamment concernés par ces enjeux pour se déplacer en grand nombre le jour du vote (cf. le bond de la participation électorale en 1935 et 1970) et voter de façon tout aussi polarisée.

Nous confirmons de la sorte l'hypothèse initiale : dans l'histoire politique québécoise du XX^e siècle, les enjeux polarisants – crise économique et interventionnisme étatique, question constitutionnelle – s'avèrent effectivement le facteur déterminant de la montée de la participation électorale et du surgissement de nouveaux partis politiques.

Par-delà la démonstration de la thèse initialement avancée, signalons que la recherche a également abordé la question de la transition des partis politiques. Outre le fait qu'elle résulte de la présence d'enjeux polarisants, l'arrivée de nouveaux partis est apparue comme une étape de remplacement de vieux partis. En effet, l'avènement de l'Action libérale nationale ligüée au Parti conservateur a marqué la fin de ce

dernier et le début de l'Union nationale, qui devait littéralement régner sur le Québec quelques années plus tard. Il en va de même pour la création du Parti québécois : son arrivée à l'Assemblée nationale a annoncé la disparition prochaine de l'Union nationale. Une question surgit alors : faut-il y voir une tendance politique des Québécois? Si tel est le cas, nous serions tenté d'avancer que les dissidences actuelles et les diverses mutations que connaît l'Action démocratique du Québec émanent d'une telle transition. Mais il reste à en débusquer l'enjeu, jusqu'ici peu perceptible.

Cependant, il faut signaler que le succès de ce type de transition requiert qu'une condition soit remplie : l'histoire montre en effet que, partant de positions assez radicales sur les axes gauche-droite et souverainisme-fédéralisme, les nouveaux partis *transitionnels* tendent à fléchir vers le centre avant de prendre le pouvoir. Cela semble avoir été le cas de l'Alliance Gouin-Duplessis qui, positionnée à gauche en 1935, a transité vers la droite après que le chef conservateur ait pris la pleine direction du parti en 1936. Il se produit le même phénomène avec le Parti québécois lequel, après deux premières défaites, a dû modérer tant ses positions de gauche que souverainistes avant de prendre le pouvoir³⁵⁵.

Plusieurs questions s'imposent alors, qui ouvrent l'analyse à des pistes nouvelles. Doit-on supposer que l'électorat aurait une préférence pour les idées

³⁵⁵ À son arrivée en 1970, le Parti québécois présentait son élection comme une déclaration spontanée de la souveraineté du Québec. En 1976, il révisé sa formule en lui préférant l'étapisme, soit : d'abord, l'élection du parti et ensuite, la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec. Il a aussi révisé son propos au sujet de l'interventionnisme étatique : par exemple, sans renier ses programmes précédents, le PQ a néanmoins préféré opter pour une intervention nettement plus modérée à l'endroit des entreprises.

modérées? Ou serait-ce plutôt une caractéristique particulière du comportement électoral des Québécois que d'éviter toute prise de risque et de réclamer paradoxalement du changement tout en votant pour la stabilité? Ou, encore, faut-il tout simplement voir dans la prédilection de l'électorat québécois pour les législatures bipartites un héritage du parlementarisme britannique? Ou, autre piste : quoique les nouveaux partis doivent généralement leur émergence à l'actualité d'enjeux polarisants qui les conduit à se positionner clairement idéologiquement, les conditions de leur durabilité se situeraient-elles plutôt dans leur propension à tendre vers le centre, où s'ancrent les vieux partis³⁵⁶?

Soulignons enfin qu'en insistant sur l'interventionnisme étatique plutôt que sur le nationalisme, notre analyse a exposé les différentes tangentes idéologiques que peut prendre le nationalisme québécois : nationalisme de gauche ou nationalisme de droite. Elle a contribué de la sorte, du moins nous l'espérons, à apporter un éclairage – ne serait-ce que sous forme de questions – sur la nature des idéologies au Québec et sur les partis qui les ont incarnées.

Au demeurant, la complexité de notre recherche nous a amené à faire des choix difficiles et nous a obligé à mettre de côté la contribution politique de certaines idéologies qui nous paraissaient pourtant essentielles. Ce fut le cas pour le féminisme,

³⁵⁶ Même si, en 1935 comme en 1970, les idées des nouvelles formations politiques ont su séduire une proportion notable de l'électorat, la tendance au bipartisme n'a pas été ébranlée pour autant par l'arrivée de nouveaux partis. La majorité, en effet, a tout de même préféré élire un vieux parti avant de revenir au traditionnel bipartisme lors des élections suivantes. Le bipartisme n'a vraisemblablement été menacé qu'au cours des dernières élections et plus particulièrement que durant celle de 2007 où un véritable multipartisme s'est mis en place, c'est-à-dire un système où le gouvernement n'a pas à lui seul la majorité des sièges.

le nationalisme et le populisme. Mais leur analyse aurait nécessité une recherche qui outrepassait les objectifs et le cadre de notre étude. Ces idéologies pourraient, à elles seules, faire l'objet d'une recherche, mais tel n'était pas notre propos.

Pour finir, nous avions prévu d'ajouter une dimension géohistorique à notre étude afin d'accorder une plus grande importance à l'analyse des électors locaux. Mais le «temps» et l'«espace» qui nous étaient accordés nous ont amené à mettre cette dimension de côté. Pour les mêmes raisons, il ne nous a pas été loisible d'étudier les phénomènes inverses de ceux étudiés, c'est-à-dire les élections qui ont présenté une chute du taux de participation et qui ne semblaient pas présenter d'enjeux marquants.

Est-ce à dire que l'étude ici déployée est pertinente ? Nous le croyons. Elle a, à tout le moins, le mérite d'ouvrir d'autres pistes de recherche. Il serait ainsi intéressant d'étudier plus en détail les liens entre les idéologies de gauche comme de droite et le nationalisme dans l'histoire du Québec du début de la confédération jusqu'à nos jours. Cette même entreprise de distinction idéologique, transposée dans la sphère collective, ne pourrait-elle pas constituer un premier pas vers une réconciliation de la société québécoise avec ses questions fondatrices, et celle de ses citoyens avec la politique ?

Figure 1.1
Taux de participation électorale de 1867 à 2008
aux élections provinciales du Québec



Figure 1.2
Taux de participation électorale de 1931 à 2008
aux élections provinciales du Québec

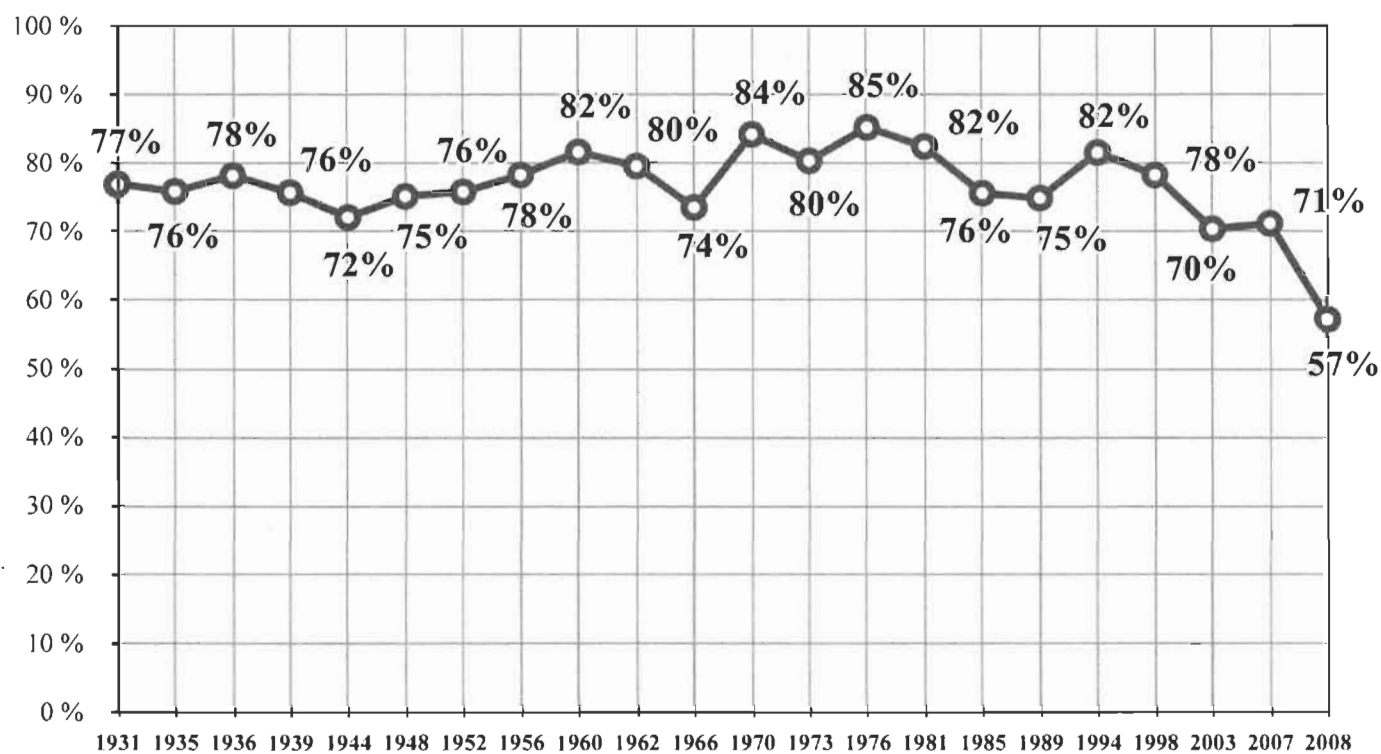


Figure 1.3
Nombre de partis politiques élus aux élections
provinciales du Québec de 1867 à 2008

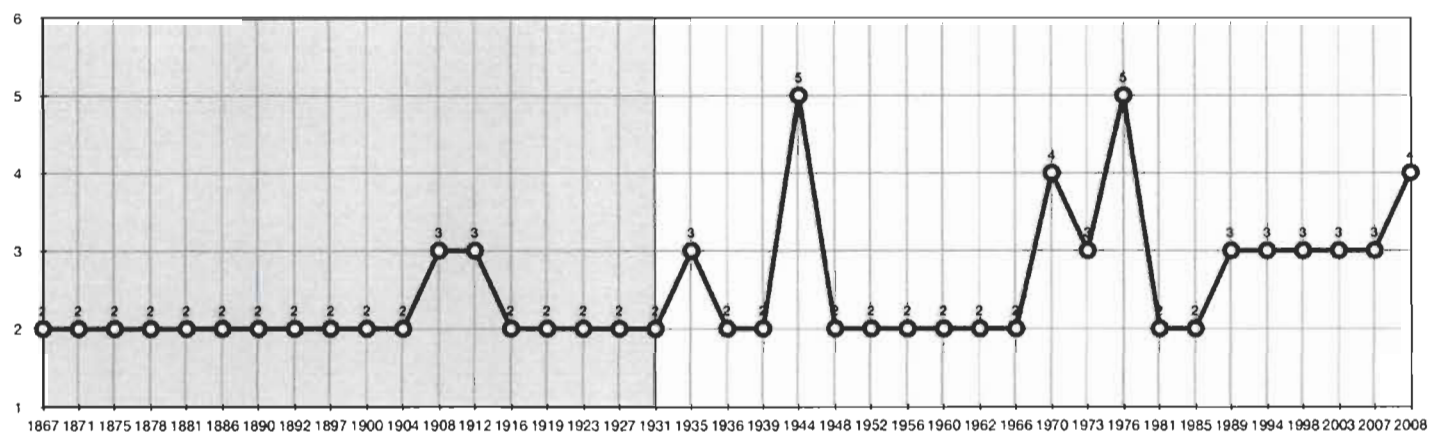


Figure 1.4
Taux de participation électorale (x 0,10)
et nombre de partis politiques élus aux élections

ANNEXE 4

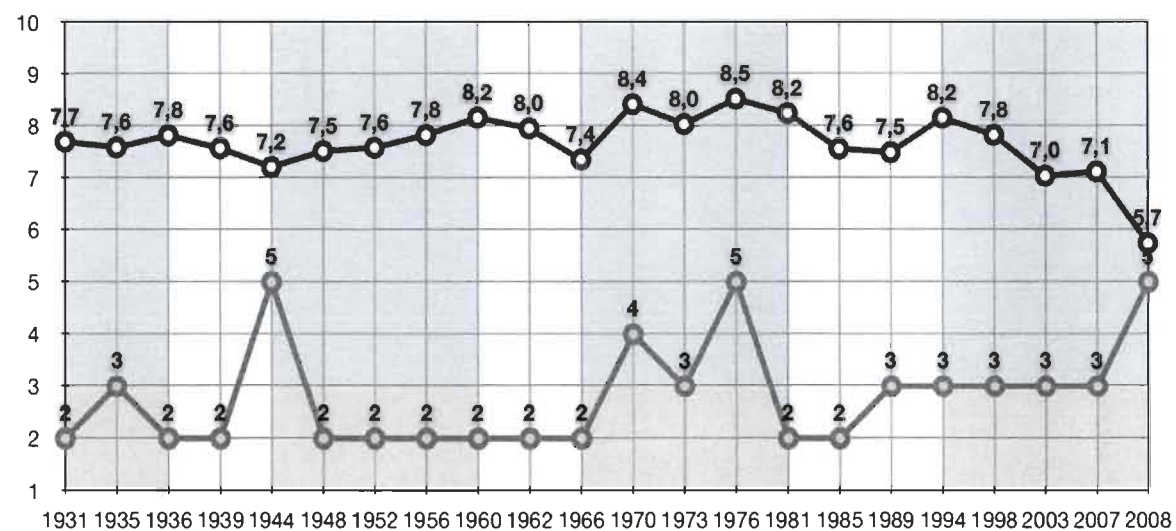
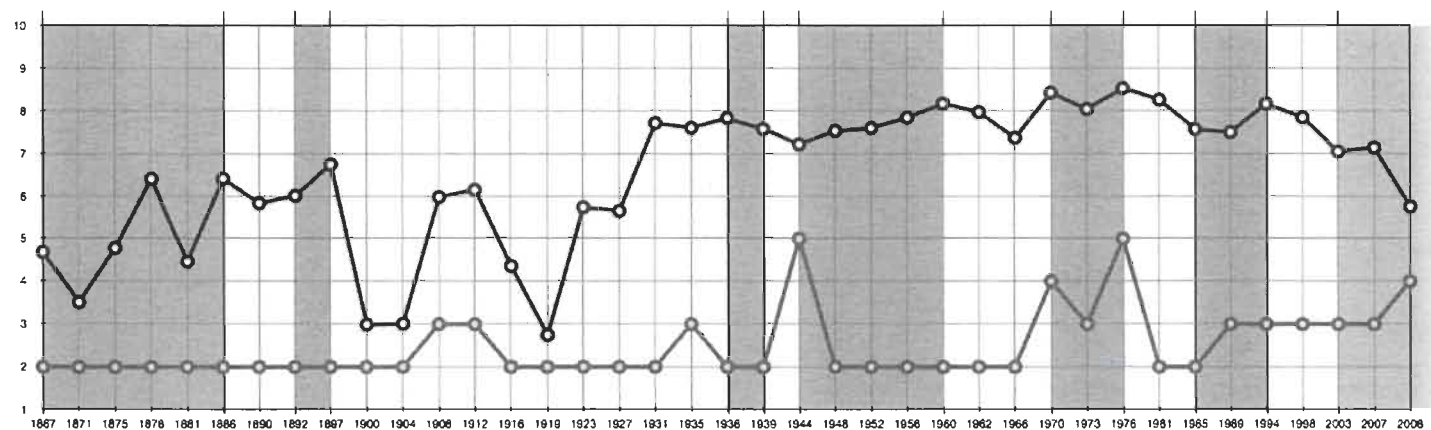


Figure 1.5
Taux de participation électorale (x 0,10),
nombre de partis politiques élus
et cycles politiques de 1867 à 2008

ANNEXE 5



ANNEXE 6

Mesures économiques du Parti libéral dans son programme de 1935 classées d'après la typologie d'interventionnisme

DIRECT	SEMI-DIRECT	INDIRECT Orientant	INDIRECT Laisser-faire	NEUTRE / INCLASSABLE
			Assurer l'accessibilité au crédit aux cultivateurs	
			Coopérer avec les caisses pour les prêts aux cultivateurs	
			Primes pour stimuler l'industrie beurre et fromage	

ANNEXE 7

**Mesures économiques de l'Alliance Duplessis-Gouin dans son programme de 1935
classées d'après la typologie d'interventionnisme**

DIRECT	SEMI-DIRECT	INDIRECT Orientant	INDIRECT Laisser-faire	NEUTRE / INCLASSABLE
Réformes agraires				
		Préparation d'un vaste plan de colonisation		
	Conquête des marchés locaux et étrangers			
			Électrification des campagnes	
			Augmenter les subsides	
		Organisation de l'industrie complémentaire		
			Établissement d'un crédit agricole	
	Rachat des tenures seigneuriales			
		Inventaire de la Coopérative fédérée		

Réformes ouvrières				
	Réglementation de la vente à tempéramment			
		Encourager la construction de logement ouvrier		
Réformes industrielles et commerciales				
		Recherche de nouveaux débouchés à l'étranger pour nos produits agricoles et industriels		
		Nomination de nouveaux agents commerciaux		
		Création d'un laboratoire de recherche		
		Création office de renseignement		
		Inventaire des ressources naturelles		
				Coopération avec les industriels pour créer des emplois
				Coopérationa avec les industriels pour faire valoir leurs droits au fédéral
	Abolition des achats par intermédiaires			
				Diminution du nombre de commissaires

Réformes économiques				
Briser l'emprise des grandes institutions financières, trust de l'électricité et industrie du papier				
Aménagement des pouvoirs d'eaux				
		Commission d'enquête sur l'hydroélectricité		
Concurrence d'État contre les cartels du charbon, de la gazoline et du pain				
	Réunir dans une association fermée les producteurs de lait			
		Enquête complète sur la structure de financement		
				Aggravation et application de la Loi des Combines
			Électrification rurale	
Réformes financières				
	Révision de la loi des Compagnies à fonds social			
				Uniformisation de loi dans tout le Canada
				Création d'un organisme pour appliquer la loi

ANNEXE 8

**Mesures économiques du Parti libéral du Québec dans son programme de 1970
classées d'après la typologie d'interventionnisme**

DIRECT	SEMI-DIRECT	INDIRECT Orientant	INDIRECT Laisser-faire	CONTRE- INTERVENTIONNISTE	NEUTRE / INCLASSABLE
Le développement économique					
	Le Ministère de l'Industrie et du Commerce assumera pleinement son rôle dans la réorientation des entreprises et la recherche.				
		Préparer des dossiers d'investissements sur l'étude permanente des perspectives de développement des principales industries dans les divers régions du Québec			

	Encourager l'expansion des industries de pointe et rationaliser les secteurs établis. Il faudra non seulement accroître le volume global des investissements, mais également en réorienter la répartition entre les secteurs				
		Inciter les capitaux étrangers à agir dans le sens de nos objectifs			
		Orienter notre épargne domestique vers les secteurs industriels québécois créateurs d'emploi			
	Repenser la capitalisation de l'Office du Crédit Industriel du Québec et coordonner son travail avec celui de la Banque d'Expansion Industrielle				
	Inciter le regroupement des petites et moyennes entreprises dans les secteurs où le morcellement trop considérable des unités de production rend impossible				

		Orienter l'activité de la Société Générale de Financement vers la création de nouvelles industries dans les secteurs de pointe, afin d'en faire un instrument financier rentable et exclusivement voué aux intérêts économiques du Québec			
		Accentuer la vocation économique de nos bureaux à l'étranger afin d'encourager l'investissement dans nos secteurs de pointe			
		Augmenter la participation de la Caisse de Dépôts et de Placements dans les industries créatrices de nouveaux emplois			
		Organiser, à partir de Centre de Recherche Industrielle, la recherche appliquée et des études de marché, en coopération avec l'Université et l'Industrie dans les secteurs où le Québec dispose au point de départ d'un potentiel certain.			

Développement régional					
	Établissement de caisses régionales de financement				
			Amendement des bills 23 et 24 afin de permettre une plus grande souplesse dans l'octroi des subventions dans les secteurs industriels et commerciaux		
Utilisation de l'Hydro-Québec comme instrument de développement régional pour inciter la création de nouvelles industries					
		Utilisation du pouvoir d'achat gouvernemental afin d'inciter les industries à s'établir dans les régions désignées			
	Création des parcs industriels sur une base régionale				
La fiscalité					
			Réduction de l'impôt foncier scolaire		
			Établissement d'une échelle progressive de la taxe de vente		

			Diminuer l'impôt sur le revenu du petit salarié		
		Émission d'obligations à tirage pour encourager l'épargne tout en contribuant au développement économique			
				Abolition de la loi permettant aux municipalités d'établir une taxe locative	
					Entente avec le fédéral pour une meilleure péréquation
					Participer avec le fédéral à une politique tarifaire dans les secteurs industriels québécois
					Rapatrifier au Québec les allocations familiales
			Révision des droits successoraux		
			Révision du partage de la taxe de vente entre les municipalités		
L'agriculture					
		Étude permanente et scientifique des marchés			
		Zonage du territoire			

Création de société régionales de gestion et de planification responsables					
	Établissement d'un salaire de base du cultivateur pour fin d'assurance				
	Établissement d'une politique d'équilibre des coûts de transport		Révision complète des octrois et subsides accordés		
		Élargissement aux fermiers qui se spécialisent dans certaines productions agricoles spécifiques, incluant l'aviculture			
			Facilité de crédit aux jeunes qui veulent s'établir sur une ferme		
		Priorité à la formation des cultivateurs			
		Recyclage et réemploi des agriculteurs laissant leur ferme			
			Pensions accélérées pour cultivateurs trop vieux pour se réorienter		
		Politique drainage de terre			
		Recherche intensive des besoins de la consommation			

	Amélioration de la mise en marché de nos produits				
	Consolidation des exploitations laitières				
	Établissement d'une législation syndicale				
	Établissement d'une politique d'achat des produits agricoles québécois par les institutions hospitalières				
Les pêcheries					
		Réorienter la pêche vers l'exploitation d'espèces			
		Hâter le remplacement des unités			
	Réglementer la pêche au crabe et à la crevette				
		Réorienter les usines vers la diversité des opérations			
	Développer réseau de vente spécialisé				
	Créer un office de soutien des prix pour vente à l'exportation				
	Réorganiser le système d'entreposage et de réfrigération				
Les ressources					
	Réviser la carte forestière				

					Apporter attention particulière à l'utilisation de toute la possibilité forestière
		Susciter l'implantation de nouvelles industries			
	Intensifier l'aménagement forestier				
	Intensifier le reboisement				
		Aider à l'établissement de systèmes d'exploitation mécanisés			
		Intensifier le programme de regroupement des terres forestières			
			Établir le crédit forestier		
		Inciter les entreprises à faire du reboisement			
		Assurer une meilleure coordination entre les services des inventaires			
	Réorienter le ministère des Terres et Forêts pour instrument développement économique				
		Accélérer les recherches sur l'énergie nucléaire			
		Plan intégré d'aménagement du territoire			

		Intensifier la recherche et l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz			
Le transport					
			Développer des routes interrégionales		
			Construire des routes à incidence économique régionale		
		Enquête approfondie pour rationaliser l'industrie du transport			
	Rationaliser les règlements sur le transport afin de favoriser la croissance des entreprises québécoises				
Le tourisme					
		Création d'un ministère			
		Publication d'un guide touristique			
	Accentuation de la politique de récupération du domaine public				
			Programme de restauration des sites historiques		

ANNEXE 9

**Mesures économiques du Parti québécois dans son programme de 1970
classées d'après la typologie d'interventionnisme**

DIRECT	SEMI-DIRECT	INDIRECT Orientant	INDIRECT Laisser-faire	CONTRE- INTERVENTIONNISTE	NEUTRE / INCLASSABLE
Les principes généraux des politiques de développement économique					
Développer secteur public par des nationalisations					
Création d'entreprises					
Création de réservoirs financiers gouvernementaux					
	Création d'organismes de gestion				
	Réglementation des entreprises privées				

			Octroi de subventions pour inciter les entreprises à répondre aux priorités de l'office du plan		
	Rationalisation de certains secteurs				
		Favoriser l'expansion du secteur coopératif			
Participation aux investissements des entreprises étrangères					
Réglementation des rapports des entreprises avec leurs sociétés-mères					
Obligation aux entreprises étrangères d'employer une majorité de cadres québécois					
		Éducation sur les aspects de l'action économique de l'État			
		Stimuler l'enseignement orienté sur l'économie			
L'organisation économique de l'État					
Obliger les institutions financières à créer une composante québécoise					

Assujettir ces institutions à loi unique qui définira les pouvoirs et obligations					
	Réglementer la forme des états financiers				
			Assujettir ces institutions à loi sur la fiscalité comme les autres corporations		
Constituer un conseil consultatif mixte					
Participation de l'État dans toutes les institutions financières					
	Régie du crédit pour réglementer le crédit				
Centraliser les fonds de pension publics CDP					
	Permettre à tous les employés du privé de faire gérer leur fonds de pension par la CDP				
Établir Banque du Québec					
					Regrouper tous les départements économiques sous un seul
		Établissement priorité du gouvernement			
		Inventaire ressources humaines et naturelles			

		Étude approfondie des marchés			
		Recherche technique et industries			
Rationalisation des petites entreprises et fermes					
	Régionalisation des services d'État				
		Recherche industrielle pour des investissements dans les meilleurs secteurs et productions			
	Créer des centres dynamiques économiques				
	Développer les villes de régions				
Réorientation et modernisation de l'activité économique					
Accélérer la fusion des entreprises					
	Sociétés économiques viseront le rééquipement dans certains secteurs				
SGF pour créer secteur mixte					
Privilégier l'expansion de Sidbec					
	Publicisation de l'administration des forêts, affermage et contrôle des prix				

			Mise en place des infrastructures pour exploitation des mines		
Fusions et regroupements des sections ferroviaires et aériens					
	Construction de la navigation vers un système mixte ou 100% public				
		Inventaire des circuits touristiques et aménagement des zones			
		Revitaliser les infrastructures et financement domaine touristique			
	Règles d'établissement sur les sites touristiques				
	Développer le système coopératif dans le secteur touristique				
L'agriculture					
		Recherche fondamentale et appliquée			
Conseil national de la recherche agricole (étatisation recherche)					
		Données de régionalisation			

	Intégration des trois phases (production, transformation et mise en marché)				
		Information sur marchés végétaux, animaux du Québec et ailleurs			
		Expertise sur mise en marché			
	Office de contrôle et surveillance des importations				
		Comité consultatif			
	Contrôle et surveillance outillage agricole et produits pharmaceutiques				
Régie de la fabrication, distribution et publicité des produits pharmaceutiques					
Création de dépôts régionaux					
Gratuité des produits pharmaceutiques vétérinaires aux agriculteurs					
Praticiens rémunérés par État					

ANNEXE 10

**Mesures économiques du Ralliement des créditistes du Québec dans son programme de 1970
classées d'après la typologie d'interventionnisme**

DIRECT	SEMI-DIRECT	INDIRECT Orientant	INDIRECT Laisser-faire	CONTRE- INTERVENTIONNISTE	NEUTRE / INCLASSABLE
Finance et fiscalité					
	Créer un système de crédit provincial				
				Rembourser la dette	
				Abolir la taxe de vente	
				Exemptions d'impôts	
					Planification du budget sur 5 ans
					Contrôle rigoureux des ministères
Voirie et travaux publics					
					Fusion des ministères

			Financer les infrastructures par des crédits nouveaux sans intérêts		
			Priorité absolue sur l'expansion du réseau routier		
	Norme de qualité pour durabilité				
Transport et communications					
	Inspection des véhicules-moteur obligatoire et gratuite				
			Création d'une égie assurance-automobile créée pour offrir des polices d'assurances privés		
					Aucune discrimination sur les jeunes pour les taux d'assurances
Agriculture					
					Reconnaissance du statut de «cultivateur authentique»
		Classifier les fermes			
			Octrois, subsides pour éviter le déracinement		
		Analyse des besoins des consommateurs en produits agricoles			

			Escompte de 10% sur les produits québécois		
		Création d'agences à l'étranger pour écouler les surplus			
				Abolition de l'impôt foncier	
			Accès pour cultivateur authentique à du financement		
		Création d'un Office de consultation			
Pêcheries					
		Analyse scientifique des marchés extérieurs et intérieurs des produits de pêche			
			Aide financière pour la construction d'une flotte de pêche hautière		
			Prêt pour créer des coopératives de pêche		
			Attention particulière construction bâtiments et engins de pêche		
			Escompte pour encourager la consommation des produits de pêche québécois		

Ressources naturelles et industries					
			Prêt long terme et faible taux d'intérêts pour développement industrie		
		Étude et mise en application d'un programme de conservation et gestion des ressources			
			Escompte de 10% sur produit transformé à plus de 75% de matières premières du Québec		
	Révision des baux d'exploitaton				
			Financement Hydro-Québec par crédits nouveaux		
				Rembourser la dette de HQ	
			Salon d'Exposition pour les produits québécois		

ANNEXE 11

**Mesures économiques de l'Union nationale dans son programme de 1970
classées d'après la typologie d'interventionnisme**

DIRECT	SEMI-DIRECT	INDIRECT Orientant	INDIRECT Laisser-faire	CONTRE- INTERVENTIONNISTE	NEUTRE / INCLASSABLE
Secteur économique - Ressources naturelles (Agriculture)					
		Intensifier le recyclage de la main-d'œuvre			
		Mettre à disposition les instruments nécessaires pour devenir chef d'entreprises			
			Subventionner un système d'éducation agricole		
	Trouver déboucher pour les surplus				
		Recherches pour la production, transformation et mise en marché			

		Campagne pour améliorer qualité des produits			
		Encourager l'établissement de marchés régionaux et locaux			
	Mettre en place un système de mise en marché pour prix équitables du porc				
	Étendre le régime de garantie de paiement				
	Élargir le régime d'assurance-récolte				
	Instaurer un régime d'assurance-bétail				
		Service de consultation pour créer des coopératives			
			Mettre en place service d'analyse de troupeau laitier		
			Mettre en place un système électronique d'analyse		
			Étendre les travaux de drainage		
Secteur économique - Ressources naturelles (Terres et forêts)					
					Réviser la loi pour l'adapter à l'économie moderne

		Programme de promotion de l'industrie forestière			
			Appliquer la politique de drainage		
	Geler l'évaluation municipale et scolaire sur les lots reboisés				
			Créer un crédit forestier		
Secteur économique - Ressources naturelles (Richesses naturelles)					
			Structures pour politique de l'énergie de l'UN		
					Maintenir le droit exclusif sur les fonds sous-marins
	Obliger les entreprises de transformer les matières premières au Québec				
			Construire barrage Manic 3		
Secteur économique - Ressources naturelles (Les eaux)					
	Présenter un code de l'eau				
					Conseil permanent de l'eau
		Analyser les cours d'eau			
		Élaborer un plan d'aménagement			
	Assainir l'eau selon règle de la Régie des eaux				
		Conseil permanent de l'eau			

					Améliorer la qualité de l'eau
		Inventorier les rejets industriels			
Secteur économique - Ressources naturelles (Pêcheries)					
	Créer la Société d'exploitation des pêcheries du Québec				
			Terminer le réseau des équipes d'entretien et de réparation de navires		
			Construire des bateaux «multipêche»		
			Réviser les règlements sur les octrois et prêts		
			Rendre accessible l'approvisionnement en boette et glace		
Secteur économique - Ressources naturelles (Tourisme, chasse et pêche)					
		Création du Ministère des loisirs et sports			
		Classifier les terrains de camping			
			Étendre les services d'accueil		
			Développer de nouveaux circuits touristiques		
			Implanter des services d'information touristique		
			Effectuer des travaux d'accessibilité aux lacs		

		Créer un Organisme de la jeunesse			
	Créer des centres de plein air				
			Lancer un programme d'installation sportives		
		Faire la promotion de l'élite sportive			
			Créer un crédit touristique		
Secteur économique - Les services (Industrie et commerce)					
	Créer la SDI pour favoriser fusion et création d'entreprises industrielles de pointe				
		Créer une Société d'information et d'aide à l'exportation			
		Faire la promotion des produits québécois			
			Fournir une aide accrue pour la normalisation des entreprises		
		Réviser les lois pour stimuler la création d'emplois			
			Augmenter les sommes de crédit industriel		
		Fournir une assistance technique			
		Procéder à une analyse poussée des déficits			

Secteur économique - Les services (Institutions financières)					
	Rendre obligatoire l'assurance-automobile				
					Créer une Commission d'appel
Secteur économique - Les services (Transport et communications)					
Créer la Société nationale des transports					

* Les autres mesures sous ce libellé s'adressent plutôt au secteur de la culture

BIBLIOGRAPHIE

1. SOURCES PREMIÈRES

1.1. CORPUS PRINCIPAL

La Presse, 52, 14 à 38, du 30 octobre 1935 au 26 novembre 1935

La Presse, 86, 55 à 94, du 12 mars 1970 au 30 avril 1970

Le Devoir, 26, 251 à 273, du 30 octobre 1935 au 26 novembre 1935

Le Devoir, 61, 59 à 100, du 12 mars 1970 au 30 avril 1970

PICARD, Paulo et Guy DESROSIERS, *Les programmes électoraux de 1970*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale (Bibliographie et documentation), 33, 1970, 158 p.

ROY, Jean-Louis, *Les programmes électoraux du Québec : un siècle de programmes politiques québécois, tome II : 1931-1966*, Montréal, Les Éditions Leméac, 1971, p. 251 à 263

1.2. ARTICLES DE JOURNAUX (AVEC AUTEUR) CITÉS

BOURASSA, Robert, « Un objectif prioritaire: 100,000 nouveaux emplois en 1971 », *Le Devoir*, 6 avril 1970, p. 5.

CHALVIN, Solange, « Mme Jean-Jacques Bertrand: Le 29 avril marquera un moment décisif dans l'histoire du Québec », *Le Devoir*, 4 avril 1970, p. 1.

CHARBONNEAU, André, « 'Sans équivoque' pour le régime fédéraliste », *Le Devoir*, 10 avril 1970, p.1-2.

CHARBONNEAU, André, « Le chef des créditistes fait miroiter de nouvelles promesses », *Le Devoir*, 13 avril 1970, p. 2.

CHARBONNEAU, André, « Il n'y a pas que des avantages, mais il y en a, croit Bourassa », *Le Devoir*, 15 avril 1970, p. 2.

CHARBONNEAU, André, « 100,000 emplois ou je quitte la vie politique », *Le Devoir*, 20 avril 1970, p. 1.

DESHAIES, Guy, « Ottawa soutire l'argent du Québec - R. Lévesque », *Le Devoir*, 16 mars 1970, p. 2.

DESHAIES, Guy, « Lévesque briguera les suffrages dans Laurier », *Le Devoir*, 21 mars 1970, p. 1 et 6.

DESHAIES, Guy, « La séparation comme la grève, suppose d'abord des négociations », *Le Devoir*, 24 mars 1970, p. 2.

DESHAIES, Guy, « Y a-t-il collusion entre les créditistes et le parti libéral? », *Le Devoir*, 9 avril 1970, p. 2.

DESHAIES, Guy, « Camil Samson est coupable d'abus de confiance », *Le Devoir*, 13 avril 1970), p. 1 et 2.

DESHAIES, Guy, « Lévesque est acclamé avec frénésie par 2,500 personnes », *Le Devoir*, 14 avril 1970, p. 2.

DUGUAY, Jean-Luc, « C'est la mort de l'UN, mais attention à un excès d'enthousiasme », *Le Devoir*, 20 avril 1970, p. 6.

DUGUAY, Jean-Luc, « Le fédéralisme n'est réalisable que dans le cas de 'melting pot' », *Le Devoir*, 24 avril 1970, p. 2.

LECLERC, Jean-Claude, « Bourassa propose: 100,00 emplois pour 1971 au Québec », *Le Devoir*, 4 avril 1970, p. 1.

LECLERC, Jean-Claude, « Bourassa: l'indépendance c'est combien? », *Le Devoir*, 7 avril 1970, p. 1 et 2.

LECLERC, Jean-Claude, « Les caisses devraient s'associer avec les investisseurs étrangers », *Le Devoir*, 13 avril 1970, p. 7.

LÉPINE, Normand, « Des élections hâtives combleront le vœu du PQ », *Le Devoir*, 13 mars 1970, p. 1.

- LÉPINE, Normand, « Une fraude intellectuelle incroyable, dit Bourassa », *Le Devoir*, 13 mars 1970, p. 1 et 2.
- LESAGE, Gilles, « Québec aux urnes le 29 avril », *Le Devoir*, 13 mars 1970, p. 2.
- LESAGE, Gilles, « Référendum sur l'indépendance en 74, si la constitution n'a pas été révisée », *Le Devoir*, 6 avril 1970, p. 1 et 2.
- LESAGE, Gilles, « Pas de réforme fiscale sans participation provinciale (Bertrand) », *Le Devoir*, 7 avril 1970, p. 2.
- LESAGE, Gilles, « Des oui et des non au projet de référendum sur l'indépendance », *Le Devoir*, 8 avril 1970, p. 1 et 2.
- MORIN, Jacques-Yvan, « Deux seuls choix possibles: l'option Québec et l'option Canada », *Le Devoir*, 23 mars 1970, p. 4.
- O'NEILL, Pierre-L., « L'UN projette une transformation radicale de la SGF », *Le Devoir*, 17 mars 1970, p. 1.
- O'NEILL, Pierre-L., « Sur la trace des chefs », *Le Devoir*, 7 avril 1970, p. 6.
- O'NEILL, Pierre-L., « Le choc des idées », *Le Devoir*, 10 avril 1970, p. 6.
- O'NEILL, Pierre-L. et Michel ROY, « Des idées et des hommes », *Le Devoir*, 1 avril 1970, p. 2.
- O'NEILL, Pierre-L. et Michel ROY, « L'opinion des autres », *Le Devoir*, 1 avril 1970, p. 6.
- PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC, « Le Séparatisme: non! », *Le Devoir*, 23 avril 1970, p. 10.
- RACINE, Bernard, « Les libéraux n'hésiteront devant aucune mesure, même impopulaire », *Le Devoir*, 24 mars 1970, p. 3.
- RACINE, Bernard, « Le PQ attend avec confiance le verdict des Québécois... », *Le Devoir*, 29 avril 1970, p. 12.
- RAYNAULD, André, « Une société où les objectifs et les contrôles seraient omniprésents », *Le Devoir*, 18 avril 1970, p. 5.
- ROY, Michel, « 'En 1970, pas de caprice, tout le monde vote créditiste' (Samson) », *Le Devoir*, 6 avril 1970, p. 2.

- ROY, Michel, « Les créditistes règnent en maître dans la Beauce où grondent la révolte et le mécontentement », *Le Devoir*, 7 avril 1970, p. 7.
- ROY, Michel, « La menace créditiste préoccupe le candidat de l'Union nationale », *Le Devoir*, 8 avril 1970, p. 2.
- ROY, Michel, « Plus qu'un parti, le Ralliement créditiste est un état d'esprit », *Le Devoir*, 10 avril 1970, p. 1 et 2.
- ROY, Michel, « Le programme du Ralliement est lié à la création d'une monnaie parallèle », *Le Devoir*, 14 avril 1970, p. 6.

1.3. ARTICLES DE JOURNAUX (SANS AUTEUR) CITÉS

- « L'aide au cultivateur est plus généreuse que jamais », *La Presse*, 30 octobre 1935, p. 9.
- « L'alliance Duplessis-Gouin 'provoque dans toute la province un immense éclat de rire', dit M. Taschereau », *Le Devoir*, 8 novembre 1935, p. 1-3.
- « L'alliance est consommée », *La Presse*, 8 novembre 1935, p. 3-6.
- « L'alliance entre le parti conservateur provincial et l'Action libérale nationale », *Le Devoir*, 8 novembre 1935, p. 2.
- « Appel de l'union nationale », *Le Devoir*, 19 novembre 1935, p. 3.
- « L'Assemblée de l'Union nationale à Asbestos », *Le Devoir*, 27 juillet 1936, p. 6.
- « L'Assemblée de l'Union nationale à Québec », *Le Devoir*, 19 novembre 1935, p. 1 et 3.
- « L'Assemblée de l'union nationale au marché Saint-Jacques », *Le Devoir*, 20 novembre 1935, p. 1 et 10.
- « 'Bertrand: malgré certains sondages, la population fera confiance à mon équipe' », *Le Devoir*, 18 avril 1970, p. 7.
- « Bertrand réclame un mandat clair », *Le Devoir*, 21 avril 1970, p. 1.
- « Beurreries et fromageries », *Le Devoir*, 31 octobre 1935, p. 2.
- « Bourassa compte sur la maturité », *Le Devoir*, 21 avril 1970, p. 1 et 2.

- « Bourassa: Lévesque risque de gâter le climat de la campagne », *Le Devoir*, 18 avril 1970, p. 7.
- « Ça va plus mal que jamais! », *Le Devoir*, 10 avril 1970, p. 5.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 3 avril 1970, p. 2.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 4 avril 1970, p. 7.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 8 avril 1970, p. 2.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 13 avril 1970, p. 6.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 15 avril 1970, p. 6.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 17 avril 1970, p. 2.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 20 avril 1970, p. 2.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 22 avril 1970, p. 2.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 23 avril 1970, p. 6.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 24 avril 1970, p. 6.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 25 avril 1970, p. 6.
- « Le choc des idées », *Le Devoir*, 27 avril 1970, p. 18.
- « Conventions libérales », *Le Devoir*, 30 octobre 1935, p. 3.
- « Demain le Québec choisit son destin », *Le Devoir*, 28 avril 1970, p. 10.
- « Les deux assemblées de M. Taschereau, hier soir, au marché Saint-Jacques, celle du dehors et celle du dedans », *Le Devoir*, 21 novembre 1935, p. 1.
- « Les discours à l'Assemblée de Victoriaville », *La Presse*, 2 novembre 1935, p. 26.
- « Les discours prononcés hier soir à l'intérieur du marché Saint-Jacques », *Le Devoir*, 21 novembre 1935, p. 7.
- « Discours du maire Grégoire », *Le Devoir*, 4 novembre 1935, p. 3.
- « 'En quoi n'ai-je pas été digne de l'héritage sacré que le père de M. Paul Gouin m'a légué ?' », *La Presse*, 12 novembre 1935, p. 1.

- « L'indépendance ferait perdre des milliers d'emplois créés par Bombardier – Bourassa », *Le Devoir*, 8 avril 1970, p. 1.
- « Les intérêts de la province exigent l'écrasement du régime Taschereau », *Le Devoir*, 8 novembre 1935, p. 8.
- « 'Je voterai lundi pour le candidat de M. Taschereau', dit M. Lapointe », *Le Devoir*, 20 novembre 1935, p. 6.
- « M. Auger à Salaberry », *Le Devoir*, 22 novembre 1935, p. 3.
- « M. Bélanger à l'école de Champagnat », *Le Devoir*, 22 novembre 1935, p. 7.
- « M. Drouin répond à M. Taschereau », *Le Devoir*, 2 novembre 1935, p. 3.
- « M. Duplessis aux Trois-Rivières », *Le Devoir*, 11 novembre 1935, p. 2.
- « M. Duplessis aux Trois-Rivières », *Le Devoir*, 11 novembre 1935, p. 2.
- « M. Maurice Duplessis inaugure sa campagne », *La Presse*, 11 novembre 1935, p. 13.
- « M. Paul Gouin à l'Épiphanie », *Le Devoir*, 18 novembre 1935, p. 2.
- « M. Paul Gouin dans l'Assomption », *Le Devoir*, 12 novembre 1935, p. 2.
- « M. Rinfret dans Dorion », *Le Devoir*, 13 novembre 1935, p. 8.
- « M. Taschereau à Granby », *Le Devoir*, 15 novembre 1935, p. 2.
- « M. Taschereau à l'île d'Orléans », *Le Devoir*, 25 novembre 1935, p. 2.
- « M. Taschereau à Montmagny », *Le Devoir*, 23 novembre 1935, p. 11.
- « M. Taschereau à Sherbrooke », *Le Devoir*, 14 novembre 1935, p. 2.
- « M. Taschereau à Victoriaville », *Le Devoir*, 2 novembre 1935, p. 3.
- « Le maire Grégoire choisi candidat dans Montmagny », *Le Devoir*, 16 novembre 1935, p. 3.
- « Le moindre retard risquerait de peser lourdement sur notre avenir – Bertrand », *Le Devoir*, 13 mars 1970, p. 16.

- « La 'nouvelle' stratégie fédérale et les objectifs politiques du Québec », *Le Devoir*, 19 mars 1970, p. 4.
- « Pensions de vieillesse et accidents du travail », *Le Devoir*, 22 novembre 1935, p. 2.
- « La politique sociale et familiale expliquée par... », *Le Devoir*, 17 avril 1970, p. 13.
- « Les politiques sociales actuelles, du gaspillage », *Le Devoir*, 17 avril 1970, p. 1.
- « Pourquoi Médéric Martin 's'est mis de travers' », *Le Devoir*, 8 novembre 1935, p. 3.
- « Première assemblée de l'échevin Leduc », *Le Devoir*, 16 novembre 1935, p. 3.
- « Le progrès économique ne tombera pas du ciel! », *Le Devoir*, 25 avril 1970, p. 7.
- « Québec plus que jamais ...dans le trou (Samson) », *Le Devoir*, 18 avril 1970, p. 3.
- « Les Québécois ne sont que des locataires - Jacques-Y. Morin », *Le Devoir*, 18 avril 1970, p. 7.
- « Le Ralliement des créditistes se donnera un chef 'prestigieux' », *Le Devoir*, 13 mars 1970, p. 7.
- « Trois discours de M. Taschereau », *Le Devoir*, 11 novembre 1935, p. 2.
- « Une créditiste s'engage », *Le Devoir*, 16 avril 1970, p. 2.
- « Une étude ministérielle confirme la politique de Robert Bourassa », *Le Devoir*, 3 avril 1970, p. 2.
- « Une menace de révélation formulée par M. Paul Gouin », *La Presse*, 12 novembre 1935, p. 11.
- « Une remise de 10% aux consommateurs qui achètent des produits du Québec », *Le Devoir*, 16 avril 1970, p. 6.
- « Une tournée électorale de l'hon. J.-E. Perrault dans son propre comté », *La Presse*, 13 novembre 1935, p. 17.

2. SOURCES SECONDES

2.1. OUVRAGES DE RÉFÉRENCES ET OUVRAGES GÉNÉRAUX

AKOUN, André et coll., *Dictionnaire de politique. Le présent en question*, Paris, Librairie Larousse, 1979, 351 p.

DEBBASCH, Charles et coll., *Lexique de politique*, Paris, Dalloz, 7^e édition, 2001, 453 p.

DICKINSON, John A. et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 2003, 452 p.

DUFOUR, Andrée, *Histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1997, 123 p.

GRAVELINE, Pierre, *Une histoire de l'éducation au Québec*, Montréal, Bibliothèque québécoise, 2007, 162 p.

GUÉRARD, François, *Histoire de la santé au Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1996, 123 p.

LINTEAU, Paul-André et coll., *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, tome II, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, 834 p.

MONIÈRE, Denis, *Le développement des idéologies au Québec : des origines à nos jours*, Montréal, Les Éditions Québec-Amérique, 1977, 382 p.

ROY, Fernande, *Histoires des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Cap-Saint-Ignace, Les Éditions du Boréal, 1983, 127 p.

RUANO-BORBALAN, Jean-Claude (dir.), *L'histoire aujourd'hui : nouveaux objets de recherche, courants et débats, le métier d'historien*, Auxerre, Sciences Humaines, 1999, 473 p.

RUBIN, Allen et Earl BABBIE, *Essential Research Methods for Social Work*, Belmont, CA, Thomson Brooks Cole, 2007, xviii-342 p.

2.2. MONOGRAPHIES ET OUVRAGES COLLECTIFS

BACACHE-BEAUVALLET, Maya, *Le rôle de l'État : fondements et réformes*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2006, 128 p.

- BOBBIO, Norberto, *Droite et gauche : essai sur une distinction*, Paris, Les Éditions du Seuil, 1996, 154 p.
- BRÉCHON, Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, Grenoble, Les Presses universitaires de Grenoble, 2006, 190 p.
- CROISÂT, Maurice, *Le fédéralisme canadien et la question du Québec*, Paris, Éditions Anthropos, 1979, 397 p.
- DIRKS, Patricia, *The failure of l'Action libérale nationale*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991, 199 p.
- DUPONT, Antonin, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, 366 p.
- FACAL, Joseph, *Volonté politique et pouvoir médical : naissance de l'assurance-maladie au Québec et aux États-Unis*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2006, 282 p.
- FOURNIER, Louis, *F.L.Q : histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Les Éditions Québec/Amérique, 1982, 509 p.
- GAGNON, Alain-G. (dir.), *Québec : État et société*, tome II, Montréal, Les Éditions Québec-Amérique, 2003, 588 p.
- GAUMER, Benoît, *Le système de santé et des services sociaux du Québec : une histoire récente et tourmentée, 1921-2006*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, 282 p.
- HOBBSAWM, Eric, *Nations et nationalismes depuis 1780 : programmes, mythe et réalité*, Paris, Gallimard, 1992, 247 p.
- HUGO, Victor, *Les misérables*, tome septième, Bruxelles, A. Lacroix Verbæckhoven & Cie, 1862, 490 p. Téléchargé depuis *Google books* le 17 octobre 2010, <http://books.google.ca/books?id=qODmEgoCYZEC&pg=PA3&dq=victor+hugo+les+miserables+%22tome+septième%22&hl=fr&sa=X&ei=0T3uTuHOB8j00gHW3bzhCQ&sqi=2&ved=0CDcQ6AEwAA#v=onepage&q=victor%20hugo%20les%20miserables%20%22tome%20septième%22&f=false>.
- LAURENDEAU, Marc, *Les Québécois violents*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1990, 351 p.
- LECLERC, Richard, *L'union nationale - ou Duplessis : petite histoire d'un parti politique québécois*, s.l., s.n., 1983, 52 p.

- LEMIEUX, Vincent, *Les partis et leurs transformations : le dilemme de la participation*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 221 p.
- LEMIEUX, Vincent, *Systèmes partisans et partis politiques*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1985, 275 p.
- MAYER, Nonna et Pascal PERRINEAU, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, 160 p.
- MCROBERTS, Kenneth et Dale POSTGATE, *Développement et modernisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, 350 p.
- NOËL, André et Jean-Philippe THÉRIEN, *La gauche et la droite : un débat sans frontière*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, 335 p.
- PARENTEAU Danic et Ian PARENTEAU, *Les idéologies politiques : le clivage gauche-droite*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2008, 194 p.
- RAWLS, John, *Théorie de la justice*, Paris, Éditions du Seuil, 1987, 666 p.
- RAWLS, John, *La justice comme équité : une reformulation de 'Théorie de la Justice'*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2004, 287 p.
- RENAN, Ernest, *L'avenir de la science : pensées de 1848*, Paris, Calmann-Lévy, 1890, xx-541 p.
- SAINT-PIERRE, Diane, *La politique culturelle du Québec de 1992 : continuité ou changement? Les acteurs, les coalitions et les enjeux*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003 : 91.
- SEILER, Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident. Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003, 479 p.
- WEBER, Luc, *L'État, acteur économique : analyse économique du rôle de l'État*, Paris, Economica, 1997, 396 p.

2.3. ARTICLES DE PÉRIODIQUES

- ALDHUY, Julien, « Au-delà du territoire, la territorialité ? », *Géodoc*, 55, 2008, p. 35-42.
- BOILY, Frédéric, « Le Duplessisme ou le populisme inachevé », *Politique et sociétés*, 21, 2, 2002, p. 101-122.

- BOURQUES, Gilles, « Fernand DUMONT, Les idéologies », *Recherches sociographiques*, 42, 2, 2001, p. 377-381.
- COMEAU, Robert, « Compte-rendu. Lévesque, Andrée, Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes ennemis au Québec 1929-1939. Montréal, Boréal Express, 1984, 186 p. », *Revue de l'histoire de l'Amérique*, 39, 2, 1985, p. 289-292.
- DOSTALER, Gilles, « Hayek et sa reconstruction du libéralisme », *Cahiers de recherche sociologique*, 32, 1999, p. 119-141.
- DOSTALER, Gilles et Frédéric HANIN, « Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec », *Sociologie et sociétés*, 37, 2, 2005, p. 153-181.
- DUMONT, Fernand, « Notes sur l'analyse des idéologies », *Recherches sociographiques*, 4, 2, mai-août 1963, p. 155-166.
- DUMONT, Fernand, « L'État, la gauche et la droite », *Socialisme 64, Revue du socialisme international et québécois*, 3-4, hiver 1964, p. 31-37.
- DUPONT, Antonin, « Louis-Alexandre Taschereau et la législation sociale au Québec, 1920-1936 », *Revue de l'histoire de l'Amérique française*, 36, 3 (décembre 1972), p. 397-426.
- DUPRÉ, Ruth, « Un siècle de finances publiques québécoises : 1867-1969 », *L'Actualité Économique*, 64, 4, décembre 1988, p. 559-583.
- DUROCHER, René, « Maurice Duplessis et sa conception de l'autonomie provinciale au début de sa carrière politique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 23, 1, juin 1969, p. 13-34.
- HUG, Simon, « Studying the Electoral Success of New Political Parties. A Methodological Note », *Party Politics*, 6, 2, avril 2000, p. 187-197.
- KITSIKIS, Dimitri, « Le nationalisme », *Études internationales*, 2, 3, septembre 1971, p. 347-370.
- LAMONDE, Yvan, « Fernande ROY, Histoire des idéologies au Québec au XIXe et XXe siècles », *Recherches sociographiques*, 36, 2, 1995, p. 363-365.
- LÉVESQUE, Andrée, « Reviews / Comptes rendus », *Labour/Le Travailleur*, 49, printemps 2002,
<http://www.historycooperative.org/journals/llt/49/11review.html>, consulté le 18 décembre 2011.

- MCDONOUGH, Peter, « Participation électorale et concurrence entre les partis. Le cas de l'Inde (1952-1967) », *Revue française de sociologie*, 11, 4, 1970, p. 488-515.
- ROUTHIER, Gilles, « L'ordre du monde. Capitalisme et communisme dans la doctrine de l'École sociale populaire, 1930-1936 », *Recherches sociographiques*, 22, 1, janvier-avril 1981, p. 7-47.
- STENGERS, Jean, « L'origine de la droite et de la gauche dans la vie politique belge au XIXe siècle », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 82, 1-2, 2004, p. 271-292.
- TINE, Antoine, « De l'un au multiple et vice-versa ? Essai sur le multipartisme au Sénégal (1974-1996) », *Revue camerounaise de science politique*, 1, 3, août 1997, p. 61-105.
- WOLINETZ, Steven Bernard, « Classifying Party Systems: Where Have All the Typologies Gone? », *Annual Meeting of the Canadian Political Science Association*, Winnipeg, [s.n.], 2004, <http://www.cpsa-acsp.ca/papers-2004/Wolinetz.pdf>, consulté le 18 décembre 2011.

2.4. ARTICLES DE JOURNAUX

- « Le retour de l'Union nationale... », *Le Soleil*, 10 mars 2007, p. 10.
- CLICHE, Paul, « Vers un réalignement en profondeur sur l'échiquier politique? », *Le Devoir*, 30 mars 2007, p. A7.
- DESCÔTEAUX, Bernard, « La fin du bipartisme », *Le Devoir*, 23 mars 2007, p. A8.
- GAGNON, Julien, « Notre démocratie est malade du cynisme », *Le Soleil*, 12 août 2010, <http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/opinions/points-de-vue/201008/10/01-4305386-notre-democratie-est-malade-de-cynisme.php>, consulté le 21 novembre 2011.
- GRAVEL, Marc-André, « Fini le bipartisme! », *Cyberpresse*, 17 mars 2007, [s.p.], <http://www.biblio.eureka.cc.biblioproxy.uqtr.ca/WebPages/Search/Result.aspx>, consulté le 18 décembre 2011.
- SIMARD, Pierre, « Ceux qui n'ont pas voté ne sont pas des imbéciles! », *Le Soleil*, 10 décembre 2008, p. 25.

SWIFT, Allan, « La Bourse de Montréal ne sera plus la même », *Le Soleil* (3 décembre 1999), p. B1.

2.5. THÈSES ET MÉMOIRES

BERNIER, Simon, « Des réseaux locaux aux monopoles régionaux, la régionalisation des marchés de l'électricité au Québec 1900-1935 », M.A. (Histoire), Université du Québec à Trois-Rivières, 2009, 179 p.

DUBOIS, Robert, « Le rôle des centrales syndicales dans l'instauration du régime d'assurance-maladie au Québec », Thèse (Économie), Université McGill, 1978, 147 p.

LÉVESQUE, Stéphane, « Participation électorale comparée et théorie des enjeux : les élections québécoises de 1970 à 1994 », M.A. (Science politique), Université Laval, 1999, 117 p.

VAN DER DONCKT, Pierre, « L'Action libérale nationale (1934-1936) », M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1966, 125 p.

2.6. DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX OU D'AUTRES ORGANISMES

COMITE DIRECTEUR DES ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES 2003, *Prenez votre place ! La participation citoyenne au cœur des institutions démocratiques québécoises*, Québec, gouvernement du Québec, 2003, 88 p.

DUVAL, Dominic, *Recension des écrits sur la participation électorale*, Collection Études électorales, Québec, DGEQ, 2005, 130 p.

GOUVERNEMENT DU CANADA, *Lois constitutionnelles de 1867 à 1982*, Site du Ministère de la Justice du Canada, http://laws.justice.gc.ca/fra/const/Const_index.html, consulté le 18 décembre 2011.

LEBEL, Gilles, *Horizon 1980. Une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968 et sur ses perspectives d'avenir*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1970, 263 p.

2.7. SITES INTERNET

ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC, « La répartition des sièges aux élections générales », <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/sieges.html>, consulté le 18 décembre 2011.

BARNES, Andre, *La participation électorale des jeunes au Canada*, publication no. 2010-19-F, Ottawa, Service d'information et de recherches parlementaires, Bibliothèque du Parlement, 7 avril 2010, <http://www2.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2010-19-f.pdf>, consulté le 9 septembre 2010.

CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC, « Origine et développement de la CSQ », http://www.csq.qc.net/sites/1676/documents/qui/origine_pdf.pdf, consulté le 18 décembre 2011.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC, « Élections générales au Québec 1867 – 2008 », <http://dgeq.qc.ca/documents/pdf/elections-generales-quebec-1867-2008-VF.pdf>, consulté le 18 décembre 2011.